



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Rapport détaillé sur les activités de l'Organisation en 2006-2007

Grand programme I - Education

GRAND PROGRAMME I - ÉDUCATION

Programme I.1 - Renforcement de la coordination et de la planification pour l'EPT

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 1 : Promouvoir l'éducation en tant que droit fondamental, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme

Objectif stratégique 2 : Améliorer la qualité de l'éducation par la diversification des contenus et des méthodes et la promotion des valeurs universellement partagées

Objectif stratégique 3 : Promouvoir l'expérimentation, l'innovation ainsi que la diffusion et le partage de l'information et des meilleures pratiques, de même que le dialogue sur les principes d'action dans le domaine de l'éducation

Sous-programme I.1.1 - Renforcement de la coordination internationale et du suivi pour l'EPT

Paragraphe 01111 - Axe d'action 1 : Coordination entre les partenaires de l'EPT et maintien de la dynamique collective

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 3 348 000

Effectif : 3 625 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement et élargissement du partenariat international en faveur de l'EPT	<p>Groupe de travail sur l'EPT</p> <ul style="list-style-type: none"> Groupe de travail 2006 : débat sur six thèmes critiques pour l'EPT, qui a permis aux partenaires de l'EPT de s'en faire une conception commune pour pouvoir aller plus loin. Groupe de travail 2007 : la modification du calendrier et des fonctions de la réunion a permis d'en mieux maîtriser l'ordre du jour et les résultats, ainsi que de proposer un format et un contenu spécifique pour la réunion du Groupe de haut niveau. <p>Groupe de haut niveau sur l'EPT</p> <ul style="list-style-type: none"> Groupe de haut niveau 2006 : le Communiqué de Caire a été pour les partenaires l'occasion de réaffirmer leur engagement en faveur de l'EPT et de proposer un programme d'action pour l'année à venir. Groupe de haut niveau 2007 : le Communiqué de Dakar propose d'agir dans trois domaines : équité, qualité et financement de l'éducation - et d'en faire des priorités pour 2008 et au-delà. Ces résultats permettront de structurer les activités des partenaires et aboutiront à une approche mieux coordonnée. 	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe de travail a fonctionné en 2006 comme une conférence sans résultats spécifiques et n'a apporté qu'une contribution indirecte au programme du Groupe de haut niveau. C'est en partie la raison pour laquelle son calendrier et ses fonctions ont été modifiés en 2007. Chez les participants, le fait d'être associés au processus de structuration de la réunion et de maintenir un programme souple pour tenir compte des buts et des processus sur place a renforcé le sentiment d'être parties prenantes. Il reste difficile de rassembler des participants au plus haut niveau des principaux partenaires de l'EPT. Peut-être la situation pourrait-elle être améliorée en préparant plus tôt un projet d'ordre du jour et en multipliant au préalable les prises de contact au plus haut niveau. Le dialogue régulier et direct entre 	Le renforcement du mécanisme de coordination entre les partenaires a été d'un bon rapport coût-efficacité dans l'optique de la mise en œuvre de ce plan de travail.	Collaboration continue et planification active de la part de toutes les parties prenantes/partenaires pour toutes les réunions annuelles d'EPT.	

	<p>Plan d'action global pour l'EPT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réunions organisées par les cinq initiateurs de l'EPT en 2006 en ce qui concerne l'élaboration du Plan d'action global ont permis d'améliorer la compréhension mutuelle et de renforcer le sens de responsabilité commune pour le mouvement d'EPT et ses processus ; elles ont fait apparaître la volonté de renforcer les complémentarités au niveau des pays. • En 2006, les institutions initiatrices ont adopté le texte final du Plan d'action global, qui constitue une base pour l'application au niveau des pays. Des processus détaillés d'application ont été mis au point et quatre à cinq pays ont été retenus. • La version finale du Plan d'action global contenait une représentation cartographique novatrice, qui faisait apparaître les progrès des pays sur chaque objectif d'EPT par rapport à la moyenne régionale ; d'autres représentations cartographiques montraient, dans les pays où les besoins sont urgents, la répartition des interventions essentielles dans le domaine de l'EPT (IMOA, UNGEI, LIFE, TTISSA, EDUSIDA) et des principaux donateurs actifs dans le domaine de l'éducation. <p>Groupe consultatif international sur l'EPT</p> <ul style="list-style-type: none"> • La continuité et la cohérence de l'engagement des partenaires de l'EPT se sont améliorées avec la création du Groupe consultatif international sur l'EPT, dont les premières réunions, en 2007, ont permis de clarifier les objectifs et de renforcer l'impact du Groupe de travail et du Groupe de haut niveau. • Les capacités nationales de suivre les progrès de l'EPT ont été renforcées et le sentiment d'être partie prenante a été encouragé. Après la tenue de l'Atelier régional d'examen à mi-parcours de l'EPT à Beyrouth (avril 2007), un rapport a été mis au point en anglais et arabe à partir de la version arabe des directives d'ensemble pour l'élaboration du rapport d'examen à mi-parcours et il a été distribué pendant la réunion. L'examen à mi-parcours de l'EPT a été produit en arabe et anglais. • Élaboration d'une recommandation pour aider le Ministère brésilien de l'éducation à élaborer son plan d'action intitulé « Tous pour l'éducation ». • Amélioration de la mobilisation nationale au 	<p>les institutions organisatrices est fondamental pour coordonner l'EPT puisqu'il offre une instance de négociation dynamique et ouverte.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accès systématique aux données de base pour ce type de représentation cartographique suppose que l'on utilise plusieurs bases de données étant donné qu'il n'existe pas de base de données unique capable de fournir des informations systématiques. Une des difficultés consiste à tenir ces représentations cartographiques à jour. • Le Groupe consultatif international sur l'EPT prouve qu'il est important de procéder à une planification systématique dans le cadre d'un processus de participation active sans réserve des grands initiateurs de l'EPT. 	<p>On a recouru aux ressources extrabudgétaires, au fusionnement d'activités et à un soutien du budget ordinaire pour renforcer autant que possible l'impact. Soutien du bureau régional (rapport à moyen terme sur l'EPT).</p>	<p>Mesures prises au niveau national pour superviser la réalisation des objectifs d'EPT sous l'angle des organisations de la société</p>	
--	---	--	---	--	--

	<p>service de la réalisation du programme d'EPT par des activités organisées pour la Semaine mondiale d'action, lancement de la version portugaise du Rapport mondial de suivi sur l'EPT et d'autres activités, avec le soutien du gouvernement, de la société civile, des ONG, des médias et d'organisations internationales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du réseau d'équipes nationales d'Amérique centrale, doté de plans et d'objectifs clairs pour assurer une meilleure liaison entre les organisations de la société civile et les organismes publics. 	<p>niveau fédéral, des États et des municipalités), les ONG, les médias et la société civile pour les amener à reconnaître l'importance de l'initiative d'EPT. Cependant, il faut intensifier les actions nationales pour appuyer la mise en œuvre des initiatives stratégiques en vue de réaliser les objectifs de l'EPT. L'UBO doit continuer à appuyer la participation du Brésil aux réunions internationales liées à l'éducation, telles que les réunions du Groupe E9.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est extrêmement difficile de suivre de près les activités des comités nationaux pour l'EPT si l'UNESCO n'est pas présente dans les pays. 		<p>civile.</p>	
<p>Élargissement des réseaux régionaux et interrégionaux de partenaires de l'EPT et renforcement de l'articulation entre tous les niveaux de coordination de l'EPT</p>	<p>Initiative E9</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Initiative E9 reste un mécanisme fondamental pour promouvoir la coopération entre les neuf pays à forte population (Brésil, Bangladesh, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria et Pakistan) et la coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud. • Après une réunion d'experts d'une journée, la sixième Réunion interministérielle de l'E9 s'est tenue à Monterrey les 14 et 15 février 2008 et a adopté la Déclaration de Monterrey des pays du Groupe E9, qui met en avant des domaines fondamentaux d'action concernant les politiques et systèmes nationaux d'évaluation de la qualité de l'éducation, et d'autres comme la mobilisation des ressources et la coopération Sud-Sud. • Plusieurs réunions de ministres, fonctionnaires et experts ont été organisées parallèlement avec les grands événements d'EPT (Groupe de haut niveau et Groupe de travail sur l'EPT), ce qui a facilité l'échange d'informations et les préparatifs en vue de la Réunion ministérielle d'examen en 2009. <p>Table ronde ministérielle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la Table ronde ministérielle sur l'éducation et le développement économique, une centaine de ministres ont adopté une déclaration appelant à renforcer le soutien à l'éducation, comme condition essentielle du développement économique et en particulier comme fondement d'un développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en contact des ministres du Groupe E9 et hauts fonctionnaires a permis de consolider très efficacement le programme d'EPT dans ces pays importants et très peuplés. Le manque de participation active des partenaires de l'EPT à l'Initiative E9 a été un problème. • La participation du bureau de pays de l'UNESCO du lieu où se tiennent les réunions du Groupe E9 fait l'objet d'un réexamen. Des modalités sont à l'étude pour améliorer la participation du pays hôte et renforcer ses relations avec le Siège, ainsi que pour améliorer le plus possible le rapport coût-efficacité. • Le fait que des ministres se réunissent est en soi une opération de communication importante. La difficulté est de passer ensuite de façon spécifique à des changements politiques tangibles. 	<p>La planification efficace et l'octroi de financements ont été rendus possibles par la Réunion ministérielle d'examen et les réunions d'experts techniques.</p> <p>La participation de hauts fonctionnaires de pays du Groupe E9 à des événements clés dans le domaine de l'EPT et de l'éducation au cours desquels des réunions parallèles ont été organisées à leur intention a permis de réduire les coûts.</p>	<p>Coopération renforcée et activité accrue entre pays du Groupe E9, notamment avec des visites ministérielles, renforcement des capacités et mise en commun de l'information. La coopération Sud-Sud a été également renforcée.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Resserrement de la coopération avec les ONG à tous les niveaux : par le biais de la Consultation collective des ONG sur l'éducation pour tous (CCONG/EPT), l'engagement des ONG internationales, régionales et nationales et des réseaux participant à des manifestations clés de l'EPT (Groupe de haut niveau, Groupe de travail sur l'EPT, conférences régionales de l'UNESCO sur l'alphabétisation, consultations en ligne sur la DEDD, etc.) s'est accru. La capacité de la société civile à travailler avec les partenaires de l'EPT a été renforcée par la diffusion sur le réseau d'informations et de documents fondamentaux. • En étroite collaboration avec des partenaires importants de la CCONG/EPT, de l'UIL et de bureaux locaux de l'UNESCO, plusieurs ateliers ont été organisés à l'occasion des réunions du Forum social mondial à Bamako (janvier 2006) et à Nairobi (janvier 2007), qui ont contribué à élargir et à approfondir la participation des organisations de la société civile à l'EPT, surtout en Afrique, les sensibilisant et les amenant à dialoguer avec l'UNESCO sur des problèmes clés (alphabétisation, éducation des filles et VIH et SIDA, société civile et dialogue sur les politiques éducatives). • La quatrième réunion de la CCONG/EPT s'est tenue du 3 au 5 septembre 2007 à Dakar (Sénégal) et la déclaration de la CCONG recommandant des activités à entreprendre a été adoptée à la lumière de l'évaluation de la participation de la société civile au processus d'EPT depuis 2000. Les résultats préliminaires d'une série d'études régionales que l'UNESCO a entreprises avec l'aide des points focaux régionaux de la CCONG/EPT ont été pris en compte dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008. La synthèse des études, études régionales et études nationales devrait être disponible en mars 2009. • De plus, la campagne de sensibilisation conjointe UNESCO-ONG a été renforcée par un soutien apporté à la Semaine mondiale d'action de la CME. • Un atelier régional de renforcement des capacités a été organisé pour aider les États arabes à préparer leurs rapports d'examen à mi-parcours de l'EPT. Des directives ont été étudiées et diffusées et ces pays ont bénéficié d'activités de soutien au renforcement des capacités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coordination de la CCONG/EPT au niveau régional. • Pour que les États arabes puissent parvenir à réaliser les objectifs de l'EPT d'ici à 2015, certains d'entre eux ont encore besoin d'un soutien en matière de planification, d'établissement de priorités, de suivi et d'exécution de l'EPT. 	<p>Le fait que la Table ronde ministérielle ait été organisée pendant la 34^e session de la Conférence générale a contribué à économiser des fonds.</p> <p>L'organisation de réunions du Groupe de coordination de la CCONG/EPT à l'occasion d'importantes manifestations de l'EPT auxquelles ses membres sont invités pourraient permettre de réduire les coûts.</p> <p>Les ateliers de renforcement des capacités ont été d'un bon rapport coût-efficacité, comme l'ont constaté les coordinateurs de l'EPT. La différence entre le premier et le second projet de rapport est indicative du niveau</p>		
--	---	---	---	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Une réunion d'évaluation à mi-parcours de l'EPT dans les pays du Golfe a été organisée pour valider les rapports d'examen à mi-parcours de l'EPT ; les projets de rapport ont été analysés et une aide a été apportée aux pays pour qu'ils puissent introduire les changements nécessaires et adopter les procédures convenues pour mettre au point leurs rapports. • La coordination des efforts d'EPT au niveau national a bénéficié d'un appui particulier grâce à un atelier de renforcement des capacités qui visait à aider le Forum sur l'EPT (Arabie saoudite) à élaborer et appliquer des programmes efficaces. • Les capacités nationales d'exécution de l'EPT ont également été renforcées de deux façons : par un soutien direct à un programme national de formation d'alphabétiseurs (Oman) et par l'organisation conjointe par les Bureaux de Doha et du Caire d'un atelier régional rassemblant des formateurs de tous les États arabes. • La coopération Sud-Sud a été renforcée entre l'Égypte et le Mexique, qui se sont conjointement penchés sur l'expérience mexicaine en matière de TIC dans l'éducation par des visites d'étude de fonctionnaires des ministères de l'éducation spécialistes des TIC et de l'élaboration des programmes scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des directives devraient avoir été préalablement envoyées aux pays. • Il est admis que les alphabétiseurs jouent un rôle essentiel dans la réussite du programme d'EPT. Leur motivation et leur créativité peuvent beaucoup contribuer au succès du programme. Il faut accorder davantage d'attention aux enseignants permanents et alphabétiseurs non permanents. • La mise en commun des savoir-faire de pays qui se heurtent aux mêmes difficultés (E9) s'est révélée très utile et répondait à la demande des gouvernements. 	<p>d'amélioration qu'ont rendu possible les ateliers de renforcement des capacités.</p> <p>Il a été moins coûteux de renforcer les réseaux en place que d'en créer de nouveaux.</p>	<p>Le renforcement des capacités des membres du Forum sur l'EPT améliorera les plans nationaux pour l'EPT.</p> <p>Le renforcement des capacités des alphabétiseurs améliorera les cours donnés en classe d'alphabétisation et entraînera une hausse des taux d'alphabétisation.</p>	
<p>Stratégie efficace de sensibilisation et de communication en faveur de l'EPT élaborée et appliquée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Semaine mondiale d'action - En mobilisant ses partenaires, ses bureaux hors Siège, ses commissions nationales, le Réseau des écoles associées et d'autres réseaux, l'UNESCO a apporté son soutien aux Semaines mondiales d'action (24-30 avril 2006 et 23-27 avril 2007) organisées dans le cadre de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME). • En 2006, l'UNESCO a lancé le rapport intitulé « Les enseignants et la qualité de l'éducation : suivi des besoins mondiaux pour 2015 », produit par l'ISU au siège de l'ONU à New York, États-Unis d'Amérique, et à Bruxelles (Belgique). En 2007, l'UNESCO a consacré son attention à une question émergente, celle des attaques politiques et militaires violentes et ciblées visant le personnel éducatif, en publiant, le 27 avril 2007, une nouvelle étude intitulée « L'Éducation prise pour cible » dans le cadre d'un colloque où des moyens de donner suite aux conclusions du rapport ont été déterminés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination des activités relatives à la communication et à la sensibilisation avec d'autres partenaires clés de l'EPT, notamment le secrétariat de l'IMOA-EPT, l'UNICEF et la Banque mondiale. 	<p>Entreprendre des activités de concert avec d'autres partenaires peut avoir un impact positif pour un investissement moindre.</p>	<p>Personnel formé à la gestion des sites Internet.</p> <p>Existence d'une stratégie globale de communication pour l'EPT.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Pages Internet - les nouvelles pages Internet sur l'EPT ont été lancées en mars 2007 et mises à jour à intervalles réguliers. • Publications - des publications concernant l'EPT (par exemple les rapports sur les réunions du Groupe de haut niveau sur l'EPT et du Groupe de travail sur l'éducation pour tous, « L'Éducation prise pour cible » et « L'Éducation pour tous (EPT) dans les pays les moins avancés ») qui ont été produites et distribuées ont fait prendre conscience de questions clés associées à l'EPT. Un certain nombre de publications de l'UNESCO relatives à l'EPT, notamment le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, outil de sensibilisation essentiel, ont également été distribuées au cours d'événements majeurs dans le domaine de l'EPT et par courrier électronique. • Promotion - les principaux événements et réunions dans le domaine de l'EPT ont été couverts par la rubrique « À la une » du portail de L'éducation. Des Avis aux médias et des Communiqués de presse ont également été publiés en ces occasions. • Diffusion d'outils de communication et de matériels de sensibilisation à l'EPT au niveau des pays. • Formation d'experts des médias et de journalistes appartenant à différentes organisations de médias nationales pour faire rapport sur les objectifs et avancées de l'EPT au niveau des pays. • Sensibilisation au kit sur l'EPT destiné au personnel des médias. • Promotion du dialogue entre les décideurs et les professionnels des médias au cours de l'atelier de formation. • Campagne de sensibilisation et de communication améliorée en Égypte et au Yémen par des activités dans le cadre de la Semaine de l'EPT. Diffusion de séminaires à la télévision et à la radio, mobilisation des volontés politiques et production de matériels, de rapports, d'ouvrages, de calendriers, etc., en faveur de l'EPT. • Sensibilisation accrue à la réalisation des objectifs de l'EPT et resserrement des liens entre le réseau du SEA et les autres partenaires nationaux en Palestine. Dans le cadre de l'initiative mondiale de l'UNESCO visant à sensibiliser les communautés nationales à la réalisation des objectifs de l'EPT, la 	<ul style="list-style-type: none"> • Multiplication des rapports d'enquête sur les principaux défis à relever pour atteindre les objectifs de Dakar pour l'EPT. * Participation proactive accrue des ONG dans les activités de l'EPT. * Le kit sur l'EPT pour les médias pourrait être largement diffusé. 	<p>Faire du Ministère de l'éducation un partenaire dans la formation du personnel des médias est d'un bon rapport coût-efficacité.</p> <p>La diffusion à la télévision et à la radio présente un bon rapport coût-efficacité, en particulier en Égypte où un fort pourcentage de la population utilise ce type de médias.</p>	<p>Amélioration des compétences des professionnels des médias pour mieux faire rapport sur les objectifs de l'EPT.</p>	
--	--	--	---	--	--

	<p>Semaine de l'EPT a été officiellement lancée au Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur à Ramallah. Des représentants de près d'une trentaine d'écoles du RéSEAU ont participé à son lancement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Des enseignants du Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO et des responsables des ministères ont assisté à l'atelier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de trois réunions techniques sur l'EPT dans des pays desservis par un bureau multipays (à Kampala, Ouganda, en avril 2006 ; à Nairobi, Kenya, en juillet 2006, et à Kigali, Rwanda, en avril 2007). <ul style="list-style-type: none"> (i) Élaboration de mécanismes d'établissement de rapports, assortis d'indicateurs de l'EPT, avec les coordonnateurs de l'EPT (Burundi, Érythrée, Kenya, Rwanda, Somalie, Ouganda) pour surveiller les progrès dans les pays relevant du bureau multipays (2006) et établir des rapports sur les indicateurs de l'EPT pour l'ensemble du groupe (2007). (ii) Facilitation/modération des activités en matière d'EPT à l'échelle des pays du groupe par le biais de l'échange d'informations, de l'établissement de rapports et de la coopération technique (2006-2007) (iii) Processus de l'UNESS au sein du groupe : (a) préparation des documents de l'UNESS - Érythrée, Kenya, Rwanda, Ouganda (2007), (b) réunion des coordonnateurs de l'EPT et consultation sur l'UNESS, avril 2007, (c) finalisation des documents de l'UNESS (Érythrée, Kenya, Rwanda, Ouganda). (iv) Contribution du Secteur de l'éducation à l'élaboration du document opérationnel commun relatif au processus « Une ONU » au Rwanda (2007) (Common Operational Document for the UN in Rwanda) (v) Contribution du Secteur de l'éducation au nouveau PNUAD pour le Kenya. (vi) Préparation/publication de « EPT info » relatif aux avancées en matière d'éducation dans la sous-région. (vii) Site Internet sur l'éducation du bureau multipays de Nairobi : établissement de rapports d'information, affichage de documents au centre d'information, mise à jour des profils de pays (Burundi, Érythrée, Kenya, Rwanda, Somalie, Ouganda). Mise à jour de la base de CV des experts des pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire collaborer les pays desservis par un bureau multipays à l'élaboration d'indicateurs de l'EPT communs pour rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'EPT. Les Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation dans les ministères de l'éducation ne recueillent pas les indicateurs clés de l'EPT en temps voulu et ces derniers ne sont pas à jour. • Faute d'être une institution résidente Une ONU-Rwanda a rencontré certaines difficultés pour suivre le rythme, mais un accord passé avec la Commission nationale rwandaise pour l'UNESCO a facilité le processus. • La publication EPT info s'avère très populaire. Le plus difficile est de la produire en deux langues (anglais et français), ce qui génère des coûts de traduction élevés. • Le rôle du bureau multipays est fondamental dans la promotion de l'EPT, car l'UNESCO est le principal moteur dans ce domaine. C'est pourquoi l'utilisation des médias électroniques (site Internet, bulletins d'information hebdomadaires et mensuels) est très appréciée des partenaires et parties prenantes en matière d'éducation dans la région. • Les matériels d'information, de communication et d'éducation produits pour les journées internationales et adaptés à notre groupe de pays accroissent la visibilité de l'UNESCO. • Les problèmes et difficultés 	<p>L'utilisation d'indicateurs communs de l'EPT permet de fournir des données utiles en temps voulu aux ministères de l'éducation du groupe de pays.</p> <p>Le partenariat avec la Commission nationale rwandaise pour l'UNESCO s'est révélé efficace pour assurer la présence de l'UNESCO sur le terrain.</p> <p>EPT info est produit en deux langues (anglais et français) et distribué en version papier et en version électronique ; large audience dans le groupe de pays, la sous-région et au-delà.</p> <p>Le budget a été efficacement employé pour défendre une planification axée sur la collaboration entre les multiples parties prenantes, le gouvernement et des institutions non gouvernementales et</p>	<p>La collaboration et la participation étroites et constantes des parties concernées est essentielle à la bonne coordination et</p>	
--	--	--	---	--	--

	<p>du groupe, gestion et actualisation des calendriers d'événements quotidiens/mensuels.</p> <p>(viii) Publication d'un bulletin mensuel et hebdomadaire sur l'éducation (UNESCO-Nairobi : Éducation dans la presse locale) dans la sous-région (anglais/français) - transmissions électroniques (2006+2007). Production de la seconde édition du « Fact Book on Education For All (EFA) » contenant des informations et des statistiques à jour sur les systèmes éducatifs du groupe de pays (2006).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du 24 au 30 avril 2006, l'Indonésie s'est associée à la célébration mondiale de la Semaine de l'EPT sur le thème « Chaque enfant a besoin d'un enseignant ». Un séminaire national s'est tenu le 28 avril 2006 au Ministère de l'éducation nationale en présence de représentants d'enseignants et d'étudiants, de membres du gouvernement, d'ONG et de représentants d'institutions des Nations Unies. Un concours national de rédaction d'essais pour les enseignants et les élèves a été organisé à Jakarta, Tangerang, Bekasi et Depok, à l'ouest de Java (Indonésie) en coopération avec la Commission nationale indonésienne pour l'UNESCO, le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (RéSEAU) et le Conseil général pour l'amélioration de la qualité du personnel enseignant et éducatif. Les essais des enseignants sur le thème « Chaque enfant a besoin d'un enseignant » et les essais des élèves sur le thème « Mon enseignant idéal » ont été regroupés dans le dossier Pour la défense des enseignants. Un premier, un deuxième et un troisième prix ont été décernés aux meilleurs essais des enseignants et des élèves. Au cours de la Semaine mondiale d'action en faveur de l'EPT de 2006, les Indonésiens ont traduit et adapté un résumé du Rapport mondial de suivi sur l'EPT de 2006 sur l'alphabétisation, qui a été réimprimé et diffusé. En outre, des autocollants « Chaque enfant a besoin d'un enseignant » et d'autres matériels de la Semaine mondiale d'action en faveur de l'EPT ont été distribués par le biais du réseau national des syndicats d'enseignants. • La coordination et les partenariats entre ministères de l'éducation, Nations Unies et organismes donateurs ont été renforcés par le biais de réunions de coordination de l'EPT aux niveaux national et régional. 	<p>rencontrés par les enseignants (déploiement de personnel, conditions de travail, évolution professionnelle, etc.) ont été minutieusement débattus par les représentants des pouvoirs publics et les enseignants. Il conviendrait toutefois d'organiser des événements de suivi afin de poursuivre les débats sur ces points.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La collaboration et la participation étroites et constantes des parties concernées sont essentielles à la bonne coordination et aux partenariats en faveur de l'EPT. • La coordination et les partenariats en faveur de l'EPT ont été renforcés grâce à la participation constante des parties concernées. 	<p>organiser pour la Semaine mondiale d'action en faveur de l'EPT dans toute l'Indonésie et aux Philippines.</p>	<p>aux partenariats en faveur de l'EPT.</p>	
--	---	---	--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> • En Indonésie, en collaboration avec Yayasan Inklusi dan Pendidikan Non-Diskriminasi (Indonésie), des tables rondes et des ateliers ont été organisés, un film documentaire a été produit et des cartes postales et des affiches sur l'EPT ainsi que d'autres matériels éducatifs dans ce domaine ont été publiés et distribués, à Jakarta, Malang (à l'est de Java), Kupang (à l'est de Nusa Tenggara) et Musi Banyuasi (au sud de Sumatra). • Aux Philippines, un atelier d'Education Watch intitulé « Mapping Education Situations of Marginalized Sectors in Rural and Urban Areas » a été organisé le 23 avril 2007 par le Réseau de la société civile pour la réforme de l'éducation (E-Net Philippines) et le Bureau de l'UNESCO à Jakarta ; 1 200 tee-shirts portant le slogan « Education is a Human Right » (L'éducation est un droit de l'homme) en philippin et 1 600 livres élémentaires sur l'EPT ont été produits et distribués. Le 2 mai 2007, E-Net Philippines et le Ministère de l'éducation, en partenariat avec le Bureau de l'UNESCO à Jakarta, Oxfam-Grande-Bretagne et Plan Philippines ont organisé un atelier conjoint intitulé « Join Up for Rights-Based Education » à Mandaluyong City. • Tous les événements organisés dans le cadre de la Semaine mondiale d'action en faveur de l'EPT ont été axés sur les mesures positives prises par les gouvernements en faveur de la promotion du droit à l'éducation et de l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour les enfants en âge d'être scolarisés en Indonésie et aux Philippines. Des discussions concrètes ont été menées sur les moyens d'améliorer encore la situation de l'éducation au bénéfice de tous. • Les médias nationaux et locaux ont soutenu cette campagne en rendant quotidiennement compte des événements dans les journaux et les bulletins d'information à la télévision et à la radio. Des communiqués ont été publiés sur les sites Internet du Bureau de l'UNESCO à Jakarta et à Bangkok, ainsi que sur http://www.unesco.org/efa 				
<p>Ressources mobilisées et augmentées en faveur de l'EPT aux niveaux national et international</p>	<p>Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous</p> <ul style="list-style-type: none"> • En tant que partenaire principal de l'IMOA-EPT, l'UNESCO a contribué au processus de différentes manières. Par le biais du comité directeur, du Fonds catalytique de l'IMOA et du Fonds de développement de programmes d'éducation, de groupes de travail/équipes spéciales sur le 	<ul style="list-style-type: none"> • Un financement extrabudgétaire a été obtenu de l'Espagne. Le manque de ressources financières et humaines au Secrétariat de l'UNESCO a toutefois restreint le champ de ses activités. Les travaux futurs dépendront de la disponibilité 	<p>Des réunions et missions sur le sujet ont eu lieu parallèlement à des événements relatifs à l'EPT.</p>	<p>S'associer efficacement et plus souvent à d'autres initiatives favoriserait les synergies et éviterait les doubles emplois.</p> <p>Disponibilité de fonds extrabudgétaires.</p>	

	<p>renforcement des processus au niveau des pays, les États fragiles, le VIH/SIDA, le développement des capacités et la qualité, l'IMOA-EPT a fourni des conseils et une assistance techniques en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre dans le domaine de l'éducation de plans destinés à promouvoir l'éducation primaire universelle (EPU) et a mieux fait connaître ses travaux par le biais d'activités de sensibilisation efficaces. Les liens avec d'autres processus et mécanismes, notamment les activités du Groupe de haut niveau sur l'EPT et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, ont été renforcés pour soutenir les pays nécessitant des ressources et une assistance technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conformément à la résolution 33 C/16, l'UNESCO a créé le Groupe de travail sur la conversion de la dette au bénéfice de l'éducation constitué en Forum pour l'échange d'expérience et d'information sur les mécanismes de conversion de la dette et autres mécanismes de financement novateurs, et pour l'élaboration de recommandations quant à leur utilisation dans l'éducation. La première réunion du Groupe de travail s'est tenue les 27 et 28 novembre 2006, et un cadre conceptuel de base ainsi qu'un plan de travail pour les mois à venir y ont été adoptés. À la suite de cette réunion, un site Internet interactif a été créé pour faciliter le partage d'informations sur ce sujet précis et sur le Groupe de travail. Lors de la deuxième réunion du Groupe de travail (Buenos Aires, Argentine, 12-13 juillet 2007), un ensemble de recommandations pour des actions futures a été adopté dans le cadre du projet de rapport du Groupe de travail devant être soumis au Directeur général de l'UNESCO. • Les contributions du secteur privé au processus de l'EPT et les efforts de l'UNESCO pour mobiliser ce secteur se sont encore accentués au cours des deux dernières années, tant au niveau politique qu'opérationnel. S'agissant des politiques mondiales, l'Atelier sur les partenariats public-privé pour l'EPT a été organisé conjointement par l'UNESCO et le Forum économique mondial (le Forum) avec le soutien d'USAID. Il a permis d'identifier les activités conjointes que ce groupe et ses futurs membres doivent entreprendre à trois niveaux : méthodologies et cadres, sensibilisation et relations publiques, et outils de facilitation des partenariats public-privé (PPP) dans l'éducation. Une réunion de suivi de cet atelier a été organisée en septembre 2007 à Washington D.C. (États-Unis 	<p>des fonds extrabudgétaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recensement d'exemples et de bonnes pratiques existant dans les partenariats multiparties prenantes pour l'éducation. 	<p>Le mode de fonctionnement du Groupe consultatif technique s'est avéré efficace pour mobiliser les ressources non financières qui sont nécessaires à la mise en œuvre de certains éléments des Partenariats pour l'éducation.</p>	<p>Capacités des principaux partenaires, en particulier les gouvernements et le secteur privé.</p>	
--	---	--	---	--	--

	<p>d'Amérique).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ces deux événements se sont traduits par le lancement de la nouvelle initiative conjointe UNESCO-Forum économique mondial intitulée <i>Partenariats pour l'éducation</i> qui vise à mettre à profit et aider à utiliser efficacement les contributions du secteur privé au service du mouvement de l'Éducation pour tous (EPT) en fournissant des mécanismes et des conseils sur les moyens de créer et d'entretenir des partenariats multiparties prenantes pour l'éducation. Les deux Groupes consultatifs techniques créés dans le cadre de l'initiative Partenariats pour l'éducation (l'un dédié à l'identification de principes et modèles réussis de partenariats multiparties prenantes pour l'éducation, et l'autre à la communication, à la promotion et à la sensibilisation) ont établi une étude complète, une base de données et produit des pages Internet. • À la suite du vigoureux plaidoyer de l'UNESCO en faveur de l'EPT, le Gouvernement jordanien a augmenté le budget national du secteur de l'éducation et s'est engagé à ce que l'éducation et l'EPT restent des priorités essentielles. • Tous les donateurs du secteur de l'éducation (UNICEF, Banque mondiale, BAD, USAID, CE, etc.) au Cambodge ont en 2004 conjointement créé le Groupe de travail du Secteur de l'éducation, l'UNESCO faisant office d'organisation chef de file. Ce Groupe de travail est une plateforme et un moyen pour chercher des solutions possibles, coordonnées et cohérentes, mobiliser des ressources pour surmonter les obstacles auxquels l'EPT est confrontée au Cambodge, et pour adresser des recommandations au gouvernement en vue de réaliser les six objectifs de Dakar pour l'EPT. Début 2007, le Ministère cambodgien de l'éducation, de la jeunesse et des sports, avec l'approbation du Groupe de travail du Secteur de l'éducation dirigé par l'UNESCO, a reçu une subvention EPT-Fonds catalytique de l'IMOA de la Banque mondiale d'un montant de 57,4 millions de dollars des États-Unis pour trois ans. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le principal défi est de pérenniser la mobilisation du financement des donateurs bilatéraux et multilatéraux. • Capacité des institutions à pérenniser les initiatives en matière de réforme de l'éducation. • Maintenir une coopération harmonieuse entre les donateurs, le gouvernement et les ONG est essentiel pour atteindre les objectifs de l'EPT à l'horizon 2015. 	<p>Une Évaluation à mi-décennie de l'EPT a été effectuée dans le cadre d'une coopération entre l'UNICEF et l'UNESCO.</p>	<p>Le Ministère jordanien de l'éducation s'est engagé à célébrer la Semaine mondiale de l'EPT tous les ans. Plus de 500 millions de dollars des États-Unis ont été mobilisés pour la réforme de l'éducation en vue d'atteindre les objectifs de l'EPT.</p> <p>La volonté et l'engagement politiques du gouvernement ont été forts et le budget national alloué à l'éducation a régulièrement augmenté. Le mécanisme national de l'EPT est déjà en place pour garantir le bon déroulement des activités et la mobilisation des ressources.</p>	
--	--	--	--	---	--

Paragraphe 01112 - Axe d'action 2 : Suivi de l'EPT et amélioration de la qualité des données

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 862 000	Effectif : 857 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Analyse, mise en évidence et diffusion des principales tendances et difficultés observées dans la réalisation des objectifs de l'EPT	<ul style="list-style-type: none"> • Production en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes d'évaluations à mi-décennie de l'EPT (la préparation de l'évaluation à mi-décennie a débuté dans les États arabes ainsi qu'en Asie et dans le Pacifique et sera finalisée début 2008). • Production et large diffusion de la fiche de rapport sur l'Asie de l'Est pour 2006 et 2007 qui repose sur les rapports mondiaux de suivi sur l'EPT 2006 et 2007. Sensibilisation accrue aux rapports mondiaux de suivi dans la région grâce à une plus large distribution des rapports annuels auprès des ministères de l'éducation, des partenaires de l'EPT et d'autres parties prenantes de la région en matière d'éducation. • Établissement de rapports sous-régionaux d'évaluation à mi-décennie sur l'EPT pour l'Asie du Sud-Est insulaire, la sous-région du Grand Mékong, l'Asie du Sud et de l'Ouest et l'Asie centrale. Ces rapports sont axés sur les disparités de l'éducation et les moyens d'atteindre les exclus, l'objectif étant d'exploiter leurs résultats pour élaborer des politiques visant à garantir la défense de l'éducation en tant que droit fondamental. • Examen et révision de la politique nationale pakistanaise de l'éducation avec l'aide du Bureau de l'UNESCO à Islamabad. • Adaptation, traduction et diffusion en langue népalaise du résumé des éditions 2006 et 2007 du Rapport mondial de suivi sur l'EPT. • Organisation en Indonésie de la présentation nationale du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 consacré à l'EPPE, en présence du Ministre de l'éducation, de décideurs de haut niveau, d'universitaires, de professionnels et d'étudiants (600 personnes au total), et tenue d'une conférence de presse pour marquer l'événement. • Plusieurs occasions ont été mises à profit pour distribuer les Rapports mondiaux de suivi sur l'EPT 2006 et 2007 en anglais et en langue indonésienne, à Brunéi Darussalam, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et au Timor-Leste, 	<ul style="list-style-type: none"> • La traduction des rapports a entraîné un certain retard. • Coût élevé de la traduction et de la production du Rapport mondial de suivi sur l'EPT. • Promouvoir fréquemment et suivre de près l'utilisation des Rapports de suivi sur l'EPT est très important pour aider les homologues nationaux à accomplir des progrès dans la réalisation des objectifs de l'EPT. • Établir des rapports sous-régionaux sur les progrès de l'EPT exige une coordination très étroite et un suivi intensif avec les pays. Le résultat dépendra dans une très large mesure de la qualité des apports nationaux (données soumises, etc.). • Manque de capacité au niveau national pour fournir les informations et données nécessaires à l'analyse des progrès en matière d'EPT. • Le lancement du Rapport mondial de suivi sur l'EPT avec de nombreux partenaires a efficacement contribué à intéresser davantage la population et les 	<p>Coopération avec l'UNICEF pour le lancement et le partage de l'impression.</p> <p>Utilisation efficace du budget pour diffuser les Rapports mondiaux de suivi sur l'EPT 2006 et 2007 en même temps que des études nationales pertinentes sur l'EPT.</p>	L'utilisation des Rapports mondiaux de suivi sur l'EPT est constamment préconisée et toujours suivie de près afin d'aider les homologues nationaux à atteindre les objectifs de l'EPT.	

	<p>sous forme imprimée et de CD.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distribution par le Bureau d'Amman de plus de 2 000 exemplaires de la version arabe/anglaise des Rapports mondiaux de suivi sur l'EPT 2006 et 2007 à des ministères, des bibliothèques publiques et des institutions nationales ainsi qu'à des spécialistes de l'éducation. 	<p>médias.</p>			
<p>Capacités de collecte de données en temps voulu, d'analyse et de suivi de l'EPT renforcées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publication et partage avec un plus large public, notamment avec les partenaires de l'EPT, du Rapport flash I (EMIS), du Rapport flash II (début et fin des rapports pour l'année scolaire) et du Rapport consolidé des statistiques de l'éducation au niveau de l'école au Népal. • Bonne collaboration établie entre l'ISU Bangkok, le Bureau de l'UNESCO à Katmandou et le Département népalais de l'éducation. • Élaboration du Projet de manuel de formation EMIS et communication du document à des fonctionnaires de l'éducation. • La Malaisie a contribué à l'élaboration, l'enrichissement et la révision de son rapport d'évaluation à mi-décennie de l'EPT en février 2007. • Amélioration de la collection de données et du système d'analyse du Ministère de l'éducation d'El Salvador conformément aux recommandations techniques du SIRI/OREALC. • Dans le contexte du suivi et de l'évaluation de l'EPT, des planificateurs et statisticiens de l'éducation au niveau national appartenant à des pays de l'Asie et du Pacifique ont été formés à la collecte des données sur l'éducation et à l'analyse des indicateurs relatifs à l'éducation afin de pouvoir mieux surveiller les progrès de l'EPT. Les planificateurs et statisticiens s'occupant de l'éducation au niveau local/infranational (provinces, districts, etc.) au Viet Nam, au Pakistan, au Bangladesh, au Myanmar, au Népal et dans les États insulaires du Pacifique ont également été formés à l'utilisation des données sur l'éducation aux fins de la formulation de politiques fondées sur des informations factuelles. • Établissement de rapports nationaux d'évaluation à mi-décennie de l'EPT analysant des données sur l'éducation ventilées au niveau local, preuve d'une 	<ul style="list-style-type: none"> • La collecte des données et l'établissement de rapports en temps voulu par les établissements privés ainsi que l'agrément et l'équivalence des diplômes des écoles religieuses restent un problème. • Une meilleure ventilation des données concernant les groupes les plus défavorisés et les plus marginalisés ne va pas de soi. • Le renforcement des capacités des gestionnaires locaux de l'éducation, comme les directeurs d'école, qui enregistrent également les données primaires, ne va pas non plus de soi. • Les capacités des responsables de l'éducation au niveau des districts, des régions et du gouvernement central en matière d'analyse des données et de suivi des élèves exigera d'autres interventions. • Les délégations nationales de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et du Timor-Leste ont fait savoir qu'elles avaient l'intention de renforcer leur système actuel de suivi et d'évaluation. Elles ont également déterminé le soutien nécessaire pour apporter des améliorations au système. 	<p>Le budget est efficacement utilisé pour renforcer les capacités de collecte et d'analyse des données relatives à l'EPT.</p>	<p>Pour soutenir les homologues nationaux, il est très important de suivre de près les progrès accomplis dans l'établissement des rapports d'évaluation à mi-décennie de l'EPT et de fournir fréquemment un retour d'informations.</p>	

	<p>plus large couverture de la collecte des données.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Constitution d'une base de données des indicateurs de l'EPT dans le cadre du processus d'évaluation à mi-décennie en Asie et dans le Pacifique, comprenant notamment des données locales. • Définition d'indicateurs relatifs à la qualité de l'éducation et de la protection de la petite enfance en coopération avec la CARICOM et l'UNICEF. Ils seront expérimentés dans trois pays des Caraïbes en 2008. • Un certain nombre de responsables de l'éducation de tous les pays de la région ont été formés à la collecte et à l'analyse des données sur l'éducation en coopération avec l'ISU et l'OREALC. 	<ul style="list-style-type: none"> • La qualité de la coopération avec l'ISU et l'OREALC permet de transférer des compétences dans la région. 	<p>Cette activité est mise en œuvre en associant pour le renforcement des capacités, des modalités d'exécution au niveau des sous-régions, des groupes de pays et des pays.</p>	<p>Poursuite de la coopération entre le Bureau de l'UNESCO à Kingston, l'OREALC et l'ISU.</p> <p>Intérêt constant des États membres.</p>	
<p>Préparation de l'examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'EPT en 2007-2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Comme indiqué précédemment, des évaluations à mi-décennie de l'EPT ont été effectuées en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes (dans les États arabes et en Asie et dans le Pacifique début 2008). • Préparation de rapports nationaux, d'études thématiques et d'exemples de réussite. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de mettre davantage l'accent sur l'analyse des disparités entre personnes socialement exclues et économiquement marginalisées dans le Rapport national d'évaluation à mi-décennie de l'EPT. • Adopter les recommandations et s'en inspirer pour accomplir des progrès dans la réalisation des objectifs. 			

Sous-programme I.1.2 - Élaboration de politiques, planification et évaluation pour l'EPT

Paragraphe 01121 - Axe d'action 1 : Élaboration de politiques et de programmes nationaux

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 3 166 000

Effectif : 3 328 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des capacités d'analyse, de planification, de gestion et d'évaluation des politiques d'EPT dans les pays en développement, en particulier ceux qui sortent d'une situation de conflit, qui	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles en matière de formulation des politiques nationales de l'éducation, de la planification et de l'action stratégique ainsi que du suivi et de l'évaluation, dans les pays ci-après : <ol style="list-style-type: none"> 1. En Mongolie, par le biais de l'élaboration d'un plan de développement de l'éducation crédible 		Le soutien apporté aux ministres de l'éducation dans les domaines de l'analyse des politiques, de la planification de l'éducation et de la coordination avec les donateurs s'avère pour l'UNESCO une manière rentable de s'acquitter de	Des plans crédibles, ainsi que les indicateurs de performance et les indicateurs de référence qu'ils contiennent faciliteront le suivi de la mise en œuvre du Plan, l'adaptation des	

<p>bénéficiaire des trois principales initiatives en faveur de l'EPT ou qui participent à l'IMOA</p>	<p>et de l'accès à l'EPT/IMOA ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Au Nigéria, par le biais de la préparation et de l'adoption d'un plan stratégique fédéral de l'éducation sur dix ans ainsi que de plans stratégiques pour les États ; 3. Au Soudan, en vue de renforcer les capacités des fonctionnaires fédéraux et des ministères des États dans le contexte de la reconstruction post-conflit ; 4. En Croatie, au Monténégro et en Serbie, en examinant et améliorant les politiques et stratégies nationales de réforme de l'éducation ; 5. En République démocratique du Congo, en appuyant la mise en œuvre d'une réforme du secteur de l'éducation et un projet de renforcement des capacités visant à définir la reconstruction et le développement à moyen et à long terme de l'éducation <ul style="list-style-type: none"> • La base de données régionales en ligne sur l'état de l'enseignement secondaire a été inaugurée afin de fournir des données et informations sur l'enseignement secondaire en Asie et dans le Pacifique utiles à la formulation des politiques. Cinq profils de pays (Bangladesh, Viet Nam, Cambodge, République démocratique populaire lao et Thaïlande) ont été établis et sont disponibles en ligne. Pour répondre à la demande, des publications sur papier seront bientôt disponibles. • L'atelier sous-régional sur le suivi et l'évaluation de l'éducation s'adressant au groupe des pays du Golfe s'est tenu à Doha. • Production et diffusion de connaissances au sein des pays de la région par l'intermédiaire du bulletin sur le PRELAC. Dans cette publication de l'UNESCO, du personnel technique de haut niveau et d'éminents intellectuels développent des thèmes ou partagent des résultats de recherche dans le cadre du PRELAC. Deux bulletins ont été publiés au cours de l'exercice, l'un intitulé « Les significations de l'éducation » (The Meanings of Education) et l'autre « Débat sur les programmes » (Curricula under Debate). • Amélioration des compétences en matière d'élaboration de politiques de financement de l'éducation grâce au partage d'expériences entre des représentants des ministères de l'éducation et de l'économie à l'occasion d'une réunion spéciale 	<ul style="list-style-type: none"> • À l'issue des réunions de planification, il convient de surveiller de près les mesures de suivi nécessaires. • Il est très important de suivre de près les progrès accomplis dans l'établissement des rapports d'évaluation à mi-décennie de l'EPT et de fournir fréquemment des informations en retour pour aider les homologues nationaux. • Il est absolument fondamental de maintenir une étroite collaboration, à un haut niveau, entre l'UNESCO et la SEAMEO. 	<p>son mandat.</p> <p>Le système de collecte de données a été créé et est géré de façon à faciliter le travail des experts nationaux qui collaborent étroitement avec les départements compétents de chaque ministère de l'éducation.</p> <p>Les informations rassemblées sont mises à disposition en ligne et des prospectus indiquant l'adresse Internet ont été distribués afin que la diffusion de ces informations ne dépende que dans une faible mesure de publications papier.</p> <p>Activité extrêmement rentable puisque l'investissement dans la publication est faible par rapport à la valeur de l'aide qu'elle apporte aux décideurs chargés de formuler les politiques publiques et à sa contribution à l'élaboration d'activités éducatives dans le secteur académique et dans la société civile.</p> <p>Des ouvertures de crédits supplémentaires sont nécessaires pour appuyer les activités essentielles.</p>	<p>activités de développement et la mobilisation des ressources nécessaires en faveur de l'EPT ainsi que le développement de l'éducation à l'échelle sectorielle.</p> <p>Fournir des informations actualisées est indispensable à cette activité. Le format des profils de pays a été conçu de manière à permettre une mise à jour régulière.</p> <p>Un soutien a été fourni, et continue d'être fourni, aux délégations pour leur permettre d'assurer le suivi des résultats des ateliers de Bangkok, de concert avec les équipes chargées d'effectuer l'évaluation à mi-décennie de l'EPT dans leurs pays respectifs.</p> <p>Le bulletin a été largement et librement diffusé sur le portail Web www.unesco.cl.</p> <p>Les capacités nationales, et des États, en matière de planification et de mise en œuvre d'activités visant à la réalisation des objectifs de l'EPT ont été augmentées.</p>	
--	---	---	--	--	--

	<p>organisée par l'UNESCO.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien à la mise au point du Plan du Mexique en faveur de l'EPT. • Formation de fonctionnaires de l'éducation du Suriname dans les domaines de la formulation de la politique de l'éducation, de l'approche sectorielle, du cycle politique et du cycle des projets ainsi que des systèmes d'assurance qualité. Le budget ordinaire a été complété par un financement extrabudgétaire en provenance du Fonds-en-dépôt japonais (JFIT). 			<p>Il convient de maintenir une étroite coopération technique avec les pays pour garantir la durabilité des résultats des programmes/projets.</p>	
<p>Amélioration de l'analyse des politiques, de la planification, de l'exécution et de l'évaluation de l'EPT au plan national et partage de l'information entre réseaux EPT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration et application du concept de Stratégie d'appui de l'UNESCO à l'éducation : <ul style="list-style-type: none"> (i) expérimentation du projet pilote de concept de l'UNESS dans 12 pays ; (ii) publication et utilisation de la Note d'orientation de l'UNESS pour élaborer des documents UNESS dans une soixantaine de pays, et notamment la plupart des pays pilotes retenus pour la stratégie d'unité d'action des Nations Unies ; • Discussion de programmes nationaux de développement, de stratégies des soutiens de l'UNESCO et de la coopération de l'Organisation avec d'autres institutions du système des Nations Unies et organismes de développement à l'occasion de la préparation et de l'approbation de l'UNESS. • Apport d'un soutien technique à tous les pays membres du CCG en vue de la production de l'évaluation à mi-parcours sur l'éducation pour tous dans les deux langues, arabe et anglais. • Apport d'un soutien technique à Oman et au Qatar en vue de la production du document intitulé Stratégie d'appui de l'UNESCO à l'éducation nationale (UNESS). 	<ul style="list-style-type: none"> • L'UNESS (Stratégie d'appui de l'UNESCO à l'éducation nationale) est une nouvelle approche qui a été instaurée afin d'améliorer l'efficacité et la gestion du soutien et de la coopération de l'Organisation au niveau des pays en modifiant, du point de vue de la mentalité, de l'organisation et des modalités, la manière dont l'UNESCO planifie, budgétise et met en œuvre son programme dans le domaine de l'éducation. Pour garantir le succès du processus UNESS, le programme futur de perfectionnement du personnel doit être conçu de manière à répondre aux exigences techniques dudit processus. À cet égard, les domaines de renforcement des capacités incluent le travail en équipe, l'analyse des besoins, la formulation des politiques, la planification de l'éducation, les partenariats et la coordination entre les donateurs. • Parallèlement à l'élaboration de stratégies au niveau national, il convient de définir une orientation régionale commune. • Nécessité d'assurer le suivi des stratégies nationales dans une perspective régionale. • Nécessité de travailler en liaison étroite avec les ministères afin de mettre efficacement en œuvre les stratégies (compte tenu de la 	<p>En définitive, l'UNESS contribuera à accroître la responsabilité de l'UNESCO en matière de soutien au développement de l'éducation nationale.</p> <p>Mettre des crédits en commun pour organiser des activités conjointes est rentable. Il faut pouvoir compter sur des sources de financement durables jusqu'à la fin du processus.</p> <p>Tous les pays du CCG ont effectué une évaluation à mi-parcours sur l'éducation pour tous dans les deux langues, arabe et anglais.</p>	<p>L'UNESS définit les indices de référence et les résultats à court et à moyen terme du soutien de l'UNESCO en fonction des objectifs et priorités nationales de développement de l'éducation ; les activités UNESS se poursuivront donc pendant la durée de la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO et pendant la période correspondant au Programme national de développement de l'éducation.</p> <p>Des réseaux d'experts ont été mis en place dans tous les pays membres du CCG.</p> <p>Les rapports d'analyse du secteur devraient être pris en considération lors de la mise au point finale des plans ministériels relatifs à l'éducation.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • UNESS Chili. Mise au point d'un programme de soutien de l'UNESCO en faveur du Chili dans le cadre du PNUAD pour le Chili et d'autres initiatives interinstitutions. • Préparation d'une étude sur la réalisation des objectifs de l'EPT afin de suivre les progrès accomplis par le Brésil dans ce domaine. • Préparation d'un rapport sur la langue et la littérature portugaises avec la participation de pays lusophones. • Établissement d'une étude sur les domaines prioritaires d'intervention afin d'améliorer l'éducation au Brésil (UNESS). • Préparation d'un document sur les politiques de financement et l'éducation à partir d'un échange d'expériences et de réflexions entre spécialistes. • Création au Chili d'un réseau national, intégré par les principales facultés de journalisme du pays en vue de promouvoir les stratégies de l'EPT et les sujets concernant l'éducation dans les programmes d'enseignement du journalisme. Une réunion publique et un atelier diffusés en direct par le biais d'Internet ont été organisés à Santiago. Des enseignants et étudiants de chaque faculté de journalisme du pays ont participé au processus. Des activités spécifiques ont été exécutées sous la direction des points focaux de chaque université. 	<p>faiblesse de la position de l'UNESCO dans certains pays).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de faire participer davantage de pays des Caraïbes au processus UNESS. • Nécessité d'une plus grande coopération entre les Bureaux hors Siège lors de l'organisation d'activités d'évaluation et de suivi. • Le système éducatif chilien fait l'objet d'une profonde réforme. C'est l'occasion pour l'UNESCO de concentrer son action et ses efforts de sensibilisation sur des questions concernant l'éducation inclusive. • Au Brésil, nécessité d'assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de Dakar. Nécessité de porter une attention accrue à la qualité de l'éducation de base et de garantir que les élèves terminent leur scolarité à ce niveau. Le manque d'enseignants qualifiés pour atteindre les objectifs de l'EPT reste un défi majeur. Une étude sur la réalisation des objectifs de l'EPT au Brésil sera publiée en 2008. Elle constituera une importante contribution du Bureau de l'UNESCO à Brasilia. • Il convient d'assurer une meilleure coordination entre les membres grâce à de meilleurs moyens d'échange et de dialogue. • Les matériels de promotion et de communication en espagnol, orientés vers le journalisme et adaptés au contexte de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, font gravement défaut. • La priorité devrait être accordée au rôle de l'université dans la promotion de l'EPT et son soutien dans des domaines tels que les diplômes en journalisme et en communication 	<p>Des partenariats avec des universités organisant conjointement les réunions et assumant la direction des activités de suivi ont permis d'améliorer le rapport coût-efficacité.</p> <p>Des copies du matériel ont été produites sur place et distribuées. La rentabilité a été assurée par la réduction des coûts et la création de partenariats avec des universités en vue de l'organisation des réunions et des ateliers de formation.</p>	<p>Nombre de stratégies nationales en cours d'élaboration dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes d'ici à 2013, avec le soutien du Siège et des bureaux régionaux.</p> <p>Publication et discussion d'un plan national de soutien avec d'autres institutions du système des Nations Unies, les autorités nationales et d'autres parties prenantes compétentes.</p> <p>Le Bureau de l'UNESCO à Brasilia continuera d'aider le pays à renforcer ses politiques et programmes en matière d'EPT et à contrôler la réalisation des objectifs de l'EPT.</p> <p>Les participants au réseau collaborent et échangent des informations par courrier électronique et sur un blog dédié.</p> <p>Échange de meilleures pratiques. Une réunion de suivi a également été organisée afin d'évaluer les progrès accomplis.</p>	
--	---	--	---	--	--

Soutien pour la planification de la mise en œuvre des trois principales initiatives dans les pays visés	<ul style="list-style-type: none"> • Pour voir les rapports, se reporter aux modèles pour les axes d'action I.2.2, I.3.1, 3.2. 	<ul style="list-style-type: none"> • Voir les modèles pour les axes d'action I.2.2, I.3.1, I.3.2. 	Voir les modèles pour les axes d'action I.2.2, I.3.1, I.3.2.	Voir les modèles pour les axes d'action I.2.2, I.3.1, I.3.2.	
Élargissement de la participation aux processus nationaux de planification et de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coopération et de la mise en réseau entre États membres et spécialistes de l'éducation : <ol style="list-style-type: none"> 1. Europe du Sud-Est : séminaire sous-régional et mise en réseau dans les domaines des réformes de l'éducation, des expériences éducatives et de la mise en œuvre des objectifs de l'EPT2. 2. Rénovation du réseau électronique pour la planification et le management de l'éducation (E-MAP) et constitution de trois bases de données (experts, institutions, documentation sur l'analyse des politiques de l'éducation, coopération internationale en faveur du développement, planification, suivi et évaluation) 3. Formation d'une alliance UNESCO-PNUD-UNICEF afin de fournir aux pays un soutien en matière de formulation des politiques, de planification et de calcul des coûts dans le domaine des OMD, de l'EPT et des programmes scolaires adaptés aux besoins des enfants, à l'aide d'un modèle de simulation des politiques conçu par l'UNESCO. • Partenariat avec l'UNICEF afin d'appuyer l'acceptation de la Moldavie au titre de l'IMOA et d'aider à sa mise en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'UNESS sera un outil extrêmement important non seulement pour répondre aux priorités, c'est-à-dire soutenir les priorités nationales en matière d'éducation, mais aussi pour assurer une harmonisation plus efficace entre les donateurs et tendre vers l'adoption d'une approche sectorielle (SWAP) par les principaux donateurs et autres parties prenantes œuvrant dans ce secteur afin de renforcer le partenariat en faveur de la stratégie et sa synergie. • L'approche participative adoptée pour la production du document et le fait qu'elle dépende du retour d'information fourni par les partenaires à différentes étapes du processus ont entraîné quelques retards. 	Non seulement les choix stratégiques et le soutien technique de haut niveau s'avéreront rentables sur le long terme, mais ils contribueront aussi à la réalisation des priorités et objectifs des États membres en matière de développement de l'éducation.	Établissement d'un consensus national sur le document UNESS produit.	

Paragraphe 01122 - Axe d'action 2 : Soutien des stratégies régionales et coordination

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 2 257 000

Effectif : 2 228 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des mécanismes régionaux (réseaux, forums et autres consultations) pour l'EPT	<ul style="list-style-type: none"> • La 5e réunion de l'ARABEFA s'est tenue de concert avec l'ONU et des partenaires régionaux, notamment l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'OIT, l'ALECSO, l'ISESCO et l'ABEGS ; une mise à jour des rapports nationaux d'examen à mi-parcours de l'EPT a été présentée et des mesures de suivi ont été convenues de façon à permettre aux États arabes d'établir des rapports d'examen à mi-parcours de l'EPT, valables et fiables. • Les participants à la réunion des parlementaires arabes ont adopté des politiques visant à renforcer 	<ul style="list-style-type: none"> • Il conviendrait d'améliorer la coordination et la participation des partenaires. Il faut à cette fin promouvoir davantage l'EPT en général et l'ARABEFA en particulier. • Il est très important d'assurer un bon suivi. • Une bonne coopération avec l'OREALC et l'IESALC est 			

	<p>les moyens d'améliorer la qualité de l'éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les pays du CCG ont adapté le plan d'action du programme de mise en œuvre de l'EPT au niveau national. - Tous les pays du CCG. • La version anglaise du site Web du réseau INNOVEMOS a été mise en place en coordination avec l'OREALC, l'IESALC et l'Université des Indes orientales (UWI), afin d'intégrer les Caraïbes dans un forum de dialogue sur l'innovation et la réforme de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes. • Les capacités des planificateurs du ministère de l'éducation au niveau central et provincial de planifier l'éducation et d'établir des projections des incidences financières de la réalisation des buts/objectifs éducatifs ont été améliorées grâce à des ateliers de formation (formation des formateurs) et à l'utilisation du Manuel pour une planification décentralisée de l'éducation (UNESCO Bangkok 2005) en République démocratique populaire lao et en Thaïlande. • Les capacités de fonctionnaires gouvernementaux (des ministères de l'éducation et de la planification des six pays de la sous-région du Grand Mékong) dans le domaine de la gestion moderne du secteur de l'éducation, y compris la décentralisation et le financement à moyen terme de l'enseignement et les nouvelles approches de la coopération donateurs-pouvoir public ont été renforcées par un cours de formation sous-régional organisé en collaboration avec l'Institut du Mékong. Le cours de 2007 a été évalué positivement par les participants et par l'Institut du Mékong et sera reconduit, sous une forme améliorée en 2008. • Des fonctionnaires des ministères de l'éducation, des finances et de la planification d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, de République de Corée, de Thaïlande et du Viet Nam ont pris conscience de l'importance d'intégrer la planification à moyen terme à la planification financière et à la budgétisation et en ont mieux compris l'intérêt par le biais de séminaires organisés en collaboration avec la Banque mondiale et l'Institut coréen de développement de l'éducation (KEDI). 	<p>indispensable à la réussite des activités menées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le partenariat avec une éminente institution régionale garantit la qualité de l'intervention. • Disponibilité du personnel technique des ministères des États membres (souvent surchargé par le travail courant et les projets d'assistance des donateurs). • La sélection de nombreux participants au cours n'était pas satisfaisante bien que l'Institut du Mékong ait demandé à chacun de ses homologues nationaux de désigner des candidats qualifiés. Il faut soigneusement sélectionner les participants aux prochains cours. • Le principal sujet de discussion, à savoir « le financement du plan de mise en œuvre de l'éducation (EPT) », est un domaine qui a été négligé par les partenaires de l'EPT et pourrait continuer de l'être, même pendant l'actuel exercice d'évaluation à mi-décennie de l'EPT et en dépit de sa contribution essentielle à l'Éducation pour tous. • Le défi institutionnel au niveau national dépasse le Secteur de l'éducation. Il est par conséquent parfois difficile d'établir un véritable dialogue entre les responsables de l'éducation et leurs homologues d'autres ministères, par exemple ceux des finances et de la planification. • Le travail initialement entrepris au titre de ce programme a exigé davantage de temps et de travail 	<p>Compte tenu du nombre considérable de planificateurs de l'éducation à former au niveau des provinces, une approche en cascade (formation de formateurs) a été adoptée.</p> <p>L'utilisation des installations et services de l'Institut du Mékong pour le cours de formation permet d'assurer aux activités de renforcement des capacités un bon rapport coût-efficacité.</p>		
--	---	--	--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Des débats sur l'évaluation des populations rurales difficiles à atteindre et laissées pour compte ont été menés lors de réunions nationales et régionales en vue de l'élaboration des rapports nationaux d'évaluation à mi-décennie de l'EPT. • Les informations pertinentes ont été fournies au groupe de rédaction du Rapport national sur les Objectifs du Millénaire de l'ONU pour le développement chargé d'étudier la participation rurale à la réalisation de l'OMD 1- éducation primaire universelle. • Le secrétariat indonésien pour l'EPT a coordonné l'amélioration de la version anglaise du projet de Rapport d'évaluation à mi-décennie de l'EPT en Indonésie ainsi que sa publication. Il a également coordonné l'adjonction d'une description générale d'indicateurs supplémentaires de l'évaluation à mi-décennie de l'EPT en assurant la mise au point du texte avant et après « l'atelier des rédacteurs de l'évaluation à mi-décennie de l'EPT », qui s'est tenu du 11 au 14 septembre 2007, et en veillant à la traduction et à l'impression de 2 000 exemplaires du rapport en anglais et de 2 000 autres en indonésien. • Le suivi du Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC) a été assuré, tant du point de vue technique que politique, comme le prévoient ses statuts. Deux réunions du Comité intergouvernemental pour le projet PRELAC ont été organisées au cours de l'exercice, afin de préparer la deuxième réunion ministérielle du PRELAC. La principale réunion, qui est celle des ministres, comme le prévoient les statuts du Comité, s'est tenue à Buenos Aires, Argentine, en mars 2007. Sur la base des documents techniques établis par l'OREALC à l'occasion de la Réunion ministérielle, d'importants engagements ont été pris et des recommandations ont été formulées en matière de politiques publiques afin d'atteindre les objectifs de Dakar en insistant sur les priorités du PRELAC. Lors de cette réunion, les statuts du Comité régional ont été révisés et, par conséquent, le rôle du Conseil 	<p>que prévu. Il conviendrait de soigneusement planifier les activités de suivi pour 2008, de s'assurer de leur faisabilité et de les mettre en œuvre dans les délais impartis au titre du soutien extrabudgétaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est difficile de trouver de bons partenaires/ homologues dans des zones d'après-conflit et de reconstruction. • Un accord a été passé avec le Bureau de statistique pour inclure les indicateurs relatifs à la participation rurale dans la Section éducation de ses études sur les ménages et de son recensement démographique. • Les indicateurs et données produits feront partie du Rapport d'évaluation à mi-décennie de l'EPT et du suivi régulier des progrès de l'EPT. • Il convient de chercher à resserrer la collaboration avec les organismes partenaires et les homologues sur le terrain. • Il est très important de suivre de près les progrès réalisés dans l'élaboration des rapports à mi-décennie de l'EPT et d'assurer un fréquent retour d'information pour aider les homologues nationaux. • Enseignements : La déclaration du PRELAC II fait apparaître des domaines « prioritaires » pour les prochaines années : l'éducation en tant que droit de l'homme, la qualité, les enseignants et le financement. • Les défis : La révision des statuts renforce le rôle de premier plan du Conseil exécutif du Comité intergouvernemental du PRELAC en lui donnant davantage de compétences pour faire office de potentialisateur. L'UNESCO devra donc tenir compte des besoins 	<p>Le budget est efficacement utilisé pour intégrer les besoins éducatifs des populations rurales dans le Rapport d'évaluation à mi-décennie de l'EPT en Indonésie.</p> <p>Bien que le coût de cette activité soit élevé, les sommes dépensées sont tout à fait justifiées compte tenu de leur impact considérable et de leur importante contribution technique et politique.</p>	<p>Un réseau permettant aux pays du groupe d'entretenir le dialogue sur les politiques de l'EPT continue de bénéficier d'un soutien.</p> <p>Déclaration des ministres.</p> <p>Recommandations.</p> <p>Publication de « <u>Quality Education for All: A Human Rights Issue</u> » (Une éducation de qualité pour tous : Les droits de l'homme en jeu), document largement diffusé.</p> <p>Un rapport de suivi doit être</p>	
--	--	--	---	---	--

	<p>exécutif renforcé.</p> <ul style="list-style-type: none"> • (Fonds versés par le Gouvernement japonais 74 336 dollars des États-Unis, Code : 551RLA1001.) 	<p>suscités par ce nouveau défi.</p>		<p>régulièrement établi.</p>	
<p>Amélioration du dialogue sur les politiques de l'échange d'informations entre partenaires pour l'EPT concernant les situations d'après-conflit et de reconstruction</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Compte tenu de l'axe stratégique 5 du PRELAC, des partenariats avec des organismes appartenant à différents secteurs sociaux ont été établis afin de créer des structures permanentes visant à promouvoir la mobilisation sociale en faveur de l'éducation. Les secteurs concernés sont : les massmédia, les universités, les mouvements de citoyens et les entreprises. De plus, des alliances ont été conclues avec des parlements, des ombudsmen et des gouvernements locaux. • Les partenariats ont donné lieu à des activités concrètes comme la recherche ou l'identification de meilleures pratiques. Dans tous les cas, des orientations ont été définies en vue d'activités dans un avenir proche. • La rédaction de Manuels d'orientation sur la responsabilité sociale des entreprises, conçus en collaboration avec AccionRSE, afin de fournir des instruments et de faire des recommandations permettant de contribuer efficacement à l'éducation au Chili, a été menée à bien. • Un accord de coopération a été signé avec ALER, organisation compétente réunissant plus de 120 radios de 18 pays d'Amérique latine qui se consacrent aux questions d'éducation. • L'accord comprend la réalisation d'activités et de projets tels que séminaires et ateliers qui renforceront les capacités en journalisme, surtout dans le domaine de la radio. Un premier séminaire, auquel ont participé des représentants de 6 pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale s'est tenu en Équateur. • Un accord de coopération a été signé avec le Programme Virtual Educa dans le cadre du Réseau parlementaire en faveur de l'éducation co-parrainé par PARLATINO et l'UNESCO. Le Programme d'éducation virtuelle est une initiative du Sommet interaméricain des chefs d'État et de gouvernement et promeut des projets novateurs dans le domaine de l'éducation, surtout le renforcement des capacités des ressources humaines et l'éducation permanente à l'aide des TIC. 	<p>Défis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le concept de responsabilité sociale est présent dans la plupart des activités menées au sein du système des Nations Unies et en dehors. Il est considéré comme un moyen pour l'UNESCO de retrouver une position de chef de file dans le domaine de l'éducation. 2. Intégrer d'autres réseaux sociaux travaillant dans le domaine de la mobilisation sociale et d'autres parties prenantes. 3. Contribuer au droit à l'éducation grâce au développement de la responsabilité sociale des entreprises. 4. Élaboration d'un Manuel régional d'orientation. <p>Enseignements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les partenariats avec des entités intéressées par la responsabilité sociale des entreprises renforcent les initiatives éducatives novatrices. • Défis : la région compte, dans le domaine de la communication, sur la possibilité de disposer dans les prochaines années de journalistes professionnels connaissant les sujets relatifs à l'éducation et les accords internationaux y afférents. • Le Réseau parlementaire est une initiative qui s'efforce de contribuer à l'intégration de la région en matière d'éducation grâce à l'harmonisation de la législation, à l'échange d'informations et à la réalisation de projets communs aux parlements nationaux et aux parlementaires. 	<p>Les fonds alloués aux activités concernant la responsabilité sociale des entreprises contribuent à l'adjonction de ressources provenant d'autres sources externes et sont donc un bon investissement.</p> <p>Les universités devraient prendre part au processus à tous les niveaux, depuis l'enseignement jusqu'au passage à la vie professionnelle. Cela permettrait de partager les responsabilités et de susciter des activités communes en réunissant les massmédia et les Facultés de communication et de journalisme.</p>	<p>Les principaux acteurs régionaux ont été recensés.</p> <p>Diverses alliances ont été conclues : accords avec ALER, CLADE et PARLATINO.</p> <p>Des bases ont été jetées en vue de la création du réseau de responsabilité sociale des entreprises du MERCOSUR.</p> <p>La prochaine promotion de diplômés en journalisme et communication devrait avoir une connaissance générale des objectifs de l'EPT et des stratégies de l'UNESCO en matière d'éducation.</p> <p>Les progrès de cette initiative dépendront de la priorité accordée aux parlementaires comme principaux acteurs de l'EPT ainsi que de l'utilisation et de la mise en œuvre optimales de technologies modernes de l'information et de la communication pour le fonctionnement quotidien et l'amélioration du réseau.</p>	

Programme I.2 - Réaliser l'éducation de base pour tous

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 1 : Promouvoir l'éducation en tant que droit fondamental, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme

Objectif stratégique 2 : Améliorer la qualité de l'éducation par la diversification des contenus et des méthodes et la promotion des valeurs universellement partagées

Objectif stratégique 3 : Promouvoir l'expérimentation, l'innovation ainsi que la diffusion et le partage de l'information et des meilleures pratiques, de même que le dialogue sur les principes d'action dans le domaine de l'éducation

Sous-programme I.2.1 - Universalisation de l'éducation de base

Paragraphe 01211 - Axe d'action 1 : Élargir l'accès à une éducation et protection de la petite enfance de qualité (EPPE)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 1 890 000

Effectif : 1 881 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Accès plus équitable à une protection et une éducation de qualité pour la petite enfance dans un certain nombre de pays, grâce à des conseils sur les politiques et au renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> Promotion de l'éducation et de la protection de la petite enfance dans les îles du Pacifique avec l'ensemble des partenaires de l'éducation du Pacifique au moyen d'une formation technique régionale à l'intention des responsables de l'EPPE. Une analyse de situation et une évaluation des besoins a été réalisée pour l'ensemble des pays afin de comprendre dans quel contexte sont proposés les programmes d'EPPE. En Asie centrale, formulation de recommandations en vue de stratégies nationales d'EPPE à l'occasion d'une conférence sous-régionale consacrée à l'examen des politiques d'EPPE (Almaty, juin 2007) et de tables rondes nationales sur l'EPPE (Kirghizistan et Tadjikistan). Organisation d'une formation de suivi sur l'élaboration de normes applicables à l'EPPE en coopération avec l'UNICEF. Formation de responsables de l'EPPE et de professionnels de l'éducation ont été formés à l'intégration des normes de l'EPPE dans les stratégies nationales. Élaboration et analyse des bonnes pratiques de l'EPPE. Un recueil de documents présentant de bonnes pratiques a été publié et diffusé à l'intention des groupes thématiques sur l'EPPE. (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan). Des réunions régulières avec les équipes spéciales consacrées à l'EPPE, comprenant des donateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Les résultats préliminaires de l'évaluation à mi-décennie de l'EPT ont fait apparaître d'importantes lacunes en matière d'éducation et de protection de la petite enfance. À ce titre, une première version de ces résultats a été présentée aux ministres de l'éducation lors de leur réunion de novembre 2007. L'appropriation de cette thématique par les gouvernements est un point d'une grande importance. Le traitement des questions émergentes dans le domaine du renforcement des capacités devrait s'accompagner à l'avenir de la création d'outils de suivi et d'évaluation. L'UNESCO/UNICEF pourraient apporter l'assistance technique requise et une expertise conjointe au ministère de l'éducation en matière de concepts, de normes et de renforcement des compétences dans le domaine de l'EPPE. Le renforcement du partenariat avec les bureaux de pays de l'UNICEF dans les pays relevant d'un même bureau multipays est 	<p>Assuré par le soutien commun de l'UNESCO et de l'UNICEF (en moyens financiers et humains) aux efforts des États membres, à accroître à cet égard.</p> <p>Une collaboration et des partenariats ont été recherchés auprès du ministère de l'éducation et d'autres partenaires en vue de réduire les coûts et de maximiser les résultats des diverses activités.</p>	<p>Les partenaires de l'éducation du Pacifique poursuivent leur engagement en faveur de collaborations conjointes pour soutenir les pays.</p> <p>Les ministères de l'éducation du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan ont intégré dans les plans et les stratégies nationaux d'éducation l'élargissement de l'accès à une EPPE de qualité comme l'une des stratégies prioritaires en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT. Les priorités de l'EPT (objectif 1 de l'EPT) seront intégrées dans les Rapports sur le développement humain et les rapports et stratégies des OMD et du PNUAD.</p> <p>Les institutions partenaires devraient continuer à utiliser les apports des interventions de l'UNESCO pour leur programme ordinaire.</p>	

	<p>enfance à la suite des résultats d'un examen des politiques et après avoir reçu une assistance technique. Un examen technique de la politique et de la stratégie existantes en matière d'EPPE a identifié des lacunes et permis de formuler des recommandations à cet effet au gouvernement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des programmes d'éducation non formelle, notamment d'EPPE, par une coopération accrue entre l'UNESCO et des fondations telles que la Jordan River Foundation. • Une analyse de la situation de l'EPPE a été réalisée en République arabe syrienne. • Un bilan-diagnostic des politiques d'éducation et de protection de la petite enfance a été réalisé selon une approche participative. À la suite de la réunion consacrée à l'EPPE sur le thème : Accès équitable à des services d'EPPE de qualité : Options et défis dans la région arabe, organisée en décembre 2006, qui a mis en lumière des questions critiques liées au secteur de l'éducation et de la protection de la petite enfance, un processus consultatif a débuté en mars 2007, associant les partenaires clés chargés de la politique d'EPPE au ministère, ainsi que l'expert de l'EPPE, sur les modalités d'un « examen de la politique d'EPPE » en Territoire palestinien occupé. • À la suite de cette activité, l'expert local identifié en éducation et protection de la petite enfance (EPPE) a réalisé un « examen de la politique d'EPPE » sur la base des orientations formulées durant l'atelier d'Oman. L'examen a été réalisé d'une manière participative, impliquant des représentants de tous les ministères compétents : Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, Ministère des affaires sociales et Ministère de la santé. • Dans les États arabes, l'assistance technique s'est traduite par : <ul style="list-style-type: none"> - Une stratégie nationale d'EPPE en Égypte - Un manuel de formation destiné aux spécialistes de l'EPPE en Égypte - Le renforcement des capacités à l'intention des enseignants et des formateurs de l'EPPE au Soudan - Finalisation d'une étude sur les coûts qu'auraient des progrès significatifs en direction de l'objectif 1 de l'EPT dans les États arabes. • Une réunion régionale de consultation sur l'EPPE a 	<p>ministères de l'éducation doit être renforcée pour améliorer la coordination des programmes d'EPPE au niveau des pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le dialogue entre prestataires publics et privés d'EPPE. • L'engagement politique et l'intérêt pour l'EPPE sont récents et encore fragiles dans plusieurs pays de la région arabe. L'UNESCO et les autres partenaires doivent donc accroître leurs efforts dans ce domaine. • Il est souhaitable de prendre en compte un élément de flexibilité, tant au niveau de la phase de planification de l'activité qu'à celui de sa mise en œuvre, compte tenu de la situation très difficile que connaît le Territoire palestinien occupé, du fait notamment du changement institutionnel lié aux résultats des élections législatives de janvier 2006. <p>• Au Soudan, les problèmes étaient notamment liés à un environnement politique troublé, avec un changement de ministre de l'éducation.</p>	<p>Crédits prévus au budget ordinaire utilisés comme amorce financière.</p> <p>L'examen des politiques a eu un bon rapport coût-efficacité.</p>	<p>Approcher les donateurs en vue d'obtenir des financements supplémentaires.</p>	
--	--	--	---	---	--

	<p>été organisée conjointement par les Bureaux de Beyrouth et de Doha afin de sensibiliser les responsables gouvernementaux et de plaider pour l'importance de l'EPPE. Un consensus a été obtenu, mais des efforts plus importants doivent encore être déployés au niveau national, compte tenu de la situation particulière de chaque pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une étude d'ensemble a été entreprise afin d'analyser la politique, le programme et les pratiques d'EPPE existantes au Népal, avec des options et des stratégies concrètes en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique d'EPPE au Népal. • Un examen des projets de politiques relatives à la petite enfance au Bangladesh et en Namibie a été réalisé et des commentaires visant à leur amélioration ont été formulés par l'intermédiaire des bureaux hors Siège concernés. • Des examens des politiques nationales d'éducation et de protection de la petite enfance (EPPE) ont été réalisés et soutenus au Sénégal et en République arabe syrienne. Une mission préalable a été effectuée en Tunisie et des observations préliminaires sur les politiques et les systèmes d'EPPE présentées au gouvernement. • 500 exemplaires de Policy Review Report: Early Childhood Care and Education in Brazil et du Summary Report of the UNESCO/OECD Early Childhood Policy Review Project for Brazil, Indonesia, Kazakhstan and Kenya ont été publiés et diffusés. • En Asie du Sud-Est, trois pays ont participé à un examen des politiques d'EPPE mené par l'UNESCO et l'UNICEF (Indonésie, Malaisie et Philippines). • En Indonésie, des informations et des données sur des questions clés de l'EPPE, telles que l'accès, la qualité, la gouvernance et les ressources, ont été 	<ul style="list-style-type: none"> • La violence de la situation politique a rendu difficile de mettre en œuvre en temps voulu des activités du programme, en particulier avec les partenaires gouvernementaux. • L'intégration des programmes d'EPPE avec les activités des centres d'apprentissage communautaires n'a pas seulement été coût-efficace et durable, mais elle a également contribué à l'efficacité pédagogique d'autres programmes d'éducation de base offerts aux jeunes non scolarisés et aux adultes analphabètes qui s'occupent des enfants à la maison. • Il est essentiel que des commentaires et des contributions soient fournis en temps utile par un personnel disposant d'une compétence appropriée, afin que l'Organisation puisse contribuer utilement au processus national d'élaboration de politiques. • Une planification anticipée et une étroite collaboration entre le Siège et les bureaux hors Siège est nécessaire au succès de l'examen des politiques nationales. Ces examens sont des exercices qui prennent beaucoup de temps : si le niveau des effectifs consacrés à l'EPPE reste inchangé, il faudra à l'avenir recourir davantage à la mobilisation d'experts extérieurs pour réaliser ces examens. • Le renforcement des partenariats avec les bureaux de pays de l'UNICEF dans les pays relevant 		<p>Pour que le travail d'élaboration de politiques et de renforcement des capacités soit durable, il est nécessaire de s'assurer de moyens suffisants en financement et en personnel, au Siège et hors Siège.</p>	
--	---	--	--	---	--

	<p>réunies et consolidées. Sur la base de l'examen et de l'analyse de ces questions, le rapport final de l'examen de la politique a été achevé en novembre 2007. En Malaisie, des données relatives à l'EPPE ont été réunies et consolidées. Un examen des questions relatives à l'intégration des politiques existantes et de l'efficacité des politiques de mise en œuvre a été réalisé.</p>	<p>des bureaux multipays est nécessaire pour une mise en œuvre efficace et efficiente de l'activité de programme.</p>			
<p>Promotion du plaidoyer en faveur de la protection et de l'éducation de la petite enfance et des échanges d'informations dans ce domaine</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion du plaidoyer en faveur d'une EPPE de qualité a été promu par la publication de trois livraisons dans la Série des dossiers de l'UNESCO sur la petite enfance, en anglais, français et espagnol, en ligne et en version imprimée. • Élaboration de messages communs de plaidoyer en faveur de l'objectif 1 de l'EPT lors d'une réunion interinstitutions sur l'élaboration de stratégies de communication et de plaidoyer en matière d'EPPE, co-organisée avec le Groupe consultatif sur les soins et le développement de la petite enfance et le Groupe de travail de l'ADEA sur le développement de la petite enfance (GTDPE) en juin 2007 au siège de l'UNESCO, à Paris. Les points focaux régionaux de l'UNESCO pour l'EPPE et une quinzaine d'organisations partenaires se sont mobilisés pour cette réunion. • Renforcement du plaidoyer en faveur d'un meilleur accès à l'éducation de la petite enfance et une meilleure transition vers l'enseignement primaire pour les enfants roms d'Europe lors d'une réunion d'experts tenue à l'UNESCO, à Paris, en septembre 2007 et co-organisée avec le Conseil de l'Europe, à laquelle ont participé des représentants (gouvernement, personnel éducatif/communauté de la recherche, société civile) de 16 pays européens. • Promotion du plaidoyer en faveur de l'EPPE et des échanges d'informations dans ce domaine en Territoire palestinien occupé en coopération avec la région. Des fonctionnaires des ministères de l'éducation ont participé à la réunion sur le thème : Accès équitable à des services d'EPPE de qualité : Options et défis, tenue à Oman en décembre 2006. La réunion a pris acte des progrès d'ensemble réalisés par les pays pour élaborer et mettre en œuvre des politiques destinées à la petite enfance et ont identifié des questions politiques cruciales qui doivent être examinées et résolues avec des options et des stratégies concrètes. Plusieurs débats ont été consacrés aux moyens et aux options politiques, pour lesquels un bon équilibre 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Organisation peut renforcer ses actions en matière de conseil sur les politiques et de renforcement des capacités des responsables gouvernementaux, notamment en utilisant l'éducation comme point d'entrée et en recourant à une approche sectorielle. Elle doit renforcer son rôle consistant à proposer des connaissances de pointe, en particulier dans le domaine du travail sur les politiques d'EPPE. • Une meilleure coopération entre les spécialistes de programme de la région a été un élément positif de ce progrès. 			

	<p>entre l'accès et la qualité doit être assuré également pour les pauvres et les groupes marginalisés. À la suite de cette réunion régionale, un examen des politiques d'EPPE a été réalisé sur la base des orientations fournies durant l'atelier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établissement d'un réseau des points focaux pour l'EPPE en Asie centrale, création de groupes thématiques sur l'EPPE pour le partage des bonnes pratiques et de l'expérience. • Publication et diffusion de documents sur les politiques (situation de l'EPPE au Tadjikistan, document conceptuel sur l'EPPE au Kirghizistan, examen de politiques du Kazakhstan). • Plus grande sensibilisation à l'importance et aux bénéfices de l'EPPE et formation des responsables et des administrateurs de l'EPPE en vue de la promotion et de la constitution de partenariats et de réseaux pour une EPPE de qualité au Bangladesh. • Renforcement du réseau régional et partage de l'information et des connaissances sur les innovations de l'EPPE entre les Bureaux hors Siège de l'UNESCO et les partenaires de la région. • Organisation dans de nombreux pays du lancement national du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007, consacré à l'EPPE, qui a sensibilisé non seulement les décideurs, mais également le grand public grâce à une couverture de presse accrue. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une note sur les politiques a été utilisée par les décideurs dans les débats sur les politiques et pour l'orientation des ministères de l'éducation en matière d'EPPE. • Le mécanisme de travail en réseau doit être largement discuté avec l'UNICEF et d'autres partenaires nationaux et internationaux afin d'apporter l'assistance technique nécessaire aux points focaux de l'EPPE et aux groupes thématiques. 	<p>Produite pour un coût très modique.</p> <p>Ces publications ont été imprimées en tant que documents pilotes élaborés conformément aux demandes nationales. Leur diffusion ultérieure sera fonction du soutien apporté à l'échelle nationale.</p>	<p>Cette note d'orientation devra être utilisée à l'avenir pour la formulation de politiques et de stratégies.</p> <p>Les États membres se sont engagés à soutenir le partage de l'expérience, des bonnes pratiques et des politiques stratégiques en matière d'EPPE dans la sous-région Asie centrale.</p>	
--	---	---	---	---	--

Paragraphe 01212 - Axe d'action 2 : Universaliser l'enseignement primaire

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 2 696 000	Effectif : 2 620 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Examen et suivi des législations et politiques nationales dans un certain nombre de pays	<ul style="list-style-type: none"> • Des lois ont été élaborées et modernisées en Afghanistan grâce à une assistance technique. • Le suivi du droit à l'éducation a été renforcé par les travaux du Groupe conjoint d'experts UNESCO (CR)/ECOSOC (CESCR) sur le suivi du droit à l'éducation, relatifs à l'enseignement primaire gratuit ainsi qu'à l'application et à la justiciabilité de ce droit, et par une étroite collaboration avec les organes de surveillance des traités des Nations Unies dans ce domaine. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration de lois nationales est un processus de longue durée et dépend des mesures prises par les gouvernements nationaux. Elle exige une interaction constante avec les États membres. Le défi consiste pour l'UNESCO à surmonter la contrainte que constitue le faible nombre de rapports qui lui sont remis et de fournir un soutien technique en matière d'établissement de rapports 	L'aide apportée en vue de la formulation de la législation nationale est rentable puisqu'elle ne requiert qu'une mission de courte durée d'un cadre organique. La majeure partie des travaux ont été effectués par courrier électronique et grâce à l'interaction professionnelle.	<p>La législation nationale est la contribution la plus durable puisqu'elle fournit une base durable pour l'exécution des politiques et la programmation.</p> <p>L'état des ratifications et le taux d'établissement de rapports permettent de mesurer l'importance attachée à la Convention concernant la lutte contre la</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Le suivi du droit à l'éducation dans les États membres a été efficacement assuré par le biais de la septième Consultation sur les mesures prises pour la mise en œuvre de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement/Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, sur la base de directives et méthodes établies par le Secrétariat pour l'élaboration des rapports nationaux. • La préparation et la diffusion de matériels de référence ont amélioré les capacités institutionnelles des États membres. • La réflexion sur les questions essentielles liées à la réalisation du suivi du droit à l'éducation a été favorisée par la réunion d'experts sur le droit constitutionnel à l'éducation, des interactions avec des organismes professionnels (notamment l'ELA et l'IODEL) et des mesures prises en vue de la création d'un réseau de chaires UNESCO sur le suivi du droit à l'éducation. • Un rapport d'analyse sur l'état des liens entre éducation formelle et non formelle au Népal a été établi. Il a servi de base aux recommandations formulées en vue d'un programme d'équivalence de l'éducation non formelle. • Une évaluation de l'enseignement primaire gratuit a été réalisée au Kenya en mars 2006 (publication d'une synthèse et de neuf publications relatives aux districts). • Ces publications présentent une analyse constructive et des recommandations concernant les problèmes auxquels la mise en œuvre de l'enseignement primaire gratuit est confrontée au Kenya. Elles évaluent aussi la majorité des parties prenantes et les principaux aspects positifs des commentaires formulés par les médias kenyans (imprimés et électroniques). Le corpus d'informations figurant dans les rapports a constitué 	<p>et de suivi.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La bonne application de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement est un défi permanent pour les États membres. • Examiner les politiques et stratégies d'équivalence en vigueur, en consultation et collaboration étroites avec différents partenaires de l'éducation non formelle afin de parvenir à élaborer une politique et une stratégie pragmatiques et acceptables reste un défi. Compte tenu de la violence politique qui régnait lors de la phase initiale du projet, il a été difficile de mettre en œuvre les activités de programme en temps voulu. • L'évaluation de l'enseignement primaire gratuit a été menée de concert avec le Ministère kényan de l'éducation, ainsi que la participation du Conseil national des examens, d'experts venus d'universités publiques, d'experts indépendants et de l'UNESCO. L'enquête a été menée dans cinq des neuf provinces du pays. Elle a donné lieu à la parution de deux grandes publications. La première est une synthèse des défis 	<p>Le déroulement de la septième Consultation des États membres sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la discrimination dans le domaine de l'enseignement a été d'un excellent rapport coût-efficacité puisque le Secrétariat a établi le rapport analytique.</p>	<p>discrimination dans le domaine de l'enseignement.</p> <p>Puisque le projet est mis en œuvre de concert avec un homologue gouvernemental (le Centre d'éducation non formelle), il sera repris lors de la prochaine phase en se basant sur les résultats de la classe pilote.</p>	
--	--	--	---	--	--

	<p>une documentation essentielle aux travaux des pouvoirs publics, de la société civile et de la communauté universitaire.</p>	<p>auxquels l'enseignement primaire gratuit est confronté au Kenya et la deuxième rend compte des résultats de l'enquête menée dans les districts étudiés. Fin février 2006, de hauts fonctionnaires du Ministère de l'éducation ont autorisé les parties prenantes à utiliser les rapports de l'UNESCO sur l'enseignement primaire gratuit lors des séminaires organisés dans tout le pays et ces informations ont été communiquées à tous les Directeurs de l'éducation des provinces, à tous les responsables de l'éducation des districts, au Directeur de l'éducation de la ville de Nairobi et à tous les responsables municipaux de l'éducation.</p>			
<p>Soutien à l'innovation et à la réforme des systèmes d'éducation de base dans un certain nombre de pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les parties prenantes ont amélioré l'éducation des groupes mal desservis (enfants des rues et qui travaillent) à l'aide de guides méthodologiques et techniques (par exemple sur la question de l'éducation préventive des groupes vulnérables, de l'accès à l'éducation de base pour les jeunes filles des rues, ainsi que sur le travail et l'éducation des enfants). • Les principales parties prenantes de 12 pays européens ont examiné la question de l'accès à une éducation de base de qualité pour les enfants roms lors d'une réunion d'experts organisée de concert avec le Conseil de l'Europe en septembre 2007 à l'issue de laquelle des orientations sur la transition entre l'éducation préprimaire et primaire ont été élaborées. • Les capacités des États membres ont été améliorées par des réformes de la gouvernance de l'éducation menées à l'aide de modules, d'outils et d'orientations en matière de gouvernance. 	<ul style="list-style-type: none"> • Forte demande de la part des États membres. L'impact de l'utilisation de ces matériels au niveau des pays doit être suivi de plus près. • Le partenariat avec le Conseil de l'Europe a été très fructueux. 	<p>Bien que le matériel en ligne soit moins coûteux, le matériel imprimé reste nécessaire pour atteindre les populations mal desservies.</p>		
<p>Conception, analyse et diffusion des pratiques et politiques optimales en matière d'universalisation de l'enseignement primaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation au Viet Nam de l'analyse de la situation et de la décision des pouvoirs publics de développer l'instruction. • Les planificateurs et gestionnaires de l'éducation, en particulier ceux qui travaillent dans le domaine de l'EPPE, ont reçu une formation leur permettant de comprendre et d'appliquer les concepts d'environnement accueillant pour l'enfant et 	<ul style="list-style-type: none"> • La suppression des établissements semi-publics (transition vers d'autres formes d'établissements privés) a été beaucoup plus complexe que les pouvoirs publics et l'UNESCO ne l'avaient escompté au Viet Nam. • Les concepts d'environnement 		<p>La formation a été dispensée à des fonctionnaires déjà intégrés au système. Les perspectives de durabilité sont donc plutôt bonnes.</p>	

d'inclusion en tant que stratégies d'universalisation de l'éducation primaire au Bangladesh.

- Un échange d'information sur des innovations qui permettent d'atteindre les enfants exclus, par exemple sur les expériences d'écoles à classe unique, a eu lieu dans certains pays de la région arabe (Yémen, Égypte, Soudan, Maroc et Syrie) par divers moyens :
 - des enseignants et des décideurs égyptiens ont été formés à différentes modalités de réintégration des enfants déscolarisés dans l'enseignement formel ;
 - des chercheurs en éducation et des décideurs égyptiens, syriens, libanais, jordaniens, yéménites, tunisiens, soudanais, palestiniens et marocains ont été formés à des méthodes de recherche qualitatives.
- Des informations ont été fournies sur le projet du Bureau de l'UNESCO à Beyrouth d'École accueillante en Égypte, projet qui est un exemple de réussite d'intégration d'enfants déscolarisés dans l'enseignement formel.
- Une formation relative aux facteurs/moyens d'améliorer l'apprentissage a été dispensée à des décideurs ainsi qu'à des éducateurs et experts.
- Au Népal, le dialogue et les débats sur la réforme des systèmes d'éducation de base en vue d'élaborer une programmation et des liens novateurs entre des programmes d'éducation formelle et non formelle ont été facilités par un exercice de pilotage d'une durée d'un an (concernant 6 classes de 3 districts) s'adressant aux enfants déscolarisés et mené en collaboration avec le Centre d'éducation non formelle et les bureaux de l'enseignement des districts concernés. Une grille de programmes axée sur 5 disciplines de base a été définie pour les enfants déscolarisés (ENF).
- Un rapport d'analyse de la situation a rendu compte de certaines des bonnes pratiques utilisées pour concevoir l'exercice de pilotage à l'intention des enfants déscolarisés. Ces bonnes pratiques ont été communiquées aux membres du réseau ENF-

accueillant pour l'enfant et d'apprentissage inclusif sont nouveaux et parfois étrangers dans de nombreuses régions du Bangladesh. Par ailleurs le nombre d'enseignants formés dans ce domaine est insuffisant.

- Lier projets axés sur les résultats et extrabudgétaires peut être une clé de la réussite (par exemple : le projet d'École accueillante en Égypte).
- Faute de coordination entre les différents organismes d'alphabétisation chargés de l'éducation non formelle certains efforts et activités ont fait double emploi.
- Afin de garantir l'universalisation de l'enseignement primaire et l'accès de l'éducation aux enfants déscolarisés, il faudra que le rapport d'analyse de la situation et l'exercice de pilotage contribuent à harmoniser les perspectives et options de l'éducation formelle et de l'éducation non formelle grâce à un programme d'équivalence.

Le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth utilise les crédits du Programme ordinaire comme capital d'amorçage pour collecter des fonds destinés à la réalisation des activités nécessaires au programme de l'enseignement primaire.

Le Projet du Bureau de l'UNESCO à Beyrouth sur les écoles accueillantes pour l'enfant en Égypte a été conçu en mettant dûment l'accent sur la durabilité des résultats au niveau gouvernemental (programme national, modèles de formation, réglementation, etc.).

60 participants au niveau des districts et des communautés étaient informés de l'exercice de pilotage.

	<p>alphabétisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> En Indonésie, l'UNESCO a soutenu des formations à la mise en œuvre de l'apprentissage actif, joyeux et efficace en classe en promouvant vigoureusement ce concept par le biais d'établissements de formation préalable. Un soutien a également été apporté à la formation en cours d'emploi d'enseignants de madrasas et dans le cadre de projets relevant du Programme relatif à la Création de communautés d'apprentissage pour les enfants pour favoriser de bonnes pratiques d'universalisation de l'enseignement primaire. 				
--	---	--	--	--	--

Paragraphe 01213 - Axe d'action 3 : Promouvoir l'équité et l'égalité entre les sexes

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 2 054 000	Effectif : 2 044 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Amélioration des capacités d'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes dans les politiques nationales de l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Fourniture d'un appui aux pays d'Afrique centrale et occidentale, tout au long de l'exercice biennal, en vue de l'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes dans leurs politiques de l'éducation. Développement des capacités des points focaux pour l'égalité des genres (PFG) mis en place dans les ministères de l'éducation en Afrique et en Asie (au moyen d'ateliers de formation et de l'élaboration de matériels), et renforcement des partenariats à l'aide des réseaux GENIA et UNGEI. Promotion, par le Togo, la RDC et le Sénégal, de l'égalité des sexes dans les manuels de l'enseignement primaire moyennant des ateliers de formation sous-régionaux destinés au personnel éducatif chargé de l'élaboration des manuels scolaires. Renforcement de la coopération Sud-Sud grâce à des échanges entre pays d'Afrique (par exemple, un chercheur togolais a formé du personnel du Ministère de l'éducation en RDC). Sensibilisation des principales parties prenantes à la question de l'égalité des sexes dans les manuels scolaires au moyen d'un guide intitulé « Promoting gender equality through textbooks - a Methodological Guide for players in the textbook chain » (Promouvoir l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires - un guide méthodologique pour les acteurs dans la chaîne d'élaboration des manuels scolaires). 	<ul style="list-style-type: none"> Le défi consiste à s'assurer l'engagement continu des ministères de l'éducation et des principales parties prenantes. 	<p>Les ateliers de formation sur les rôles dévolus à l'un et l'autre sexe dans les manuels scolaires ont eu un fort impact en termes de sensibilisation. L'approche sous-régionale a semblé efficace s'agissant du rapport coût-efficacité.</p>	<p>En Afrique, la mise en place d'unités/équipes chargées de promouvoir l'égalité des sexes, au lieu d'un seul point focal, aidera à assurer la durabilité.</p> <p>Les pays participants ont établi une équipe nationale chargée de suivre la question des rôles dévolus à l'un et l'autre sexe dans les manuels scolaires.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration, mise à l'essai et diffusion à tous les États membres de matériels de formation à l'enseignement des sciences, tels que « Girls into science modules » (Les filles dans les modules scientifiques), « UNESCO resources on schools science education » (Les ressources de l'UNESCO concernant l'enseignement des sciences à l'école), et des affiches consacrées à l'enseignement scientifique et technologique. • Dans les États arabes, une évaluation et une analyse de la situation ont été effectuées dans le territoire palestinien occupé afin d'examiner les questions critiques liées à l'égalité des sexes. Une analyse et une évaluation des taux d'abandon scolaire et du taux de scolarisation des étudiantes, s'agissant notamment des études à faible coût, ont permis de dégager d'importantes conclusions. Un plan d'action spécifique a été élaboré en vue de la mise en œuvre de stratégies visant à « mettre à l'échelle » l'éducation des filles. • Mise au point d'un ensemble d'indicateurs et d'outils visant à faciliter la surveillance et l'évaluation systématiques des travaux en cours en vue de la réalisation des objectifs mondiaux et nationaux en matière d'égalité des sexes à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'éducation. Ces outils et indicateurs ont également contribué à l'achèvement de l'Évaluation à mi-décennie de l'Éducation pour tous (EPT). • Renforcement de la capacité des points focaux pour l'égalité des genres (PFG) afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des politiques relatives à l'égalité des sexes dans les programmes éducatifs. • Exécution, par l'UNESCO et d'autres partenaires de développement, d'activités de plaidoyer en faveur des droits des femmes ainsi que de sensibilisation aux contributions de ces dernières au règlement des conflits et à l'instauration d'une paix durable, notamment dans le cadre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU et du processus de paix en cours. <p>Dans la région Asie-Pacifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement, au moyen d'une série d'ateliers régionaux, de la capacité des points focaux pour l'égalité des genres (PFG) en ce qui concerne l'évaluation de l'EPT, l'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes dans l'ENF, l'enseignement secondaire, et l'articulation entre recherche et politique ; contribution accrue 	<ul style="list-style-type: none"> • La situation à Gaza a ralenti la mise en œuvre. • La programmation conjointe avec l'UNICEF pour l'élaboration du plan d'action a été un succès. • Améliorer la coordination entre les différentes parties prenantes. <p>• Il y a eu encore des difficultés pour améliorer la coordination dans les ministères aux fins d'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes à tous les niveaux de l'éducation. L'efficacité des efforts de développement des</p>	<p>La planification conjointe et le soutien technique (compétences professionnelles, matériels didactiques) ont été assurés par le Bureau régional de l'UNESCO à Bangkok.</p>	<p>Collecte de fonds pour la mise en œuvre du plan d'action spécifique décrit dans les Stratégies de base pour « mettre à l'échelle » l'éducation des filles.</p> <p>Augmentation du nombre de membres et participation de nouveaux partenaires ; formation de PFG et renforcement de leurs capacités ; institutionnalisation du mécanisme des PFG dans</p>	
--	---	--	---	---	--

des PFG d'Asie du Sud et du Sud-Est à l'Évaluation à mi-décennie après leur participation à la réunion des coordonnateurs de l'EPT ; adhésion de la Chine (2006) et de l'Indonésie (2007) au réseau GENIA en tant que membres officiels ; institutionnalisation en Chine de l'approche de l'équipe de PFG à la suite de la fourniture d'une assistance technique et des résultats des activités de formation/renforcement des capacités nationales concernant l'égalité des sexes.

- Développement des compétences des PFG des pays d'Asie centrale (Tadjikistan, Kirghizistan et Kazakhstan). Formation sous-régionale à l'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes à travers l'éducation non formelle ; examen de plans d'action de pays relatifs à une éducation non formelle soucieuse de l'égalité des sexes en vue de leur mise au point et de leur application durant le prochain exercice biennal.
- Recensement, aux fins d'élaboration de politiques, des obstacles entravant le passage, du primaire au premier cycle du secondaire, des filles appartenant à des minorités ethniques.
- Formation de responsables de ministères de l'éducation, de planificateurs de l'éducation, et d'enseignants travaillant dans des instituts de formation d'enseignants à l'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes dans l'éducation moyennant l'utilisation du jeu d'outils GENIA (traduit et adapté en chinois, en lao, et en indonésien bahasa) ; lancement, par un groupe de chercheurs en Corée et au Japon, de consultations pour la création d'un réseau d'appui à GENIA par suite des résultats d'un dialogue sur l'articulation entre la recherche et les politiques et de l'institutionnalisation de la coopération entre l'Université Ochanomizu (Japon) et l'UNESCO en vue d'établir des liens entre la recherche et les politiques s'agissant de l'égalité des sexes dans l'éducation.
- Renforcement, au moyen de l'établissement et de la diffusion de matériel de formation approprié, des capacités de formation des enseignants en vue de l'intégration d'une éducation respectueuse de l'égalité des sexes aux niveaux des universités et des provinces en Malaisie.
- Promotion par l'UNESCO, en coopération avec d'autres parties prenantes, d'une concertation nationale sur l'égalité des sexes dans l'éducation en

compétences des PFG a été maximale dans le contexte de la formation directe. Il faut encore chercher des moyens efficaces pour organiser des réunions annuelles, ainsi que des modalités qui permettent d'offrir un soutien technique et un mentorat sur le tas aux PFG. L'engagement et l'appui des bureaux hors Siège concernés ont joué un rôle déterminant en ce qui concerne l'efficacité de l'aide apportée aux pays.

- Il faut améliorer la formation des PFG en matière d'éducation respectueuse de l'égalité des sexes.
- Des activités de plaidoyer continues seront nécessaires pour faire changer la perception que la population a de la problématique de l'égalité des sexes.
- La mise en œuvre du projet conjoint avec l'UNICEF a nécessité des consultations régulières et très approfondies.
- Il faut mieux établir et entretenir la coopération conjointe et à long terme avec les PFG.
- Il est extrêmement important de continuer d'appuyer les travaux du Ministère de l'éducation nationale concernant l'amélioration des compétences et les questions relatives à l'égalité des sexes et, en particulier, de soutenir l'action du Sous-Directorat pour l'éducation des femmes.
- Les techniques et compétences en matière de recherche qualitative sont encore assez faibles parmi les PFG, car le concept de recherche qualitative reste relativement nouveau. La participation des décideurs, dès le début, à toutes les recherches pour que les résultats de ces dernières soient reflétés dans une politique pertinente s'est avérée essentielle.

trois pays.

Des efforts seront déployés pour consolider les partenariats avec toutes les parties prenantes du mouvement EPT sur les plans national et international aux fins d'intégration de l'égalité des sexes en tant que question transversale dans les plans d'action et les stratégies.

Mise en place d'un sous-réseau d'appui régional de chercheurs ; formation de PFG à la recherche qualitative ; traduction, diffusion et utilisation à grande échelle d'un manuel sur la recherche qualitative.

	<p>Indonésie, l'accent étant particulièrement mis sur les incidences, les difficultés et les solutions découlant de l'application concrète des politiques relatives à l'éducation et à l'égalité des sexes. Soutien à neuf publications traitant de questions d'égalité des sexes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de l'Institut d'études de genre à l'Université de Kaboul et fourniture d'un appui pour l'organisation, à l'Université, d'ateliers de formation et d'activités de recherche axées sur l'égalité des sexes bénéficiant d'autres expériences nationales et internationales. 	<p>La coopération avec les universités et/ou instituts de recherche de pays avancés s'est également révélée déterminante pour renforcer les capacités nationales de recherche qualitative des pays affiliés au réseau GENIA.</p>		<p>Il faut soutenir l'Institut d'études de genre nouvellement établi pour qu'il soit reconnu comme une entité universitaire de recherche. Il faudrait en outre mettre l'accent sur le développement d'un réseau d'études de genre en Afghanistan.</p>	
<p>Conception/amélioration des politiques de l'éducation dans un certain nombre de pays pour améliorer l'accès des filles et des femmes à une éducation de base de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Examen, dans le cadre de la concertation globale, de la question de la violence à motivation sexuelle en milieu scolaire, grâce à la participation de plus de 200 personnes à une réunion d'experts tenue au Siège, et fourniture d'un appui au BREDa pour la prise en compte de cette question dans les activités du réseau régional UNGEI. • Dans le territoire palestinien occupé, le plan quinquennal du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur sera révisé pour y inclure les conclusions du rapport de l'UNESCO concernant la « mise à l'échelle » de l'éducation des filles. Une attention particulière sera accordée aux questions d'égalité des sexes dans le nouveau plan de développement quinquennal. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est essentiel de créer des partenariats pour améliorer la scolarisation des filles. Bon exemple de partenariat : le projet au Niger a bénéficié de la coopération entre pays donateurs grâce à un fonds-en-dépôt pluri-donateurs (Andorre, Chypre, Luxembourg, Monaco, Saint-Marin). Le défi consiste à transposer les initiatives novatrices à une plus grande échelle. • Il est conseillé d'introduire un élément de flexibilité dans les phases de planification et de mise en œuvre des activités en raison de la situation très difficile que connaît le territoire palestinien occupé par suite de la formation du nouveau gouvernement d'unité nationale en mars 2007, ce gouvernement n'étant pas pleinement reconnu par les principales parties prenantes, notamment les principaux bailleurs de fonds destinés au territoire palestinien occupé. 		<p>D'importantes activités ont été menées sur le terrain pour faire participer les communautés et répondre à leurs besoins concrets. Les activités génératrices de revenus seront vraisemblablement des sources régulières de recettes. Activités pilotes adoptées et intégrées par les gouvernements dans leurs programmes.</p> <p>Suivi auprès du ministère pour veiller à ce qu'il intègre, dans sa planification future, les stratégies clés et les interventions proposées en vue de « mettre à l'échelle » l'éducation des filles.</p>	
<p>Soutien aux réseaux de parties intervenant dans le domaine de l'équité entre les sexes, notamment dans le cadre de partenariats tels qu'UNGEI</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation, avec l'UNICEF, d'une programmation conjointe pour les activités de l'UNGEI, en vue de la mise en place d'une structure institutionnelle pour ce cadre, en coordination avec l'UNICEF, une équipe spéciale comptant des représentants 	<ul style="list-style-type: none"> • La constitution d'un réseau avec les principales parties prenantes, telles que l'UNICEF et l'UNIFEM, a contribué à l'élaboration d'un plan 			

	<p>d'institutions de l'Autorité palestinienne (Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, Ministère de la condition féminine, Ministère des affaires sociales), des organismes des Nations Unies (UNESCO, UNICEF, UNIFEM) et certains établissements universitaires, y compris la société civile.</p> <p>Dans la région Asie-Pacifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation, avec des partenaires et des unités/bureaux hors Siège de l'UNGEI, d'une série d'ateliers/séminaires thématiques régionaux et sous-régionaux consacrés aux questions d'égalité des sexes. Formation d'un réseau sous-régional à l'échelle de l'Asie centrale ; mise en place de réseaux et de forums nationaux dans quatre pays. • Formation de responsables de l'Évaluation à mi-décennie à l'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes dans les activités liées à l'Évaluation moyennant l'utilisation d'indicateurs qualitatifs élaborés pour les directives techniques régissant l'Évaluation ; amélioration de la prise en compte des sexospécificités dans les rapports de l'Évaluation à mi-décennie grâce à la participation directe des PFG à l'Évaluation. • Organisation de réunions de groupes thématiques s'occupant de l'égalité des sexes. Formation de PFG du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan à la recherche qualitative dans ce domaine, à l'incidence des enseignantes sur l'éducation des filles, à l'analyse des questions d'égalité des sexes et aux optiques de genre. • Rapports analytiques de pays sur l'éducation des femmes élaborés et présentés au forum sur l'EPT, par des groupes thématiques nationaux et sous-régionaux s'occupant de l'égalité des sexes. • Renforcement, au moyen de réunions et conférences thématiques, du réseau de PFG créé pour la diffusion des bonnes pratiques. • Établissement, traduction et diffusion, parmi les équipes spéciales responsables de l'EPT des pays d'Asie centrale, de matériels de sensibilisation et de jeux d'outils pour l'éducation des filles et l'égalité des sexes. • Organisation d'une série d'activités de coopération dans le cadre régional de l'UNGEI, notamment une publication conjointe sur les bonnes pratiques et la tenue d'une table ronde régionale sur l'objectif 5 de 	<p>d'action de qualité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les barrières techniques et linguistiques ont nui à la régularité et à l'efficacité de la communication en ligne avec les PFG ; la création de réseaux nationaux ayant nécessité un engagement ferme et des initiatives énergiques de la part des PFG, le statut général, l'autorité et la volonté de ces derniers se sont révélés être des facteurs déterminants pour promouvoir la constitution de réseaux solides aux niveaux national et régional. Le partenariat avec l'UNGEI a été un grand succès en Asie de l'Est et du Sud-Est, mais a rencontré des difficultés en Asie du Sud en raison de l'éloignement physique de l'UNICEF ROSA. • Le défi a encore été de trouver des experts en statistiques ventilées par sexe pour le projet, ces spécialistes étant très peu nombreux, en particulier dans la région. La compréhension des indicateurs qualitatifs nécessaires pour mesurer l'égalité des sexes dans le cadre de l'Évaluation à mi-décennie est restée insuffisante. • Il faut instaurer des partenariats avec des ONG et des organisations internationales et nationales, ou les renforcer, afin de coordonner les efforts et d'élaborer, à l'échelle du secteur, une approche multisectorielle, globale et intégrée permettant de promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation. • La mise en œuvre d'une stratégie efficace pour promouvoir les bonnes pratiques ainsi que les questions d'égalité des sexes dans 	<p>Le suivi des initiatives relatives à l'égalité des sexes sera appuyé par des ONG établies dans les pays, UNIFEM et des partenaires internationaux.</p>	<p>Réseaux et forums nationaux ; participation régulière et systématique à l'UNGEI au niveau régional.</p> <p>Élaboration d'indicateurs qualitatifs pour mesurer l'égalité des sexes ; établissement de directives concernant l'évaluation des besoins pour les indicateurs de l'égalité des sexes.</p>	
--	---	--	---	---	--

	<p>l'EPT; élaboration de cinq nouvelles notes de sensibilisation et notes d'orientation portant sur divers thèmes (éducation dans les situations d'urgence, enseignantes, travail des enfants, éducation séparée des garçons et des filles et EPPE).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien de l'UNESCO à la mise en place de l'Initiative de l'Afghanistan pour l'éducation des filles (AGEI), en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et des ONG. 	<p>l'éducation en général s'est avérée problématique, en particulier dans les pays où la parité entre les sexes est une réalité et n'est plus considérée comme un problème. Les notes de sensibilisation/d'orientation ont suscité de nombreuses réactions favorables, et il est manifestement nécessaire de poursuivre ce type d'activité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une des principales difficultés est d'éviter le chevauchement des activités des partenaires de développement relatives à l'éducation des filles et aux questions d'égalité des sexes. 		<p>Un plan de travail destiné au groupe de travail de l'AGEI est actuellement élaboré pour assurer la coordination entre les partenaires de développement. Le partenariat instauré avec l'UNESCO au sein de l'AGEI sera renforcé, notamment grâce au rôle de chef de file joué par l'Organisation en matière d'alphabétisation dans le cadre de LIFE.</p>	
--	--	---	--	---	--

Paragraphe 01214 - Axe d'action 4 : Améliorer les politiques et les systèmes d'éducation dans une perspective d'intégration

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 1 710 000	Effectif : 1 699 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Examen et suivi des politiques et systèmes d'éducation dans un certain nombre de pays pour s'assurer qu'ils intègrent les enfants défavorisés dans un système d'éducation de base de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Examen et suivi des politiques d'éducation de 24 pays depuis le début de l'exercice biennal en vue d'assurer l'intégration des enfants défavorisés dans l'éducation de base. • Élaboration de stratégies relatives à l'éducation inclusive par tous les pays visées par ces examens. • Les résultats de ces examens ont été largement utilisés par les bureaux hors Siège et les pays concernés et ont servi de base à l'établissement de stratégies et de politiques. Ils ont également été utilisés comme matériel de référence pour les notes d'orientation de l'UNESCO ainsi que pour une série de conférences et ateliers en 2007. • Les principes directeurs de l'UNESCO sont devenus populaires, et de nombreux pays et ONG ont demandé à les traduire en plusieurs langues. (Ils sont actuellement disponibles en plus de 10 langues.) • Lancement de <i>Faces of the Unreached for Inclusion</i> pour aider les gouvernements à recenser - selon les 	<ul style="list-style-type: none"> • Les examens prennent du temps et exigent une bonne connaissance professionnelle à la fois des systèmes scolaires, de l'éducation et de l'intégration. L'intégration est un concept relativement nouveau, et les experts pouvant s'acquitter de missions de ce niveau ne sont pas nombreux. • Le principe d'activités de formation spéciales destinées à régler ce problème a été débattu, mais sa mise en œuvre s'est avérée trop onéreuse par rapport aux budgets disponibles. • Les pays doivent se préparer techniquement et financièrement à l'évolution radicale des stratégies 	<p>Certaines études ont été strictement théoriques, ce qui présente un bon rapport coût-efficacité, mais, dans certains cas, les aspects relatifs à la qualité appellent des activités de suivi dans le pays concerné.</p> <p>Le faible investissement consacré par l'UNESCO aux missions et autres dépenses a aidé à établir</p>	<p>Dans la nouvelle Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, notamment l'article 24, les pays sont priés de prendre très rapidement des mesures en faveur d'une éducation inclusive. Bien que la Convention ne traite que des enfants handicapés, le fait que les pays aient très rapidement pris l'engagement de donner suite à cet instrument témoigne d'une bonne et durable compréhension de l'éducation inclusive.</p> <p>Bonnes perspectives de durabilité car les outils élaborés seront utilisés pour</p>	

	<p>zones géographiques, le niveau socioéconomique et les besoins en apprentissage - les groupes d'enfants qui, en toute probabilité, ne seront jamais scolarisés ou abandonneront leurs études. Mise au point d'une méthodologie de recherche à cette fin.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les politiques d'éducation inclusive dans la région Asie-Pacifique ont été examinées et leurs révisions rigoureusement surveillées. Durant l'exercice biennal, plusieurs pays ont amélioré leurs politiques d'éducation inclusive et renforcé leurs stratégies de mise en œuvre. Des lacunes ont été repérées et des mesures préparées pour y remédier. Une des principales lacunes concernait les politiques des États membres en matière d'éducation multilingues. Pour y faire face, un jeu d'outils de sensibilisation a été élaboré et diffusé dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique. Tout au long du processus d'Évaluation à mi-décennie, tous les plans relatifs à l'EPT ont été minutieusement examinés, et le résultat a été analysé avec les partenaires dans le domaine de l'éducation inclusive en vue de coordonner la réaction. Différents aspects ont été traités dans différents pays. • Achèvement de l'élaboration du texte du projet de loi sur l'éducation par le Ministère de l'éducation d'un État membre. • Au Bangladesh, dans le cadre du projet « Briser le cercle de la pauvreté chez les femmes », le groupe cible, choisi parmi les plus démunis, a bénéficié d'activités d'alphabétisation, et 196 de ces femmes sont déjà inscrites dans des écoles primaires et secondaires formelles. Elles ont en outre reçu une formation destinée à les aider à assurer leur subsistance, ce qui leur a permis d'améliorer leurs conditions de vie en général. • Établissement, diffusion, validation et finalisation d'une analyse de la situation de l'éducation portant sur les enfants marginalisés et exclus, l'accent étant particulièrement mis sur les enfants déplacés pour cause de conflit. • Formulation de recommandations pratiques axées sur la recherche pour l'éducation des enfants socialement exclus et économiquement marginalisés, l'accent étant particulièrement mis sur les enfants déplacés, en vue d'offrir des possibilités d'éducation et de faire baisser le nombre d'abandons scolaires. 	<p>et à l'investissement nécessaire pour atteindre les enfants non scolarisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pendant le dernier exercice biennal, la majorité des pays de la région ont amélioré les politiques en faveur de l'éducation inclusive. Toutefois, d'importantes difficultés subsistent au niveau de la mise en œuvre effective. Un des principaux problèmes est que les responsables de l'éducation au niveau des districts ainsi que le personnel des instituts de formation d'enseignants ne connaissent pas le cadre d'action existant. Une autre difficulté se pose lorsque les politiques d'appui (programmes d'études, formation d'enseignants, etc.) ne sont pas harmonisées, ce qui donne lieu à des conflits directs dans le cadre d'action. Il est évident que des améliorations doivent encore être apportées à la politique suivie en la matière, mais la même attention doit être accordée aux stratégies de mise en œuvre afin de susciter un changement durable. • Des activités de sensibilisation à certaines questions soulevées dans la loi sur l'éducation (par exemple l'éducation inclusive) devraient être menées, y compris au niveau du gouvernement, parmi le personnel du Ministère de l'éducation. • D'autres groupes cibles n'ont pas pu être couverts, faute de fonds. 	<p>une méthodologie et un ensemble d'outils permettant de repérer les enfants non scolarisés.</p>	<p>une étude à plus grande échelle.</p> <p>Formation de responsables nationaux, d'ONG partenaires et de personnel de l'UNESCO à l'élaboration et à l'examen de politiques. Établissement de principes directeurs pour l'élaboration et l'examen de politiques.</p> <p>Le fait que les examens aient entraîné une modification de la loi sur l'éducation dans certains pays est un signe de durabilité.</p> <p>Au Bangladesh, le projet a permis à près de 200 filles de s'intégrer dans des écoles primaires formelles, et 492 filles subviennent actuellement aux besoins de leur famille grâce à leur propre revenu.</p>	
--	---	---	---	--	--

<p>Formation de responsables de l'éducation pour favoriser l'amélioration et la mise en œuvre des politiques de l'éducation relatives à l'intégration</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Formation, tout au long de l'exercice biennal, de responsables de l'éducation de divers pays et régions chargés des politiques de l'éducation relatives à l'intégration. Par exemple, quelque 14 ateliers et conférences ont eu lieu dans différentes régions. Ces ateliers appartenaient à deux catégories : soit ils étaient axés sur le renforcement des capacités, soit ils portaient à la fois sur le développement des compétences et les travaux préparatoires pour la détermination des besoins régionaux ainsi que sur les préparatifs aux fins de la mise en place d'un développement inclusif et d'écoles intégratrices. Les ateliers du premier type ont été organisés en étroite coopération avec les bureaux hors Siège concernés et ceux du deuxième type ont été mis sur pied en collaboration avec le BIE, en vue de la CIE de 2008. • Certaines des activités contribuant à la réalisation de ce résultat spécifique sont mentionnées ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de sept ateliers/conférences organisés pour le renforcement des capacités en matière d'éducation inclusive, plus de 2 000 enseignants, directeurs d'école et représentants de pays chargés de l'éducation ont bénéficié d'expériences relatives à l'éducation inclusive ; - en coopération avec le BIE et les bureaux régionaux pertinents, sept conférences régionales ont en outre été organisées en vue de développer les compétences en matière d'éducation inclusive et de préparer la CIE de 2008 (participation de représentants de plus de 50 pays) ; - l'UNESCO a servi de cadre à la présentation du rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies auprès du Conseil des droits de l'homme destiné à la communauté éducative mondiale ; - grâce à des fonds provenant de pays nordiques, l'UNESCO a organisé, à l'intention de 60 personnes, un événement consacré à l'inclusion, lié à la Conférence générale de 2007 ; - au Forum mondial sur la jeunesse et les TIC, l'UNESCO, un des principaux partenaires, a tenu une table ronde sur les TIC et les enfants handicapés. • Dans le cadre de <i>Faces</i>, l'UNESCO a formé un noyau de responsables du Ministère de l'éducation du Malawi à la réalisation d'une étude pratique et les a sensibilisés à la nécessité de répondre aux 	<ul style="list-style-type: none"> • La coopération avec le BIE, les principales parties prenantes, l'OMS et l'OIT a été très positive et très fructueuse ; il ne peut être satisfait à la forte demande de discussions et d'échanges de données d'expérience sur l'intégration que par une intensification de cette coopération. <p>Des études portant sur les enfants non scolarisés peuvent être effectuées à un coût relativement faible avec l'aide des parties</p>	<p>La coopération avec les bureaux hors Siège pour l'organisation des ateliers a présenté d'énormes avantages et a facilité l'utilisation la plus rentable possible des transports, hôtels, lieux de réunion, etc.</p>	<p>Les demandes de matériels et de conseils techniques sont le signe que la formation a un réel effet dans les pays.</p> <p>Les responsables formés participeront à l'étude à grande échelle que le pays mènera dans un proche</p>	
---	--	---	--	--	--

	<p>besoins des enfants non scolarisés. Au cours du prochain exercice biennal, <i>Faces</i> continuera d'aider deux ou trois autres pays à adapter et à expérimenter la méthodologie pour leur propre usage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation, dans la région Asie-Pacifique, d'un certain nombre de stages de formation/d'ateliers nationaux et sous-régionaux. Chacune de ces activités avait différents objectifs en fonction des lacunes observées en matière de plaidoyer/renforcement des capacités. Ces stages/ateliers ont permis aux participants d'approfondir leur connaissance de l'éducation inclusive dans son sens le plus large et ont doté les responsables gouvernementaux d'outils pour appliquer concrètement des politiques dans ce domaine. Les ateliers ont servi de cadre à un échange de pratiques optimales, de résultats de recherche et de matériels entre pays participants. • Développement des compétences nationales en matière de promotion de l'éducation inclusive moyennant un stage de formation technique intensive de cinq jours destiné aux responsables de la planification des politiques, de l'élaboration des programmes d'études, et de l'éducation inclusive/besoins éducatifs spéciaux. • Introduction du concept d'éducation inclusive et organisation d'un atelier de sensibilisation à l'intention des instructeurs des collèges de formation préalable d'enseignants. • Dans la région arabe, formation de décideurs et d'enseignants des 20 pays aux concepts et principes d'intégration à l'aide de plusieurs mécanismes (ateliers de formation nationaux et sous-régionaux, conférence). • Formation de formateurs nationaux spécialisés dans les difficultés d'apprentissage au Liban. • Analyse et diffusion des résultats de l'expérience de l'Arabie saoudite en matière d'intégration. 	<p>prenantes concernées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La formation par des méthodes participatives visant à autonomiser les nationaux aide les intéressés à s'approprier l'activité et à faire en sorte que l'étude soit bien faite. • Le concept d'éducation inclusive reste mal compris, et le principal défi a consisté à en élargir la portée pour couvrir tous les apprenants et pas uniquement les handicapés. En outre, il a été difficile de faire parvenir le même message à toutes les parties prenantes au niveau du gouvernement, l'éducation inclusive n'étant pas toujours du seul ressort des ministères de l'éducation. Il est devenu évident que le meilleur moyen est d'adopter une approche globale couvrant tout le concept, mais un domaine prioritaire, défini par le pays, devrait être utilisé pour ouvrir la voie. • L'insuffisance des capacités des ministères de l'éducation et l'absence du cadre d'action nécessaire continuent de poser de grandes difficultés. 		<p>avenir.</p> <p>Formation de responsables nationaux, d'ONG partenaires et de personnel de l'UNESCO à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques.</p>	
<p>Analyse et diffusion des pratiques optimales en matière d'intégration</p>	<ul style="list-style-type: none"> • De nombreuses pratiques optimales ont fait l'objet d'analyses et d'activités pilotes dans différentes parties de la région Asie-Pacifique. Les activités pilotes ont permis de dégager de solides éléments d'information concernant les pratiques optimales, qui ont été diffusées dans le cadre de réunions nationales et régionales ainsi que de divers réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Bien qu'il existe une large base de pratiques optimales dans la région Asie-Pacifique, il est difficile de les adapter pour les rendre pertinentes dans différents contextes. • Le cas du Samoa est exemplaire 	<p>Les partenaires en matière d'éducation dans la région du Pacifique ont mis en commun leurs ressources financières et leur expertise technique pour venir en aide aux pays.</p>	<p>Pratiques optimales documentées et incorporées dans des directives officielles relatives à la mise en œuvre. Matériel de LIFE figurant dans un jeu de matériels officiel, etc.</p>	

	<p>éducatifs. Un des principaux réseaux, EENET Asie, a réussi à augmenter le nombre de ses membres et à élargir sa portée grâce au ferme appui de l'UNESCO. Il a été un important outil de diffusion de matériels de l'UNESCO sur la question. Par ailleurs, les documents consacrés au thème de l'environnement inclusif et favorable à l'apprentissage ont été traduits, adaptés et distribués à grande échelle. Ils ont également été étoffés pour y inclure des sections spécialisées traitant de certaines questions, à la demande d'États membres. Une attention particulière a été accordée à l'éducation multilingue, et les pratiques optimales ont été documentées et analysées. Le résultat a été rendu public au moyen de publications et de réunions dans la région.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'éducation inclusive dans les îles du Pacifique de diverses manières : (1) le projet pilote du Samoa a été mené à bien et a permis d'intégrer pleinement l'éducation inclusive dans les systèmes d'éducation primaire et secondaire (politique, financement public, formation d'enseignants, matériel d'enseignement en samoan pour le Ministère de l'éducation, les enseignants et les communautés) ; (2) des activités de plaidoyer ont été entreprises avec la publication de principes directeurs relatifs à l'éducation inclusive du point de vue de la région du Pacifique, ainsi que la formulation de directives pratiques visant à promouvoir l'éducation inclusive dans le Pacifique. • Adaptation et traduction en langues locales (pachtou et dari) d'un jeu d'outils consacré au thème de l'environnement inclusif et favorable à l'apprentissage, dans la perspective de futures activités de formation d'enseignants et de personnel du Ministère de l'éducation et en vue de mener des initiatives pilotes dans certaines écoles en Afghanistan. • Pratiques optimales concernant l'intégration analysées et diffusées au moyen des trois notes d'orientation établies et distribuées en anglais, français et espagnol. • Face à la nécessité d'améliorer l'accès à la documentation de l'UNESCO, une clé USB a été mise au point avec des présentations PowerPoint, tous nos documents et un certain nombre d'idées et d'articles pertinents relatifs au renforcement des capacités, et distribuée à grande échelle. • En coopération avec l'OMS et l'OIT, nous avons 	<p>car les conditions (politique et volonté) y étaient déjà favorables pour intégrer l'éducation inclusive dans l'éducation primaire et secondaire. La situation est différente dans d'autres pays où les capacités, les ressources et la volonté ne sont pas les mêmes. Les résultats de l'Évaluation à mi-décennie de l'EPT au niveau des pays devraient servir de base à d'autres mesures.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre de notes d'orientation a dû être ramené de six (comme prévu au départ) à trois en raison de changements au niveau du personnel. • Il y a une énorme demande de conseils et de matériels concernant l'éducation inclusive. 	<p>Le fait que de plus en plus de documents et de matériels peuvent être mis à disposition électroniquement se traduit par un bon rapport coût-efficacité. Il convient toutefois de noter que les versions papier sont encore très demandées, en particulier par les pays où l'accès à Internet reste problématique.</p>	<p>Engagement de cinq pays en faveur de l'élaboration de politiques (confirmé par la consultation de l'UNESS).</p> <p>Un cadre pour une stratégie de plaidoyer au niveau national facilitera l'exécution d'autres activités de formation.</p> <p>Les demandes dont font l'objet nos documents, le service phare de bulletins d'information électroniques, et les visiteurs sur notre site Web, ainsi que toutes les demandes de traduction vers de nombreuses langues différentes, témoignent de l'intérêt permanent porté à ce domaine.</p>	
--	--	--	--	--	--

	<p>élaboré un guide sur le développement inclusif axé sur la communauté. Le texte, établi et testé sur le terrain, est actuellement édité. Date de parution prévue : 3 décembre 2008.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nous avons également créé et lancé un site Web (www.inclusionflagship.net), en collaboration avec nos partenaires de Finlande et le grand secrétariat conjoint de l'EPT, afin de mieux répondre à la nécessité de diffuser les pratiques optimales. 				
--	--	--	--	--	--

Sous-programme I.2.2 - Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE) et Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA)

Paragraphe 01221 - Axe d'action 1 : Mise en œuvre de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 4 016 000	Effectif : 3 978 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Mobilisation d'un soutien politique, financier et technique aux niveaux international, régional et national pour contribuer au renforcement de la mise en œuvre de LIFE dans 10 pays au maximum pendant la première phase</p>	<ul style="list-style-type: none"> • LIFE a été principalement mise en œuvre dans un groupe initial de 11 pays (Bangladesh, Égypte, Haïti, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Pakistan, Sénégal, Soudan et Yémen), qui ont été soutenus financièrement par l'UNESCO à l'aide de fonds budgétaires et extrabudgétaires. • Mobilisation d'un soutien politique en faveur de l'alphabétisation par l'organisation de trois réunions régionales de planification pour la mise en œuvre de LIFE, tenues en mars 2006 au Pakistan, au Niger et au Yémen, qui ont également renforcé les partenariats aux niveaux national et régional. • Le Bangladesh, l'Égypte, le Maroc, le Niger, le Pakistan et le Sénégal ont obtenu (chacun) des fonds extrabudgétaires d'un montant d'environ 1 million de dollars des États-Unis dans le cadre du programme de renforcement des capacités pour l'EPT destiné à mettre en œuvre des projets LIFE (2006-2008). • Mobilisation d'un soutien technique par les bureaux de l'UNESCO pour des activités consacrées aux politiques, au plaidoyer, au renforcement des capacités et à l'innovation, dans le cadre des 6 projets LIFE à financement extrabudgétaire. • Des programmes ou campagnes d'alphabétisation importants ont lieu au Brésil, en Indonésie, en Inde et en Chine. D'autres pays ont mis en place des politiques visant à mobiliser leurs propres 	<p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en œuvre a rencontré des obstacles qui ont limité l'efficacité et la ponctualité de au Bangladesh (troubles sociopolitiques), au Niger (situation instable au Ministère de l'éducation) et en Égypte (révision des priorités budgétaires). • Harmoniser la stratégie de mise en œuvre de LIFE avec d'autres plans de travail à différents niveaux, notamment avec les plans nationaux d'EPT, les BCP/PNUAD et « Unité d'action des Nations Unies ». • Obtenir le soutien d'organisations (donatrices) internationales et bilatérales. • Produire des données de bonne qualité et mettre en place des pratiques systématiques d'élaboration de documents et de reddition de rapports (conformément aux processus d'examen de l'EPT, de la DNUA et de la CONFINTEA). <p>Enseignements tirés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de tenir compte des 			

	<p>ressources et ont lancé de vastes actions d'alphabétisation (Burkina Faso, Éthiopie et Mozambique).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans plusieurs pays, LIFE est acceptée par les donateurs comme un cadre de soutien à l'alphabétisation (sud du Soudan, Mauritanie et Éthiopie). • Une série de conférences régionales consacrées à l'alphabétisation dans le monde, organisée dans 4 régions à ce jour, ainsi que d'autres manifestations régionales, se sont inscrites dans le cadre de la stratégie de communication de l'UNESCO relative à LIFE. • Dans la région Asie-Pacifique, une réunion régionale de planification destinée à examiner la mise en œuvre de LIFE, a rassemblé 8 pays participant à l'Initiative LIFE dans la région. • Au niveau des pays, des activités de plaidoyer en faveur du programme LIFE et du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP), destinées à des partenaires nationaux, ont été mises en œuvre avec : (a) une manifestation de lancement du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006 en Indonésie en janvier 2006, (b) la Première réunion technique de LAMP au niveau du pays, à Jakarta, en février 2006, en coopération avec l'ISU de Montréal et l'AIMS de Bangkok et (c) une réunion régionale de planification de LIFE à Islamabad en mars 2006. • Développement d'une coopération et de stratégies de mobilisation de fonds à l'échelle régionale. • Lancement de l'Initiative LIFE dans la région arabe. <p>Renforcement des capacités des fonctionnaires du ministère et du personnel de l'UNESCO sur les approches pédagogiques innovantes de l'alphabétisation.</p>	<p>différences entre les cycles de LIFE et les plans de financement et exigences des projets extrabudgétaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des stratégies de suivi exploitant l'élan créé par des événements majeurs en faveur de l'alphabétisation sont nécessaires. • Débat et accord sur le cadre général de LIFE, la diversité des situations des différents pays ne permettant pas de planifier les actions en détail. • Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour susciter l'intérêt des décideurs vis-à-vis du programme. 		<p>Documentation de la qualité des stratégies régionales pour les pays participant à l'Initiative LIFE.</p> <p>Mise en œuvre du plan de pays pour l'alphabétisation.</p>	
<p>Élaboration de programmes nationaux LIFE tenant compte des priorités nationales de développement, et renforcement du soutien à leur mise en œuvre dans plusieurs pays pendant la première phase</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays participant à l'Initiative LIFE ont amélioré leurs politiques, stratégies ou plans nationaux d'alphabétisation reposant sur les études d'évaluation des besoins réalisées dans sept pays. D'autres pays ont intégré LIFE dans leur stratégie générale d'EPT (comme le Bangladesh) ou doivent encore procéder à une analyse approfondie de la situation nationale de l'alphabétisation (Mali et Niger). Dans certains pays (comme le Sénégal et le Nigéria) des plans d'action de LIFE ont été rédigés. 	<p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir des processus et des structures participatifs pour LIFE au niveau des pays. • Intégrer LIFE dans d'autres plans de travail à tous les niveaux. • Créer des synergies avec d'autres initiatives telles que la DNUA, TTISSA, EDUSIDA, la DEDD ou 			

	<p>nationale qui couvrira progressivement l'ensemble du pays.</p>				
<p>Réexamen et suivi de la politique d'alphabétisation dans les pays bénéficiant de LIFE</p>	<ul style="list-style-type: none"> Sept pays de la première phase de l'Initiative LIFE ont réalisé des études d'évaluation des besoins comprenant une analyse approfondie des politiques en vigueur. Dans certains cas, des recommandations pour améliorer la situation ont été faites et validées lors de réunions des parties prenantes nationales. L'augmentation du budget de l'alphabétisation a été annoncée par les gouvernements de plusieurs pays participant à l'Initiative LIFE (par exemple au Burkina Faso, au Mali, au Nigéria et au Sénégal). <p>En Asie et dans le Pacifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> La diffusion des résultats de la réunion de planification de LIFE a aidé les pays à préparer leurs propres mesures de mise en œuvre, notamment de budgétisation. Une synthèse des principales conclusions des programmes multinationaux sur l'alphabétisation dans la langue maternelle a été effectuée et diffusée sous forme d'un kit régional. Certains pays ont élargi les projets par leurs propres moyens ou grâce à d'autres sources de financement. En 2006, un examen des politiques d'alphabétisation en Amérique latine a été effectué afin d'améliorer la conception des politiques nationales en la matière. Le rapport a été finalisé et diffusé avec la collaboration du Bureau de l'UNESCO à Santiago et de l'UIL. Une aide a été apportée pour évaluer les besoins en Haïti par l'intermédiaire de la Secrétaire d'État à l'alphabétisation (SEA). Des fonctionnaires haïtiens ont été formés à la mise en œuvre de projets. Un projet d'alphabétisation a démarré grâce à des 	<p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> Il est rare de disposer d'informations concrètes sur l'évolution des budgets nationaux d'alphabétisation dans le cadre des budgets nationaux de l'ENF et de l'éducation. <p>Enseignements tirés :</p> <ul style="list-style-type: none"> Puisque les activités LIFE doivent se dérouler sous l'égide et la responsabilité des pays, l'UNESCO n'impose pas de réformes politiques à ceux qui participent à l'Initiative LIFE. L'approche consiste plutôt à présenter des exemples de bonne pratique d'alphabétisation globale et de politiques d'ENF susceptibles d'inciter les pays à intégrer des perspectives novatrices dans leurs stratégies d'alphabétisation. Il convient de lier les exigences du suivi de l'Initiative LIFE et celles du suivi de l'EPT et de l'Évaluation à mi-décennie de la DNUA. L'alphabétisation dans la langue maternelle reste une question sensible dans certains pays de la région. <p>Enseignements tirés : Le document produit par l'UNESCO était un bon moyen d'analyser la situation du pays.</p> <p>Défis : Fournir une analyse durable et utile en vue de la campagne nationale d'alphabétisation.</p> <p>Enseignements tirés : L'activité a été menée à bien grâce à la stabilité institutionnelle au niveau du Directeurat. Elle a été facilitée par l'efficace collaboration entre les</p>	<p>Obtenir des informations sur la situation dans les pays, contribuer à améliorer la conception des politiques publiques et, dans une certaine mesure, la prise de conscience des acteurs sociaux.</p> <p>Grâce à l'Initiative LIFE et à un nouveau cadre gouvernemental, cette activité a favorisé la mise en œuvre de la politique d'alphabétisation et suscité le</p>	<p>Meilleure coopération avec les ONG.</p> <p>Le document relatif à l'évaluation des besoins est disponible.</p>	

	<p>fonds espagnols. Du matériel approprié a été fourni à la Secrétaire d'État à l'alphabétisation afin d'améliorer les capacités de l'institution.</p>	<p>Bureaux de l'UNESCO à Port-au-Prince et Santiago.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Défis : Faire en sorte que le gouvernement applique la politique d'alphabétisation et s'engage à mobiliser des donateurs en faveur de la mise en œuvre de l'Initiative LIFE en Haïti. 	<p>soutien de donateurs.</p>		
<p>Formation de personnels à la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation de qualité (conception, mise en œuvre, suivi, évaluation) dans les pays bénéficiant de LIFE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Du personnel a été formé à tous les niveaux, essentiellement dans le contexte de programmes LIFE financés par des crédits extrabudgétaires (au Bangladesh, en Égypte, au Maroc, au Niger, au Pakistan et au Sénégal). Cette initiative comprenait notamment la promotion de la coordination et d'un leadership en faveur du changement, des approches intégrées et novatrices, la promotion des TIC comme moyen de renforcer la capacité nationale d'exécution et l'établissement de systèmes de suivi et d'évaluation (notamment le SIG-ENF et LAMP). • Les capacités des participants de différents pays de l'Initiative LIFE à mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation internes et à comparer les performances ont été renforcées. • Des participants de différents pays bénéficiant de LIFE ont été formés lors de diverses manifestations internationales, sous-régionales et nationales sur les approches pédagogiques innovantes de l'alphabétisation utilisées dans 16 pays du monde. • Les capacités du personnel d'alphabétisation de pays participant à l'Initiative LIFE et en situation de post-conflit, comme l'Afghanistan et le Soudan, ont été renforcées. • Les points focaux régionaux et nationaux pour LIFE ont été formés à l'analyse de situation, au suivi et à l'évaluation ainsi qu'à des méthodes efficaces d'alphabétisation. • Des formateurs ont été formés dans le contexte d'un projet de partenariat avec l'ISESCO (au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal). • La formation de personnel dans des pays de l'Initiative LIFE a permis le développement de la coopération régionale et l'élaboration de stratégies de collecte de fonds. • Des profils d'experts ont été établis, des équipes d'experts créées et un soutien technique fourni en 	<p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobiliser et fournir aux États membres un soutien technique durable en temps voulu. • Mettre en place des réseaux, des partenariats et des mécanismes d'échange Sud-Sud-Nord efficaces en vue d'interventions de renforcement des capacités au niveau des pays. • Identifier les besoins de formation prioritaires de chaque pays et renforcer en même temps les capacités de formation des partenaires nationaux. • Intégrer aux activités de formation du personnel originaire de pays qui ne participent pas à l'Initiative LIFE mais ayant besoin d'un soutien. • Constituer une base de données interactive sur les pratiques efficaces. <p>Enseignements tirés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le besoin de développement des capacités est considérable, à tous les niveaux et dans de nombreux domaines. Cependant, la poursuite de ces activités de formation, associées à des activités concrètes, sera essentielle pour obtenir un impact visible sur le taux d'alphabétisme. • Le renforcement des capacités du personnel au niveau central doit entraîner celui du personnel à l'échelle des districts et à la base. • Faisable pour renforcer la base de données régionale existante 		<p>La coopération régionale a été renforcée.</p>	

	<p>vue de l'élaboration de politiques et du renforcement des capacités de pays participant à LIFE. Une base de données sur les matériels pédagogiques a été constituée et de nouveaux moyens didactiques ont été élaborés pour l'ENF, notamment un guide de planification et de mise en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les capacités des facilitateurs en alphabétisation et en éducation non formelle dans la région arabe ont été renforcées par un atelier régional. • Les capacités des planificateurs de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle en Égypte et au Yémen ont été renforcées par des ateliers de formation. • Les capacités du personnel des Services d'éducation des adultes ont été renforcées en Égypte et au Yémen grâce à des mesures d'évaluation des lacunes et des besoins dans le cadre de l'initiative LIFE. 	<p>concernant l'alphabétisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Davantage de formation sur le terrain est nécessaire. La région manque d'experts en planification de l'ENF. 			
<p>Promotion d'activités d'alphabétisation tenant compte du contexte, centrées sur l'apprenant et peu coûteuses dans les pays bénéficiant de LIFE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre des activités LIFE, les décideurs et fournisseurs de programme d'alphabétisation ont pris davantage conscience de l'ampleur réelle du problème que pose l'alphabétisation dans leurs pays. • La qualité des activités d'alphabétisation a bénéficié du renforcement des capacités et de la formation dans un certain nombre de pays participant à LIFE. • L'initiative UNILIT a été élargie à de nouvelles universités en Égypte, les capacités de 2 000 étudiants ont été renforcées et 20 000 illettrés ont reçu des cours d'alphabétisation. • Organisation d'un deuxième atelier régional sur le développement systématique des ressources et le renforcement des capacités du personnel de l'ENF, qui a contribué à intensifier la mise en œuvre de l'Initiative LIFE au niveau des pays. • Communication des résultats de l'atelier aux pays participants et publication du rapport de l'atelier. 	<p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le suivi et l'évaluation et réaliser des recherches approfondies sur les activités d'alphabétisation, y compris en collectant des données sur la prise en compte du contexte, la focalisation des activités sur l'apprenant et la rentabilité. • Mettre en place des systèmes efficaces de partage des connaissances sur des programmes et travaux de recherche performants en alphabétisation. • L'allocation de ressources est nécessaire à la mise en œuvre des plans de développement systématique des ressources destinées à l'alphabétisation et à l'ENF dans les pays. 		<p>Des matériels pédagogiques ont été élaborés, diffusés et largement utilisés.</p>	

Paragraphe 01222 - Axe d'action 2 : Offrir à tous des possibilités d'apprendre par l'éducation non formelle dans le cadre de la DNUA

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 2 231 000	Effectif : 2 318 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/ enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Amélioration de la coordination et de la promotion de la DNUA sur les plans international, régional et national	<ul style="list-style-type: none"> Le travail de coordination et de plaidoyer de l'UNESCO s'exprime dans deux rapports d'étape de la DNUA : <ul style="list-style-type: none"> en 2006, un deuxième rapport d'étape biennal de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation a été produit et soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 61^e session (document A/61/151). Ce rapport examinait la situation dans le monde de l'alphabétisme sur la base des dernières données produites par l'ISU et du <i>Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006</i>, ainsi que l'action de la DNUA à travers le monde, et présentait des informations sur les défis et les perspectives d'avenir ; l'importance du rôle de l'UNESCO a été renforcée par la résolution A/RES/61/140 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui demandait à l'UNESCO de « renforcer son rôle moteur de coordonnateur et de catalyseur des activités de la Décennie aux niveaux régional et international, de préparer et de mener l'examen à mi-parcours de la Décennie en 2007 et 2008, en collaboration avec tous les partenaires de la Décennie, et de lui en soumettre les résultats ». En 2007, un rapport d'étape a été produit et soumis au Conseil exécutif à sa 177^e session (document 177 EX/8). Ce rapport mettait en lumière les nombreuses actions entreprises en 2006 et 2007, consistant notamment à accroître la visibilité de la Décennie au moyen de conférences sur l'alphabétisation dans le monde ; il faisait également rapport sur l'état de la mise en œuvre des 6 domaines prioritaires d'action (l'élaboration des politiques, les modalités d'exécution des programmes, le renforcement des capacités, la recherche, la participation communautaire et le suivi et l'évaluation), sur le travail de l'UNESCO en matière de plaidoyer, sur l'identification des bonnes pratiques et la recherche et sur la mise en œuvre de LIFE en tant que cadre stratégique mondial essentiel à la mise en œuvre de la Décennie, ainsi que sur la demande formulée par l'Assemblée générale des Nations Unies de procéder à un 	<ul style="list-style-type: none"> Le renforcement important de la mise en œuvre de la DNUA, engagé au milieu de 2006, rencontre encore plusieurs défis. Si un grand nombre d'activités à haut niveau et d'une grande efficacité ont été engagées durant la seconde moitié de 2006 et en 2007, l'alphabétisation ne figure pas encore en tête des priorités des pays et de la communauté internationale, et des efforts majeurs sont nécessaires pour changer cet état de chose. On ne peut attendre de l'UNESCO qu'elle entreprenne seule une tâche d'une telle importance et l'engagement de nos institutions partenaires revêt donc une importance cruciale. De plus grands efforts sont nécessaires afin de mobiliser les partenaires internationaux de l'UNESCO en vue de la mise en œuvre de la DNUA. L'engagement de personnalités du plus haut niveau en faveur de l'alphabétisation doit être maintenu, car il est apparu qu'il accroissait dans une mesure importante la visibilité du défi de l'alphabétisation et mobilisait l'action. Les ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO devraient être davantage invités à s'engager dans le domaine de l'alphabétisation. 	La mise en œuvre conjointe par le Siège, l'IUL, les bureaux régionaux et les bureaux hors Siège, ainsi que le soutien très actif (en termes tant de contenu que de logistique et de financement) des pays hôtes concernés ont rendu cette conférence possible et lui ont assuré un bon rapport coût - efficacité.	Renforcement des partenariats aux niveaux régional et international. Élaboration d'une stratégie de promotion et de communication.	

	<p>examen à mi-parcours de la DNUA.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Conférence de la Maison Blanche sur l'alphabétisation dans le monde (2006), qui a été accueillie par la Première Dame des États-Unis d'Amérique, Mme Laura Bush en sa qualité d'ambassadrice honoraire pour la DNUA, a souligné la nécessité d'un leadership au niveau mondial et au niveau des pays pour la promotion de l'alphabétisation et a donné le coup d'envoi d'une campagne de grande envergure en faveur de l'alphabétisation à l'échelle internationale. • En 2007, un groupe d'experts a été créé pour l'examen à mi-parcours de la DNUA et une première réunion organisée en septembre 2007. L'examen à mi-parcours du document stratégique de la DNUA a ensuite été finalisé et l'ébauche, la portée et les thèmes majeurs de l'examen à mi-parcours ont été adoptés. Des études ont été commanditées et des questionnaires élaborés en vue de ce processus d'examen. • Dans le cadre du rôle de coordination et de plaidoyer que joue l'UNESCO pour la DNUA, quatre conférences régionales et sous-régionales en faveur de l'alphabétisation dans le monde ont été organisées en 2007 dans la région des États arabes, la région Afrique, la sous-région d'Asie de l'Est, d'Asie du Sud-Est et du Pacifique et dans la sous-région d'Asie du Sud, d'Asie du Sud-Ouest et d'Asie centrale. Ces conférences ont permis de sensibiliser aux défis spécifiques à chaque région, de créer un élan en faveur d'un engagement renouvelé et de lancer une collaboration Sud-Sud et Nord-Sud-Sud, par exemple entre universités. Les partenaires issus d'organisations internationales telles que l'UNICEF, l'OMS, l'UN-HABITAT, d'ONG internationales et de fondations ont pris une part active aux conférences et les bases d'une collaboration ont été posées pour des activités de suivi. • L'engagement personnel de personnalités de haut niveau a été un facteur majeur de la sensibilisation à l'alphabétisation dans le monde et a servi de catalyseur pour des actions de suivi. C'est ce qu'ont démontré la Conférence de la Maison Blanche grâce à l'engagement de la Première Dame des États-Unis d'Amérique et les conférences régionales sur l'alphabétisation, où la présence de personnalités de haut niveau des pays hôtes et d'autres pays participants, tels que des premières dames et des ambassadeurs de bonne volonté de 	<ul style="list-style-type: none"> • Des contacts ont été établis plus aisément au niveau régional (par exemple avec l'UNICEF, l'OMS, le PAM et l'UN-HABITAT) et devraient être poursuivis. • Il conviendrait de s'associer des partenaires moins « conventionnels » de l'alphabétisation à des fins de plaidoyer et de soutien. 			
--	---	--	--	--	--

	<p>l'UNESCO, a eu une influence capitale sur la visibilité de ces manifestations et a ainsi contribué à donner davantage d'importance à l'alphabétisation dans les régions concernées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un important travail de plaidoyer a été entrepris grâce à la célébration annuelle de la Journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre) et l'attribution annuelle des prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO à des programmes efficaces d'alphabétisation et de post-alphabétisation des adultes du monde entier. En 2006 et 2007, cinq prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO ont été décernés, récompensant des programmes d'alphabétisation de haute qualité. L'information relative à ces programmes a été largement diffusée et une brochure consacrée aux prix a été publiée en 2007. • De manière générale, le plaidoyer en faveur de l'alphabétisation s'est intensifié avec le lancement du Portail de l'alphabétisation, en octobre 2007, qui offre des informations actualisées sur les programmes et activités de l'UNESCO dans le domaine de l'alphabétisation, notamment sur les pratiques efficaces. En outre, la sensibilisation à l'alphabétisation a été renforcée par des publications telles que <i>L'alphabet de l'espoir</i>, publié en anglais et en français. • Renforcement des connaissances relatives aux programmes d'éducation non formelle parmi les responsables des ministères et d'autres acteurs clés de la société. Dans le cadre de la promotion des activités de la DNUA dans les territoires palestiniens occupés, une activité communautaire recourant à des méthodes d'apprentissage créatives non formelles était destinée aux jeunes de 12 à 18 ans des zones marginalisées de Hébron, Naplouse et Gaza, afin d'accroître leur niveau d'alphabétisme et de les encourager à la lecture critique et à l'écriture créative. Une série de séances de formation, destinée à environ 80 jeunes, utilise des méthodes créatives, fondées principalement sur la documentation des traditions palestiniennes, afin d'améliorer la connaissance et la créativité de ces jeunes et de stimuler leur pensée créative. • Dans le cadre de cette activité, une séance d'orientation consacrée à la DNUA a été organisée le 1^{er} juin 2006 à Ramallah, qui a réuni environ 80 jeunes, cinq formateurs et trois responsables de mouvements de jeunesse de Hébron, Naplouse et 	<ul style="list-style-type: none"> • La participation active des jeunes des zones marginalisées de Cisjordanie et de Gaza a représenté une contribution positive aux progrès réalisés. • La situation que connaît Gaza a eu un impact négatif sur la communication avec les parties prenantes et le suivi des activités menées à Gaza. • Au stade de la planification, il serait préférable de se concentrer sur la sélection de participants issus des communautés les plus défavorisées de Cisjordanie et de Gaza. Dans l'ensemble, la participation de l'institution de la société civile sélectionnée, qualifiée et active, est considérée comme un facteur efficace de promotion de l'alphabétisation dans les communautés défavorisées des 	<p>Cette publication a été rendue possible par l'engagement d'écrivains célèbres en faveur de l'alphabétisation.</p> <p>Mis en œuvre en coordination avec le financement extrabudgétaire reçu pour cet axe d'action et en vue de contribuer à la réalisation des objectifs 2 et 4 de Dakar.</p>	<p>Diffuser cette expérience réussie dans d'autres régions des territoires palestiniens occupés.</p>	
--	--	---	---	--	--

	<p>Gaza, en vue de les sensibiliser à l'importance de l'alphabetisation et des problèmes y afférents dans les territoires palestiniens occupés. L'activité a donné lieu à la production d'un livre complet en arabe (de 90 pages) sur les traditions et l'histoire palestiniennes, principalement réalisé par les jeunes Palestiniens ayant participé à la série de séances de formation évoquée ci-dessus. Une fois finalisé, le livre a été largement diffusé dans l'ensemble de la Cisjordanie et à Gaza depuis avril 2007.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation d'une communication sur les bonnes pratiques de l'éducation non formelle lors d'une réunion régionale de planification de l'évaluation de l'EPT. • Renforcement du réseau des centres d'apprentissage communautaires au Kazakhstan et au Kirghizistan en vue du partage d'expériences et de la coordination des activités au moyen de réunions et d'ateliers. • Formation des points focaux des centres d'apprentissage communautaires à la constitution de partenariats et au travail en réseau afin de soutenir et de renforcer le développement communautaire. • Définition de contextes spécifiques par pays en vue du développement de services communautaires et de programmes visant à l'acquisition de moyens de subsistance au Kazakhstan et au Kirghizistan. • Élaboration et soumission aux décideurs de recommandations en vue de la coopération avec les autorités locales. • Formation des points focaux des centres d'apprentissage communautaires du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan à l'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes par l'éducation non formelle. Intégration de composantes relatives à l'égalité entre les sexes dans les plans d'action locaux des centres d'action communautaires. • En Amérique latine et dans les Caraïbes, les thèmes principaux de la DNUA ont été intégrés aux priorités de l'action publique dans les pays de la région avec un soutien technique et politique de l'UNESCO par le biais de réunions nationales tenues au Pérou (octobre 2006), au Brésil (septembre 2007) et au Mexique (octobre 2007), de réunions régionales tenues en Colombie 	<p>territoires palestiniens occupés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'intégration de la DNUA dans la planification et la mise en œuvre de l'EPT doit être assurée. • Les lois et règlements relatifs à l'éducation ne détaillent pas les questions d'éducation non formelle, ce qui signifie que celle-ci n'est pas formellement structurée. Des interventions et une assistance technique sont nécessaires pour définir des normes et standards nationaux pour l'éducation non formelle. • Une coopération est nécessaire entre les institutions des Nations Unies et les organisations internationales afin de coordonner leurs efforts en faveur de la mise en place de services communautaires, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables de la population locale. <p>Enseignements tirés : Il est nécessaire de poursuivre le plaidoyer en faveur de l'alphabetisation dans le cadre de la DNUA.</p>	<p>Un bon rapport coût-efficacité a été assuré par le soutien conjoint du Bureau de l'UNESCO à Bangkok et du JFIT en complément des activités du programme, des réunions et des recherches thématiques.</p> <p>Mener des actions de plaidoyer et échanger des informations, contribuer à améliorer la conception des politiques publiques et, dans une certaine mesure, la sensibilisation des acteurs sociaux.</p>	<p>Coopération multipays et élaboration de politiques.</p> <p>Renforcement de la mobilisation de ressources en faveur de la mise en œuvre de l'éducation non formelle.</p> <p>Une assistance technique et un soutien seront apportés en coopération avec le Bureau régional de l'UNESCO à Bangkok afin de promouvoir le dialogue politique et un soutien à tous les niveaux.</p> <p>L'information a été largement diffusée.</p>	
--	---	--	---	---	--

	<p>(avril 2006), au Costa Rica (mars 2007) et d'une réunion internationale tenue à Cuba (juin 2006). Le partenariat avec le CEAAL et le CRAFAL a été renforcé, les bonnes pratiques ont été identifiées et les résultats et conclusions des conférences ont été diffusés.</p>				
<p>Réexamen et amélioration dans un certain nombre de pays des politiques et programmes d'alphabétisation/ d'éducation non formelle à l'intention des populations marginalisées</p>	<p>1. Quatre conférences régionales et sous-régionales en faveur de l'alphabétisation dans le monde (États arabes ; Afrique ; Asie de l'Est, Asie du Sud-Est et le Pacifique ; Asie du Sud, Asie du Sud-Ouest et Asie centrale) ont débouché sur d'importantes réalisations en matière de réexamen de politiques et de programmes, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réexamen de politiques d'alphabétisation aux niveaux régional/sous-régional moyennant des études commandées en vue des conférences sur l'alphabétisation. À l'occasion de tables rondes, les ministres de l'éducation ont pris conscience des divers problèmes que connaissent leurs pays et régions, et des recommandations ont été formulées pour assurer le suivi sur les plans national, régional et international. • Réexamen de la conception et de l'exécution de programmes d'alphabétisation dans le cadre des conférences, ce qui a permis d'élaborer des recommandations sur les critères relatifs aux pratiques de qualité ; en outre, des pratiques efficaces ont été définies et présentées aux fins de diffusion de l'information et d'une éventuelle transposition de ces initiatives dans d'autres contextes. • Analyse d'autres questions cruciales, telles que le suivi et l'évaluation de l'alphabétisation ; l'alphabétisation dans un contexte multilingue ; et l'alphabétisation et l'égalité entre les sexes, et formulation de recommandations à l'issue de chaque conférence pour assurer le suivi au niveau des politiques et programmes. <p>2. Construction de centres pour les enfants des rues dans certains pays (Mali, Guinée et Niger) dans le cadre du programme « Espérance et solidarité autour d'un ballon ». Sensibilisation de l'opinion à la situation de ces enfants moyennant la participation de sportifs renommés à ce programme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans la région Asie-Pacifique, l'ENF joue un rôle de plus en plus important dans les efforts visant à atteindre les exclus au Cambodge, grâce aux réalisations ci-après : 	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut donner suite à toutes les conférences régionales sur l'alphabétisation. De nombreuses activités de plaidoyer stimulantes ont été entreprises et des recommandations concrètes élaborées, mais le problème concerne leur mise en œuvre effective, qui devra être incorporée aux plans de travail du prochain exercice biennal. Le Siège et l'UIL devraient appuyer ces initiatives au moyen d'actions dynamisantes et d'un soutien technique. • Le programme « Espérance et solidarité autour d'un ballon » doit être transposé à plus grande échelle, et les enseignements tirés doivent transparaître dans les politiques pour que leur impact soit durable. • Coordination et collaboration satisfaisantes avec le Département chargé de l'éducation non formelle au Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, ainsi 	<p>La mise en œuvre conjointe par le Siège, l'UIL, les bureaux régionaux et les bureaux hors Siège, ainsi que le soutien très actif (au niveau des contenus, de la logistique et du financement) des pays hôtes respectifs, ont permis d'organiser ces conférences et d'en garantir le bon rapport coût-efficacité.</p> <p>Diverses activités d'appui conjointes en faveur du Département chargé de l'éducation non formelle, avec la participation de l'ACCU et de la</p>	<p>Il faut établir des indicateurs de référence, mis en contexte, dans tous les secteurs de l'alphabétisation.</p> <p>La durabilité de la prise de conscience dépendra du suivi.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> - augmentation du nombre de centres d'apprentissage communautaires au Cambodge, qui en compte désormais près de 70 ; - traduction et adaptation de jeux d'outils éducatifs multilingues par le Département chargé de l'éducation non formelle au Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports ; - organisation de cours bilingues dans certains zones à l'intention des populations autochtones, en vue de faciliter leur inscription et leur maintien dans l'enseignement primaire ; - réexamen du mécanisme et des principes directeurs relatifs au programme d'équivalence en vue d'en achever la mise au point d'ici à la fin du présent exercice biennal. • Promotion à grande échelle de l'alphabétisation fonctionnelle afin d'établir des liens avec les programmes d'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante bénéficiant du large soutien de divers donateurs, tels que la BAD, la CE et la Banque mondiale. • Au Népal, dans le cadre des centres d'apprentissage communautaires, utilisation des TIC pour l'élaboration, à partir des programmes d'études nationaux relatifs à l'éducation de base et post-alphabétisation, de matériels d'alphabétisation mis en contexte visant à répondre aux besoins d'apprenants appartenant à différentes communautés. • Fourniture d'une assistance pour établir et améliorer les politiques et programmes d'alphabétisation et d'ENF en Indonésie (E-9), aux Philippines et au Timor-Leste. <p>Indonésie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture, en coopération avec les partenaires, d'une assistance technique en vue de la mise au point d'un instrument pour évaluer les niveaux d'alphabétisation et réaliser une enquête sur l'alphabétisation. • Élaboration d'un instrument d'évaluation des niveaux d'alphabétisation s'appuyant sur les langues maternelles, promotion et utilisation du modèle dans certaines régions. • Établissement d'un jeu de matériels d'alphabétisation et mise à l'essai dans un cours 	<p>qu'avec diverses ONG s'occupant de l'ENF, notamment la FNAUJ et l'ACCU.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il faut mener des actions de suivi avec le Ministère de l'éducation nationale pour élaborer un instrument qui permette d'évaluer les niveaux d'alphabétisation et de réaliser une enquête sur l'alphabétisation. • Les actions de suivi menées par les partenaires de projet doivent être régulièrement surveillées de près. • L'étroite coopération entre les parties prenantes (partenariat tripartite) est un facteur de succès. 	<p>FNAUJ.</p>		
--	--	--	---------------	--	--

	<p>d'alphabétisation de six mois.</p> <p>Philippines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de consultations pour définir les activités du projet décennal PALIHAN en 2007. Ce projet de formation technique et professionnelle non formelle destiné à la jeunesse non scolarisée est devenu opérationnel en avril 2007. Dans le même temps, la troisième année du programme de parrainage quinquennal, dont bénéficient 25 étudiants, a été mise en œuvre avec succès, et le programme de la quatrième année a commencé à la mi-juin 2007. <p>Timor-Leste :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Facilitation par l'UNESCO des échanges de données d'expérience avec l'Indonésie en ce qui concerne la politique, les programmes et les pratiques optimales sur le terrain en matière d'ENF, l'accent étant particulièrement mis sur le programme d'équivalence dans le domaine de l'éducation. <p>Région arabe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Échange, par le personnel chargé de l'ENF et de l'éducation des adultes, de données d'expériences et d'informations sur les problèmes et les priorités de l'ENF dans la région. • Élaboration de manuels d'ENF en arabe en tant qu'outil de renforcement des capacités destiné aux facilitateurs de l'ENF dans la région. • Établissement et renforcement d'autres centres d'apprentissage communautaires dans les zones pauvres. <p>Amérique latine/Chili :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'activités de plaidoyer auprès des autorités nationales/d'État afin de promouvoir un processus d'apprentissage tout au long de la vie dans tous les domaines de développement intégral (EDD, culture, droits de l'homme, éducation de base et enseignement supérieur). • Formation de ministres d'État chargés de l'éducation aux politiques et stratégies relatives à l'EPT afin de promouvoir des programmes d'apprentissage tout au long de la vie. • Réexamen et analyse des politiques et activités nationales concernant les jeunes à la lumière des principes de l'UNESCO relatifs à la jeunesse ; élaboration, par le bureau, d'un rapport complexe accompagné de recommandations portant sur de 	<ul style="list-style-type: none"> • La participation des pays relevant du bureau multipays aux conférences sur l'alphabétisation dans le monde, telles que la Conférence régionale sur l'alphabétisation à Beijing, devrait être soutenue. <ul style="list-style-type: none"> • La région arabe rencontre encore des difficultés pour l'institutionnalisation de l'ENF. • Il faut instaurer des synergies entre l'éducation formelle et non formelle. <ul style="list-style-type: none"> • La nécessité de faire intervenir les partenaires à tous les niveaux du gouvernement pour obtenir un rapport complet analysant les politiques publiques. 	<p>Ce programme a bénéficié de projets extrabudgétaires en cours tels que le CapEPT/Égypte.</p>	<p>La distribution, dans cinq États arabes, d'un manuel d'ENF en arabe en tant qu'outil efficace pour le renforcement des capacités en matière d'ENF. Les centres d'apprentissage communautaires sont en soit un dispositif durable.</p> <p>La collaboration avec le gouvernement à tous les niveaux se traduira par l'incorporation des recommandations dans les plans d'action et stratégies de suivi.</p>	
--	---	---	---	--	--

	<p>nouvelles politiques et activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réunion avec les pays lusophones consacrée à l'éducation des adultes a mis en évidence les possibilités de coopération mutuelle et d'échange de données d'expérience qui s'offraient dans le cadre du renforcement des politiques nationales de ces pays en matière d'EPT. • Engagement pris par les pays lusophones d'Afrique de créer un réseau de coopération Sud-Sud. • Établissement d'un document bilingue sur l'éducation des adultes et des jeunes dans les pays lusophones. • Nouveaux dialogues pour la coopération Sud-Sud. • Réalisation d'une étude sur les expériences réussies en matière d'alphabétisation des adultes au Brésil. • Élaboration de stratégies pour l'établissement de modèles possibles d'éducation non formelle et de programmes d'apprentissage à distance dans le cadre des centres multimédias communautaires dans les Caraïbes. <p>Jamaïque : Projet de recherche orientée vers l'action en milieu carcéral : création d'un centre multimédia communautaire, y compris une radio communautaire, un laboratoire des TIC, et un plan d'études pour le programme expérimental de réhabilitation axée sur l'éducation et les compétences nécessaires à la vie en société. Le programme a été élaboré sur la base d'un processus participatif initial réunissant détenus et employés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Du fait de son expérience dans ce domaine, le Brésil est une bonne source d'enseignements pour les autres pays confrontés au défi qu'est l'universalisation de l'alphabétisation. L'étude de l'UBO sur les expériences réussies en matière d'alphabétisation aidera à appuyer les politiques d'éducation des adultes au Brésil et ailleurs. • L'étude contribuera en outre aux études préparatoires de la CONFINTEA. • Les infrastructures, la formation d'éducateurs, l'accès à l'apprentissage libre et les ressources financières constituent certains des principaux défis. Une articulation claire avec des processus d'évaluation et de certification prédéfinis est essentielle s'agissant des programmes visant à assurer une transition effective des systèmes éducatifs au cadre de travail. • L'investissement dans l'éducation en milieu carcéral n'est généralement pas considéré comme une priorité. Toutefois, l'éducation et les interventions axées sur les TIC dans ce milieu jouent un rôle déterminant dans le processus de réhabilitation des détenus. Ces initiatives doivent cependant être liées à d'autres stratégies de réhabilitation et d'apprentissage de la vie en société, et doivent également créer des passerelles avec d'autres institutions et programmes qui encouragent l'éducation et la formation continues tout en offrant des possibilités d'emploi aux 	<p>Partenariat établi avec le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO. Le but de la recherche est de réduire au minimum les obstacles financiers à une mise en œuvre efficace et à grande échelle.</p> <p>Partenariat établi avec les services pénitentiaires nationaux et un centre de détention local. L'investissement dans l'éducation et les TIC en milieu carcéral peut être d'un très bon rapport coût-efficacité s'il réussit à promouvoir une réelle réhabilitation.</p>	<p>Renforcement des partenariats et de la mobilisation de ressources pour mener des interventions pilotes dans ce domaine sur les plans national et régional.</p> <p>La durabilité du projet et son éventuelle transposition à plus grande échelle dépendent largement de la mobilisation de ressources et de la volonté politique. Une étude d'évaluation des incidences est nécessaire pour garantir la durabilité.</p>	
--	---	--	---	---	--

	<p>Dominique : Élaboration et mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation en braille garantissant l'accès aux possibilités d'apprentissage et inculquant des compétences en matière de communication et d'autonomisation aux malvoyants (jeunes et adultes). Le programme est lié à des initiatives visant à offrir aux malvoyants des possibilités d'améliorer leurs moyens de subsistance.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Saint-Vincent-et-les Grenadines : Lancement d'une campagne et d'un programme d'alphabétisation globaux en faveur des analphabètes (jeunes et adultes) connaissant des difficultés d'apprentissage à l'école. Un programme de radio et de télévision en 13 épisodes a développé et diffusé des matériels d'alphabétisation conçus pour la presse écrite et les centres d'apprentissage communautaires. 400 personnes ont été formées en tant que facilitateur grâce au programme de formation de formateurs géré par la Division. Plus de 3 000 apprenants ont bénéficié du projet. 	<p>personnes ayant purgé leur peine.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des actions globales permettant de répondre à la diversité des besoins en apprentissage, découlant de l'exclusion socioéconomique et culturelle des populations malvoyantes, sont nécessaires. L'élaboration de stratégies en la matière passe par la promotion de vastes partenariats réunissant des ministères du gouvernement, des organismes publics, des organisations de la société civile, des communautés et des services éducatifs, ainsi que le secteur privé. • L'exploitation des TIC et l'accès aux ordinateurs disponibles dans les centres de ressources d'apprentissage doivent être encouragés pour développer les mécanismes et programmes d'apprentissage en ligne à l'intention des apprenants aux niveaux de l'alphabétisation fonctionnelle et avancée. 	<p>L'achat d'équipement coûte particulièrement cher et les programmes de formation sont relativement longs, mais les avantages qui en découlent sont incommensurables pour les individus, les communautés concernées et la société en général.</p> <p>Le Ministère de l'éducation a mobilisé les médias, les enseignants, les éducateurs et la société civile en tant que partenaires de projet.</p>	<p>Le soutien du public doit être maintenu au niveau national, et relayé par des campagnes médiatiques à la radio afin de promouvoir le programme ainsi que le fait que quiconque peut y accéder librement.</p> <p>Mobilisation de ressources à des fins de durabilité et de partage de données d'expérience avec d'autres pays des Caraïbes.</p>	
<p>Bonnes pratiques documentées mettant l'accent sur les synergies entre éducation formelle et non formelle et sur des domaines tels que l'éducation des populations rurales, l'apprentissage communautaire et la coopération Sud-Sud</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publication d'une étude sur les synergies entre éducation formelle et non formelle (<i>Synergies between formal and non-formal education: an overview of good practices</i>). • Définition, documentation et diffusion de bonnes pratiques par le biais des Conférences régionales d'alphabétisation à l'appui de l'alphabétisation dans le monde organisées au Qatar (pour la région des États arabes), à Beijing (pour l'Asie orientale, l'Asie du Sud-Est et la sous-région du Pacifique), à Bamako (pour l'Afrique) et à New Delhi (pour la sous-région de l'Asie centrale, du Sud et du Sud-Ouest). • Conformément à la demande du Conseil exécutif, ces bonnes pratiques sont mises à la disposition du grand public sur le portail consacré à l'alphabétisation, ce qui facilite non seulement le partage de l'information, mais également une éventuelle reproduction dans d'autres contextes, et pourrait déboucher sur une collaboration Sud-Sud. • Analyse et recommandation des meilleures 	<ul style="list-style-type: none"> • Le recensement de pratiques efficaces par le biais des Conférences régionales d'alphabétisation, ainsi que des Prix d'alphabétisation, n'est qu'une première étape. • Après l'organisation des Conférences régionales d'alphabétisation, un nouveau mécanisme de recensement des bonnes pratiques doit être mis en place. • De même, le processus d'identification des bonnes pratiques doit devenir systématique et des normes définissant ce qu'est une « bonne pratique » doivent être établies et utilisées à des fins de sélection. • Nécessité de concevoir des 	<p>Les Conférences régionales d'alphabétisation ont offert une excellente occasion de collecter et de diffuser des bonnes pratiques ; cette activité ne nécessite donc aucun financement additionnel.</p>	<p>Diffusion par le biais du portail consacré à l'alphabétisation.</p> <p>Les bonnes pratiques continuent d'être collectées par le biais des Prix d'alphabétisation.</p>	

	<p>pratiques en vue de leur diffusion, amélioration du partage de l'information dans les pays et recensement des synergies entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle, l'apprentissage communautaire et la coopération Sud-Sud.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui technique à la finalisation des plans d'action par pays en fonction de la réunion de planification de LIFE et de l'évaluation des besoins. • Présentation du dossier de ressources documentaires « <i>APPEAL resource pack for literacy and continuing education</i> » aux points focaux des centres d'apprentissage communautaires d'Asie centrale en vue d'une analyse et d'une adaptation aux priorités et besoins locaux. • Élaboration et examen d'un rapport avec le Centre d'éducation non formelle afin de susciter un débat au sein du Centre sur la manière de mettre à profit les TIC pour obtenir de meilleurs résultats conformes aux priorités actuelles du Centre, notamment l'amélioration de la qualité, de la portée et du rapport coût-efficacité à long terme des programmes du Centre. • Assistance technique au Centre d'éducation non formelle pour la mise au point d'un guide pratique sur les TIC au service de l'alphabétisation. <p>Amérique latine et Caraïbes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Échange de bonnes pratiques en vue d'améliorer les connaissances et les données relatives à l'alphabétisation. En collaboration avec le CREFAL et le CEAAL, lancement d'un concours de bonnes pratiques dont les résultats ont été diffusés sur les sites Web de l'UNESCO, du CREFAL et du CEAAL. • Antigua : élaboration, mise à l'essai et intégration d'un modèle d'intervention communautaire en faveur de l'alphabétisation offrant des compétences et des occasions de lecture pour tous au niveau de la communauté, l'accent étant mis sur les adultes analphabètes et le tutorat scolaire. 	<p>formations et matériels didactiques adaptés aux besoins des communautés locales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une consultation plus vaste est nécessaire pour produire le guide pratique de façon efficace et convenable. • Ce concours a offert un exemple parfait de mise en place de synergies avec les ONG de la région participant aux programmes d'alphabétisation. • Ce modèle d'intervention intégré est particulièrement adapté aux communautés qui disposent déjà de programmes d'éducation communautaires opérationnels et d'infrastructures (telles que des centres d'apprentissage communautaires). 	<p>Les sites Web et bulletins d'information de ces institutions ont été mis à profit pour attirer l'attention du public sur le concours et sur les lauréats.</p> <p>Partenariats avec les organisations locales et les réseaux nationaux d'éducation.</p>	<p>Élaboration d'un projet de guide pratique sur les TIC au service de l'alphabétisation.</p> <p>Les résultats ont été largement diffusés.</p> <p>Le mécanisme d'intervention est de nature durable. L'efficacité de son intégration dépend de la capacité des organisations locales de générer des ressources financières. Il faudra faire preuve de souplesse dans la mise en œuvre à long terme pour s'adapter à l'évolution des besoins de la communauté.</p>	
<p>Renforcement dans un certain nombre de pays des mécanismes de diagnostic, de suivi et d'évaluation de l'alphabétisation et de</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement du Système d'information sur la gestion de l'éducation non formelle (SIG-ENF) au Sénégal, au Maroc, en République-Unie de Tanzanie, au Bangladesh et au Niger. Mobilisation de fonds extrabudgétaires pour cette activité par le biais du 	<ul style="list-style-type: none"> • La nécessité d'informations fiables en matière d'ENF reste un défi majeur dans de nombreux pays. Le SIG-ENF suscite une immense demande. Pour y répondre, il 	<p>Bon rapport coût-efficacité grâce au financement extrabudgétaire.</p> <p>Dans certains pays, des liens ont été noués avec d'autres</p>	<p>La durabilité dépend d'un renforcement des capacités solide et à long terme au niveau des pays, des bureaux régionaux et des</p>	

<p>l'éducation non formelle</p>	<p>Programme de renforcement des capacités aux fins de l'EPT. Réalisation de plusieurs activités de formation/renforcement des capacités dans ces pays. Poursuite du processus.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le SIG-ENF dresse la carte des services d'éducation non formelle au niveau national/local et fournit une base d'informations solide permettant d'établir qui (prestataires) fait quoi (programmes), comment (contenu et exécution du programme), où (lieu) et pour qui (groupe cible). Il offre aux décideurs et aux responsables des programmes les données nécessaires pour prendre des décisions éclairées, contrôler et évaluer l'exécution de leurs plans s'agissant du secteur de l'éducation non formelle, et fournit des informations sur les résultats des programmes. Le SIG-ENF a permis de renforcer les capacités nationales en matière de suivi de l'éducation non formelle. • Synthèse et diffusion, sous la forme d'un ensemble d'outils régionaux, des principales conclusions des programmes multinationaux sur l'alphabetisation dans la langue maternelle. Certains pays ont poursuivi les projets avec leurs propres fonds ou d'autres sources de financement. • Intégration de l'éducation non formelle dans les plans nationaux (tels que le Plan directeur du secteur de l'éducation en Mongolie) comme moyen important d'assurer une éducation aux bergers et à d'autres groupes vulnérables; création et renforcement d'un réseau d'éducation non formelle et de téléenseignement sur l'alphabetisation et les compétences utiles à la vie courante; les groupes exclus ont bénéficié de services éducatifs réguliers et le taux d'alphabetisation a augmenté; les outils de formation mis au point dans le cadre de ce projet ont été largement diffusés et utilisés par d'autres partenaires, tels que la Banque mondiale dans le cadre de l'IMOA. • Développement du modèle de centre d'apprentissage communautaire, devenu Centre d'apprentissage pour les victimes du tsunami en Thaïlande. Élaboration de matériels de sensibilisation. Aide à la République démocratique populaire lao et au Viet Nam pour l'élaboration et la rédaction de plans d'action dans le cadre de la politique d'ENF. • Réalisation d'études régionales de recherche-action sur l'appropriation locale et les interventions extérieures en faveur de la viabilité des centres 	<p>faudra mobiliser davantage de fonds extrabudgétaires et renforcer les capacités des bureaux régionaux, unités hors Siège et instituts afin que l'UNESCO puisse fournir l'assistance technique nécessaire dans ce domaine relativement complexe.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'alphabetisation dans la langue maternelle reste un sujet sensible dans certains pays de la région. • Il est important de promouvoir l'appropriation par les pays dans le processus d'élaboration des politiques et plans d'action en matière d'ENF. • Il convient d'accorder une attention particulière au processus de suivi et d'évaluation, à la collecte des 	<p>institutions des Nations Unies en vue de la mise en œuvre du SIG-ENF.</p>	<p>unités hors Siège, ainsi que d'une mobilisation de fonds appropriée.</p> <p>Le projet sera définitivement viable une fois que le pays aura intégré le système dans le cadre de son mécanisme global de suivi et d'évaluation de l'éducation.</p>	
---------------------------------	--	---	--	---	--

	<p>d'apprentissage communautaires au Kazakhstan (2007). Présentation, pour discussion et analyse, des cas de réussites, des conclusions et des recommandations concernant l'appropriation, des interventions extérieures et de la participation en faveur de la viabilité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans la région des États arabes, les experts de l'éducation et les experts de l'alphabétisation et de l'ENF ont été formés pour mettre au point un système d'ENF/EMIS au moyen d'outils et de ressources pour mettre en place un projet pilote ENF/EMIS par le biais du Bureau de l'UNESCO à Amman. • Formation d'experts de l'ENF et de l'alphabétisation à l'élaboration de questionnaires et d'indicateurs sur l'ENF au moyen d'outils d'ENF/EMIS ; formation d'experts de l'ENF et de l'alphabétisation à l'évaluation des matériels d'alphabétisation grâce à des outils conçus par l'UNESCO ; formation d'experts de l'éducation en vue de l'élaboration des rapports nationaux de planification pour le projet du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP) en Jordanie ; mémorandum d'accord pour le projet du LAMP entre le Gouvernement de la Jordanie et l'ISU. • Organisation en 2006-2007 de deux Journées internationales de l'alphabétisation pour sensibiliser à cette question et à d'autres sujets apparentés, ainsi qu'aux objectifs de l'EPT ; création de deux centres d'apprentissage communautaires destinés à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et les programmes d'alphabétisation des adultes. • Activités de plaidoyer en faveur de l'Initiative LIFE et du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP) auprès des partenaires nationaux en Indonésie : (a) lancement de la version indonésienne du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006 en janvier 2006 ; (b) Première réunion technique sur place concernant le LAMP à Jakarta en février 2006, en coopération avec l'ISU (Montréal) et l'AIMS (Bangkok) ; (c) réunion régionale de planification de LIFE à Islamabad en mars 2006. La publication « 2005-2015 - Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir - LIFE- 	<p>données et au plaidoyer en faveur de l'élaboration de politiques d'éducation non formelle. Il faut synthétiser et diffuser les recherches pertinentes sur les politiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La coordination et les liens entre les différentes institutions (publiques et privées, ONG) chargées des programmes d'ENF doivent être renforcés. • Nécessité de renforcer les capacités institutionnelles de la section en charge de l'ENF au Ministère de l'éducation. • L'élaboration d'une politique d'ENF reste un défi majeur. • Mettre en place un système d'ENF/EMIS, et les outils informatiques correspondants, au sein du système EMIS existant. • Nécessité de réviser les matériels d'alphabétisation existants et d'en mettre au point de nouveaux pour le programme d'alphabétisation des adultes. • Il faut accroître la formation des formateurs de formateurs et des personnels de l'ENF. • La création de centres d'apprentissage communautaires avec les ONG constitue le moyen le plus rentable de réduire les coûts opérationnels pour la gestion des centres. • Les activités relatives à l'Initiative LIFE devraient être élargies à toute l'Indonésie. D'autres partenaires devraient être mis à contribution pour assurer les cours d'alphabétisation dans les zones reculées. 	<p>Le rapport coût-efficacité est bon lorsque des partenariats sont noués avec des ONG pour mettre en place des centres d'apprentissage communautaires et que les coûts sont partagés. Les coûts opérationnels sont pris en charge par les ONG.</p> <p>Il est important de mettre au point le projet pilote avec des fonds de contrepartie de la part du gouvernement.</p> <p>Préparation d'une proposition de financement par des donateurs pour le projet LAMP.</p> <p>La création de centres d'apprentissage communautaires avec des ONG présente un bon rapport coût-efficacité.</p>	<p>Participation de 3 000 institutions éducatives aux Journées internationales de l'alphabétisation.</p> <p>Formation de 20 experts aux politiques et aux indicateurs de l'ENF.</p> <p>Signature du mémorandum d'accord pour le projet LAMP avec le gouvernement.</p> <p>Formation de 15 experts à la préparation du projet LAMP et de 5 institutions nationales en vue de leur participation au projet.</p> <p>Création d'une équipe de projet nationale pour LAMP.</p> <p>Réexamen des politiques d'ENF.</p> <p>4 experts ont participé à la Conférence régionale d'alphabétisation.</p> <p>Une étude de diagnostic en matière d'ENF achevée. Mise en place partielle de l'ENF/EMIS.</p> <p>Les projets menés ont eu des effets durables pour les bénéficiaires.</p>	
--	--	--	--	--	--

	<p>perspectives et stratégies (2^e édition) » et la brochure LAMP ont été traduites et publiées en indonésien afin d'étendre leur diffusion et de soutenir la mobilisation de ressources nationales et internationales. Des efforts supplémentaires doivent être déployés afin de susciter l'intérêt des décideurs pour le programme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les trois documents de projet LAMP ont été traduits en indonésien et distribués aux cinq Centres de recherche et de développement de l'ENF (BPPLSP) dans le cadre de l'atelier sur l'alphabétisation dans la langue maternelle et le programme d'évaluation de l'alphabétisation tenu les 20 et 21 décembre 2006 à Bogor (Java Ouest, Indonésie). <p>Amérique latine et Caraïbes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation de la méthode cubaine d'alphabétisation « Yo sí puedo » dans trois pays (Équateur, Mexique et Paraguay) et présentation d'un document d'évaluation au Conseil exécutif de l'UNESCO (juillet 2007). 	<ul style="list-style-type: none"> • Il s'agit de la première évaluation de la méthode cubaine d'alphabétisation « Yo sí puedo » qui est actuellement utilisée dans tous les pays d'Amérique latine. Elle doit être plus largement diffusée afin d'améliorer les programmes d'alphabétisation dans la région. 	<p>Des fonds extrabudgétaires soutiennent cette activité qui se poursuivra en 2008.</p>	<p>Les résultats ont été, et seront encore, largement diffusés.</p>	
--	--	--	---	---	--

Sous-programme I.2.3 - Formation des enseignants

Paragraphe 01231 - Axe d'action 1 : Mise en œuvre de l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)
Planifié : 2 283 000 Effectif : 2 252 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Élaboration de vastes plans de formation des enseignants dans le cadre des plans nationaux pour l'ensemble du secteur de l'éducation dans un certain nombre de pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un outil pratique a été élaboré afin de permettre aux homologues nationaux de mieux effectuer et de préciser davantage les analyses sur la formation des enseignants et de déterminer comment l'Initiative TTISSA peut faciliter la réalisation de ces priorités. L'ensemble des 17 pays participant à la première phase de l'Initiative ont formulé des projets de plans d'action et recensé les besoins, ressources et priorités des enseignants. • D'autres travaux de recensement ont été menés par le BRENDA/bureau multipays de Dakar au Cap-Vert, en Guinée et en Sierra Leone et une analyse des plans et politiques de formation des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> • La perception des besoins, ressources et priorités des enseignants peut varier d'un pays à l'autre et ne se fonde pas toujours sur des données factuelles. • Procéder à des recensements est extrêmement difficile dans les pays où les données sont trop rares (par exemple, ceux en situation d'après-conflit). • Les plans et politiques relatifs à la formation des enseignants sont 	<p>De futurs forums sur les politiques devraient être organisés en Afrique avec le soutien des ministères nationaux de l'éducation.</p>	<p>De solides relations ont été établies avec les structures conventionnelles (par exemple des directeurs de la formation des enseignants appartenant à des ministères) afin de garantir la durabilité.</p> <p>Les gouvernements nationaux doivent diriger le processus d'élaboration des politiques.</p>	

	<p>existants, par exemple au Cap-Vert, en République démocratique du Congo, en Guinée, au Lesotho, au Niger, en Sierra Leone et en Afrique du Sud a été réalisée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des plans/politiques de formation des enseignants ont été adoptés, avec l'aide technique de l'UNESCO, en République démocratique du Congo, en Guinée et en Sierra Leone et une assistance technique ciblée a été fournie en vue de l'élaboration de plans/politiques de formation des enseignants et de développement des qualifications en Angola. • Les États membres ont partagé des indicateurs comparatifs sur les enseignants et l'enseignement et en ont débattu afin d'améliorer les données nationales relatives aux enseignants et de renforcer ainsi les capacités d'élaboration des politiques. • Les réseaux régionaux entre les 17 pays participant à la première phase de l'Initiative TTISSA, et au-delà, ont été multipliés afin de renforcer les mécanismes nationaux d'assurance de la qualité relatifs à la formation des enseignants, à la formulation des politiques et aux processus en la matière, à la recherche, à l'enseignement et à l'apprentissage efficaces ainsi qu'à l'établissement de partenariats axés sur la formation des enseignants pour améliorer la qualité de l'éducation. 	souvent difficiles à consulter.			
<p>Amélioration de la qualité de la formation assurée par les établissements de formation des enseignants dans un certain nombre de pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'UNESCO a aidé des établissements nationaux à élaborer des programmes révisés de formation préalable des enseignants en y intégrant souvent des questions transversales en Angola, au Nigéria et en République centrafricaine. • La formation d'enseignants en cours d'emploi a bénéficié d'une aide au Cap-Vert, en République centrafricaine, au Tchad, en Guinée, au Niger, en Sierra Leone, en République du Congo et au Nigéria. • Du personnel d'appui et de gestion (par exemple des inspecteurs et des directeurs) a reçu une formation et un soutien de l'IIRCA. • Des forums, des études préliminaires et des échanges Sud-Sud ont favorisé le renforcement de la culture de l'assurance qualité aux niveaux régional et sous-régional et un soutien a été fourni à la recherche et à l'enseignement par le biais des réseaux de chaires UNESCO. Un dialogue Asie-Afrique a également été entamé afin d'améliorer la 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour mettre en place une initiative de l'ampleur de TTISSA il faut prendre le temps nécessaire à l'établissement d'un solide consensus et de partenariats. 		<p>La gestion de l'initiative au niveau des pays a été revue pour garantir son intégration et lui assurer une plus grande pérennité.</p>	

	<p>qualité de la formation des enseignants en Afrique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La collaboration entre cinq pays TTISSA de la Communauté économique des États d'Afrique centrale a été facilitée parmi les enseignants, responsables administratifs, décideurs, chercheurs et syndicalistes afin qu'ils échangent leurs expériences et solutions liées à la qualité de la formation (pénurie des enseignants, fuite des cerveaux, faible motivation, infrastructures inappropriées, curricula dépassés, leadership faible ou peu vertueux, matériel insuffisant, mauvaise formation initiale, formation continue rare, etc.). • Des programmes de formation à distance des enseignants communautaires ont été élaborés en Sierra Leone, en Guinée et au Bénin. 	<ul style="list-style-type: none"> • À côté de l'accès, la question de la qualité appelle une attention toute particulière. La politique actuelle d'enseignants vacataires, de parents ou communautaire, devrait s'inscrire dans une période transitoire, le temps de relever le niveau de formation. 		<p>Engagement à redoubler d'efforts pour créer une synergie sous-régionale destinée à améliorer la qualité de la formation notamment par la pédagogie universitaire.</p>	
<p>Reconnaissance du fait que la pénurie d'enseignants et le statut des enseignants sont des problèmes clés pour le développement dans un certain nombre de pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Large diffusion et promotion de la Recommandation UNESCO/OIT concernant la condition du personnel enseignant et incidences sur le statut des enseignants. • La célébration de la Journée mondiale des enseignants a été organisée aux niveaux international, régional et national en mettant l'accent sur les défis auxquels est confrontée la profession. • L'élaboration de politiques nationales de formation des enseignants et/ou leur mise en œuvre a bénéficié d'un soutien en Guinée et au Ghana. • Les problèmes des enseignants ont fait l'objet d'analyses initiales dans chacun des pays participant à la première phase de l'Initiative TTISSA, et notamment d'un certain nombre d'analyses sur le statut et la pénurie des enseignants. • Plusieurs forums internationaux sur le statut et la pénurie des enseignants ont permis de définir des stratégies visant à appuyer les activités de recherche, de renforcement des capacités et de sensibilisation au cours du prochain exercice, en coordination avec plusieurs organisations, l'OIT et l'IE par exemple. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour mettre en place une initiative de l'ampleur de la TTISSA il faut prendre le temps d'établir un solide consensus permettant d'assurer des activités holistiques et cohérentes. 		<p>Il importe de reconnaître les questions liées à la pénurie d'enseignants et à leurs conditions de travail et d'y apporter des réponses appropriées par le biais d'échanges Sud-Sud, du renforcement des capacités et en ayant recours aux structures traditionnelles.</p>	
<p>Politiques nationales intégrant les normes internationales relatives à l'éducation, à la prévention du VIH/SIDA dans les programmes d'études pour la formation des enseignants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le BREDA et l'IPE ont mené des recherches exploratoires qualitatives sur les mesures prises par les établissements de formation des enseignants face au VIH et au SIDA dans certains pays d'Afrique subsaharienne. • L'étude de l'action de dix pays participant à la première phase de l'Initiative TTISSA pour lutter 	<ul style="list-style-type: none"> • Influencer sur l'élaboration des politiques et/ou leur modification, ce qui repose sur des données factuelles, prend du temps et a peu de chance de se faire en l'espace d'un exercice biennal. Les interventions de l'UNESCO doivent 	<p>La plupart des activités ont été organisées en appliquant l'approche « Famille UNESCO », c'est-à-dire en sollicitant la coopération d'instituts ainsi qu'en partageant les coûts.</p>		

	<p>contre le SIDA est achevée et a fourni des données empiriques qui serviront de base à des activités pratiques. Des responsables ministériels et institutionnels ont ensuite discuté des conclusions/données factuelles et se sont engagés à renforcer les mesures prises, qui ne doivent pas s'arrêter à de simples questions de programmes d'études.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des responsables de l'élaboration des programmes de six pays d'Afrique centrale ont été sensibilisés et formés par le BIE à des méthodes d'intégration de la question du VIH et du SIDA dans les programmes d'études. • Une politique relative au VIH et au SIDA sur le lieu de travail a été élaborée en Afrique du Sud pour le secteur de l'éducation en coopération avec l'OIT. La Zambie est en train de la transposer et de la mettre en œuvre. • Intégration de la formation à la prévention du VIH et à la prise en charge des personnes vivant avec le VIH dans le cadre de la formation des enseignants dans huit pays (Nigéria, Zambie, Cameroun, Mali, Tanzanie, Kenya, Burundi, Sénégal). 	<p>par conséquent être bien échelonnées dans le temps et garantir la pérennité de l'action.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travailler en ayant une vision à plus long terme et aider des pays en ce sens est un objectif ambitieux. Modifier et améliorer les programmes d'étude exige aussi du temps et une réflexion permanente. 	<p>Le partage des coûts, avec l'OIT, a également été appliqué en Zambie.</p>	<p>Le nombre de personnes formées augmente.</p>	
--	--	---	--	---	--

Paragraphe 01232 - Axe d'action 2 : Perfectionnement professionnel des enseignants et des personnels de l'éducation

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 1 071 000

Effectif : 1 052 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Le statut, les conditions de travail et la qualité du travail des enseignants pris en compte par les politiques nationales de l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conformément à la fonction normative de l'UNESCO, les capacités des personnels et experts de l'éducation ont été intégrées à l'application et aux dispositions de la Recommandation UNESCO/OIT de 1966 concernant la condition du personnel enseignant. Les capacités institutionnelles nationales ont ainsi été développées en Jordanie par exemple, si bien que le gouvernement a remanié sa politique afin d'améliorer les conditions de travail des enseignants et de leur offrir des incitations. • Les principales questions relatives à la condition actuelle du personnel enseignant dans le monde à tous les niveaux de l'enseignement font l'objet d'une analyse et de recherche menées en collaboration avec le Comité conjoint OIT-UNESCO d'experts sur l'application des Recommandations concernant le personnel enseignant (CEART). 	<ul style="list-style-type: none"> • Plaider pour les recommandations, le travail du CEART, etc. est difficile, en raison notamment de la réelle faiblesse du statut des enseignants et de la médiocrité de leurs conditions de travail dans de nombreux pays. 			

	<ul style="list-style-type: none"> • Le groupe de travail du CEART a examiné des allégations avec les Gouvernements éthiopien, australien et japonais tandis que l'approbation des rapports du Groupe de travail sur les allégations et de la neuvième session du Comité conjoint d'experts par le Conseil exécutif de l'UNESCO et le Conseil d'administration de l'OIT accentuait le profil du Comité et confirmait son mandat. D'importantes conclusions et recommandations sur la manière de traiter les questions du statut et des conditions de travail des enseignants ont été publiées et communiquées aux États membres. • La défense des questions concernant les enseignants et la sensibilisation à cet égard ont notamment été favorisées, entre par des campagnes menées lors de la Journée mondiale des enseignants, des interventions de haut niveau à l'occasion de forums nationaux, régionaux et internationaux et par l'examen du statut des enseignants en Asie et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le discours sur le développement, préconisé par certaines institutions peut affaiblir l'impact de ces activités. • Il faut consacrer davantage de recherches aux questions du statut et des conditions de travail des enseignants et les mettre davantage en relief. 			
<p>Capacités nationales renforcées dans le domaine de la formation pédagogique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En Palestine l'élaboration d'une stratégie nationale globale de formation des enseignants est en cours de finalisation et les capacités de formation des professionnels de l'éducation ont été renforcées. • Un réseau d'instituts de formation pédagogique a été mis en place au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan afin d'améliorer les capacités professionnelles dans le domaine de l'éducation au service du développement durable et les programmes de formation des enseignants ont été réorientés afin de traiter du développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il convient de noter que les capacités limitées dont dispose le Ministère, le non-paiement des salaires et la grève ouverte ont passablement retardé la mise en œuvre des activités prévues. La situation qui règne, en particulier à Gaza, a ralenti la mise en œuvre et nuï à la communication entre membres du personnel du Ministère en poste en Cisjordanie et à Gaza. • La fragilité du cadre institutionnel due au changement des institutions de l'Autorité palestinienne depuis février 2006 a eu des répercussions négatives sur le financement extrabudgétaire nécessaire à l'élaboration de la stratégie de formation des enseignants. 	<p>Le bureau concerné était parvenu à obtenir un soutien extrabudgétaire du Gouvernement norvégien pour financer l'élaboration de la stratégie de formation des enseignants.</p>	<p>Élaboration d'un plan d'action pour la stratégie et de son budget.</p> <p>Approbation de la stratégie au Ministère de l'éducation et dans les plans de l'enseignement supérieur.</p> <p>Il faudrait faire preuve de la ferme volonté de mettre en œuvre la stratégie.</p> <p>Il est indispensable de chercher des fonds pour obtenir les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Des formateurs d'enseignants, des responsables de l'élaboration de programmes et des spécialistes de l'éducation ont été formés aux techniques d'enseignement à plusieurs niveaux au Népal. Un manuel et un programme de formation en langue népalaise consacrés à l'enseignement en classe unique à plusieurs niveaux a ensuite été produit pour assurer la formation préalable et en cours d'emploi des enseignants. 	<ul style="list-style-type: none"> • De nombreux enseignants et syndicats d'enseignants restent hostiles aux techniques d'enseignement à plusieurs niveaux car ils y voient une stratégie des ministères de l'éducation pour éviter de fournir aux zones rurales le nombre promis d'enseignants. 		<p>Puisqu'une politique visant à introduire les techniques d'enseignement à plusieurs niveaux est en vigueur pour la formation préalable et en cours d'emploi des enseignants, le manuel publié et le programme de formation devraient être intégrés à la formation préalable et en cours d'emploi des enseignants dispensée par les ministères de l'éducation au niveau national.</p>	
<p>Politiques, plans et/ou stratégies en place pour un système national de certification des enseignants fondé sur des normes de qualité reconnues</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des experts de l'éducation ont reçu une formation leur apprenant à élaborer pour le système national d'habilitation des enseignants des politiques et stratégies fondées sur des normes de qualité reconnues à l'aide d'outils et instruments mis au point par l'UNESCO pour améliorer les normes au niveau national. • La mise en réseau au niveau régional a été développée afin de renforcer les mécanismes nationaux d'assurance qualité dans les domaines de la formation des enseignants et de l'enseignement supérieur, y compris l'habilitation et la reconnaissance des qualifications. • Des études mondiales et régionales (États arabes, Afrique subsaharienne, Caraïbes et Europe) ont été entreprises pour faire le point sur l'assurance qualité dans la formation des enseignants. Les recherches ont mis en évidence des questions, défis ainsi que des exemples de bonnes pratiques en matière de politique et d'application de l'assurance qualité. • Les États membres ont partagé des indicateurs comparatifs sur les enseignants et l'enseignement et en ont discuté afin d'améliorer les données nationales relatives aux enseignants et de renforcer ainsi les capacités d'élaboration des politiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le principal défi est d'améliorer les normes de qualité. • Les concepts auxquels recourent la terminologie et les méthodes d'assurance qualité varient, ce qui ne facilite ni l'élaboration et la diffusion de modèles, ni le partage des meilleures pratiques. 			

Programme I.3 - Améliorer la qualité de l'éducation

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 2 : Améliorer la qualité de l'éducation par la diversification des contenus et des méthodes et la promotion des valeurs universellement partagées

Sous-programme I.3.1 - Une éducation de qualité pour apprendre à vivre ensemble

Paragraphe 01311 - Axe d'action 1 : Promouvoir les droits de l'homme, la paix, la citoyenneté démocratique et la compréhension entre les cultures par l'éducation

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 2 193 000

Effectif : 2 173 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Programmes mis en œuvre à l'appui d'une conception globale de la qualité comprenant les connaissances, les valeurs, les compétences et les comportements.	<ul style="list-style-type: none"> Le rôle de l'UNESCO dans le dialogue mondial sur la prévention de la violence a été <u>renforcé</u> par une participation active au sein du Groupe de travail interinstitutions sur le <u>Rapport mondial sur la violence contre les enfants</u>, par la mise en place de groupes d'experts et par l'organisation de tables rondes. La question de l'éducation interculturelle et d'une culture de la paix, dans le cadre de la problématique des droits de l'homme, a été <u>soulevée</u> lors de la conférence internationale tenue à Séoul (République de Corée) en octobre 2006 et organisée conjointement par l'UNESCO et le Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale (APCEIU). L'importance de l'éducation aux droits de l'homme dans le cadre d'une éducation de qualité a été <u>reconnue</u> par les États membres et les partenaires, grâce à la participation active de l'UNESCO au sein du Comité interinstitutions sur le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Dans le cadre spécifique du dialogue mondial sur les façons d'améliorer la qualité de l'éducation et de consolider l'apprentissage, des experts ont été mobilisés (Paris, mars 2007) et trois grands domaines ont été <u>identifiés</u> en lien avec l'apprentissage : (a) l'apprenant individuel ; (b) les facteurs internes à l'école ; (c) les facteurs externes à l'école. Le suivi au niveau régional a commencé d'être assuré en Afrique (Kigali, Rwanda, septembre 2007) à l'occasion de la réunion « Quelle éducation de base pour l'Afrique ? », et des recherches ont été menées dans certains pays afin d'étudier les facteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Les partenariats interinstitutions ont montré qu'ils étaient un facteur de réussite en ce qui concerne la prévention de la violence dans les écoles. 	Les activités menées conjointement avec des partenaires pourraient être davantage encouragées.	Prise en compte, dans la réalisation des objectifs de l'EPT et des OMD, de l'argument en faveur d'une éducation de base de qualité qui aborde notamment les questions de droits de l'homme et d'éducation civique, de paix, de non-violence et de compréhension interculturelle, l'accent étant mis en particulier sur les aspects relatifs au genre dans tous ces domaines.	

qui contribuent à renforcer l'apprentissage dans des environnements intégrateurs.

- En se fondant sur les contributions apportées par les recherches et les publications de l'OREALC (y compris sur la diversité culturelle) concernant les politiques relatives à l'éducation de qualité, les ministres de l'éducation qui se sont réunis dans le cadre de la réunion PRELAC II ont suggéré d'adopter des mesures afin de mettre en œuvre des politiques éducatives complètes fondées sur une éducation de qualité mettant notamment l'accent sur l'utilité, la pertinence et l'équité.
- Un modèle de formation à l'exercice de l'autorité, à l'intention des directeurs d'écoles rurales, a été mis au point dans trois pays (Nicaragua, Paraguay et Équateur), accompagné de plans de développement intégrés pour les populations rurales. Projet extrabudgétaire financé par la FAO.
- Programme de formation de jeunes animateurs à El Salvador visant à limiter les actes violents des bandes de jeunes (« maras ») au niveau des communautés, dans le cadre du programme de SHS en faveur de la paix en Amérique centrale.
- Formation à l'exercice de l'autorité dispensée à des directeurs d'établissements scolaires de San Salvador classés très vulnérables, en réponse à la demande d'assistance technique faite par le Gouvernement salvadorien dans le cadre du projet de SHS en faveur de la paix en Amérique centrale.
- Les éducateurs, chercheurs, décideurs, médias, enseignants et autres parties prenantes du monde de l'éducation ont été sensibilisés à l'impact négatif de la violence sur la qualité et le caractère intégrateur de l'éducation au moyen d'une publication sur les rapports entre l'éducation, les médias et la violence, réalisée en coopération avec le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO et l'Université des Indes occidentales. Cette publication traite des différents aspects de la violence dans les Caraïbes, identifie la violence comme l'un des obstacles à l'accessibilité et à la réussite, et propose des moyens et des solutions qui permettraient aux écoles et aux médias de travailler en synergie.
- Un groupe de travail de la CARICOM sur les

- Associer la direction des écoles en milieu rural à des plans de développement intégrés pour les populations rurales permet de favoriser la pertinence, grâce à des processus d'adaptation des programmes d'enseignement sous la conduite de directeurs dotés de grandes capacités dans l'exercice de l'autorité.
- Le rôle mobilisateur pour les jeunes exercé par la communauté et les jeunes des écoles semble être un élément essentiel pour faire face à la menace des « maras ». Le renforcement efficace des capacités de direction est possible en partenariat avec les ministères de l'éducation et de la jeunesse.
- Limiter et prévenir l'action des « maras » au niveau des écoles requiert des capacités de gouvernance et d'encadrement de la part de la direction des écoles, des enseignants et des collectivités locales.
- Il est devenu évident au cours de l'exercice biennal que la question de la violence dans la société et les écoles des Caraïbes méritait l'attention de l'UNESCO, d'où le changement d'orientation de notre action.
- La dynamique créée par la collaboration avec l'UNICEF, Save the Children, et le Comité des droits de l'enfant lors de la réalisation de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants n'a pas réussi à se concrétiser pour donner lieu à l'action conjointe prévue dans les Caraïbes.

Nombre de programmes, d'accords, de séminaires et d'ateliers qui intègrent la notion d'éducation de qualité pour tous suivant une approche fondée sur les droits de l'homme, dans les dimensions importantes annoncées dans le cadre du PRELAC II.

	<p>pratiques disciplinaires a été mis en place afin de discuter des questions de la violence en milieu scolaire et des châtements corporels, avec la participation de l'UNESCO.</p>				
<p>Capacités nationales renforcées en matière de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de systèmes éducatifs de qualité fondés sur les droits</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Trente-huit pays ont désigné des points focaux, conformément au Plan d'action pour la première phase (2005-2007) du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (WPHRE). • Un nombre croissant d'États membres se sont <u>engagés</u> en faveur de la mise en œuvre du Plan d'action (Tunisie, Palestine, Jordanie) ; des unités hors Siège ont fourni aux pays une assistance technique pour l'application du WPHRE. Une équipe spéciale nationale composée de personnel formé a été constituée au sein des ministères de l'éducation et/ou des centres nationaux des droits de l'homme dans les États arabes afin de suivre la mise en œuvre du Plan d'action du WPHRE. • Les États membres et autres partenaires de l'UNESCO ont été <u>informés</u> du Plan d'action par la large diffusion d'un livret, traduit dans les six langues officielles, ainsi que d'une brochure. Dans les États arabes, une réunion régionale sur le WPHRE s'est tenue à Tunis (Tunisie) en 2006 avec la participation de 18 États arabes ; en Europe, un partenariat a été établi avec le programme « Éducation à la citoyenneté démocratique » du Conseil de l'Europe. • Les États membres ont été <u>mis au fait</u> d'une approche de l'éducation fondée sur les droits de l'homme, en particulier par le biais du cadre conjoint UNESCO/UNICEF « <u>Une approche de l'Éducation pour tous fondée sur les droits de l'homme</u> » qui a été finalisé tout récemment. • En Asie, on s'est surtout employé à aider certains pays à planifier, mettre en œuvre et évaluer l'éducation fondée sur les droits de l'homme, conformément au Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en particulier en vue d'intégrer la problématique des droits de l'homme dans les programmes de formation des enseignants. Un examen a été entrepris en Indonésie, en Thaïlande, en République 	<ul style="list-style-type: none"> • La première phase du WPHRE a été prolongée de deux années supplémentaires (2008-2009) par le Conseil des droits de l'homme. • Le principal défi a été d'amener les gouvernements à s'engager en faveur du WPHRE et à créer des groupes de travail sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Les droits de l'homme restent un sujet sensible, de sorte que certains pays font entrer les activités s'y rapportant dans la thématique de l'éducation à la paix. • Il est nécessaire d'aborder l'éducation relative aux droits de l'homme et aux valeurs selon une perspective globale, en l'intégrant pleinement dans l'ensemble du système éducatif. • Dans le cadre des réformes de l'enseignement secondaire, il faut agir sur les matières principales en intégrant les notions relatives aux droits de l'homme dans les options facultatives qui constituent les activités hors programme. • Les pays ont fait preuve de capacités insuffisantes dans la mise en œuvre du Plan d'action pour la première phase (2005-2007) du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, qui a donc dû 	<p>Il faut renforcer les partenariats avec les acteurs (tant gouvernementaux que non gouvernementaux) engagés sur le terrain et s'appuyer sur les atouts dont on dispose.</p> <p>En Jordanie, l'analyse de la situation menée conjointement par le Centre national des droits de l'homme et le Ministère de l'éducation a présenté un bon rapport coût-efficacité.</p> <p>Le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth a travaillé de concert avec d'autres partenaires (UNHCR, UNICEF).</p>	<p>Une liste des unités de coordination et des points focaux nationaux pour le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (WPHRE) a été dressée, et ces unités et points focaux seront encore mobilisés en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan d'action national.</p> <p>Diffusion des documents relatifs au Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies.</p> <p>L'éducation fondée sur les droits de l'homme est mise en œuvre par le biais de la coopération intersectorielle et interinstitutions dans le cadre d'une perspective globale d'éducation de qualité.</p>	

démocratique populaire lao, au Cambodge et au Népal afin de déterminer dans quelle mesure l'éducation dans le domaine des droits de l'homme est intégrée dans le système d'enseignement formel. En outre, les lacunes mises en évidence ont fait l'objet de toutes les attentions dans chaque pays et des matériels de formation des enseignants ont été mis au point ; des conseils pour la révision des politiques ont été fournis et des activités de sensibilisation ont été menées. Seuls quelques pays ont officiellement intégré la première phase du WPHRE, mais plusieurs pays de la région ont indirectement mis en œuvre quelques-unes des stratégies qu'il propose.

- Les capacités de 60 décideurs et praticiens du Kirghizistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan et d'Ouzbékistan ont été renforcées en ce qui concerne l'approche de l'éducation fondée sur les droits de l'homme au moyen d'un atelier sous-régional (2006) sur la stratégie et les pratiques relatives à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.
- Soixante-dix principes directeurs pour l'enseignement et l'apprentissage dans le domaine de l'éducation fondée sur les droits de l'homme ont été publiés et diffusés à l'intention des spécialistes de l'éducation.
- Les parties prenantes de la région Amérique latine et Caraïbes ont amélioré leurs connaissances sur le Plan d'action international (Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme), par le biais d'accords stratégiques et d'activités d'information du public, ainsi que d'activités universitaires en étroite coopération avec la Chaire UNESCO des droits de l'homme (UNAM).
- Les capacités des décideurs des ministères de l'éducation de 14 pays d'Amérique latine ont été renforcées en vue d'améliorer les politiques en matière d'éducation pour la paix, la coexistence démocratique et les droits de l'homme.
- L'évaluation de la situation en termes d'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes a été améliorée par l'élaboration et l'application d'une première série d'indicateurs destinés à mesurer la qualité de l'éducation dans une perspective axée sur les droits de l'homme.
- Un kit pédagogique, élaboré en coopération avec le réseau d'écoles bilingues des provinces amazoniennes d'Équateur (Red de Escuelas

être repoussée à 2009.

- Le manque de capacités pour élaborer des indicateurs et évaluer les politiques dans les domaines de l'éducation relative à la paix, aux droits de l'homme et à la coexistence démocratique rend nécessaire la formation de personnel sur ces questions.
- Mettre au point une stratégie régionale de renforcement des capacités statistiques afin d'améliorer les systèmes d'information nationaux et la disponibilité d'indicateurs internationaux.

Plusieurs organisations participent au processus, afin d'assurer la viabilité à long terme des actions.

	<p>Bilingüe en la amazonía ecuatoriana), a été publié.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un atelier thématique a été organisé à l'intention des pays des Caraïbes de l'OEA : <ul style="list-style-type: none"> (i) Indicateurs relatifs à l'enseignement supérieur dans le cadre du mécanisme de communication internationale de données de l'ISU. (ii) Établissement de rapports analytiques nationaux recourant à des indicateurs permettant des comparaisons au plan international. • Un atelier régional sur les statistiques de l'éducation pour la région Amérique latine et Caraïbes a été organisé en 2007. (iii) Un rapport ministériel a été rédigé et des missions de diagnostic des systèmes d'information ont été menées conformément aux objectifs et aux plans de travail des Sommets des Amériques. (iv) Sont à signaler : des éléments nouveaux en ce qui concerne les statistiques de l'éducation, un rapport ministériel, un programme régional d'assistance technique, et un programme de renforcement des capacités statistiques pour les Caraïbes. • La Barbade, les Bahamas, Saint-Kitts-et-Nevis, Antigua-et-Barbuda, le Honduras, El Salvador, la République dominicaine et le Paraguay sont dotés de plans statistiques solidement documentés pour la communication internationale des données. • Au cours de l'exercice 2006-2007 des missions de diagnostic sur les systèmes d'information sur l'éducation dont disposent les pays ont été menées dans le cadre de la communication internationale des données de l'ISU, du plan de travail du PRIE (Projet du Sommet des Amériques relatif aux indicateurs de l'éducation) et de la stratégie du Programme de renforcement des capacités statistiques de l'ISU (Colombie, Paraguay, Pérou, Uruguay, Mexique et République dominicaine). Ces missions ont donné lieu à l'établissement de rapports - un pour chaque pays - solidement documentés, constituant les principaux apports qui permettront d'élaborer une stratégie régionale d'assistance technique. • Une réunion de suivi pour l'évaluation des missions de diagnostic dans le cadre du plan de travail relatif au projet des Sommets des Amériques a été organisée afin d'identifier les forces et les faiblesses des systèmes d'information sur l'éducation des pays participants. • Diffusion et utilisation de l'information. Dans le cadre 				
--	--	--	--	--	--

	<p>des Sommets des Amériques, les résultats des missions de diagnostic identifiant les principales problématiques communes aux pays participants (Colombie, Paraguay, Pérou, Uruguay, Mexique et République dominicaine) et définissant diverses lignes d'action pour améliorer les systèmes nationaux d'information ont été publiés et diffusés (« Education Information System Diagnosis Mission Assessment » (rapport résumé et complet)).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les parties prenantes au sein des ministères de l'éducation ont renforcé leurs capacités dans 14 pays d'Amérique latine en ce qui concerne la mise en œuvre améliorée des politiques touchant à la paix et aux droits de l'homme et visant à apprendre à vivre ensemble dans la démocratie. • Il a été convenu d'un plan de travail à l'issue de la première phase du Plan d'action concernant l'éducation pour la paix, les droits de l'homme et la démocratie. • Des institutions communautaires de défense des droits de l'homme (defensorías comunitarias) de certaines municipalités d'El Salvador et du Honduras ont lancé une stratégie de communication visant à faire parvenir des informations et un message aux communautés vulnérables sur le droit à l'éducation. Parallèlement, ces « defensorías » sont renforcées au niveau communautaire en vue d'une action locale de promotion et de défense du droit à l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays n'ont pas fait preuve d'un intérêt suffisant pour mettre en œuvre le Plan d'action pour la première phase (2005-2007) du Programme mondial d'éducation dans le domaine de la paix, des droits de l'homme et de la démocratie des Nations Unies ; l'opération a donc été repoussée à 2009. • Le manque d'évaluations, le caractère dispersé des ressources et les effectifs limités pour définir des politiques éducatives touchant à la paix et aux droits de l'homme et visant à apprendre à vivre ensemble dans la démocratie, semblent constituer, au sein des ministères, un problème auquel il convient de remédier. 			
<p>Adoption de politiques et de processus favorisant la tolérance, la cohésion sociale et la compréhension interculturelle et élaboration de manuels scolaires et matériels d'apprentissage encourageant la paix, la non-discrimination et le dialogue entre les peuples</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan d'action a été finalisé en vue de la rédaction, de la publication et de la diffusion de principes directeurs interrégionaux pour l'élaboration et la révision de manuels scolaires de qualité en Europe et dans les États arabes. • Des principes directeurs sur la promotion de l'égalité des genres au moyen des manuels scolaires ont été publiés et les processus de révision des manuels sont en cours au Togo et en République démocratique du Congo. • Des sites Web sur l'élaboration des manuels scolaires ont été réalisés et un forum de discussion virtuel s'est tenu avec la participation de personnes 	<ul style="list-style-type: none"> • Il a été reconnu que la participation de toutes les parties prenantes clés était un processus de longue haleine et qu'il était nécessaire de mettre en place une collaboration et un travail d'équipe de qualité dans tous les domaines. Il faut par ailleurs faire connaître et maintenir en fonctionnement des plateformes en ligne, ainsi que mesurer l'incidence des documents stratégiques et des documents d'orientation. 		<p>Dépend du renouvellement des financements.</p>	

venant de 15 pays d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe et d'Amérique du Nord, et des États arabes.

- Un Observatoire interrégional sur les manuels scolaires a été conçu et des recherches préliminaires ont été menées. Une aide a été apportée pour mettre au point des politiques/programmes en vue de produire des manuels scolaires encourageant la paix et la non-discrimination en Iraq et dans les territoires palestiniens.
- Le document stratégique intitulé « Additive bilingual education in multilingual contexts » ciblant les enseignants des pays du Sahel a été imprimé et distribué ; des matériels promotionnels pour la Journée internationale de la langue maternelle (2006 et 2007) ont été élaborés et diffusés à l'échelle mondiale.
- Des contributions ont été apportées, en collaboration avec le programme LINKS, en faveur de l'élaboration de politiques et de stratégies relatives à l'éducation des peuples autochtones, et notamment de l'intégration des systèmes de savoir traditionnels dans les programmes d'enseignement. Un document de sensibilisation, visant à permettre un apprentissage de meilleure qualité par un enseignement fondé sur la langue maternelle, comprenant des études de cas de bonnes pratiques de toutes les régions, a été publié.
- Les États membres et autres partenaires ont été sensibilisés aux questions de paix, de droits de l'homme, de diversité, de tolérance et de non-discrimination grâce à la diffusion des cadres et principes directeurs ci-après, qui ont été mis au point par l'UNESCO et qui encouragent l'élaboration de politiques et les bonnes pratiques : « Principes directeurs de l'UNESCO pour l'éducation interculturelle » (qui serviront de référence pour l'élaboration du Rapport mondial de l'UNESCO sur la diversité culturelle en 2007), « Bonnes pratiques de résolution non violente de conflits en milieu scolaire et extrascolaire », « Droits de l'enfant, éducation et VIH/SIDA : protéger les plus vulnérables », « Outil pour l'assurance de la qualité de l'éducation à la citoyenneté démocratique à l'école » et « The Challenge of Indigenous Education: Practice and Perspectives ». Tout récemment, l'UNESCO et l'UNICEF ont conjointement finalisé le document intitulé « *Une approche de l'Éducation pour tous fondée sur les droits de l'homme* ».

- Lors du prochain exercice biennal, une série d'ateliers régionaux contribuera à la diffusion de ces principes directeurs et de ces outils qui aideront les États membres et autres parties prenantes à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies.
- Les résultats pourraient être mis en commun et débattus avec les États membres et les partenaires.

Ce sont les organismes donateurs bilatéraux qui mènent cette activité.

Partage des ressources avec CLT et l'APCEIU.

Introduction des matériels mis au point pour la formation initiale des enseignants dans le 34 C/5.

Un certain nombre de pays et de partenaires ont fait part de leur intérêt à appliquer les cadres et principes directeurs à titre expérimental.

- Une certaine de pratiques ont été recueillies par le biais du « Recueil de bonnes pratiques concernant l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire » qui a été lancé en coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Conseil de l'Europe, l'OSCE et Human Rights Education Associates (HREA). La publication en sera finalisée en 2008.
- Un partenariat a été établi avec l'Alliance des civilisations, ce qui a permis d'intégrer pleinement le programme éducatif relatif à la paix et aux droits de l'homme.
- Des experts et partenaires venus de différentes régions du monde ont été mobilisés afin de définir les mesures à prendre dans le domaine de la prévention de la violence en milieu scolaire, en particulier par l'intermédiaire de la réunion d'experts sur le thème « En finir avec la violence à l'école. Quelles solutions ? » qui a été organisée en juin 2007 à l'UNESCO (Paris).
- Une coopération a été mise en place avec des partenaires clés tels que le Centre pour le conseil, l'orientation et l'épanouissement des jeunes en Afrique et l'Observatoire international de la violence à l'école afin de renforcer l'action permettant d'atteindre le niveau local.
- En ce qui concerne la violence à l'égard des femmes en lien avec l'école, une table ronde a été organisée par l'UNESCO, en coopération avec la Commission nationale et le Ministère français des affaires étrangères en 2006, et plus de 150 participants ont été mobilisés pour discuter ensemble du rôle et de la responsabilité des pouvoirs publics aux niveaux national et local, de la société civile, des ONG et des professionnels de l'éducation.
- Des principes directeurs et mécanismes pour l'élaboration de manuels scolaires et de matériels d'apprentissage encourageant la paix, les droits de l'homme, les langues locales, le savoir autochtone, la non-discrimination, le dialogue et la

- Les grandes lignes de l'action future de l'UNESCO dans ce domaine seront fondées sur les recommandations formulées au cours de la réunion de coordination entre les différentes parties prenantes des initiatives de prévention de la violence en milieu scolaire. Ces recommandations préconisent entre autres la collecte de données et la coordination dans ce domaine, des actions de sensibilisation, ainsi que le partage des bonnes pratiques et le renforcement et la mise en œuvre de mécanismes juridiques et d'autres mécanismes du même ordre au niveau des politiques.
- Généralement, les pays sont réticents à l'idée d'aborder la question de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, mais sont plus volontiers prêts à

compréhension interculturelle ont été adaptés et utilisés en Jordanie.

- Au Népal, le personnel du Ministère de l'éducation et de la Commission nationale népalaise des droits de l'homme, ainsi que les membres de la société civile œuvrant dans le domaine de l'éducation relative à la paix et aux droits de l'homme, ont appris à appliquer et adapter le Programme d'éducation pour la paix de l'INEE et l'éducation relative aux droits de l'homme au contexte népalais, lors d'une série de trois ateliers de cinq jours dirigés par un expert international.

- Parmi les autres aboutissements de l'atelier, on citera : l'inscription de l'éducation à la paix et aux droits de l'homme au programme d'études sociales des niveaux CE2 et CM1 (Guide de l'enseignant et Manuel de l'élève); élaboration d'un manuel sur l'éducation à la paix pour la formation initiale et continue des enseignants, ainsi que d'un manuel d'éducation à la paix et aux droits de l'homme adapté à l'enseignement non formel.

- Le processus PNUAD 2008-2010 pour le Népal comporte, au titre du programme du pays, un résultat 4.2 libellé comme suit : « introduire l'éducation fondée sur les droits de l'homme dans l'enseignement formel et non formel au Népal ». L'UNESCO (et l'UNICEF) ont été désignés comme institutions chefs de file pour la mise en œuvre du programme 4.2.

- À Jakarta, les premières mesures ont été prises pour former un partenariat entre le Ministère de l'éducation et la Direction générale des droits de l'homme du Ministère de la justice et des droits de l'homme, en vue de la mise en œuvre du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

- Le manuel scolaire d'études sociales destiné aux élèves des écoles primaires, intégrant les thèmes du droit à l'éducation et des droits de l'homme, ainsi qu'un module pour l'enseignement des droits humains/civiques à l'école primaire ont été élaborés en recourant aux fonds extrabudgétaires de la phase I du Programme de création de communautés

centrer leurs efforts sur l'éducation relative à la paix. L'un des principaux défis est d'intégrer tout nouveau matériel au sein du plan fixant le programme d'enseignement officiel. La révision des programmes d'enseignement est un processus hautement politique, qui s'effectue bien plus en aval ; or, le facteur temps est crucial. Une approche réussie a été de mettre au point des stratégies d'inclusion des matériels et méthodologies de l'éducation relative aux droits de l'homme dans le cadre existant, l'accent étant mis sur le recours aux composantes flexibles de ce cadre.

- Une stratégie concrète sera nécessaire pour utiliser les résultats des exercices pilotes dans l'élaboration de politiques et la mise en œuvre à l'échelle nationale.

- Le contexte politique est favorable pour intégrer l'éducation à la paix, l'éducation civique et l'éducation relative aux droits de l'homme.

- Les possibilités pour l'UNESCO de renforcer ce partenariat et d'appuyer la mise en œuvre du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (WPHRE) doivent être identifiées.

- Des mesures doivent être prises pour s'assurer que le comité directeur du WPHRE, nouvellement constitué, bénéficie d'un appui dans la mise en œuvre du programme.

- La formation des enseignants est très insuffisante dans le domaine de l'éducation pour la diversité culturelle et les droits de l'homme.

- Les ressources, institutions et programmes sont très dispersés dans les ministères de l'éducation

Trente parties prenantes clés comprennent et sont capables d'adapter le Programme d'éducation pour la paix de l'INEE.

Des guides de l'enseignant pour le cours élémentaire comprennent des leçons sur l'éducation à la paix et aux droits de l'homme.

Un manuel et un programme de formation sur l'éducation à la paix et aux droits de l'homme sont utilisés pour la formation initiale et continue des enseignants.

Un manuel sur l'éducation à la paix et aux droits de l'homme adapté aux contextes éducatifs non formels a été mis au point.

Les matériels pour l'éducation relative aux droits de l'homme élaborés bénéficieront aux écoles du Programme de création de communautés d'apprentissage pour les enfants.

	<p>d'apprentissage pour les enfants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un recueil de matériels pédagogiques sur le thème de la diversité culturelle destiné à la formation des enseignants du primaire et du secondaire a été publié ; il comporte des éléments théoriques et des guides d'apprentissage à l'intention des étudiants sur l'éducation et les droits de l'homme, la paix et la non-violence active, le pluralisme et la non-discrimination, le dialogue interculturel, etc., en Amérique latine et dans les Caraïbes. • La collecte et la systématisation de rapports, de données d'expérience et de bonnes pratiques concernant l'éducation sur et pour les droits de l'homme, la coexistence démocratique et la culture de la paix dans les pays d'Amérique latine ont commencé. • Un recueil de matériels didactiques destiné à la formation des enseignants du primaire et du secondaire sur des sujets relatifs au pluralisme culturel, à la démocratie, à la non-discrimination et au dialogue interculturel, à l'éducation et aux droits de l'homme, a été publié ; il comporte à la fois des éléments théoriques ainsi que des guides pour les élèves. • Lancement de la collecte et de la systématisation des rapports, expériences et meilleures pratiques sur l'éducation dans les domaines et en faveur des droits de l'homme, de la coexistence démocratique et de la culture de la paix dans tous les pays d'Amérique latine. • Le dialogue interculturel a été encouragé par l'organisation de forums, de réunions et de tables rondes avec des homologues et parties prenantes nationaux, en particulier avec le Ministère de l'éducation, la Commission présidentielle contre le racisme et la discrimination à l'égard des peuples autochtones (CODISRA), le Conseil national de l'éducation maya (CNEM), la Commission présidentielle des droits de l'homme et le Conseil 	<p>en ce qui concerne l'éducation pour la paix et les droits de l'homme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il convient de consolider les politiques intégrant une approche fondée sur l'éducation et les droits de l'homme, ainsi que d'inclure des thématiques sur ces sujets dans la formation initiale et continue des enseignants. • La formation du personnel des ministères de l'éducation comporte des faiblesses en ce qui concerne la conduite de programmes éducatifs en faveur de la paix et des droits de l'homme ainsi que l'éducation au service de la diversité culturelle. 	<p>Des politiques globales de promotion de la diversité culturelle et de la compréhension interculturelle au sein des différents secteurs de la société devraient être encouragées au niveau des États, afin d'éviter une fragmentation des efforts due à leur déploiement par des entités gouvernementales différentes.</p>	<p>Différents acteurs issus des gouvernements et d'organisations non gouvernementales jouent un rôle dans la stratégie afin d'en assurer la viabilité à long terme.</p> <p>Les politiques nationales en matière d'éducation bilingue et interculturelle doivent être revues et réactualisées en tenant compte du fait que le pourcentage d'accès à la scolarisation, d'assiduité et de passage en classe supérieure des enfants autochtones dans l'enseignement primaire reste très faible. Il est par ailleurs tout aussi important et urgent d'augmenter le budget alloué à l'éducation bilingue et interculturelle.</p> <p>Cette action devrait permettre</p>	
--	--	---	--	--	--

	<p>national de la jeunesse du Guatemala.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Systématisation et diffusion des actes du IV^e Congrès national sur l'éducation maya. • Un rapport de recherche sur la discrimination raciale dans la presse a été établi dans le cadre de la Chaire UNESCO en communication pour le renforcement de la diversité culturelle au Guatemala/Université Rafael Landívar. • Une proposition pour la reconstruction des systèmes éducatifs au sein des communautés autochtones a été formulée dans le cadre de la Stratégie nationale de réponse aux catastrophes naturelles et de la réponse humanitaire du système des Nations Unies aux catastrophes naturelles. 			<p>de faire bouger les indicateurs relatifs aux enfants autochtones :</p> <p>Taux net de scolarisation préprimaire en 2006 : 17,31 %.</p> <p>Taux net de scolarisation primaire en 2006 : 36,17 %.</p>	
<p>Rôle du RéSEAU renforcé en tant que laboratoire pour l'élaboration, la mise à l'essai, la validation et la diffusion de bonnes pratiques dans les États membres sur tous les aspects d'une éducation de qualité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des essais pilotes des matériels éducatifs et ressources d'enseignement élaborés par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO (en particulier ED/BAS), par d'autres secteurs de l'UNESCO, par des organismes du système des Nations Unies, ainsi que par des OIG et ONG et par le secteur privé ont été coordonnés et réalisés par l'entité de coordination internationale du RéSEAU. • Les bonnes pratiques issues des écoles du RéSEAU sur tous les aspects d'une EPT de qualité ont été de mieux en mieux répertoriées, à l'aide de méthodologies innovantes et grâce à la mise en place d'une nouvelle plate-forme de données. • À l'échelle mondiale, les écoles du RéSEAU du monde entier ont participé à la Semaine de l'éducation pour tous 2007, au Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (WPHRE), à des projets relatifs à l'EDD, à des activités de prévention du VIH/SIDA, et à des projets portant sur le dialogue interculturel (notamment le dialogue euro-arabe) et l'éducation au patrimoine mondial. • Les activités de renforcement des capacités destinées aux coordonnateurs nationaux du RéSEAU, aux enseignants et au personnel des unités hors Siège de l'UNESCO, ainsi que l'aide technique apportée aux États membres, ont été consolidées dans le monde entier. Le RéSEAU a été renforcé au plan régional par le biais de sessions de formations aboutissant à des stratégies régionales, qui se sont tenues : pour l'Afrique anglophone, en Gambie (mai 2007) ; pour l'Afrique francophone, au Niger (septembre 2006), au Gabon, (septembre 2007) et au Burkina Faso (novembre 2007) ; pour 	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut assurer la coordination internationale du Réseau du système des écoles associées dans le monde entier, des essais pilotes et de la collecte des bonnes pratiques, et viser une incidence maximale avec moins de personnel qu'auparavant. • Il n'est pas toujours facile d'obtenir des rapports réguliers de la part des coordonnateurs nationaux du RéSEAU et des commissions nationales. • Un important facteur de réussite est l'excellent travail de collaboration effectué par le personnel du Siège du SEA avec les partenaires (l'ensemble des secteurs de l'UNESCO, les unités hors Siège, les commissions nationales pour l'UNESCO, les organismes du système des Nations Unies, les ONG et le secteur privé). • Le RéSEAU a montré qu'il était potentiellement l'un des outils les plus efficaces pour améliorer la réalisation de l'EPT pour tous, en pratique et sur le terrain, et pour ce qui est de contribuer efficacement à d'autres priorités de l'UNESCO et du système des Nations Unies. Il serait possible d'obtenir plus de résultats et d'en améliorer la 	<p>Compte tenu des ressources humaines et financières limitées, les collectes de fonds régionales et nationales ont été encouragées et de nombreux séminaires de formation du SEA et activités scolaires ont été financés par le biais de demandes au titre du PP ainsi que par des efforts nationaux.</p> <p>L'Unité du SEA au Siège, en tant que porte-drapeau de l'intersectorialité et des partenariats, a réussi à obtenir des fonds et contributions de la part d'une grande variété de sources à l'appui de ses activités et des résultats qu'elle vise.</p>	<p>Le Réseau du système des écoles associées dans le monde a bénéficié de séminaires de formation régionaux et nationaux, dont les résultats continuent de contribuer à la motivation des acteurs concernés et aux activités pour l'avenir.</p> <p>Un dialogue permanent avec les coordonnateurs nationaux du SEA et le soutien et la motivation indéfectibles des commissions nationales de l'UNESCO dans le monde vis-à-vis de leurs réseaux SEA respectifs sont indispensables à la survie du réseau.</p> <p>Un retour d'information permanent de la part de coordonnateurs du SEA, des enseignants, des étudiants et des responsables de l'élaboration des programmes sur les essais pilotes des matériels innovants et sur les bonnes pratiques est essentiel pour garantir des résultats.</p>	

	<p>l'Amérique du Sud, en Uruguay (décembre 2007) ; pour l'Asie-Pacifique, on citera un séminaire de formation pour les clubs UNESCO et les Écoles associées, organisé en Thaïlande (novembre 2007) ; et pour l'Europe, la stratégie régionale du RéSEAU élaborée lors de la réunion des coordonnateurs du RéSEAU pour l'Europe et l'Amérique du Nord (tenue en Lettonie en mai 2007).</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 écoles du RéSEAU des régions Moyen-Orient et Europe participent à l'initiative phare de l'EDD. • 200 enseignants du RéSEAU, en Jordanie, ont participé à des ateliers du RéSEAU sur l'éducation au patrimoine mondial, FRESH et l'EDD. • Le projet régional phare sur l'EDD a été créé et lancé en coopération avec Life-Link. • Le réseau régional de coordonnateurs du RéSEAU a été mis sur pied et redynamisé. • Des partenariats avec des institutions du système des Nations Unies (PNUE, OMS, FAO, UNCCD, UNHCR, COI) et des ONG ont été mis en place ou renforcés. • Les partenariats public-privé avec Daimler (Allemagne) et Veolia Environnement (France) ont été particulièrement fructueux. • Des concours d'innovations et de bonnes pratiques éducatives sur la diversité culturelle et interculturelle ont été organisés au Mexique, au Pérou, en Colombie et au Chili, et leur mise en ligne ultérieure sur la page Web du Réseau INNOVEMOS de l'UNESCO-OREALC a permis de générer et de diffuser des connaissances dans ces domaines. • En 2007, un plan a été élaboré au Chili avec d'autres institutions du système des Nations Unies afin de répondre aux besoins des peuples autochtones. 	<p>qualité si l'on augmentait les effectifs, comme le besoin s'en fait cruellement sentir.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'insuffisance du financement reste un obstacle majeur à l'expansion du RéSEAU dans la région. • Le projet phare sur l'EDD et l'alliance des cultures a besoin de financements pour que les projets soient maintenus. • Le rôle qu'un bon coordonnateur national et des enseignants motivés sont appelés à jouer s'est révélé d'une grande importance s'agissant de mobiliser les écoles et les élèves pour qu'ils mettent en œuvre des projets innovants. 	<p>Des fonds extrabudgétaires ont été mobilisés auprès de l'organisation Life-Link (Suède) et du Réseau d'alliance des cultures (Oman).</p> <p>Les fonds investis dans la formation des coordonnateurs du Réseau INNOVEMOS ont été utilisés efficacement puisqu'ils ont permis la systématisation et la diffusion d'un grand nombre de bonnes pratiques dans toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.</p>		
--	--	---	--	--	--

Paragraphe 01312 - Axe d'action 2 : L'éducation au service du développement durable

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 2 084 000	Effectif : 2 061 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Coopération entre les partenaires de l'éducation au service du développement durable (EDD), y compris le secteur privé, renforcée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement et convocation du Groupe de référence sur la DEDD pour définir la portée de l'EDD, arrêter définitivement les structures et les instruments de la DEDD, et déterminer les principales orientations du rôle de l'UNESCO dans le cadre de la Décennie. • Convocation par le Directeur général, en février 2007, de la deuxième réunion du Groupe de haut niveau sur la DEDD, au cours de laquelle plusieurs recommandations clés ont été formulées pour faire mieux connaître la Décennie. • Création du Comité de coordination interinstitutions sur la DEDD et organisation de deux réunions afin de coordonner les activités des organismes des Nations Unies relatives à la Décennie, notamment la mise au point définitive de la matrice de coopération interinstitutions pour la Décennie, et accord des partenaires du Comité pour intégrer le cadre de la Stratégie de communication de la DEDD dans leurs activités de communication et de plaider en faveur de la Décennie. • Organisation à Bonn, du 23 au 25 mai 2007, de la Consultation internationale sur l'éducation au service du développement durable : « mobiliser le secteur commercial », afin d'instaurer un partenariat avec le secteur commercial/privé, ce qui a débouché sur plusieurs actions de suivi planifiées en partenariat avec le secteur privé dans le domaine de la formation technique et professionnelle au service du développement durable. • Établissement et publication d'analyses de situation concernant l'EDD et d'études des progrès réalisés en matière d'EDD pour le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan (groupes de travail créés et points focaux approuvés dans le cadre du projet de suivi de l'EDD). • Mise en place d'organes de coordination de l'EDD dans les ministères de l'éducation et de l'environnement de ces pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobiliser les différents partenaires et entretenir la dynamique de la mise en œuvre de la DEDD est un défi constant qui nécessitera des efforts concertés de la part de l'UNESCO sur les plans international, régional et national. • L'opérationnalisation de la Stratégie de communication de la DEDD a continué de poser des difficultés, et des efforts devront être faits pour l'adapter aux divers contextes et publics. 	<p>Les activités d'EDD ont été appuyées et menées en coopération avec les principaux partenaires suivants : des ONG d'Asie centrale s'occupant d'éducation environnementale, l'Ambassade du Royaume-Uni, l'OSCE (Kazakhstan), le PNUD (Kirghizistan), les ministères de l'éducation et de l'environnement des pays d'Asie centrale, les NATCOM du Kirghizistan et du</p>	<p>L'action du Comité de coordination interinstitutions sur la DEDD nécessitera un engagement accru de la part des hauts responsables des différents organismes.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation de deux mémorandums d'accord pour l'instauration de partenariats avec le secteur privé, sur la base d'études commandées ; convocation de neuf comités directeurs interinstitutions et collaboration sur trois projets. • Lancement de programmes d'EDD pour le RéSEAU et les clubs UNESCO et exécution réussie d'activités pilotes dans la région Asie-Pacifique. • Plaidoyer pour une stratégie d'EDD plus inclusive, avec un engagement spécial du Ministère de l'éducation nationale et de l'unité chargée de l'éducation environnementale. • Négociation par le bureau de l'UNESCO d'une alliance stratégique avec l'institution nationale responsable de l'EDD. • Établissement par l'OREALC/UNESCO (Santiago) d'une alliance stratégique avec la Fundación YPF Argentina pour le lancement du projet « ConCiencias para la sostenibilidad » (première phase menée à bien en 2007 – début de la deuxième phase prévu pour 2008). • La stratégie mise au point par l'UNESCO pour atteindre cet objectif a consisté à tenir des réunions techniques, à créer un stage régional, ainsi que des ateliers pour formateurs en matière de développement durable et d'éducation environnementale, concrétisant leur participation aux congrès et séminaires internationaux, et à organiser une réunion au niveau de l'Amérique latine en faveur du développement durable. <p>PRINCIPALES ACTIVITÉS MENÉES</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Réunion régionale sur la sensibilisation à la durabilité », San Luis (Argentine), en collaboration avec le Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie, la Fondation YPF, et des universités nationales. - Stage régional de photographie sur le thème « Attitudes durables », en coopération avec les 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est beaucoup plus facile de mobiliser le secteur privé aux niveaux mondial et national. Il est très difficile de trouver des fonds et de créer des partenariats à l'échelle régionale. • La nécessité de faire intervenir tous les ministères et de créer un groupe interinstitutions chargé de travailler sur le thème. • Enseignements : nécessité de créer, de consolider et de renforcer des alliances stratégiques avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'avec des organismes privés et publics, susceptibles de promouvoir la mise en œuvre de politiques éducatives au service du développement durable dans les pays de la région. • Défis : établir un programme pour promouvoir le développement durable et l'éducation environnementale dans la région, pour harmoniser les efforts déployés par les pays dans une perspective commune, et planifier des stratégies relatives aux divers secteurs pour aider à remédier à la situation critique de la planète, et encourager les attitudes et comportements favorables au développement durable, et orienter les futurs travaux. 	<p>Tadjikistan.</p> <p>Les activités menées ont eu une incidence dans la région. La</p>		
--	---	--	---	--	--

	<p>bureaux de l'UNESCO dans la région.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stage pour formateurs sur l'éducation au service du développement durable, avec la participation de la chaire UNESCO sur le développement durable et l'éducation environnementale de l'Université du Pays basque. • Établissement d'un kit éducatif sur l'environnement. • Préparation d'un rapport de situation pour la fourniture d'une éducation environnementale à l'école. • Publication sur le renforcement des capacités pour les responsables de la gestion des eaux au Brésil. • Création, à Dominique, d'un forum consacré au dialogue sur l'EDD, auquel participent des experts de l'éducation, des enseignants, des éducateurs, des étudiants et des formateurs d'enseignants, en étroite coopération avec les écoles du RéSEAU. Formation d'enseignants dominiquais du primaire et du secondaire à l'élaboration et à la gestion d'un projet River Care. • Renforcement de réseaux, création de sites Web et production de bulletins périodiques pour la promotion de l'EDD et le partage, entre enseignants et éducateurs, de bonnes pratiques, méthodes et données d'expérience concernant la mise en œuvre de l'EDD dans le cadre du projet Sandwatch dans les Caraïbes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le forum est une plate-forme essentielle pour le partage de ressources et de données d'expérience ainsi que pour la promotion de l'éducation au service du développement durable. • Le renforcement de la dynamique et le développement d'activités pour le projet Sandwatch nécessitent d'autres ressources financières. 	<p>stratégie utilisée fait intervenir des groupes de chercheurs et d'enseignants dans le programme. Des partenaires stratégiques ont été trouvés pour pouvoir disposer des ressources financières nécessaires.</p> <p>Participation active d'un grand nombre de parties prenantes et partage des coûts avec les organismes partenaires.</p> <p>Compilation et diffusion électroniques des ressources, coopération avec le Secteur des sciences de l'UNESCO.</p>	<p>Bien que le projet ne nécessite pas d'importantes ressources, certaines dépenses renouvelables doivent être prises en charge pour la gestion et le développement du site Web, la promotion du projet et son guide de formation.</p>	
<p>Capacité des parties prenantes à l'EDD consolidée et renforcée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des parties prenantes en matière d'EDD au moyen de diverses activités et d'une assistance technique aux États membres (formation d'enseignants et de responsables communautaires, ateliers ou forums nationaux, production de divers matériels d'EDD, etc.). • Distribution à grande échelle du CD-ROM intitulé « Enseigner et apprendre pour un avenir viable » ; adaptation en diverses langues (français, catalan, arabe). • Élaboration d'un projet de kit de formation à l'EDD pour les médias et essai pilote dans différentes régions (Afrique orientale, Moyen-Orient, Caraïbes, Asie du Sud-Est). • Collecte et publication d'exemples de bonnes pratiques en matière d'EDD appliquées dans les établissements de formation d'enseignants, parmi les chaires UNESCO et dans les réseaux de formation d'enseignants, au niveau de la région Europe- 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La mobilisation de différents partenaires pour l'établissement de matériels d'apprentissage de l'EDD appropriés et adaptables est un défi permanent. 2. Il est absolument nécessaire d'appuyer le rôle de l'UNESCO en tant que centre de coordination et d'échange d'information pour la Décennie, en particulier dans le domaine des bonnes pratiques, cet aspect étant jugé important par les parties prenantes à la DEDD 		<p>La durabilité sera améliorée dans le cadre d'une planification conjointe de l'assistance au niveau des pays (PNUAD, OMD, BCP).</p>	

	<p>Amérique du Nord avec la CEE/ONU, ainsi que dans l'utilisation de la Charte de la Terre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion à grande échelle du jeu d'outils concernant l'EDD, du Plan international de mise en œuvre de la DEDD, d'une version facile à utiliser du Plan, et d'un dépliant sur la « DEDD en bref ». • À la suite d'un audit, lancement d'une nouvelle version du site Web consacré à la DEDD, respectueuse des nouvelles politiques et règles éditoriales de l'UNESCO relatives au Web. • Création de comités nationaux pour la DEDD en Asie centrale. Lancement national de l'EDD et organisation d'ateliers de plaidoyer pour démontrer l'engagement politique de haut niveau. Rédaction du plan d'action national sur l'EDD, et élaboration de matériels de plaidoyer. • Formation de 20 journalistes et experts des médias à la DEDD et au projet de kit sur l'EDD destiné aux médias moyennant l'utilisation du projet de jeu d'outils sur l'EDD destiné aux médias élaboré par l'UNESCO. • Création d'un réseau national du personnel des médias. • Lancement, avec 50 écoles dans six pays pilotes, du projet phare d'EDD pour le RéSEAU, et participation de 50 écoles européennes au projet. • Dans la région arabe, développement des capacités des enseignants travaillant sur l'EDD dans le cadre d'un atelier régional créé à cette fin ; étude sur le renforcement des compétences des enseignants dans le domaine de l'EDD. • Utilisation des fonds affectés à l'EDD pour aider des participants à prendre part à un atelier UNESCO/Life-Link qui a lancé un projet pilote sur l'eau, une contribution directe à l'EDD à travers les sciences. • En Indonésie, organisation d'un atelier sur la rédaction de modules ; élaboration et production de matériels sur l'EDD et FRESH pour la formation d'enseignants ; et formation de formateurs et de directeurs d'école. • Discussion avec le Ministère de l'éducation nationale concernant la santé et l'apprentissage des compétences nécessaires à la vie courante en vue de l'élaboration d'une brochure sur la grippe aviaire à l'intention des enseignants du primaire ; puis 	<ul style="list-style-type: none"> • Une plus grande sensibilisation à la DEDD auprès de la société civile et des organisations de médias. • Mobilisation de fonds pour promouvoir des initiatives d'EDD au niveau des pays. • Insuffisance de l'intérêt porté à l'EDD par les participants gouvernementaux. • Le rôle des enseignants est important pour faire avancer l'EDD. Il faudrait multiplier les efforts déployés dans la région pour veiller à ce que l'EDD soit intégrée à la formation des enseignants. • Une « socialisation » plus poussée des modules et la formation à l'utilisation de ces derniers dans le cadre de l'EDD sont nécessaires, notamment dans les écoles 		<p>Il faudrait motiver davantage les États membres pour qu'ils soutiennent l'EDD, et les capacités des parties prenantes à l'EDD, en particulier les enseignants, devraient encore être consolidées.</p>	
--	---	--	--	--	--

distribution de cette brochure dans les écoles relevant du Programme de création de communautés d'apprentissage pour les enfants et incorporation de la brochure au programme.

- Dans la région Asie-Pacifique, création de deux projets de formation d'enseignants, en collaboration avec les partenaires. Le premier concerne l'éducation pour la réduction des risques de catastrophes aux fins d'enseignement et d'apprentissage (Vanuatu, Chine, Inde, Sri Lanka, Thaïlande, Philippines et Japon). Le deuxième portera sur le savoir-faire autochtone en matière d'enseignement et d'apprentissage et sera mis en œuvre en coopération avec l'USP, l'APCEIU et Apia.
- Création d'EDD-Net et mise au point d'un programme d'action et de recherche concertées dans 10 établissements d'enseignement et d'apprentissage dans la région Asie-Pacifique.
- Le programme régional relatif à la région Amérique latine et Caraïbes comprend des contributions fournies par les secteurs scientifique et culturel pour la réalisation de plusieurs publications en rapport avec les objectifs de la DEDD.

Ont été publiés :

- « Systématisation d'expériences éducatives novatrices au service du développement durable dans la région andine et les Caraïbes anglophones », en coopération avec les Bureaux de l'UNESCO à Quito et Kingston ;
- « Enfance et droits : les racines de la durabilité. Contributions pour les années à venir » (publication pour les enseignants), en collaboration avec le Centre multidisciplinaire en Argentine ;
- « Développement interculturel et durable » (publication pour les enseignants), avec la participation du Centre multidisciplinaire en Argentine ;
- « Stratégies de communication et d'éducation pour un développement durable » ;
- « L'éducation au service du développement durable : ses dimensions environnementales et éducatives », en coopération avec Pearson Editorial ;
- « Réunion régionale sur l'éducation au service du développement durable : 30 ans depuis Tbilissi », Montevideo (Uruguay), en collaboration avec le CODICEN ;

relevant du Programme de création de communautés d'apprentissage pour les enfants.

- Il faut continuer à renforcer les liens entre le Programme de création de communautés d'apprentissage pour les enfants et FRESH afin de développer ce programme.
- La mobilisation de partenaires dans ce domaine n'est pas difficile, mais l'insuffisance des fonds disponibles pour la recherche est un vrai problème.
- Enseignements : la nécessité d'avoir des possibilités de promouvoir le dialogue sur ce sujet entre les chercheurs, les formateurs, les enseignants et les communautés, pour faire mieux connaître les objectifs de la Décennie pour le développement durable et l'éducation environnementale et accroître la pertinence des attitudes

L'UNESCO et le secrétariat de la CARICOM doivent mobiliser d'autres ressources pour sensibiliser et influencer les ministères

<p>Cadres pour le suivi et</p>	<ul style="list-style-type: none"> - « Sensibilisation à la durabilité » (matériel éducatif pour enseignants et étudiants, publié sous forme de CD-ROM) ; - « <i>Éducation environnementale et éducation au service du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes</i> » (article publié avec la participation de la chaire sur le développement durable et l'éducation environnementale au Pays basque (Espagne) ; - Conférence organisée : « Enseigner les sciences pour parvenir au développement durable », Santiago (Chili), en coopération avec le Ministère de l'éducation, la Commission nationale pour l'environnement (CONAMA), l'Office national des forêts (CONAF), et l'Association des municipalités chiliennes. • Élaboration d'un guide pour les enseignants sur les approches éducatives du développement durable dans les Caraïbes, validation à l'issue d'un large processus de consultation dans le cadre du réseau de formateurs d'enseignants pour l'EDD, et production du guide. • Réalisation d'une analyse de situation et élaboration d'un plan d'action pour améliorer l'éducation en matière de sciences, de technologies et d'innovation dans les écoles primaires de la région CARICOM (Conférence UNESCO/CARICOM sur la « transformation de l'enseignement des sciences dans les écoles primaires de la CARICOM : améliorer l'innovation et le développement durable » - CARISCIENCE). Sensibilisation d'une cinquantaine de décideurs, praticiens, représentants d'établissements de formation d'enseignants, et de responsables de l'éducation de la région CARICOM à l'enseignement des sciences en tant que contribution essentielle au développement durable. <ul style="list-style-type: none"> • Création du Groupe d'experts chargé du suivi et de 	<p>individuelles s'agissant de la réalisation des objectifs de durabilité à l'échelle planétaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les questions liées à l'intégration de l'EDD aux aspects non traditionnels du programme d'études, ainsi que l'élaboration de méthodologies pour inculquer efficacement aux enseignants une pédagogie appropriée, ont constitué certains des défis les plus difficiles à surmonter. L'identification d'enseignants expérimentés capables de former leurs pairs est particulièrement utile. • La représentation minimale des ministres de l'éducation lors des tables rondes ministérielles organisées dans le cadre de CARISCIENCE témoigne d'un manque de compréhension et du peu d'attention accordée à la question. Très peu de pays possèdent une politique scientifique en matière d'enseignement des sciences et plus d'un responsable de l'éducation scientifique au niveau du ministère. <ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration d'un cadre de suivi et 	<p>Les contributions au guide découlent d'expériences concrètes.</p> <p>Résultat d'une programmation conjointe avec le Secteur des sciences de l'UNESCO.</p> <p>Partenariat à long terme établi avec le secrétariat de la CARICOM, l'Académie des sciences des Caraïbes et l'Université des Indes occidentales en matière d'éducation scientifique dans la région.</p>	<p>dans toute la région.</p>	
--------------------------------	---	---	--	------------------------------	--

<p>l'évaluation de la DEDD fondés sur des éléments factuels</p>	<p>l'évaluation en vue de l'élaboration d'un cadre pour le suivi des progrès liés à la DEDD. Un projet de cadre pour le suivi de la DEDD, y compris un ensemble de questions devant faire l'objet d'un rapport, a été établi et communiqué aux instituts et bureaux hors Siège de l'UNESCO afin de solliciter leurs contributions et suggestions quant aux mécanismes de collecte de données les plus appropriés pour rendre compte des progrès réalisés dans le cadre de la Décennie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En Asie centrale, présentation de questions concernant l'EDD au SEA et aux centres d'apprentissage communautaires en vue d'en faire des plates-formes d'apprentissage au service du développement communautaire en matière de promotion de l'EDD. • Mise au point définitive de plans d'action nationaux pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, le Viet Nam, le Japon, le Pakistan, la Thaïlande, l'Asie centrale, la Chine, l'Iran et la Mongolie. Publication de ces plans sous forme électronique avant la fin 2007. • Publication, diffusion et traduction en espagnol (pour la coopération Sud-Sud) d'indicateurs EDD pour l'Asie et le Pacifique. • Mise en place d'un système d'établissement de rapports pour les pays ayant lancé des plans d'action ; désignation de points focaux au sein des ministères de l'éducation. Quatre rapports sur les progrès liés aux indicateurs ont été reçus et distribués aux pays participants, dans la région Asie-Pacifique. 	<p>d'évaluation qui aide à améliorer la coopération et la mobilisation des diverses parties prenantes à la DEDD en faveur du suivi et de l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre de la Décennie et qui soit adapté à la diversité des activités et contextes de la DEDD est un défi permanent.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre de missions requises et la représentation du bureau régional continuent de poser des difficultés car les collègues sur le terrain n'ont ni les ressources ni les capacités nécessaires pour promouvoir l'EDD au niveau national/des États relevant du bureau multipays. 		<p>La participation active, l'établissement de rapports sur les indicateurs et le suivi sont des éléments encourageants pour l'engagement à long terme des États membres en faveur de l'EDD.</p>	
<p>Plan de l'UNESCO pour des contributions de fond à la DEDD par l'éducation, les sciences et la culture élaboré, et mise en œuvre commencée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement de la version définitive du Plan d'action de l'UNESCO pour la DEDD, et approbation par le Groupe de travail intersectoriel. Début de la mise au point des programmes thématiques relevant de la responsabilité des secteurs de programme pertinents. • Un cadre pour une stratégie de la communication a été arrêté définitivement et diffusé auprès des points focaux de la DEDD afin de renforcer les actions de communication et de plaidoyer menées en faveur de la Décennie. • Huit pays arabes (Bahreïn, Égypte, Jordanie, Iraq, Liban, Qatar, Arabie saoudite, Soudan) ont répondu au questionnaire sur la DEDD pour la formulation de plans d'action régionaux et sous-régionaux fondés sur le modèle et les matériels de référence diffusés 	<ul style="list-style-type: none"> • Les points focaux de la DEDD et le Groupe de travail intersectoriel doivent jouer un plus grand rôle dans la mise en œuvre du Plan d'action et l'appui apporté à la collaboration intersectorielle en faveur de la Décennie. • Les questions d'EDD dans la région arabe doivent être révisées et étudiées plus avant. De nombreux responsables ont dit éprouver des difficultés pour 		<p>Un appui accru de la part du Groupe de travail intersectoriel pour la mise en œuvre du Plan d'action.</p>	

	<p>pendant l'atelier régional sur l'amélioration du rôle des enseignants en matière d'EDD (Alexandrie, Égypte, 7-9 mai 2007).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partage, par 51 responsables des ministères de l'éducation, d'universités, d'ONG et du secteur privé dans 13 pays arabes, de données d'expérience sur l'exécution d'activités d'EDD en Asie et en Europe, dans le cadre de la coopération entre l'UNESCO, les organismes des Nations Unies et des donateurs (JICA-Japon). • La mise en œuvre de la DEDD dans les pays relevant du Bureau multipays de Nairobi a consisté notamment à : (i) mener une enquête dans ces pays et établir une note d'orientation à leur intention ; (ii) organiser une réunion sur l'EDD pour ces pays (juillet 2006) ; (iii) élaborer une stratégie de mise en œuvre pour la sous-région ; (iv) introduire l'EDD dans les pays en question, y compris créer un portail consacré à ce sujet ; (v) participer au programme d'intégration des questions d'environnement et de durabilité dans les universités africaines (MESA), un programme phare de la Décennie. Des matériels d'information, d'éducation et de communication ont été établis en anglais et en français, et largement diffusés dans les pays relevant du bureau multipays. • Accréditation du Centre d'expertise régional du Grand Nairobi ; ce centre, créé pour servir de modèle à la région, vise à instaurer de larges partenariats entre les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile. • Cadre intersectoriel pour le Pacifique élaboré et approuvé par le Conseil des organisations régionales du Pacifique et entériné par les ministres de l'éducation des États membres du Pacifique. • Réalisation d'une analyse de la situation concernant la participation à l'EDD et la compréhension de ce concept parmi les enseignants et les formateurs chargés de l'EFTP dans le cadre de réunions de consultations régionales en Asie et dans le Pacifique. • Désignation de 12 expériences novatrices en matière d'EDD dans la région Amérique latine et Caraïbes : validation en cours. • Incidence positive sur le renouvellement des pratiques pédagogiques relatives à l'EDD dans les pays concernés (Bolivie, Colombie, Équateur et Venezuela). 	<p>comprendre le concept d'EDD/DEDD par rapport à leurs programmes éducatifs traditionnels. Fourniture de nouveaux principes directeurs et matériels en arabe pour plus de précision.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approbation accordée à l'UNU pour l'accréditation du Centre d'expertise régional du Grand Nairobi dans le cadre du réseau mondial de centres d'expertise régionaux de l'UNU. Large effet multiplicateur. 		<p>Stratégie nationale d'EDD. Création d'un centre d'expertise régional. Participation au réseau mondial de centres d'expertise régionaux de l'UNU.</p>	
--	--	--	--	---	--

Paragraphe 01313 - Axe d'action 3 : Évaluer les résultats de l'apprentissage

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 752 000	Effectif : 741 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Méthodes d'évaluation de la qualité affinées, notamment au moyen de l'élaboration d'indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption et reproduction du modèle UNESCO de Création de communautés d'apprentissage pour les enfants aux niveaux local et provincial dans toute l'Indonésie pour assurer des interventions globales sur la gestion transparente des établissements scolaires, la participation des communautés et l'AJEL (Apprentissage actif, joyeux et efficace). Ce modèle a également été adopté par l'USAID, l'AusAID et d'autres donateurs internationaux souhaitant introduire de nouveaux modèles pour améliorer la prestation des services éducatifs. • Deuxième étude explicative et comparative régionale (SERCE) pour mesurer les résultats dans l'enseignement primaire en mathématiques, en langues et en sciences dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. • Quatre ateliers de formation technique axés sur le renforcement des capacités des techniciens des unités nationales d'évaluation dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'obtenir l'approbation des ministères de l'éducation en ce qui concerne l'évaluation de la situation de départ. Cette activité répond au besoin des ministères de disposer de données de référence sur les nouveaux programmes scolaires. • La consolidation de ce programme nécessite un soutien supplémentaire au titre du budget ordinaire afin d'assurer la viabilité et de permettre la planification à long terme. 	Par rapport à d'autres études internationales, telles que le PISA, la SERCE présente deux avantages. D'une part, elle est relativement peu onéreuse et, d'autre part, les études de ce genre ont un impact direct sur l'amélioration des capacités nationales en matière d'évaluation de l'éducation.	<p>Ce modèle s'inscrit dans le cadre du système et des mécanismes des ministères de l'éducation, tout en étant abordable, ce qui garantit sa viabilité et la possibilité de le reproduire.</p> <p>Le programme s'inscrit dans le cadre du système des ministères de l'éducation pour assurer que la mise en œuvre de ses activités se poursuive même après la fin du programme. Les activités du programme sont progressivement intégrées et institutionnalisées.</p> <p>Élaboration de la troisième étude explicative et comparative régionale.</p>	
Systèmes nationaux d'évaluation élaborés, notamment pour ce qui est des pays qui participent aux trois initiatives phares de l'EPT	<ul style="list-style-type: none"> • La première expérience pilote pour le LAMP vient de s'achever dans les Territoires autonomes palestiniens. Les autorités procèdent à présent au traitement des données. Les autres pays pilotes - El Salvador, Kenya, Mongolie, Maroc et Niger - ont achevé la mise au point de tous les instruments de test et sont en train de les adapter à l'administration locale. • Finalisation et présentation de deux documents - Quality Education for All: a human rights issue et The State of Education in Latin America and the Caribbean: guaranteeing quality education for all - 2007 - dans le cadre de la réunion régionale ministérielle EPT/PRELAC tenue à Buenos Aires (Argentine) en mars 2007 ; ils sont disponibles sur le site Web du Bureau de l'UNESCO à Santiago : www.unesco.cl. • Analyse des progrès accomplis par les pays en vue de la réalisation des objectifs du Sommet des Amériques de 1999 à 2005 dans le cadre du PRIE - Projet régional d'indicateurs de l'éducation, essentiellement à partir de la communication 	<ul style="list-style-type: none"> • Revoir l'utilisation des indicateurs actuels utilisés pour les comparaisons internationales, le modèle analytique évoluant vers un cadre analytique et des indicateurs éducatifs plus significatifs pour un meilleur suivi de la situation de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes. • Mettre au point des indicateurs plus pertinents pour assurer le suivi des OMD en fonction des 			

	<p>internationale des données et des indicateurs de l'ISU. Le document s'organise autour des objectifs définis pour le Secteur de l'éducation, ainsi que de la qualité de l'éducation et de l'EPPE. Le rapport, intitulé « <i>Panorama de l'éducation 2007</i> », a été présenté, sous sa forme préliminaire, lors de la cinquième réunion des Ministres de l'éducation de l'OEA.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les unités d'évaluation au sein des ministères de l'éducation d'Amérique centrale sont en mesure d'identifier les facteurs d'échec scolaire et de prendre des mesures correctives grâce à des méthodes mises au point par les spécialistes de l'OREALC (LLECE). 	<p>problèmes d'éducation régionaux.</p>			
--	---	---	--	--	--

Paragraphe 01314 - Axe d'action 4 : Éducation physique et sports (conformément à la DG/Note/06/50, toutes les activités relevant de cet axe d'action ont été transférées au Secteur des sciences sociales et humaines)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 833 000	Effectif : 830 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Système administratif et de suivi de la Convention internationale contre le dopage dans le sport opérationnel, en collaboration avec l'AMA et d'autres parties prenantes clés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Convention est entrée en vigueur le 1^{er} février 2007. • La Convention compte 75 États parties. • La Conférence des parties a adopté le Règlement intérieur et les critères d'utilisation du Fonds de contributions volontaires et s'est mise d'accord sur certains aspects du système de contrôle. • Plusieurs projets ont été menés à bien avec l'AMA au titre du Mémoire d'accord. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une coopération étroite est nécessaire avec les autorités nationales compétentes des États membres. 			
<p>Amélioration de la qualité de l'éducation physique et du sport (EPS)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'un cadre référentiel international pour la qualité de l'EPS. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élever le niveau de formation offert par les instituts au niveau universitaire est un processus de longue haleine. • La coopération avec la CONFEJES comme partenaire <i>primus inter pares</i> a été un bon atout. 		<p>Le cadre référentiel de la qualité présente la coopération institutionnelle comme un impératif.</p>	
<p>Promotion des jeux et sports traditionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publication de l'Encyclopédie mondiale en anglais et en français. • L'organisation de séminaires internationaux et régionaux avec des acteurs et des partenaires spécialisés a offert des possibilités de transfert de 	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeux et sports traditionnels font de plus en plus souvent partie des priorités internationales des organismes sportifs privés et publics et des efforts sont faits pour constituer l'UNESCO en 		<p>Diffusion d'ouvrages et de rapports.</p>	

	connaissances et de renforcement des capacités.	plate-forme unique pour faire progresser les activités de plaidoyer lancées depuis MINEPS III. • Les questions relatives aux jeux et sports traditionnels restent un élément essentiel du défi de la diversité culturelle et nécessitent une approche plus globale.		
Organisation des réunions du CIGEPS et de la MINEPS	• Présentation des rapports des réunions à la Conférence générale.	• Une réforme conceptuelle et structurelle semble nécessaire afin de mieux répondre aux enjeux et défis internationaux.		Un document 33 C/REP présente la voie à suivre pour ces deux mécanismes.

Sous-programme I. 3.2 - VIH/SIDA et éducation

Paragraphe 01321 - Axe d'action 1: Piloter l'Initiative mondiale VIH/SIDA et éducation (EDUSIDA)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 862 000

Effectif : 848 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Mise en œuvre effective d'EDUSIDA dans les pays participants en se fondant sur une coordination renforcée avec les principales parties prenantes dans le domaine de l'éducation y compris ONUSIDA, les organismes bilatéraux et les organisations de la société civile, les initiatives menées par les Nations Unies et les processus et projets phares relevant de l'EPT	<ul style="list-style-type: none"> • Définition d'actions prioritaires au niveau national dans 39 pays pour un suivi continu par le biais de sept ateliers de renforcement des capacités sous-régionaux (avec le personnel de l'UNESCO, le personnel des ministères de l'éducation, les partenaires de la société civile et les organismes coparrainants d'ONUSIDA). <ul style="list-style-type: none"> - Afrique anglophone - Botswana, Kenya, Namibie, Nigéria, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe. - Afrique francophone - Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée (Conakry), Madagascar, Mali, Niger, République centrafricaine et République du Congo. - Afrique lusophone - Mozambique, Angola, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe. - Asie et Pacifique : Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Chine, Indonésie, Kazakhstan, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Ouzbékistan, Viet Nam (trois ateliers régionaux, dont un spécifiquement dédié à la mobilisation des ressources). - Amérique latine et Caraïbes : Argentine, Brésil, 	<ul style="list-style-type: none"> • La révision de la « Stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA » a permis d'améliorer la coordination au sein de l'UNESCO et a conduit à une approche plus claire et mieux orientée. • Le renforcement et le développement de la collaboration avec les organismes coparrainants d'ONUSIDA aide l'UNESCO à gagner en visibilité et en crédibilité. • Un engagement politique à tous les niveaux est nécessaire avant de soutenir des interventions plus concrètes dans les pays. • La capacité en ressources humaines est le problème majeur dans les bureaux régionaux, multipays et nationaux. Les capacités variables des points focaux de l'UNESCO dans le 	<p>La substitution d'ateliers sous-régionaux aux missions individuelles a permis de réduire les déplacements. Ces ateliers ont également été plus efficaces dans la mesure où ils se sont concentrés sur une sous-région partageant une même langue.</p> <p>Il a été demandé à tout le personnel d'ED/UNP/HIV en mission de rencontrer et de soutenir ses homologues de l'UNESCO dans le domaine du VIH/SIDA dans les pays où il s'est rendu.</p> <p>Il est essentiel d'ajouter les fonds extrabudgétaires (BPTI et fonds de l'OPEP) aux fonds du budget ordinaire.</p> <p>L'UNESCO a sélectionné des modes d'action efficaces et employé les ressources humaines</p>	<p>Soutenir EDUSIDA et une action globale du secteur de l'éducation donne lieu à une approche qui, par nature, est plus durable.</p> <p>Les ministères de l'éducation sont plus disposés à contrôler leurs propres programmes éducatifs de prévention du VIH.</p> <p>Les matériels de formation et de promotion produits avec le</p>	

	<p>Chili, Costa Rica, Mexique, Pérou et Uruguay (élaboration d'une stratégie régionale UNESCO pour le VIH et le SIDA).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation de 60 pays au total à EDUSIDA (en plus de ceux mentionnés ci-dessus : Burundi, Tchad, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Malawi, Sénégal, Afrique du Sud, Ouganda, Népal, Pakistan, Jordanie, Liban, République arabe syrienne ; Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, République de Moldova, Fédération de Russie ; Cuba, Équateur et Jamaïque). • Progrès dans l'élaboration de stratégies efficaces pour le VIH/SIDA et l'éducation dans les pays de la CARICOM ; 16 pays arabes ; Afghanistan, Bélarus, Kazakhstan, Fédération de Russie et Ouzbékistan ; et Bangladesh, Cambodge, Chine et Thaïlande. • Production en anglais, ourdou et sindhi et large diffusion de matériels de formation sur l'éducation préventive contre le VIH et le SIDA en collaboration avec les ministères de l'éducation. • Renforcement des capacités et des connaissances de plus de 400 formateurs d'enseignants, responsables de l'élaboration des programmes et gestionnaires de l'éducation préventive contre le VIH/SIDA dans la région Asie-Pacifique. • Pilotage d'interventions globales contre le VIH/SIDA par l'éducation, telles que la formation des enseignants, dans la région Asie-Pacifique. • Élaboration et finalisation d'une analyse d'intervention situationnelle et d'un projet de plan stratégique chiffré pour 2008-2012. Le plan stratégique est en cours de mise en œuvre dans le plan de travail annuel (chiffré) du Comité interdépartemental sur le VIH/SIDA avec l'appui de l'UNESCO au Cambodge. • L'UNESCO a fourni un appui en matière de coordination pour l'élaboration d'une analyse situation/réponse, d'un cadre stratégique et d'un plan stratégique national chiffré pour les homosexuels hommes (HSH) (2008-2011). Ces documents s'appuient sur le plan stratégique national. 	<p>domaine du VIH/SIDA doivent être prises en compte au cours de la programmation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les sensibilités socioculturelles entravent l'élaboration de différents concepts et leur intégration dans les programmes scolaires. • Si l'UNESCO n'est pas toujours en mesure de fournir un appui financier important aux ministères de l'éducation, de la jeunesse et des sports et à d'autres partenaires, l'appui sous forme d'assistance technique et de coordination est essentiel pour faire avancer le travail. À cet égard, il est également primordial de garantir la continuité de l'appui de l'UNESCO en vue de poursuivre l'intensification de l'action du secteur de l'éducation au Cambodge et de maintenir le rôle de chef de file de l'UNESCO dans le cadre d'EDUSIDA. 	<p>et physiques des ministères de l'éducation pour réduire les coûts et maximiser les résultats.</p> <p>L'UNESCO a collaboré avec d'autres partenaires (organismes des Nations Unies et DFID en particulier) pour fournir un appui.</p> <p>Les principaux fonds d'appui à l'UNESCO proviennent des fonds de l'OPEP.</p> <p>S'agissant des homosexuels hommes (HSH), l'UNESCO a été financièrement soutenue par le fonds de lutte contre la pauvreté d'ONUSIDA.</p>	<p>soutien de l'UNESCO seront réimprimés ou utilisés par le ministère de l'éducation sur le budget du programme national de lutte contre le SIDA.</p> <p>Les éducateurs formés lors des ateliers soutenus par l'UNESCO participeront aux futurs cours de formation organisés par les ministères de l'éducation.</p> <p>Les ministères de l'éducation, de la jeunesse et des sports se sont engagés à davantage soutenir le programme sur le VIH en 2008 en l'inscrivant dans le projet de plan du Comité interdépartemental sur le VIH/SIDA pour 2008.</p> <p>Les ministères de l'éducation, de la jeunesse et des sports ont défini le VIH et l'égalité hommes/femmes comme des domaines de travail prioritaires.</p> <p>L'appui de l'UNESCO aux ministères de l'éducation, de la jeunesse et des sports a été négocié avec le Comité interdépartemental sur le VIH/SIDA (ICHA) des ministères pour s'assurer de leur adhésion.</p> <p>Le plan de travail annuel de l'ICHA, dont le développement est/sera soutenu par l'UNESCO en 2007, 2008 et 2009, est un outil essentiel pour à la fois poursuivre les efforts et assurer la coordination et l'harmonisation de l'appui au ministère.</p> <p>La proposition du fonds mondial R7 a été approuvée pour le Cambodge, ce qui garantit des fonds pour les</p>	
--	--	---	--	--	--

- Un plan stratégique national de 5 ans sur le VIH/SIDA pour le secteur de l'éducation a été élaboré, chiffré et intégré dans le plan stratégique national sur le VIH/SIDA pour la Jamaïque en définissant des priorités pour l'action nationale dans ce pays.
- Les parties prenantes et les responsables de l'élaboration des politiques du secteur de l'éducation ainsi que d'autres partenaires nationaux multisecteurs et de développement ont été sensibilisés et conviés au dialogue pour rédiger le plan stratégique du secteur de l'éducation sur le VIH/SIDA.
- Formation de planificateurs de l'éducation, d'experts et de responsables de l'élaboration des programmes pour rationaliser la prévention du VIH dans les initiatives éducatives par le biais de cinq kits produits par l'UNESCO dans les États arabes.
- Formation d'experts des médias et de journalistes à l'application des compétences dans le traitement de l'information sur le VIH/SIDA à l'aide d'un kit de traitement de l'information pour les médias élaboré par l'UNESCO.
- Formation d'experts de la santé et de l'éducation à l'évaluation des besoins d'EDUSIDA à l'aide du cadre EDUSIDA en vue d'évaluer l'action du secteur de l'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA au niveau des pays.
- Achèvement de la production de manuels sur le VIH/SIDA.
- Formation d'experts de la santé et de l'éducation pour diriger des programmes de renforcement des capacités en matière de prévention du VIH/SIDA au niveau des pays à l'aide de kits de prévention du VIH/SIDA élaborés par l'UNESCO.

- Le processus de développement pour la rédaction et le calcul des coûts du plan a été plus cher que prévu, en particulier s'agissant de se doter de l'expertise adéquate pour entreprendre la tâche. Cela a impliqué plus d'une demande de « feu vert » des donateurs pour les transferts d'argent entre lignes budgétaires. Les compétences caribéennes doivent être renforcées dans ce domaine, éventuellement en collaboration avec l'Université des Indes occidentales.
- Le mécanisme de coordination doit être élargi au-delà des « donateurs » et associer les autres parties prenantes du secteur de l'éducation qui participent à l'action nationale. Il convient en outre de renforcer la coordination entre l'action du secteur de l'éducation et celle coordonnée par l'autorité nationale de lutte contre le SIDA en vue d'améliorer la coopération avec les programmes éducatifs informels mis en œuvre par les ONG et les autres partenaires et secteurs.
- La sensibilisation du secteur de l'éducation à la pandémie de VIH/SIDA est une tâche ardue.
- Le renforcement de l'action du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA nécessite une évaluation des besoins de ce secteur et la création d'une équipe spéciale interministérielle sur le VIH/SIDA par les ministères de l'éducation et de la santé et les parties prenantes concernées.
- Une des principales difficultés est le manque de politiques du secteur de l'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA.
- La sensibilité culturelle et religieuse demeure un obstacle

activités relatives aux HSH jusqu'en 2012.

Un plan de suivi et d'évaluation et un plan de communication ont été élaborés pour accompagner le plan stratégique, dont la mise en œuvre est soutenue par deux spécialistes des techniques de suivi et d'évaluation financés par des sources extrabudgétaires (JFIT et JICA). Le ministère de l'éducation doit organiser un séminaire annuel spécifique d'examen des actions menées dans le cadre du programme sur le VIH/SIDA par le secteur en 2008.

Le plan doit être intégré dans le plan de travail institutionnel annuel du ministère de l'éducation aux niveaux central et décentralisé en octobre 2008.

		<p>majeur dans la lutte contre le VIH/SIDA.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la stratégie de l'enseignement supérieur en matière de VIH/SIDA dans les universités et la coordination entre ministères de l'éducation et ministères de la santé. • Accord des ministères de l'éducation pour des manuels pédagogiques sur le VIH/SIDA. 			
<p>Soutien des objectifs d'EDUSIDA par les pays participants et lancement d'activités convenues à l'échelle nationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des dossiers de ressources EDUSIDA très modernes ont été élaborés et mis à jour ; ils sont prêts à être lancés et diffusés (13 000 exemplaires) auprès des ministères de l'éducation, commissions nationales, délégations permanentes et autres parties prenantes début 2008. • Une trentaine d'organisations internationales (bilatérales, multilatérales et ONG internationales) participent aux efforts continus en faveur de la coordination et de l'harmonisation de l'action du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA grâce à la coordination par l'UNESCO de l'Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA (ETII) sur l'éducation. • Coordination de l'« Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA 2004 : Implications en termes de politiques pour l'éducation et le développement » par l'Équipe de travail interinstitutions de l'ONUSIDA (ETII) sur l'éducation. Elle concerne 71 pays. L'Équipe de travail interinstitutions a également entrepris des études de cas complètes par pays pour évaluer la collaboration interorganismes en Jamaïque, au Kenya, au Viet Nam et en Zambie. Enfin, un groupe de travail ETII-EDUSIDA a étudié de quelle façon EDUSIDA pouvait mettre en œuvre les recommandations de l'ETII au niveau des pays. • Mobilisation de ressources pour le renforcement des capacités des établissements de formation universitaire dans le cadre de l'initiative EDUSIDA (JFIT en Zambie) et élaboration de matériels didactiques techniques pour les futurs enseignants • Le kit d'information préventive sur le VIH de l'UNESCO a été traduit et est en cours d'adaptation et de révision pour le contexte du Cambodge. Ce kit souligne le rôle clé que les enseignants et les établissements scolaires doivent jouer dans l'action contre le VIH ; il comporte des informations sur les 	<ul style="list-style-type: none"> • Associer le VIH et le SIDA à d'autres initiatives de l'UNESCO, telles que TTISSA et LIFE, et placer et rationaliser EDUSIDA au sein de l'UNESS et des principales activités de l'UNESCO est essentiel mais difficile. • Il est important de documenter les programmes efficaces et d'en faire part à autant de parties prenantes que possible, en particulier au niveau des pays. • Parvenir à un accord et/ou à un consensus sur le « contenu » des notes d'information, des aperçus et des documents clés entre les différentes parties prenantes (secteurs de l'UNESCO, partenaires extérieurs, etc.) est un processus long et ardu mais très enrichissant car il favorise la création de partenariats et va dans le sens des efforts de collaboration futurs. • Au Cambodge, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports a encore besoin d'un appui continu en matière de développement des capacités de son personnel. En plus de 	<p>Un document de liaison EDUSIDA identifie les liens et les synergies avec d'autres programmes pour maximiser les ressources et minimiser les activités redondantes.</p> <p>La diffusion ciblée de publications, également disponibles sur Internet, permet de transmettre des informations de manière rentable.</p> <p>L'UNESCO a collaboré avec le FID pour fournir un appui.</p> <p>L'intégration des HSH dans l'étude en 2009 se fera dans le contexte d'activités déjà budgétées.</p>	<p>Le budget et plan de travail intégrés (BPTI) de l'UNESCO est passé de 9,6 millions de dollars des États-Unis en 2006-2007 à 10,6 millions en 2008-2009. Une partie importante des fonds du BPTI pour 2008-2009 sera allouée à quatre conseillers régionaux sur le VIH et le SIDA à Bangkok, Johannesburg, Moscou et Santiago, qui soutiendront le travail de l'Organisation en matière de VIH/SIDA dans tous les secteurs.</p> <p>L'adaptation du kit d'information et l'élaboration d'indicateurs de suivi et d'évaluation standard figurent dans la liste des activités de 2008.</p>	

groupes vulnérables et marginalisés.

- Élaboration d'indicateurs nationaux de suivi et d'évaluation en 2007 et en 2008 - les ministères de l'éducation, de la jeunesse et des sports élaboreront un ensemble d'indicateurs standard sur la base des indicateurs mentionnés ci-dessus.
- Les homosexuels hommes (HSH) ont été inclus dans la STI Sentinel Surveillance Survey et la Behavioural Surveillance Survey. Il est prévu de les inclure dans la HIV Sentinel Surveillance Survey de 2009.
- Les ressources allouées au plan de travail du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports pour 2008 sont en cours de négociation. Le Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh a soumis une proposition de budget et plan de travail intégrés (BPTI) à hauteur de 150 000 dollars qui a été bien accueillie, et il s'est engagé à garantir les fonds au ministère par le biais de son Programme et budget ordinaire pour 2008-2009. En outre, l'UNESCO a contacté la CE et différents autres donateurs pour discuter de l'éventualité de soutenir le programme sur le VIH du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports et a évoqué la possibilité de recruter des Volontaires des Nations Unies au niveau national pour ce programme avec le bureau des VNU à Phnom Penh.
- Élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation pour le plan stratégique du secteur de l'éducation en Jamaïque, conformément aux objectifs nationaux et aux indicateurs de performance.
- Les informations fournies par le plan stratégique serviront de cadre pour coordonner les contributions financières et techniques émanant des fonds du ministère de l'éducation/Gouvernement jamaïcain et d'autres sources (Global Fund Jamaica Project, Banque mondiale et autres organismes coparrainants de l'ONUSIDA), en particulier pour la mise en œuvre de programmes sur les compétences nécessaires à la vie courante et de programmes sur le VIH/SIDA sur le lieu de travail.
- L'UNESCO coordonne et dirige le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH et le SIDA pour la mise en œuvre complète d'EDUSIDA en Jamaïque, pour contribuer à l'action nationale et à la réalisation des « Trois principes » d'ONUSIDA.

l'élaboration d'outils pour faciliter une planification fondée sur des données factuelles, une assistance technique régulière aux divers projets soutenus par l'UNESCO a été nécessaire. Par ailleurs, il existe peu de données sur la mise en œuvre d'activités relatives au VIH au niveau des districts ou des écoles, en dépit du suivi régulier effectué par le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. L'élaboration d'indicateurs clés sera essentielle pour améliorer les données factuelles associées aux interventions.

- Si le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports a mis en œuvre un programme sur le VIH depuis 1999, il existe encore peu d'informations sur les méthodes efficaces dans le contexte de l'action du secteur de l'éducation.

- L'action n'a été engagée que plusieurs mois après l'achèvement du projet de plan en dépit de l'enthousiasme et du dynamisme qui ont entouré le processus de consultation et de rédaction. Il a fallu organiser une réunion de suivi d'une journée en vue de parvenir à un consensus et

		de finaliser le projet de plan et les autres projets de politiques associés (révisés) pour le secteur en matière de VIH/SIDA et de compétences nécessaires à la vie courante.			
--	--	---	--	--	--

Paragraphe 01322 - Axe d'action 2 : Soutenir la mise en œuvre d'interventions globales contre le VIH/SIDA par l'éducation

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 744 000	Effectif : 738 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement de la capacité des gouvernements, et autres acteurs concernés dans certains États membres très touchés, à formuler et appliquer des politiques fondées sur des données factuelles pour appuyer un effort d'éducation globale contre le VIH/SIDA et réduire la vulnérabilité face à l'épidémie	<ul style="list-style-type: none"> • Définition d'actions prioritaires nationales dans 39 pays pour la poursuite du suivi dans le cadre de sept ateliers sous-régionaux de développement des compétences (avec le personnel de l'UNESCO, le personnel des ministères de l'éducation, les partenaires de la société civile et les coparrains d'ONUSIDA). • Progrès dans l'élaboration de stratégies efficaces concernant le VIH/SIDA et l'éducation dans les pays de la CARICOM ; dans 16 pays arabes ; en Afghanistan, au Bélarus, au Kazakhstan, en Russie et en Ouzbékistan ; et au Bangladesh, au Cambodge, en Chine et en Thaïlande. • Renforcement de la capacité d'élaboration de politiques et de mise en œuvre de programmes au Kenya, en Namibie, en Tanzanie, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe à la suite d'une consultation engagée en vue de soutenir les enseignants séropositifs et de répondre à leurs besoins. • Renforcement de la capacité d'élaboration de politiques et de mise en œuvre de programmes au Botswana, au Kenya, au Lesotho, au Malawi, en Namibie, en Afrique du Sud, en Zambie et au Zimbabwe à l'issue d'une consultation engagée pour consolider le rôle des écoles en ce qui concerne le traitement, les soins et le soutien relatifs au VIH. • Principaux acteurs du secteur de l'éducation informés des travaux les plus récents concernant le VIH/SIDA et l'éducation par suite de la diffusion à grande échelle (plus de 100 pays) de matériels, notamment trois brochures intitulées « Good Policy and Practice » (Bonne politique et bonne pratique) ; des directives terminologiques en anglais et en français ; un rapport sur les réfugiés et les déplacés 	<ul style="list-style-type: none"> • Les parties prenantes nationales doivent participer pleinement à l'élaboration des matériels pour des raisons d'engagement, d'appropriation et de pertinence. • Le fait de prévoir des volets « externe » et « interne » durant les ateliers régionaux de développement des compétences pour le personnel et les parties prenantes extérieures a facilité l'apprentissage et les activités de plaidoyer. • Des efforts supplémentaires doivent être déployés dans les pays à faible prévalence, où le VIH/SIDA n'est pas toujours considéré comme un problème ; il faut convaincre ces pays que « faible prévalence n'est pas synonyme d'immunité ». • La diffusion ciblée des publications, y compris sur le Web, est un moyen de mise en circulation de l'information présentant un bon rapport coût-efficacité. 	<p>La plupart des activités relatives aux politiques ont été menées au niveau des pays.</p> <p>Le fait d'organiser des ateliers sous-régionaux, au lieu d'entreprendre des missions individuelles auprès des pays, a réduit le nombre de voyages. Ces ateliers se sont également avérés plus efficaces car ils permettent de mettre l'accent sur une seule région dans une seule langue.</p>	Le soutien à EDUSIDA et l'intervention globale du secteur de l'éducation se traduisent par une approche intrinsèquement plus durable.	

(avec le HCR) en arabe, en anglais et en français ; les résultats de l'Enquête mondiale sur l'état de préparation ; et des CD-ROM de la bibliothèque de l'UNESCO.

- Conclusion d'un accord avec l'UNICEF, le FNUAP et la FAO pour la réalisation de travaux conjoints et concertés portant sur les compétences nécessaires à la vie courante dans 21 pays d'Afrique orientale et australe.
- Élaboration de principes directeurs relatifs au lieu de travail pour le secteur de l'éducation, en association avec l'OIT et les ministères de l'éducation des régions des Caraïbes et de l'Afrique australe, et mise en œuvre de programmes pilotes concernant le lieu de travail au Mozambique et en Zambie.
- Exécution de deux grands projets de recherche par la Chaire régionale UNESCO-Commonwealth « Éducation et VIH/SIDA » (Université des Indes occidentales).
- Réalisation d'analyses de situation sur le VIH/SIDA et l'éducation en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, en Chine, en Jordanie, au Kazakhstan, en République démocratique populaire lao, au Liban, en Syrie, en Thaïlande, en Ouzbékistan et au Viet Nam. Ces analyses sont venues enrichir des projets et des programmes d'études établis avec les ministères de l'éducation.

Asie-Pacifique

- Au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, des représentants des ministères de l'éducation, des départements de l'éducation et d'établissements d'enseignement, notamment des écoles, des internats et des universités, ont reçu le jeu d'outils de plaidoyer intitulé « VIH/SIDA et éducation », qui a été adapté, pour chacun de ces pays, en russe et dans les langues nationales : kazakh, kirghize et tadjik.
- En 2007, collecte, par les ministères de l'éducation, d'observations supplémentaires pour une adaptation et une amélioration plus poussées des jeux d'outils. Au total, 2 200 exemplaires des nouvelles versions ont été imprimés et distribués aux directeurs d'établissement d'enseignement.
- Mise en œuvre de l'Initiative régionale annuelle - le Prix Jonathan Mann 2007 – au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Remise du Prix à trois organisations gouvernementales et deux particuliers dans les

• Un projet financé par le BPTI a été réalisé par le Bureau de l'UNESCO à Bangkok et le Bureau international d'éducation de l'UNESCO à Genève.

• Au Kazakhstan, un centre de la république pour la lutte contre le SIDA a imprimé d'autres exemplaires du jeu d'outils de plaidoyer « VIH/SIDA et éducation » en kazakh et en russe, grâce au don versé par le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

• L'UNESCO ne peut pas répondre à tous les besoins du secteur de l'éducation s'agissant des matériels d'information/d'éducation sur la prévention du VIH.

L'action sous-régionale menée en faveur des pays d'Asie centrale encourage la société civile, les organisations gouvernementales et les médias à continuer de s'activer pour sensibiliser le public au VIH/SIDA, détruire les stéréotypes, promouvoir une attitude tolérante, et fournir des services appropriés aux personnes vivant avec le VIH.

Le fait de travailler avec le ministère a élargi la portée géographique des interventions, les initiatives de renforcement des capacités ayant fait intervenir des

D'une manière générale, l'établissement et la distribution de matériels ont eu lieu à l'occasion d'ateliers d'adaptation et de formation, organisés en particulier avec des formateurs d'enseignants, pour garantir la compréhension et une utilisation suivie.

quatre pays, pour leur contribution exceptionnelle à la lutte contre le VIH/SIDA.

- Tenue, dans la région Asie-Pacifique, du deuxième atelier de formation pour le renforcement des capacités du personnel de l'UNESCO en matière de collecte de fonds.
- Formation de responsables de l'élaboration des politiques éducatives en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, en Chine, en Jordanie, au Kazakhstan, en Thaïlande, en Ouzbékistan et au Viet Nam à l'intégration de la question du VIH/SIDA dans les initiatives éducatives à l'aide de versions adaptées et traduites d'un jeu d'outils de plaidoyer et d'un manuel de formation d'enseignants.

Cambodge

- Tenue d'ateliers de développement des compétences aux niveaux central et des provinces. L'évaluation qualitative du renforcement des capacités des hauts responsables du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports témoigne d'une plus grande prise de conscience du VIH et d'un engagement en faveur des mesures de lutte contre ce virus.
- Dans le cadre de l'éducation non formelle, le renforcement des capacités de 100 administrateurs et responsables de centres d'apprentissage communautaires de 23 provinces a permis aux participants d'acquérir des connaissances et des compétences s'agissant de l'intégration de la question du VIH dans les programmes de ces centres ainsi que de la prise en compte de la problématique de l'égalité entre les sexes, et de prendre beaucoup plus conscience du VIH (d'environ 50 % avant l'atelier à environ 90 % après l'atelier selon un test établi par le ministère).
- Élaboration, en 2007, d'un projet de politique concernant le lieu de travail par le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Cette politique sera arrêtée définitivement en 2008, puis largement diffusée auprès du personnel du ministère

L'instauration de partenariats avec d'autres organisations et donateurs devrait être étudiée d'une manière générale afin de mobiliser un appui coordonné.

- ONUSIDA, ses coparrains et UNIFEM versent des contributions financières au titre du Prix.
- L'UNESCO coordonne l'Initiative régionale depuis sa création en 1999. Les partenariats établis avec des organismes des Nations Unies ont contribué à la répartition des coûts et au développement du co-parrainage.
- Il est important que les matériels soient disponibles sous forme de CD-ROM ainsi que sur l'Internet.
- Les activités et matériels concernant le VIH/SIDA doivent être adaptés au contexte et à la langue des participants.
- Des approches combinant la recherche (y compris le renforcement des capacités des chercheurs), la sensibilisation des principales parties prenantes, et la mise au point de stratégies de mise en œuvre pratiques (par exemple la formation de formateurs pour les journalistes) sont un bon moyen d'intégrer les questions socioculturelles, notamment l'égalité des sexes, dans les travaux relatifs au VIH/SIDA.

- Malgré les efforts déployés pour décentraliser son programme sur le VIH, le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports conserve un mode de fonctionnement centralisé. Il est difficile de faire en sorte que les initiatives de développement des compétences entraînent l'accélération des travaux au niveau local, surtout en l'absence d'un suivi et d'une évaluation

participants à l'échelle nationale.

Les ministères de l'éducation s'appuient de plus en plus sur les connaissances et compétences des personnes ayant reçu une formation pour qu'elles forment à leur tour d'autres personnes.

Très bon rapport coût-efficacité compte tenu du créneau et de l'effet mobilisateur de l'UNESCO s'agissant de l'intégration de la question du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation.

Le budget ordinaire sert essentiellement à compléter et à appuyer l'exécution d'activités

Politiques sur le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation, et politiques concernant le VIH/SIDA sur le lieu de travail dans les États relevant du bureau multipays.

La diffusion de la politique concernant le lieu de travail auprès des enseignants sera déterminante pour appeler l'attention sur la politique et la mettre en pratique.

	<p>dans les 24 provinces.</p> <p>Bureau multipays de Nairobi</p> <p>(i) élaboration de politiques sur le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation dans les pays relevant du bureau multipays ;</p> <p>(ii) élaboration de politiques concernant le VIH/SIDA sur le lieu de travail dans le secteur de l'éducation dans les pays relevant du bureau multipays ;</p> <p>(iii) renforcement des capacités des enseignants et autre personnel éducatif en ce qui concerne le VIH/SIDA dans les pays relevant du bureau multipays, dans le cadre d'une intervention au niveau de 5 États ;</p> <p>(iv) EDUSIDA-consultations/réunions clés sur l'éducation. Processus de consultation régionale sur le VIH/SIDA et l'éducation rassemblant des syndicats d'enseignants, des associations d'enseignants séropositifs et des partenaires de développement ;</p> <p>(v) étude de cas de l'Équipe de travail interinstitutions (ETII) sur le VIH/SIDA et l'éducation, l'harmonisation et l'alignement dans le secteur de l'éducation (mars-avril 2007). Consultation sur les résultats et la voie à suivre (juillet 2007). Réunion de l'ETII (novembre 2007) ;</p> <p>(vi) développement d'activités d'éducation contre le VIH/SIDA dans le cadre de l'action unifiée menée par le système des Nations Unies au Rwanda ;</p> <p>(vii) développement d'activités d'éducation contre le VIH/SIDA dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA au Kenya (2007-2012) relevant du PNUAD relatif au Kenya (2009-2013) ;</p> <p>(viii) EDUSIDA dans les documents de l'UNESS pour le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda.</p> <p>Amérique latine et Caraïbes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faut de ressources, la plupart des actions ont été planifiées et développées au titre de l'éducation inclusive et du droit à l'éducation. • L'appui technique est bien établi dans la sous-région d'Amérique centrale moyennant la coordination assurée par le Groupe des Nations Unies au Costa Rica, et la fourniture d'un soutien technique au Honduras, à El Salvador, au Nicaragua et au 	<p>efficaces.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une fois arrêtées définitivement, les politiques de mise en œuvre, telles que la politique concernant le lieu de travail, sont souvent difficiles à appliquer au Cambodge. En outre, le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports possède non pas une politique spécifique sur le VIH, mais plusieurs politiques (qui se chevauchent souvent) traitant de la question. • L'UNESCO a un rôle essentiel à jouer en ce qui concerne l'intégration de la question du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation dans le cadre d'EDUSIDA. • La contribution de l'UNESCO au programme axé sur l'unité d'action des Nations Unies au Rwanda ainsi qu'au programme conjoint de lutte contre le SIDA au Kenya et au PNUAD relatif au Kenya a été déterminante en ce qu'elle a permis d'intégrer la question du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation dans le cadre de l'intervention nationale. • L'UNESCO doit agir pour répondre à toutes les exigences des ministères de l'éducation. Maintien de la coordination avec les homologues du système des Nations Unies là où le Bureau de l'UNESCO à San José n'est pas présent physiquement. 	<p>extrabudgétaires plus importantes financées principalement par le JFIT, l'UBS et la Banque mondiale, ainsi que par d'autres partenaires de développement, aux niveaux régional et national.</p>	<p>Étude de cas de l'ETII sur le Kenya concernant l'harmonisation et l'alignement.</p> <p>Activités sur le VIH/SIDA et l'éducation menées dans le cadre du programme axé sur l'unité d'action des Nations Unies au Rwanda.</p> <p>Activités sur le VIH/SIDA et l'éducation menées dans le cadre du PNUAD du Kenya ainsi que du programme conjoint des Nations Unies.</p>	<p>Progrès des plans nationaux.</p> <p>Progrès du PNUAD - exécution et participation des homologues.</p> <p>Plan du ministère de l'éducation pour l'intégration</p>
--	--	--	--	--	---

	<p>Panama.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les questions éducatives concernant le VIH et EDUSIDA figurent dans les plans nationaux au Costa Rica. • Les questions éducatives concernant le VIH et EDUSIDA figurent dans les PNUAD. • Intégration de la prévention du VIH/SIDA à l'éducation inclusive et au droit à l'éducation par les ministères de l'éducation. • Huit pays de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS : Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Anguilla, Saint-Kitts-et-Nevis, Montserrat, Grenade, Antigua-et-Barbuda) résolus à promouvoir une réponse globale du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA, comme l'ont exprimé les ministres de l'éducation de ces pays dans la Déclaration de Roseau. • Engagement des ministres de l'éducation de 13 pays des Caraïbes en faveur d'une réponse du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA, exprimé dans la Déclaration de Port-of-Spain. • Renforcement de la capacité des ministères de l'éducation de 14 pays de la CARICOM de promouvoir une réponse globale du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA, dans le cadre du réseau de points focaux du secteur de l'éducation pour la lutte contre le VIH/SIDA dans les Caraïbes (EduCan), notamment pour faire progresser l'élaboration de politiques et programmes au niveau national, instaurer des partenariats avec le secteur de la santé et les personnes vivant avec le VIH/SIDA, promouvoir la réponse du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA dans le cadre stratégique régional de la CARICOM sur le VIH/SIDA, et privilégier, d'une manière générale, la constitution de réseaux et l'échange d'informations entre pairs (au niveau des Caraïbes et avec des réseaux africains). • Élaboration d'un projet de politique du secteur de l'éducation sur le VIH/SIDA au Guyana, à Sainte-Lucie et au Belize à la suite d'une consultation des parties prenantes et d'un dialogue pour la recherche d'un consensus. Cette activité a bénéficié de fonds versés par le BPTI, en partenariat avec la Banque mondiale, le Partenariat pour le développement de l'enfant, le Centre de développement de l'éducation et le bureau de l'UNICEF au Belize. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une coordination étroite et efficace est nécessaire pour savoir où en sont les engagements pris au titre d'EDUSIDA et du PNUAD dans les pays d'Amérique centrale. • Il faut renforcer les mesures prises afin de mettre en pratique la déclaration politique. La plupart des pays n'ont pas absorbé le poste des points focaux du secteur de l'éducation pour la lutte contre le VIH/SIDA, ce qui complique le passage d'un projet à court terme à un programme intégré à long terme. Les partenariats instaurés entre l'UNESCO et les différents pays au niveau de ces derniers, appuyés par les efforts déployés par la CARICOM/PANCAP dans le cadre de son programme de renforcement des capacités, ont aidé à remédier en partie à cette situation. • Il faut poursuivre les efforts visant à soutenir l'EduCan jusqu'à la mise en place d'une infrastructure plus durable, notamment un secrétariat établi dans les Caraïbes (après les premières phases de l'EduCan) et des ressources pour l'organisation de réunions annuelles et d'exercices de renforcement des capacités. 		<p>de la prévention du VIH dans le système.</p>	
--	---	--	--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Une « politique concernant le VIH/SIDA sur le lieu de travail pour le secteur de l'éducation dans les Caraïbes » a été élaborée et diffusée, conjointement avec l'OIT, et intégrée dans une politique de secteur globale au Guyana, à Sainte-Lucie, au Belize et aux Bahamas. 				
<p>Amélioration de la base de connaissances sur la problématique VIH/SIDA et éducation, y compris la santé scolaire, le programme FRESH, les compétences nécessaires dans la vie courante et l'éducation relative au traitement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les ressources allouées à cette tâche ont été consacrées (comme prévu) à la production de matériel de sensibilisation au VIH/SIDA, qui a été combiné avec du matériel de plaidoyer pour l'alphabétisation visant à améliorer l'accès à l'information. • En ce qui concerne la participation de l'UNESCO à l'équipe chargée de la lutte contre le SIDA, l'Organisation, pendant deux ans, a joué avec succès le rôle d'organisme chef de file dans le cadre du groupe thématique et du groupe de travail technique et a fourni des services de secrétariat. Le Programme PAF pour les pays relevant de la responsabilité de Samoa AIDS a été financé, surveillé et mis en œuvre avec succès. Deux stages de formation ont été organisés pour le personnel des Nations Unies au Samoa. L'alignement a été recherché pour créer une plus grande synergie avec l'équipe chargée de la lutte contre le SIDA établie à Fidji. • Organisation, en février 2006, d'une réunion des États relevant du bureau multipays, avec la participation de 40 personnes en provenance d'Indonésie et de deux personnes venant de Malaisie, des Philippines et du Timor-Leste. • Organisation, avec les partenaires, de plusieurs réunions de coordination sur la santé scolaire et le VIH/SIDA. Un rapport de l'atelier régional susmentionné a été établi par l'ONG sollicitée, Komite Kemanusiaan Indonesia. Il reste à assurer la régularité de ces réunions de coordination. • Élaboration du mandat d'une étude de mappage sur les initiatives d'éducation par les pairs et le VIH/SIDA dans le cadre du programme de santé scolaire en Indonésie. Les institutions de recherche pouvant entreprendre cette étude ont fait l'objet d'une enquête. • En avril 2006, le Bureau de l'UNESCO à Jakarta et le Siège de l'Organisation ont aidé les Philippines à élaborer le cadre juridique du programme de prévention et de traitement du VIH/SIDA du pays. Les observations de l'UNESCO ont été prises en 	<ul style="list-style-type: none"> • L'insuffisance des capacités de l'UNESCO reste un obstacle majeur. L'Organisation fait toutefois partie du PNUAD relatif au Pacifique ainsi que des activités de programmation par pays des Nations Unies concernant la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans lesquels le VIH/SIDA est un domaine d'action prioritaire. Durant le prochain exercice biennal, l'UNESCO sera davantage impliquée sous l'égide du système des Nations Unies, dans le cadre de l'action unifiée menée par le système. • Des mesures doivent être prises pour veiller à ce que des informations exactes sur le VIH/SIDA soient diffusées à travers le blog. • Les réunions de coordination doivent être tenues régulièrement. • Le Ministère indonésien de l'éducation nationale a sollicité une aide financière pour reproduire le jeu d'outils de sensibilisation au VIH/SIDA en indonésien bahasa, comme cela avait été fait précédemment mais en peu d'exemplaires, et il a exigé que ce jeu soit distribué aux bureaux de l'éducation des 32 provinces. • Le VIH/SIDA reste un tabou en Afghanistan. Le Ministère afghan de la santé publique a signalé 226 cas de VIH/SIDA au cours des trois dernières années en Afghanistan. On estime toutefois qu'il y a entre 1 500 et 2 000 personnes séropositives dans le pays. 	<p>Les activités menées étaient d'un bon rapport coût-efficacité.</p> <p>Les fonds alloués étant très limités, il n'a pas été possible de financer d'autres travaux et activités de formation.</p>	<p>Le blog et les matériels de formation spécifiques à la Malaisie contribueront durablement à l'amélioration des connaissances relatives au VIH/SIDA parmi la jeunesse malaisienne.</p> <p>L'UNESCO continuera à appuyer le renforcement des interventions du secteur de l'éducation visant à prévenir la propagation du VIH/SIDA en Afghanistan dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies en faveur de la jeunesse.</p> <p>Les personnes formées travaillant pour des ONG font office de principaux formateurs pour l'amélioration des connaissances du reste du personnel s'agissant du VIH/SIDA ; les dirigeants religieux et locaux sont résolus à agir et diffusent des renseignements sur le VIH/SIDA dans le cadre de discussions et en distribuant des matériels de communication visant à changer les comportements.</p>	

compte pour la révision de la loi sur le SIDA (Loi de la République n° 8504) par l'intermédiaire d'ONUSIDA et du Comité spécial chargé des OMD placé sous la direction de la députée Nerissa Soon-Ruiz. La plupart des observations visaient à protéger les droits des femmes et des filles de recevoir une éducation appropriée et d'être informées sur la prévention et le traitement du VIH/SIDA.

- La Commission nationale malaisienne pour l'UNESCO a été consultée au sujet de l'application de l'éducation mutuelle auprès de la jeunesse malaisienne au moyen des TIC (blog), aux fins de sensibilisation au VIH/SIDA. L'Universiti Pendidikan Sultan Idris (UPSI) de Malaisie met actuellement au point un blog et des matériels de formation spécifiques à la Malaisie aux fins d'éducation mutuelle sur le VIH/SIDA en vue de contribuer à l'amélioration des connaissances de la jeunesse malaisienne sur le VIH/SIDA.
- La Commission nationale des Philippines pour l'UNESCO organise actuellement, à l'intention des États relevant du bureau multipays, un atelier sur le développement de la formation des enseignants en matière de VIH/SIDA sur la base des expériences d'adaptation des manuels de formation d'enseignants menées en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines.
- Dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies en faveur de la jeunesse en Afghanistan, des enseignants venant d'écoles et de collèges d'enseignants ont été formés à l'éducation pour la prévention du VIH/SIDA dans des cadres éducatifs moyennant l'utilisation du jeu d'outils de sensibilisation au VIH/SIDA et du matériel de formation des enseignants sur le VIH/SIDA, adaptés et traduits en langues locales (pachtou et dari).
- Une évaluation consacrée aux jeunes est actuellement menée dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies en faveur de la jeunesse en Afghanistan, en mettant l'accent sur les questions relatives au VIH/SIDA, afin de contribuer à l'établissement d'orientations.
- Au Bangladesh, renforcement de la base de connaissances et de la sensibilisation des partenaires d'exécution au niveau local (ONG, dirigeants religieux et locaux) au moyen de la formation et de l'application des connaissances relatives à l'éducation pour la prévention du VIH/SIDA, dans le cadre de diverses initiatives, en

• Compte tenu de la faible volonté politique, de la stigmatisation et de la discrimination, il a d'abord été difficile de mobiliser les dirigeants religieux et locaux mais, après quelques discussions, ces derniers ont compris qu'il fallait combattre d'urgence l'épidémie du VIH/SIDA et s'engager pleinement sur cette voie.

• Il est très important, voire nécessaire, de diffuser plus largement les connaissances concernant le VIH/SIDA dans les zones rurales.

utilisant le manuel de formation sur le VIH/SIDA, le jeu d'outils, les matériels de communication visant à changer les comportements, les discussions entre pairs et autres discussions de groupe, dans le cadre du projet intitulé « Renforcement des capacités des ONG à dispenser une formation en matière de VIH/SIDA aux imams et dirigeants religieux locaux ».

- Au Cambodge, le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports aborde le VIH de plus en plus comme une question de santé scolaire. À la suite d'un atelier régional tenu en 2007, ainsi que durant une réunion de l'ASEAN en mars 2007, S. E. Im Sethy a fait observer qu'il fallait traiter les questions de santé à grande échelle.
- Élaboration, avec le soutien de l'UNESCO, de matériels d'information, d'éducation et de communication, notamment des manuels pour les enseignants et les étudiants, des affiches, des dépliants et un tableau à feuilles (ce dernier couvrant des domaines allant des connaissances de base sur le VIH/SIDA à la santé en matière de procréation, en passant par la drogue et la violence à motivation sexiste). Une attention particulière a été accordée à l'établissement de matériels tenant compte des sexospécificités et abordant la question des inégalités entre les sexes. Ces matériels ont été testés à l'avance pour en évaluer l'efficacité.
- Mise au point et diffusion, en collaboration avec des ONG locales travaillant avec des HSH et avec le BBC World Service Trust, de matériels de communication visant à changer les comportements destinés à des groupes spécifiques de HSH à Phnom Penh. Un manuel pour les HSH établi par des pairs et développé par le Bureau de l'UNESCO à Bangkok a été traduit en khmer, et sera adapté et révisé pour le Cambodge au début de 2008, en collaboration avec les principales parties prenantes.

Amérique latine et Caraïbes

- Des connaissances et des informations pertinentes ont été mises à la disposition des pays par l'intermédiaire du Centre d'échange d'informations sur l'éducation et le VIH/SIDA. Cette base de données, qui contient des documents en espagnol, est liée au système d'information sur le VIH du Siège de l'UNESCO, où elle a été établie. Elle a été consultée plus de 16 000 fois et compte 1 000 références dans différentes sections.

- Bien que les connaissances de base sur le VIH et l'égalité des sexes soient d'un assez bon niveau, l'absence d'une compréhension approfondie, ainsi que les stéréotypes négatifs et la discrimination dont font l'objet certains groupes de la société en général, entravent les efforts visant à faire face à bon nombre des causes profondes de l'épidémie.

- Des mesures doivent être prises pour veiller à ce que des informations exactes sur le VIH/SIDA soient diffusées à travers le blog.

- Les réunions de coordination doivent être tenues régulièrement.

- Enseignements : Un centre d'échange d'informations en espagnol, contenant des renseignements sur la région, est des plus utiles.

L'UNESCO s'est concertée avec le DFID et le FNUAP afin d'établir des matériels curriculaires adoptés aux salles de cours.

Le centre d'échange d'informations a été établi, sans frais, grâce au volontariat de jeunes étudiants universitaires, sous la direction d'un bibliothécaire d'OREALC.

Les activités sont incorporées dans le plan de travail annuel de l'ICHA, ce qui dénote une volonté de diffusion à grande échelle.

Le centre d'échange d'informations fait désormais partie des services de bibliothèque de l'UNESCO/OREALC. Il est installé au Siège de l'Organisation. Services d'information par l'Internet. Il fait désormais partie du centre d'échange d'informations commun de l'UNESCO.

<ul style="list-style-type: none"> • Au Chili et au Mexique, des enseignants et des groupes de jeunes filles ont été formés à la communication de messages de prévention contre le VIH/SIDA. Durant des ateliers de formation à la prévention organisés à Santiago (Chili) et Ciudad Juarez (Mexique), les participants ont échangé des connaissances et des méthodes pour devenir des agents du changement social et contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA. • Renforcement des capacités des enseignants du système d'éducation publique au Costa Rica d'aborder la prévention du VIH dans le cadre d'une approche respectueuse des cultures. • Soutien au système éducatif par les organismes des Nations Unies moyennant le renforcement des capacités des ressources humaines dans le système éducatif, sous la direction de l'UNESCO. • Une analyse rapide de la situation concernant la réaction du Secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA dans le contexte de la santé et de la nutrition en milieu scolaire a été effectuée au Guyana et à Sainte-Lucie, et les résultats ont été diffusés parmi les partenaires nationaux pour aider à l'élaboration de projets de politique et de plans nationaux pour le secteur. Dans les deux pays, cette activité a bénéficié de fonds versés par le BPTI, en partenariat avec la Banque mondiale, le Partenariat pour le développement de l'enfant et le Centre de développement de l'éducation. • Conduite de recherches sur la vulnérabilité sexuelle et le VIH et le SIDA par sexe et diffusion des résultats par des chercheurs des Caraïbes par l'intermédiaire du programme de lutte contre le VIH/SIDA de l'Université des Indes occidentales, avec l'appui de sources de financement extrabudgétaire (BPTI) et d'autres bailleurs de fonds (CARICOM/UE). • D'autres activités de recherche sur le VIH et le SIDA et les masculinités dans les Caraïbes ont été conduites par la Chaire régionale UNESCO-Commonwealth « Éducation et VIH/SIDA », avec l'appui de sources de financement extrabudgétaire (BPTI) et du secrétariat du Commonwealth. • Établissement, grâce à des fonds du BPTI, d'un document intitulé « Challenging HIV & AIDS: a new role for Caribbean Education » (Combattre le VIH et le SIDA : un nouveau rôle pour l'éducation dans les Caraïbes); résultats de recherche présentés à la réunion spéciale du Conseil pour le développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement tiré : Le fait de participer à des activités de communication avec la communauté et d'autres étudiants, après avoir reçu eux-mêmes une formation, est extrêmement motivant pour les étudiants : <ul style="list-style-type: none"> - pour rester au courant des activités de coordination positives avec les autorités nationales et les homologues du système des Nations Unies ; - pour renforcer la coordination et l'appui auprès des ONG et des autres homologues de la société civile ; - pour promouvoir un vif intérêt et une large participation parmi les jeunes. • Maintenir le rôle du Secteur de l'éducation dans les initiatives régionales et nationales de lutte contre le VIH et le SIDA à titre prioritaire reste une tâche difficile car les réactions demeurent largement axées sur la santé, notamment lorsque les activités et les ressources du Secteur de l'éducation sont gérées par le Programme national de lutte contre le SIDA (le plus souvent grâce à des fonds en provenance de la Banque mondiale - PPS). • Malgré certaines difficultés, le partenariat avec la Banque mondiale au niveau des pays a contribué à faire mieux connaître le rôle du Secteur de l'éducation et à accroître son autonomie pour ce qui est de l'établissement de ses propres priorités relatives au VIH et au SIDA dans le cadre de la réaction nationale, et à favoriser la mobilisation de fonds du PPS central en faveur de ces priorités. 	<p>Coût de la formation par étudiant/enseignant : 250 dollars des États-Unis. On estime à 4 000 le nombre d'auditeurs bénéficiant des processus de communication. Coût du processus de communication : 20 dollars des États-Unis pour les représentations en salle, et moins pour les radiodiffusions.</p>	<p>Création de troupes de théâtre composées d'étudiants ; création de clubs de radiodiffusion composés d'étudiants.</p> <p>Les plans nationaux illustrent les progrès réalisés en matière d'éducation concernant le VIH et indiquent où l'UNESCO est impliquée.</p>	
--	---	--	---	--

humain et social (COHSOD), organisée par le secrétariat de la CARICOM à l'intention des ministres de l'éducation des Caraïbes, les 9 et 10 juin 2006. Les activités de recherche sont liées à des questions critiques concernant le VIH et le SIDA et l'éducation dans les Caraïbes et leurs résultats seront publiés par un éditeur des Caraïbes au début de 2008.

Programme I.4 - Appuyer les systèmes d'éducation post-primaires

Objectifs stratégiques

Objectif stratégique 2 : Améliorer la qualité de l'éducation par la diversification des contenus et des méthodes et la promotion des valeurs universellement partagées

Objectif stratégique 3 : Promouvoir l'expérimentation, l'innovation ainsi que la diffusion et le partage de l'information et des meilleures pratiques, de même que le dialogue sur les principes d'action dans le domaine de l'éducation

Sous-programme I.4.1 - Enseignement secondaire et enseignement technique et professionnel

Paragraphe 01411 - Axe d'action 1 : Étendre et rénover l'enseignement secondaire général

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 776 000

Effectif : 765 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Achèvement des plans nationaux pour l'expansion et la réforme des systèmes d'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> L'Érythrée, la Somalie, Bahreïn, la République dominicaine, la République-Unie de Tanzanie, l'Algérie, le Soudan, le Zimbabwe, le Swaziland, le Malawi, le Lesotho, le Botswana, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigéria, le Ghana, la Jordanie, le Liban et la Namibie ont adopté les recommandations suggérées par l'UNESCO pour réformer l'enseignement secondaire. Le Swaziland, le Malawi, la Zambie, le Ghana, le Lesotho, le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Namibie, le Ghana, le Nigéria et le Kenya ont adopté pour les établissements secondaires des politiques d'éducation par les pairs et d'éducation mentale. Bahreïn, la Jordanie, Oman et la République arabe syrienne ont instauré et mis en œuvre des plans de réforme des programmes de l'enseignement secondaire (général et professionnel) afin d'inclure l'économie du savoir et les compétences pour l'emploi dans les programmes scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Les questions de renforcement des capacités devraient comprendre des domaines transversaux comme le thème du développement durable ainsi que des pratiques novatrices et rationnelles y afférentes. S'associer à l'un des principaux soutiens du développement de l'enseignement secondaire, la BAD, l'UNESCO ainsi qu'à l'UNICEF et à la JICA a aidé les ministères de l'éducation et de la 	<p>La sensibilisation par le biais d'ateliers régionaux et d'autres forums régionaux est plus rentable que les interventions de pays à pays.</p> <p>Les crédits inscrits au Programme ordinaire ont permis une coopération bilatérale entre l'État de Bahreïn et le Royaume-Uni, ainsi qu'entre la Syrie et l'Union européenne, sur le développement de l'enseignement secondaire.</p>	<p>Tous les pays d'Afrique subsaharienne ont développé leur enseignement primaire et appellent de leurs vœux l'expansion et l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire.</p> <p>L'accent sera mis sur le suivi et l'évaluation pendant la durée du plan de travail pour le 34 C/5 dans le cadre du processus de réforme. Élaboration de nouveaux plans et de nouvelles initiatives dans la région.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Une évaluation nationale à mi-décennie incluant l'examen et l'élargissement de la politique de l'enseignement secondaire a été menée à bien dans trois pays d'Asie centrale. • Une conférence sous-régionale a été organisée afin d'évaluer des pratiques communes visant à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur par la formation des enseignants. Certains pays ont élaboré un plan pour l'enseignement secondaire qui doit être soumis à l'approbation de leurs ministères respectifs. • Les capacités des gestionnaires de l'éducation et des enseignants d'utiliser des technologies en classe afin d'améliorer les processus d'apprentissage et d'enseignement ont été renforcées dans les États arabes. Une étude sur l'utilisation des technologies au profit de l'enseignement et de l'apprentissage dans les établissements d'enseignement secondaire a été réalisée et publiée. Une étude sur l'intégration de l'enseignement secondaire et de l'enseignement professionnel pour assurer une solide préparation scolaire et formation professionnelle a été menée. Les capacités des responsables des politiques à débattre des défis de l'enseignement secondaire et de l'enseignement professionnel ont été renforcées. • Des liens ont été établis entre pays et décideurs d'Amérique latine et des Caraïbes et une approche du secondaire par les décideurs a été élaborée. Le Forum et l'Observatoire de l'enseignement secondaire ainsi que la création de connaissances ont permis de faire face aux principales questions et tensions qui existent dans ce domaine de l'enseignement. La réflexion et le changement ont 	<p>technologie à élaborer leurs cadres d'action. L'harmonisation entre les donateurs est essentielle. L'application réelle du plan sera un défi.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'augmenter le nombre de programmes visant à encourager l'utilisation des TIC dans l'enseignement et de faire appel aux ressources technologiques disponibles à l'école pour accroître l'intérêt et l'importance des processus d'enseignement et d'apprentissage. Élaborer des politiques relatives au programme intégré de l'enseignement secondaire et professionnel constitue un autre défi. <p>Enseignements tirés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Détermination, avec le soutien de l'UNESCO, de la nécessité de créer, de développer et de consolider des alliances ou des mécanismes de coopération entre les différents acteurs qui participent à l'amélioration de l'enseignement secondaire (ministères de l'éducation, formateurs, enseignants, universités et autres ministères). <p>Défis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Possibilités de discussion et d'échange d'expériences afin d'inciter les pouvoirs publics à modifier leurs politiques et plans en fonction des nouvelles tendances présentées. 2. Identification des groupes les plus vulnérables qui abandonnent l'enseignement secondaire dans les pays de la région. 	<p>Les crédits affectés à l'EDD et l'EPT au titre des ressources ordinaires étaient liés à des activités de formation et de renforcement des capacités de l'enseignement secondaire destinées à compléter les données et pratiques pertinentes.</p>	<p>Un soutien sera apporté en vue de l'examen et de l'expansion de l'enseignement secondaire dans le cadre des IMO, PNUAD et plans d'action pour l'EPT à l'échelle nationale.</p> <p>Le programme d'enseignement secondaire général élaboré aidera les pays à renforcer leur système d'enseignement secondaire.</p>	
--	--	---	---	---	--

	<p>été favorisés, tant au niveau de la conception des politiques que de l'innovation en classe.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Bureau de l'UNESCO à Santiago a contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de réformes de l'enseignement secondaire dans la région. De plus, il a contribué à faire généralement connaître les processus de réforme de l'éducation dans l'enseignement secondaire en les analysant en fonction des axes stratégiques définis dans le PRELAC. <p>PRINCIPALES ACTIVITÉS DÉVELOPPÉES</p> <ul style="list-style-type: none"> « Comment promouvoir la culture scientifique chez les adolescents et les jeunes ? » et une Table ronde sur l'enseignement secondaire à La Havane, Cuba. Réunion - Atelier sur l'interface entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, à Panama, de concert avec le Ministère de l'éducation et l'Université de Panama. Réunion régionale du Forum permanent pour l'enseignement secondaire en Amérique latine et dans les Caraïbes et de l'Observatoire régional sur les politiques et la réforme de l'enseignement secondaire à La Havane, Cuba, de concert avec le Bureau de l'UNESCO à La Havane et le Ministère cubain de l'éducation. 			<p>Maintien du Forum permanent pour l'enseignement secondaire en Amérique latine et dans les Caraïbes et de l'Observatoire régional sur les politiques et la réforme de l'enseignement secondaire.</p>	
<p>Augmentation sensible de l'aide financière à l'enseignement secondaire dans les pays en développement et les PMA, et soutien de donateurs et d'organismes de développement à la réforme de l'enseignement secondaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> L'ONUDI, l'OIT, la GTZ, la Banque mondiale et le Gouvernement norvégien ont adopté des politiques visant à soutenir la réforme de l'enseignement secondaire en augmentant le niveau de financement et les programmes de renforcement des capacités dans davantage de pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la synergie du soutien technique aux États membres. 	<p>Les rencontres face-à-face aident à prendre des décisions concrètes.</p>	<p>Tous les partenaires sont désireux de collaborer. L'OIT et l'ONUDI sont disposées à signer des mémorandums d'accord.</p>	
<p>Définition de bonnes pratiques et élaboration de directives concernant l'accès à l'enseignement secondaire et l'amélioration de sa qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> Des bibliothèques numériques en anglais, français et espagnol ont servi de référence pour la réforme de l'enseignement secondaire dans de nombreux pays en développement et des répercussions favorables ont été enregistrées au Malawi, en Zambie, en Afrique du Sud, à Bahreïn, à Oman, en Égypte, en Ouganda, au Lesotho, au Swaziland, au Mozambique, en République démocratique du Congo, au Nigéria, au Ghana, au Libéria, en Sierra Leone et en Inde. Cinq études de cas sur des pays (Chine, République démocratique populaire lao, Malaisie, République de Corée et Thaïlande) ont été menées afin d'examiner les politiques et pratiques de gestion nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Les bibliothèques numériques ont été mises à jour de temps en temps. La coordination des travaux des cinq Équipes de pays n'a pas été chose facile. On a soigneusement veillé à renforcer les capacités 	<p>Les bibliothèques numériques sont le meilleur moyen, et le plus efficace, pour communiquer les informations les plus récentes à un vaste public n'ayant pas accès à l'Internet.</p> <p>L'ensemble de l'activité a été coparrainé par le Fonds-en-dépôt japonais. L'étude coréenne a été cofinancée par une institution</p>	<p>La durabilité dépendra de la disponibilité de fonds pour constamment mettre à jour les matériels.</p> <p>Les conclusions des études seront largement diffusées en 2008 par voie de publication et grâce à</p>	

concernant les enseignants du secondaire et de donner un aperçu concret de la manière dont ces différents pays abordent la réforme de l'enseignement secondaire. Trois ateliers méthodologiques ont été organisés afin de garantir la cohérence et la qualité des travaux de recherche au niveau des pays. Des projets d'étude, qui seront finalisés début 2008, ont été produits par les Équipes de pays et des éléments d'analyse comparative au niveau régional ont été rassemblés.

- Une série de publications du Bureau régional en Amérique latine et dans les Caraïbes a favorisé la création de connaissances sur des matières enseignées dans le secondaire et leur rapport avec l'objet de l'apprentissage. Des travaux de recherche pertinents ont été diffusés dans toute la région et des possibilités de les promouvoir et de les mettre en œuvre dans les pays de la région ont été créés.

PRINCIPALES ACTIVITÉS DÉVELOPPÉES

- Publication de « Educación secundaria: Un camino para el desarrollo humano » (en espagnol seulement - L'enseignement secondaire comme moyen de développement humain) disponible sur le site Web www.unesco.cl
- Document intitulé « *Por uma politica de ação afirmativa na educação básica* », disponible sur le site Web www.unesco.cl
- Bibliothèque en ligne sur l'enseignement secondaire, disponible sur CD.
- Pour améliorer l'accès à l'enseignement secondaire en Iraq, et sa qualité, l'UNESCO a rénové 55 établissements secondaires et a fourni des meubles, de l'équipement, des matériels de référence, des cartes, du matériel didactique, etc. pour leurs laboratoires de sciences. Des directeurs ont été formés à la gestion axée sur les écoles et les classes, des enseignants à la réalisation d'expériences et des bibliothécaires et responsables de laboratoire à l'utilisation et à l'entretien de l'équipement récemment fourni. L'UNESCO a

locales en garantissant, dans la mesure du possible, la participation d'experts locaux ; cependant, les capacités locales de recherche étaient faibles dans certains pays. Les trois ateliers méthodologiques organisés avec les Équipes de pays se sont avérés efficaces pour les activités transnationales de ce type, ont abouti à la création d'une plateforme d'échange de connaissances et contribué à renforcer les capacités de recherche des Équipes de pays.

Enseignements tirés :

1. Nécessité de promouvoir les travaux de recherche sur le sujet, de les traduire et de les diffuser dans la région.
2. Disposer de possibilités d'échange entre les principaux acteurs des systèmes éducatifs pour assurer et garantir aux adolescents et aux jeunes des pays de la région l'accès aux connaissances sans discrimination.

Défis :

- Efficacement et massivement faciliter l'accès des décideurs, des formateurs et des enseignants aux documents, réfléchir aux questions, tendances et propositions afin d'améliorer l'enseignement secondaire dans la région.
- À la suite des événements qui se sont produits en Jordanie le 9 novembre 2005 et à la révision du niveau de sécurité des Nations Unies dans ce pays, d'importantes modifications ont dû être apportées aux ateliers qui devaient être organisés en Jordanie ce qui nécessite davantage de temps et d'efforts.

coréenne (KEDI) ce qui permis de rentabiliser l'utilisation des maigres crédits inscrits au budget ordinaire.

La passation de marchés est la principale composante du projet. Elle respecte les règles internationales et de l'UNESCO, ce qui garantit indubitablement le bon rapport coût-efficacité de tous les processus d'appels d'offres et d'évaluation.

Cette activité ne sera pas rentable tant que le centre d'élaboration des

l'organisation de séminaires par l'UNESCO et d'autres partenaires, afin que d'autres pays puissent en bénéficier.

La durabilité du projet dépend des résultats des ateliers de renforcement des capacités organisés à l'intention des enseignants, des directeurs, des bibliothécaires et des responsables de laboratoire, qui sont destinés à améliorer la gestion des écoles et des classes ainsi que l'utilisation

	<p>également élaboré des manuels et guides de formation pour les laboratoires de sciences du niveau du secondaire. (Fonds extrabudgétaires - 4 721 300 dollars prévus).</p> <ul style="list-style-type: none"> Des cours types de mathématiques pour les niveaux 6 et 7 ont été mis au point en faisant appel à des recherches ethnographiques pour appréhender les concepts mathématiques ancrés dans les pratiques culturelles des communautés rurales népalaises. 	<ul style="list-style-type: none"> L'absence de recherches antérieures dans ce domaine au Népal s'est avéré un problème. Le caractère interdisciplinaire de cette activité (recherche ethnographique et rédaction de programmes en mathématiques) a constitué un autre problème. 	<p>programmes n'adoptera pas cette approche méthodologique de la rédaction de programmes (pour l'ensemble du domaine des sciences exactes).</p>	<p>et l'entretien de l'équipement.</p> <p>Les cours types de mathématiques pour les niveaux 6 et 7 ont été publiés.</p>	
--	---	--	---	---	--

Paragraphe 01412 - Axe d'action 2 : Améliorer l'enseignement et la formation techniques et professionnels

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 1 202 000

Effectif : 1 186 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Intégration de l'amélioration des compétences nécessaires à la subsistance dans les politiques relatives à l'éducation de base des PMA</p>	<ul style="list-style-type: none"> Un nombre croissant d'États membres ont entrepris d'importantes réformes des systèmes d'EFTP, en particulier en Afrique. En août 2007, l'Union africaine a adopté une Stratégie pour revitaliser la formation et l'enseignement techniques et professionnels en Afrique conformément à la recommandation de l'UNESCO relative à l'EFTP. Des conseils stratégiques ont été fournis aux pays suivants en matière de réforme des politiques d'EFTP : Soudan, Djibouti, Sénégal, Bahreïn, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria, Gambie, Kenya, Namibie, Ouganda, Éthiopie, Sri Lanka, Côte d'Ivoire, République populaire démocratique de Corée, Azerbaïdjan, Malawi, Zambie. Le Programme régional en matière d'enseignement technique et professionnel a mis à la disposition des décideurs des documents de discussion en vue de stimuler leur réflexion et de les aider à changer la façon dont ils conçoivent les politiques, en vue de promouvoir et d'améliorer la qualité de l'éducation dans la région. Des échanges nombreux ont été instaurés entre les pays de la région et des liens étroits se sont noués avec le secteur privé, ce qui a donné lieu à un accord de cofinancement des activités du programme pour le prochain exercice biennal. En outre, les capacités nationales des pays ont été renforcées, les échanges et la coordination entre acteurs participant à l'enseignement technique et professionnel ont été favorisés et il a été fait appel à des parties prenantes plus directement concernées 	<ul style="list-style-type: none"> Nécessité d'actualiser et de renouveler les programmes d'enseignement, de permettre au personnel de se perfectionner, de produire des matériels pédagogiques et de développer l'EFTP dans les régions rurales aux fins de réduire la pauvreté. Vif intérêt des PMA d'Afrique et d'Asie pour le développement de l'EFTP, dans lesquels ils voient un moyen de réduire la pauvreté. Afin de maximiser les effets, il convient de promouvoir des enseignements et des formations techniques et professionnels basés sur les compétences et visant à développer l'esprit d'entreprise. Des facteurs culturels empêchent les jeunes de s'inscrire dans les programmes de formation des établissements d'EFTP. 	<p>Le renforcement des capacités des responsables de l'élaboration des politiques grâce à des forums régionaux est particulièrement efficace.</p> <p>Bon rapport coût-efficacité pour mettre en place des partenariats avec le secteur privé et les centres UNEVOC.</p>	<p>Disponibilité des fonds, en particulier ceux émanant de donateurs, au profit des PMA.</p> <p>Engagements à long terme en faveur de la valorisation des ressources humaines grâce à l'EFTP.</p>	

en vue d'améliorer cette forme d'enseignement.

PRINCIPALES ACTIVITÉS DÉVELOPPÉES

- Congrès ibéro-américain sur l'enseignement technique à Lima (Pérou), en collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Lima et le Conseil national de science et technologie du Pérou (CONCYTEC).
- Réunion sur l'enseignement secondaire et l'enseignement technique à Brasilia, en coopération avec le Bureau de l'UNESCO à Brasilia et le Ministère brésilien de l'éducation.
- La « Systématisation des expériences novatrices en matière d'enseignement secondaire et technique au Chili » doit être publiée en ligne sur le site Web du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation à Santiago.
- Deuxième « partenariat international » avec des acteurs gouvernementaux dans le domaine de l'enseignement technique au Brésil, en collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Brasilia et la Fundación Chile.
- La publication intitulée « Enseignement technique et formation professionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes » (Educación técnica y formación profesional en América Latina y el Caribe) est accessible à l'adresse www.unesco.cl, en espagnol et en anglais.
- Premier « partenariat international » avec des acteurs gouvernementaux dans le domaine de l'enseignement technique en Équateur, en Bolivie, au Nicaragua et au Chili, en coopération avec l'UNEVOC et la Fundación Chile.
- Des experts de l'enseignement technique et professionnel ont été formés à la mise en œuvre des politiques d'EFTP en vue d'améliorer la qualité des programmes en la matière grâce à l'utilisation d'outils mis au point par l'UNESCO. Les trois centres UNEVOC mis en place en Jordanie s'adaptent aux directives et instruments normatifs destinés à améliorer la qualité.
- La Jordanie a participé à l'initiative régionale des ministres de l'éducation du G8/BMENA dans le domaine de l'EFTP.
- Les documents et outils de l'UNESCO consacrés à l'EFTP ont été diffusés.
- Un plus grand nombre d'experts ont été encouragés à participer au forum de messagerie UNESCO-

- Cette activité a été menée en collaboration avec la GTZ et le Gouvernement pakistanais. Le matériel a été fourni par la GTZ, le programme et la formation par l'UNESCO. Ce type de collaboration est jugé efficace et plus profitable à l'État membre.
- La continuité de la coordination et de la collaboration avec les partenaires ou homologues concernés est très importante pour obtenir des résultats de part et d'autre.

UNEVOC.

- Un programme, un manuel de formation et un manuel du formateur ont été élaborés sur l'électrification des campagnes au moyen de l'énergie solaire, et 29 formateurs ont été formés au Pakistan. Les représentants des collectivités locales ont été sensibilisés à l'électrification rurale solaire grâce à la mise au point de matériels d'information et de communication.
- Quelque 660 jeunes gardiens de troupeaux de 12 soums de trois aimags et d'Oulan-Bator ont été préparés à l'économie de marché grâce à des formations axées sur divers sujets, tels que l'entrepreneuriat, le droit et la législation, les produits laitiers, l'élevage pastoral traditionnel, etc.
- L'UNESCO, en étroite coopération avec le Ministère fédéral de coopération et de développement économiques de l'Allemagne, UN-HABITAT et l'OIT, a organisé un forum consacré au réalignement de l'EFTP sur les nécessités de l'emploi en Iraq, au Caire, du 17 au 19 juillet 2006. Le Forum a réuni toutes les parties prenantes et tous les ministères d'exécution concernés d'Iraq, ainsi que d'autres institutions des Nations Unies et des instituts internationaux spécialisés dans le sous-domaine de l'EFTP. Le Forum a débouché sur plusieurs recommandations et des stratégies de mise en œuvre future en vue de reconstruire le sous-domaine de l'EFTP et le réaligner sur les impératifs de l'emploi. Il a également débouché sur une généreuse contribution du Ministère fédéral de la coopération et du développement économique de l'Allemagne d'un montant de 10 millions de dollars des États-Unis destiné à mettre en œuvre un programme global en matière d'EFTP, dont UN-HABITAT, l'UNESCO et l'OIT sont partenaires. Le projet n'a été que récemment approuvé, si bien qu'aucune réalisation tangible ne peut être rapportée pour l'instant.
- À titre de mesure de suivi du programme mis en œuvre à Lombok (Nusatenggara ouest, Indonésie) depuis avril 2002 et afin d'aider les parties prenantes, anciennes et nouvelles, à améliorer la mise en œuvre ou à commencer de mettre en œuvre à leur tour dans leurs régions respectives le programme d'enseignement scientifique, technique et professionnel pour les filles déscolarisées : les écoles et les centres d'apprentissage, catalyseurs communautaires de la réduction de la pauvreté et de l'autonomisation des filles, le document « Scientific, Technical and Vocational Education (STVE) for

Les enseignements tirés du Forum montrent que :

- la reconstruction de l'infrastructure du pays devient un domaine essentiel d'investissement, attirant près d'un cinquième de l'investissement total au stade post-conflit. Le besoin de travailleurs qualifiés dans des domaines précis liés à la reconstruction et à la modernisation de l'infrastructure ainsi qu'à la revitalisation de l'économie devrait être très élevé ;
- dans les sociétés en situation de post-conflit, la reconstruction des infrastructures et la relance de l'économie sont bien entendu d'une telle urgence et d'une telle nécessité qu'elles ne laissent pas le temps à un processus de planification de l'EFTP ou de tout autre domaine de se dérouler normalement ;
- les partenariats avec les prestataires spécialisés dans l'EFTP, les employeurs et la société civile sont un élément fondamental de tout dispositif flexible d'EFTP.

	<p>Marginalized Girls and Young Women: A Guideline to Facilitate Expansion and Effectiveness of the STVE Programme » a été élaboré, traduit et diffusé à tous les services administratifs chargés des questions d'éducation au niveau des provinces et des districts ou municipalités, à la Direction de l'administration des établissements d'enseignement secondaire, technique et professionnel, à la Commission nationale indonésienne pour l'UNESCO, à la Direction générale de l'éducation extrascolaire et de la jeunesse et à d'autres partenaires et parties prenantes.</p>				
<p>Compétences pluridisciplinaires (esprit d'entreprise, TIC, etc.) enseignées dans le cadre de programmes formels et non formels aux formateurs d'enseignants, en particulier en Afrique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le coffret de formation sur l'entrepreneuriat intitulé « Je crée ma petite entreprise », prévu pour des cadres d'enseignement formel et non formel, a été distribué en anglais et en français à tous les États membres, en particulier en Afrique et en Asie. • Des CD-ROM sur des pratiques exemplaires du Nigéria en termes de programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels dans 57 disciplines pour les instituts universitaires techniques et les établissements d'enseignement supérieur technique ont été produits et distribués à tous les États membres d'Afrique, d'Asie et de la région des États arabes. Des CD-ROM contenant des matériels pédagogiques conçus à Bahreïn ont été produits en vue d'être distribués aux pays africains, arabes et asiatiques. • Des notes sur l'orientation et le conseil professionnels ont été produites à l'intention des responsables de l'élaboration des politiques. • Les TIC et l'entrepreneuriat ont été introduits dans les programmes des établissements d'EFTP dans les pays suivants : Éthiopie, Nigéria, Jamahiriya arabe libyenne, Bahreïn, Djibouti, Ouganda et République islamique d'Iran. • Des formateurs d'ONG d'Afrique de l'Est ont été formés et ont formé à leur tour d'autres groupes - en particulier de femmes - à l'entrepreneuriat, en utilisant les coffrets de formation produits par l'UNESCO. • Trente-cinq (35) planificateurs et spécialistes des programmes d'EFTP de neuf (9) pays arabes ont procédé à des échanges de données d'expérience sur les innovations en Europe et dans les États arabes en matière d'intégration des applications des TIC dans l'enseignement et l'apprentissage des disciplines techniques et professionnelles (Colloque TIC-EFTP à Tunis, en novembre 2006). 	<ul style="list-style-type: none"> • Demande croissante de renforcement des capacités en matière d'enseignement sur l'entrepreneuriat, de production de coffrets de formation en langues autochtones et d'orientation et de conseil professionnels. • En raison de la pénurie d'emplois salariés pour les diplômés de l'EFTP, les responsables de l'élaboration des politiques sont très soucieux de renforcer les programmes d'EFTP par des compétences en matière de TIC et d'entrepreneuriat afin qu'ils puissent se mettre à leur compte. • Les expériences communes faisaient partie de la coopération entre le G8 et les pays du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord en matière d'éducation, d'EFTP et de TIC (Charm el-Cheikh (Egypte), mai 2006). 	<p>L'échange de bonnes pratiques entre États membres en ce qui concerne les programmes, les matériels pédagogiques et les stratégies d'EFTP peut être d'un très bon rapport coût-efficacité.</p>	<p>Financement et soutien durables pour tous les types de programmes d'EFTP, formels et non formels.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Des responsables de centres UNEVOC coordonnent des études conjointes sur la façon de renforcer le caractère novateur des programmes d'EFTP. 	<ul style="list-style-type: none"> • La mobilité des responsables des centres UNEVOC a une incidence sur le recours et la participation effectifs aux réseaux UNEVOC. 			
<p>Examens des politiques nationales de développement des connaissances et compétences individuelles effectués par les ministères de l'éducation dans certains pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des examens nationaux des politiques d'EFTP ont été réalisés pour l'Union africaine ainsi que pour l'Éthiopie, Djibouti, le Nigéria, le Malawi, la République populaire démocratique de Corée, le Soudan, la Jamahiriya arabe libyenne et Bahreïn. • Les capacités des spécialistes nationaux de l'EFTP du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan ont été renforcées en matière de développement des connaissances et des compétences en fonction de l'âge, de diversification des programmes d'EFTP au niveau de l'enseignement secondaire et dans des domaines transversaux tels que l'entrepreneuriat. • Une réunion sous-régionale destinée aux responsables de l'élaboration des politiques et aux professionnels (2006) a été organisée. Des recommandations ont été élaborées pour les centres UNEVOC nationaux sur les normes d'EFTP, les partenariats sociaux. • Des dossiers et matériels d'information ont été traduits et diffusés sur le thème « Réforme de l'enseignement secondaire : allier développement des connaissances et développement des compétences ». • Dans le cadre du Programme régional, de gros efforts ont été consentis et des progrès importants ont été accomplis au cours de l'exercice pour mettre à la disposition des décideurs de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes des documents actualisés sur la réalité de l'enseignement technique et professionnel, de nature hétérogène ; de plus, des propositions ont été formulées en vue de l'améliorer. Pour cette raison, un ensemble de documents tels que ceux mentionnés ci-dessus ont été mis à la disposition des pays. • L'UNESCO met en œuvre deux projets relatifs au sous-domaine de l'EFTP afin de revitaliser l'enseignement et la formation techniques et professionnels en Iraq. Dans ce cadre, l'UNESCO a fourni à 48 établissements d'EFTP l'équipement nécessaire à leurs ateliers, afin qu'ils puissent soit les moderniser soit introduire de nouvelles disciplines. Ces établissements se trouvent à Bagdad, Babylone, Wasit, Thi qar, Bassora, Salaheddine, Al-Anbar, Kirkuk, Diyala, Karbala, 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de faire face à l'évolution rapide des technologies, aux effets de la mondialisation et à la pauvreté qui sévit dans les PMA en promouvant un enseignement et une formation techniques et professionnels adaptés à leur marché de l'emploi. • Les systèmes d'EFTP peuvent être rapidement améliorés grâce à des réformes claires et durables par le biais du renforcement des capacités. • La coopération entre les ministères de l'éducation et du travail devrait être favorisée par le biais d'une assistance technique conjointe de l'UNESCO et de l'OIT. • Enseignements : Nécessité d'informer les décideurs et les enseignants sur les changements en profondeur et les expériences réussies constatés dans les pays de la région en matière d'enseignement technique. • Défis : Soutenir la création et l'échange de connaissances sur les questions, défis, innovations et nouvelles tendances en matière d'enseignement technique et professionnel. • Restrictions liées à la sécurité imposées au personnel de l'UNESCO (internationaux en dehors du pays, nationaux largement confinés à leur domicile). D'où le besoin d'adopter une nouvelle approche du suivi 	<p>Le renforcement des capacités avec un soutien international en faveur d'examens des politiques de développement des compétences individuelles sur la base du partenariat et de la coopération régionale constitue l'approche la plus efficace.</p> <p>La plupart des éléments du projet sont liés aux achats, réalisés conformément aux normes réglementaires de l'UNESCO garantissant un bon rapport coût-efficacité. En outre, l'atelier de formation à la direction et à la</p>	<p>Engagement clair des responsables de l'élaboration des politiques à soutenir durablement le renouvellement et le financement adéquat de l'EFTP grâce à des sources nationales et internationales, en particulier au profit des PMA.</p> <p>Un lien sera établi entre les examens des politiques nationales de développement des compétences individuelles et les PNUAD nationaux, les concepts de développement durable et les stratégies de réduction de la pauvreté au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan.</p>	

	<p>Najaf, Diwaniya et Maysan, Mossoul et Al-Muthanna. De plus, l'UNESCO a élaboré des contenus de matériels de formation pour les disciplines professionnelles proposées par ces établissements, a entrepris de former les formateurs d'enseignants à la conception et à l'enseignement des contenus, a formé des responsables du Ministère de l'éducation à la direction et à la gestion efficaces du sous-domaine de l'EFTP en Iraq et, enfin, a mis en place une Unité du perfectionnement du personnel au sein du Ministère de l'éducation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des informations et des connaissances ont été échangées entre États membres sur les innovations, les bonnes pratiques et les évolutions de pointe dans le domaine de l'EFTP grâce au forum de messagerie UNESCO-UNEVOC (900 membres en 2007). • Une contribution a été apportée aux processus de réforme de l'EFTP dans un certain nombre d'États arabes par le biais d'ateliers de suivi nationaux et à des voyages d'étude sur la question des partenariats public-privé en matière d'EFTP en vue d'une meilleure orientation vers le marché du travail (UNEVOC). • Les responsables de l'élaboration des politiques ont acquis une compréhension des cadres de qualifications et des approches basées sur les compétences dans la promotion de la pertinence de l'EFTP dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale grâce à des équipes de formation itinérantes (UNEVOC). • Un ensemble de recommandations ont été formulées en vue d'une stratégie régionale d'amélioration de l'EFTP en Asie et dans le Pacifique grâce à des connaissances basées sur l'EFTP en tant que stratégie de passage des élèves à la vie active (UNEVOC). • Des travaux de recherche de qualité sur les nouvelles questions relatives à l'EFTP, notamment l'EDD, ont été publiés et largement diffusés aux États membres par le biais de la Bibliothèque internationale de l'UNEVOC. • Une analyse de la situation a été menée en ce qui concerne la participation des enseignants et formateurs de l'EFTP à l'EDD et leur compréhension de l'EDD dans l'EFTP grâce à des réunions de consultation régionales en Asie et dans le Pacifique (UNEVOC). • Des connaissances et des bonnes pratiques ont été 	<p>des apports et de l'efficacité des programmes. Il fallait y parvenir sans mettre en péril ni les règles et règlements de l'UNESCO ni la sécurité de ceux (non-membres du personnel) qui sont employés pour réaliser le suivi. Toutes les activités de mise en œuvre du programme en cours font l'objet d'un suivi plus ou moins poussé, en dépit du contexte extrêmement difficile dans lequel le programme est mis en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribution déséquilibrée pour les PMA en raison d'un accès inégal aux matériels et ressources pédagogiques de l'EFTP au sein des pays. 	<p>gestion efficaces de l'EFTP a été sélectionné à l'issue d'un appel d'offres lancé auprès d'instituts internationaux.</p>		
--	---	---	---	--	--

échangées sur des questions relatives à la santé, telles que la sécurité et la santé au travail, l'éducation préventive sur le VIH et le SIDA et l'EFTP pour les prestataires de services de santé, grâce à la publication des données sur l'Afrique entreprise en collaboration avec l'OMS (UNEVOC).

Paragraphe 01413 - Axe d'action 3 : Promouvoir l'enseignement scientifique et technologique pour tous

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 619 000

Effectif : 607 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des capacités et des connaissances des décideurs, des responsables de l'élaboration des programmes et des professionnels de l'enseignement scientifique et technologique des pays en développement	<ul style="list-style-type: none"> Des responsables de l'élaboration des programmes, des chefs d'établissements et des professeurs de science de 20 pays d'Afrique ont été formés à l'introduction de méthodes non sexistes et pratiques d'enseignement scientifique dans les politiques et programmes d'EST des établissements scolaires. L'adéquation des politiques et programmes nationaux d'EST aux progrès scientifiques et technologiques et leur impact sur le développement national ont été examinés à la Barbade, au Pérou, en Afghanistan, au Ghana, au Paraguay, en Éthiopie, au Népal et au Viet Nam. Des formateurs ainsi que 120 jeunes filles ont été formés à des activités liées aux technologies locales dans le cadre d'un projet pilote sur l'éducation scientifique et technologique à vocation professionnelle des jeunes filles déscolarisées en zone rurale au Cameroun. Des spécialistes de l'éducation, des responsables de l'élaboration des programmes et des professeurs de biologie et de chimie du secondaire ont été formés afin d'utiliser le kit expérimental en microsciences dans les établissements scolaires jordaniens. L'atelier de renforcement des capacités des experts, enseignants et responsables de l'élaboration de programmes dans le domaine de l'enseignement scientifique, qui s'adressait à plus de 150 professeurs du secondaire, a été une réussite. La sensibilisation à l'enseignement scientifique s'est améliorée au niveau national. Des kits expérimentaux ont été utilisés avec succès dans divers établissements secondaires. Le kit pédagogique en arabe sur les sciences et la technologie a été diffusé avec succès auprès de 	<ul style="list-style-type: none"> Ce type d'intervention pilote de renforcement des capacités doit aller de pair avec une stratégie de diffusion plus large. En l'occurrence, formation en partenariat avec le CIEFFA, le GYCDC et le FAWE. Les ateliers sur les programmes et la formulation des politiques organisés au niveau national sont mieux ciblés et plus efficaces que ceux organisés au niveau régional. Le projet a été mis en œuvre par une ONG locale. Il ressort de l'expérience que le suivi au niveau local doit être assuré par des bureaux nationaux plutôt que par le Siège. Il est indispensable d'institutionnaliser l'enseignement scientifique et d'adopter le kit scientifique expérimental conçu par l'UNESCO pour qu'il soit utilisé dans les écoles. Le gouvernement s'est engagé à développer l'enseignement scientifique à tous les niveaux du système éducatif. Faute de crédits suffisants, renforcer les capacités dans le domaine de l'enseignement scientifique reste un problème 	<p>Le partage des coûts et l'élargissement de la formation par le biais de partenariats sont rentables. Les examens des programmes nationaux sont plus rentables et par conséquent d'un meilleur rapport coût-efficacité.</p> <p>Les programmes de formation adaptés à la situation locale sont plus efficaces.</p> <p>Activité mise en œuvre en collaboration avec SC/BES, l'ISESCO et le Ministère de l'éducation.</p>	<p>Les partenaires en matière de formation adoptent le programme y afférent et étendent la formation à d'autres bénéficiaires.</p> <p>Les pays continuent de faire régulièrement le point sur leurs programmes et politiques.</p> <p>Des activités pilotes doivent être adoptées par les gouvernements et intégrées à leurs programmes.</p>	

divers établissements d'enseignement.

- Élaboration d'un cadre d'action et renforcement des capacités des scientifiques et des professeurs de science dans les États arabes par le biais d'un atelier sur les moyens de combler le fossé entre scientifiques et professeurs de sciences. Renforcement des capacités du personnel des instituts d'enseignement supérieur quant aux méthodes d'apprentissage électronique dans le cadre d'un atelier interactif.
- L'importance de l'enseignement scientifique pour la formation des citoyens et sa contribution au développement des pays font désormais partie des priorités des pouvoirs publics. L'UNESCO a concrétisé une alliance stratégique avec la Fondation argentine YPF en vue de la mise en œuvre du projet intitulé « *ConCiencias para la sostenibilidad* » ; des contributions supplémentaires ont été apportées par des établissements d'enseignement supérieur.
- Le Réseau pour l'enseignement des sciences a fourni aux décideurs des documents de travail afin de favoriser la réflexion et une nouvelle conception des politiques d'enseignement des sciences aux jeunes enfants.

EXEMPLES D'ACTIVITÉS

- Publication d'un CD intitulé « *Developing citizenship through science education* » (Développer la citoyenneté par l'enseignement des sciences).
- Séminaire - *Atelier à l'intention des enseignants et chercheurs en didactique des sciences*, Villa Clara, Cuba, de concert avec le Ministère cubain de l'éducation et l'Institut pédagogique supérieur de Villa Clara.
- *Réunion régionale sur « La science, la société et la citoyenneté, nouvelle présence de l'enseignement scientifique*, organisée à Montevideo, Uruguay, de concert avec l'Administration nationale uruguayenne de l'éducation publique (ANEP).
- « *Quatrième congrès international de didactique des sciences* » et « *Neuvième atelier international sur l'enseignement de la physique* », organisés à La Havane, Cuba, de concert avec l'IPLAC et le Ministère cubain de l'éducation.
- « *Experience in Science Literacy and Citizenship Development: Challenges and Dilemma in Science Teaching* », publication en ligne disponible sur le site Web www.unesco.cl.

majeur.

- Défis : Des connaissances ont été partagées, des expériences novatrices menées, des bonnes pratiques appliquées, des recherches réalisées et des informations ont été données sur les tendances en matière d'amélioration de l'enseignement scientifique dans la région.
- Enseignements tirés : Nécessité de créer des connaissances pour mieux former les scientifiques et les personnes indispensables dans les domaines des sciences et des technologies, afin qu'ils puissent pleinement exercer leurs droits et s'acquitter de leur devoir en tant que citoyens responsables.

Mise en commun de fonds provenant des Secteurs de l'éducation et des sciences pour cette activité intersectorielle

<p>Amélioration de la pertinence des politiques et programmes nationaux d'EST</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des recommandations et des principes directeurs sur les orientations en matière d'EST ont été élaborés, publiés et adoptés lors d'un forum international sur « La formulation des politiques d'EST », manifestation spéciale organisée par l'UNESCO, la FIAPS et le Gouvernement d'Australie occidentale à l'occasion de la conférence sur l'EST qui s'est tenue à Perth, Australie, en juillet 2007. • Du matériel pédagogique destiné à l'enseignement des sciences comme « Les filles et les sciences : module de formation », « Unesco resources on school science and technology education » (anglais seulement) et sept posters sur l'EST ont été mis au point, ont été expérimentés et diffusés dans tous les États membres. • Le nouveau contenu de l'EST a été défini, un projet d'outil de formation concernant les questions relatives aux organismes génétiquement modifiés (OGM), intitulé « Learning and teaching about new technologies » et destiné aux enseignants et éducateurs des établissements secondaires, a été élaboré et examiné par des panels d'experts en collaboration avec le Secteur des sciences et l'Université Max Ludwig de Munich. • Une étude sur les moyens d'améliorer l'enseignement des sciences dans la région arabe a été réalisée (de concert avec l'ALECSO) • Le fonctionnement du Réseau pour l'enseignement des sciences a favorisé l'initiation scientifique dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Des activités menées dans le cadre du Réseau ont permis de créer des alliances entre scientifiques, enseignants et chercheurs de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans l'idéal, les matériels devraient faire l'objet d'essais pilotes réalisés par des enseignants et être diffusés par le biais de la formation. • Définir un nouveau contenu éducatif pour l'EST, comme on a tenté de le faire pour le projet relatif aux OGM, est un défi pour lequel le travail intersectoriel entre ED et SC est très bénéfique. • La région arabe tarde à adapter des méthodes efficaces d'enseignement des sciences. 	<p>La version électronique des matériels de formation est plus rentable.</p>	<p>Les recommandations ont été adaptées aux contextes nationaux.</p> <p>Les matériels devront être traduits et adaptés.</p> <p>L'ALECSO a fourni un soutien financier.</p>	
<p>Meilleure connaissance des sciences, des technologies et des questions environnementales, et intérêt accru pour ces sujets chez les élèves et les étudiants et dans le grand public</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des professeurs de sciences et de technologie d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que d'Asie et du Pacifique ont été récompensés en Équateur et en Chine par un prix spécial créé par l'UNESCO à l'intention des professeurs de sciences en partenariat avec la Fondation ELIC et l'Association CAST. <p>Travail en réseau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le volume XXXI, n° 3-4 (dernier numéro) de Connexion a été publié en cinq langues et diffusé auprès de lecteurs de 175 pays. • Le réseau SEMEP a été renforcé par des réunions régionales et du matériel nouveau a été développé. • YouthXchange, programme PNUE/UNESCO de formation relative à la consommation durable a été 	<ul style="list-style-type: none"> • Professeurs et élèves répondent avec enthousiasme à la création de clubs et de prix. • Il faut harmoniser les clubs scientifiques avec le Réseau de clubs UNESCO ainsi que le Système des écoles associées (SEA). 	<p>Les cérémonies de remise de prix sont financées et organisées par des partenaires.</p> <p>Les coûts sont partagés avec d'autres partenaires contribuant au travail en réseaux.</p>	<p>Les réseaux sont partiellement décentralisés et font l'objet d'une coordination externe.</p>	

traduit en 16 langues et diffusé et utilisé dans 35 pays.

- Le Réseau de clubs scientifiques, créé en tant que projet pilote, a été développé et renforcé depuis sa mise en place en 2006.
- La diffusion des bulletins Connexion en arabe, anglais et français au sein du réseau INGOSTE pour les États arabes a permis d'améliorer les connaissances et la compréhension de professionnels occupant des postes clés dans les ministères de l'éducation et les universités de 14 pays arabes. Le partage d'expériences au niveau international et régional visait à améliorer les programmes d'EST dans la région (activités des étudiants et formation des enseignants).
- Les capacités des enseignants, chercheurs et étudiants ont été renforcées dans les États arabes par le biais d'un séminaire sur le changement conceptuel en mathématiques et en sciences visant à donner des informations sur l'évolution récente de la recherche relative à l'enseignement des sciences et des mathématiques.
- Des documents pertinents destinés à améliorer la qualité de l'enseignement scientifique ont été mis à la disposition des décideurs dans le cadre de l'Éducation pour tous.
- L'UNESCO a contribué à faire prendre conscience de l'importance de l'enseignement scientifique pour la vie et le plein exercice de la citoyenneté dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Des documents et l'opinion d'enseignants et de chercheurs sur les thèmes proposés ont été publiés sur le site Web de l'Organisation. L'UNESCO a mis l'accent sur l'importance de la science et sa contribution au développement et à la coexistence pacifique au sein de la société en organisant des séminaires, des conférences et la parution de diverses publications.

- La science, la technologie et l'environnement étaient indispensables au partage d'expérience en matière d'EST. L'enseignement scientifique et technologique doit mieux et davantage utiliser les sites Web.

On a besoin des commentaires et réactions de membres de l'INGOSTE sur les deux numéros de Connexion en 2008-2009.

Sous-programme I. 4.2 - L'enseignement supérieur au service d'une société du savoir

Paragraphe 01421 - Axe d'action 1 : Proposer des pistes pour l'enseignement supérieur

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 857 000	Effectif : 842 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des capacités des États membres dans les domaines de l'accréditation et de l'assurance qualité, et mise en place de cadres pour l'assurance qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Conventions régionales révisées dans trois régions (Asie et Pacifique, États arabes et Afrique) avec la contribution du Siège. • Atelier sous-régional pour l'Asie du Sud-Est organisé en coopération avec le Bureau de l'UNESCO à New Delhi en vue de renforcer les moyens d'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal et Sri Lanka). • Réseau régional de centres d'information sur la reconnaissance des qualifications et l'assurance qualité créé pour la région méditerranéenne dans les pays suivants : Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Italie, Espagne, Maroc, Chypre, Algérie, Égypte, Tunisie, Maroc. • Cours d'enseignement à distance sur l'évaluation des diplômes dispensé aux pays méditerranéens membres du réseau du Centre méditerranéen d'information sur la reconnaissance des qualifications. • Cours d'enseignement à distance sur l'assurance qualité externe mis au point et dispensé par l'IPE pour l'Afrique anglophone et en cours d'élaboration pour l'Afrique francophone. • Accord de partenariat signé entre l'UNESCO et la Banque mondiale pour appuyer le renforcement des capacités d'assurance qualité dans les pays en développement et les pays en transition. • Convention régionale d'Arusha révisée. • Les universités et le Ministère de l'enseignement supérieur de Jordanie ont adapté, en vue de leur mise en oeuvre, les Lignes directrices UNESCO/OCDE pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés rencontrées liées aux aspects juridiques de l'adoption des conventions révisées. • Difficultés rencontrées liées à une meilleure intégration du Réseau européen des Centres d'information sur la reconnaissance des études et la mobilité et du réseau du Centre méditerranéen d'information sur la reconnaissance des qualifications. • Différences de sensibilité et d'avancement selon les zones linguistiques. • L'amélioration de la qualité des programmes universitaires et de la formation des diplômés 	<p>Partage des coûts avec les bureaux régionaux et multipays.</p> <p>Partenariat avec le Conseil de l'Europe et le Centre européen de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur (CEPES) (qui font office de co-secrétariats du Réseau européen ENIC).</p> <p>Les activités d'assurance qualité ont été appuyées conjointement par l'ONU, le PNUD, la Commission d'assurance qualité de Jordanie et le Ministère de l'éducation.</p>	<p>Soutien politique requis pour assurer une application durable des conventions.</p> <p>Le Comité directeur de l'Initiative mondiale pour les capacités d'assurance qualité (UNESCO-Banque mondiale) met au point une stratégie qui vise à assurer une application durable des conventions après les trois ans de financement accordés par la Banque mondiale.</p>	

	<p>Stratégie d'assurance qualité d'une université mise au point avec l'assistance technique de l'UNESCO. Les Lignes directrices UNESCO/OCDE pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier, largement diffusées dans des universités privées et publiques, ainsi qu'une formation approfondie sur la façon de créer un organisme d'assurance qualité dans les universités ont contribué à développer les capacités de plus de 120 experts universitaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacités des institutions d'enseignement supérieur et de la Commission d'agrément et d'assurance de la qualité des Territoires palestiniens occupés renforcées par la mise au point de données de référence opérationnelles dans le génie électrique et les technologies de l'information. Dans le cadre de la mission qu'a l'UNESCO de promouvoir la qualité totale dans le domaine de l'enseignement supérieur par la mise au point d'un mécanisme d'accréditation et de licence viable pour le système d'enseignement supérieur des Territoires palestiniens occupés, il a été mis au point, avec l'Université d'Al-Qods, des données de référence opérationnelles dans les principales disciplines que sont le génie électrique et les technologies de l'information. 	<p>demeure un important défi.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités de la Commission d'assurance de la qualité et d'agrément, nouvellement créée. • Les cinq chaires UNESCO créées en Jordanie ont besoin d'être redynamisées et renforcées. • L'amélioration des services d'assurance qualité des universités demeure un important défi. • L'aggravation de la situation en matière de sécurité, en particulier à Gaza, a freiné la mise en œuvre des activités et rendu difficile la communication entre le personnel du ministère et les universités de Cisjordanie et de Gaza. • La démarche participative adoptée pour produire le document, en particulier la participation de tous les établissements d'enseignement supérieur, du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la Commission d'agrément et d'assurance de la qualité, peut être considérée comme un facteur de réussite. 		<p>Pour assurer une application durable des conventions, il est fortement recommandé de revoir périodiquement cette première version.</p> <p>Diffuser, partager et publier cette expérience fructueuse aux échelons national, régional et international</p>	
<p>Développement de l'aide à la formulation de politiques et de l'échange d'informations sur la réforme des politiques et stratégies de l'enseignement supérieur, en particulier dans les pays en développement et les pays en situation de post-conflit</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lignes directrices pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier largement diffusées et enquêtes réalisées sur leur utilisation par les acteurs suivants : gouvernements, établissements d'enseignement supérieur, organismes d'assurance qualité ; organismes étudiants. • Participation et contribution au rapport de visite de l'Université du Ghana (rapport publié en décembre 2007). • Suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre d'action prioritaire et élaboration, par le Comité international renouvelé de suivi de la CMES, du projet de matrice thématique pour la CMES + 10. • Travail d'ateliers mené avec des partenaires (AUA, AIU, ADEA, AUF, ...) et avec le Siège sur les 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'une sensibilisation accrue. • Les situations et les attentes des pays africains sont très diverses. 	<p>Partage des coûts avec les bureaux régionaux et multipays et, lorsque c'est possible, avec des partenaires.</p>	<p>Décision des ministres de l'enseignement supérieur de l'UEMOA.</p> <p>Certains pays, comme le Sénégal, ont engagé des réformes.</p>	

	<p>problèmes liés à la fuite et à la circulation des cerveaux, ainsi qu'à la libéralisation de l'enseignement, en particulier de l'enseignement supérieur, liée aux règles de l'OMC.</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse de la faiblesse des liens qui existent entre les programmes scolaires et d'enseignement supérieur ainsi que de la mesure dans laquelle les femmes et les groupes socialement exclus et économiquement marginalisés n'ont pas accès à l'enseignement supérieur au Népal, commandée conjointement avec la Commission des bourses universitaires. Recommandations largement diffusées et partagées avec des hauts responsables du Ministère de l'éducation et des sports. Facteurs freinant, au Népal, l'accès des étudiants de familles pauvres et défavorisées à l'enseignement supérieur (diplômes, baccalauréats et maîtrises). 	<ul style="list-style-type: none"> Dans certains pays, les bases de données sont insuffisantes pour inspirer des politiques durables. 	<p>La contribution de la Commission des bourses universitaires en ressources humaines et financières nous a permis de réduire notre ratio coût/production.</p>		
<p>Amélioration des possibilités d'accès aux programmes d'étude et de recherche de l'enseignement supérieur et amélioration de l'information des étudiants sur la disponibilité, la qualité et la validité des programmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> Projet UNESCO-HP (Hewlett-Packard) visant à freiner l'exode des cerveaux lancé avec succès dans des universités de cinq pays d'Afrique : Algérie, Ghana, Nigéria, Sénégal et Zimbabwe. Projet pilote de portail UNESCO consacré aux établissements d'enseignement supérieur agréés mis en oeuvre ; ateliers et activités de renforcement des capacités de contribution au portail organisés dans plusieurs pays : Égypte, Kenya, Malaisie, Argentine. Portail de l'enseignement supérieur en quatrième position parmi les dix portails sur l'éducation les plus visités. 	<ul style="list-style-type: none"> Du fait de la pression démographique, de la forte demande d'enseignement supérieur, de la faiblesse de l'infrastructure et de la pénurie d'enseignants qualifiés, l'accès reste limité. Une régulation des flux est en place dans nombre d'universités. 		<p>Des partenaires supplémentaires seront recherchés et davantage de ressources levées pour aider les cinq projets à atteindre tous leurs objectifs et contribuer ainsi à la création d'une grille africaine. Il sera mis en place des mécanismes qui favoriseront la mise en place d'un portail de l'enseignement supérieur plus dynamique.</p>	
<p>Débat sur les politiques et pratiques propres à améliorer les processus de décision, y compris dans le cadre du Forum sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance</p>	<ul style="list-style-type: none"> Troisième Forum mondial sur l'assurance qualité internationale, l'accréditation et la reconnaissance des qualifications organisé (Dar es-Salaam, septembre 2007) pour stimuler le débat sur l'action à mener. Plan d'action révisé devant servir de cadre à une prise de décisions éclairée. Rapport largement diffusé. Publication des documents présentés en préparation. 				

Paragraphe 01422 - Axe d'action 2 : Promouvoir la solidarité entre les universités au service du développement

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 519 000	Effectif : 509 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/ enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
La coopération interuniversitaire régionale reconnue comme un vecteur dynamique et effectif de développement, notamment en ce qui concerne le dialogue interculturel et entre les peuples	<ul style="list-style-type: none"> • La coopération interuniversitaire régionale a été stimulée par les échanges régionaux d'enseignants, de modules de formation, de matériels pédagogiques et de données d'expérience, régulièrement mis en œuvre par les chaires et réseaux UNESCO (par exemple la Chaire sur les femmes, la science et la technologie créée dans le cadre de la FLACSO de Buenos Aires); la coopération a également été favorisée par l'organisation, avec le soutien actif de l'IESALC et du CEPES ainsi que des bureaux hors Siège de l'UNESCO, de plusieurs réunions régionales des chaires/réseaux. • En outre, le dialogue universitaire Asie-Afrique sur l'éducation de base, organisé conjointement avec l'UNU, l'Université d'Hiroshima et la JICA, a permis de stimuler la coopération interuniversitaire régionale et la coopération universitaire intrarégionale en matière de recherche et de formation sur l'éducation de base, domaine clé du développement. • Mise au point de trois accords interuniversitaires régionaux au cours de l'exercice biennal. Le réseau UNITWIN sur le renforcement des capacités en matière de développement durable dans les pays en développement de la région Asie créé en 2007 à l'Université de Handong (République de Corée) illustre bien le rôle de la coopération interuniversitaire régionale en tant que vecteur dynamique de développement. • Des évaluations régionales de chaires UNESCO et réseaux UNITWIN ont été réalisées par l'IESALC et le BREDA. • Renouvellement des accords : pour 2006 : 65 chaires (5 en Amérique latine et Caraïbes, 5 en Europe et Amérique du Nord, 25 dans la CEE, 5 dans les États arabes, 15 en Asie et Pacifique et 10 en Afrique). • Pour 2007 : 62 chaires (2 en Amérique latine et Caraïbes et 10 en Europe et Amérique du Nord ; 20 dans la CEE, 10 en Afrique, 5 dans les États arabes, 	<ul style="list-style-type: none"> • La coopération interuniversitaire régionale est plus intéressante d'un point de vue thématique. Dans certaines régions sous-représentées (Afrique, États arabes), le nombre de chaires UNESCO œuvrant dans des domaines similaires n'est pas toujours suffisant pour justifier l'organisation d'une réunion régionale. • Il est nécessaire de renforcer la coopération interuniversitaire régionale en encourageant les chaires existantes à établir des partenariats avec d'autres universités et avec l'UNU dans la région. • Les chaires demandent des moyens que l'UNESCO n'est pas toujours en mesure de donner au-delà du capital de lancement. Certaines chaires ont pratiquement cessé de fonctionner. • Souvent le fonctionnement des chaires dépend de la qualité de la personne qui les gère. 	La coopération interuniversitaire régionale, en particulier lorsqu'elle implique des échanges d'enseignants et de chercheurs, est évidemment plus coûteuse que la coopération internationale.		

	<p>15 en Asie et Pacifique).</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Chaire UNESCO pour l'éducation spéciale de l'Université du Qatar a appuyé le plan d'action pour la solidarité interuniversitaire aux fins du développement. Plusieurs activités de développement professionnel (séminaires, conférences et ateliers) ont été organisées par l'Université du Qatar en 2006-2007 et des recherches sont menées en vue de l'établissement d'un diplôme de maîtrise en éducation spéciale. • Étude réalisée sur les chaires UNESCO de la région Afrique et recommandations pour redynamiser certains réseaux thématiques. • L'UNESCO a établi un réseau de formation des enseignants en Iraq (TTNI), regroupant quatre grandes universités irakiennes (au nord, au sud, au centre et à l'ouest de l'Iraq), à savoir l'Université de Salaheddin, l'Université d'Al Anbar, l'Université de Baghdad et l'Université de Bassora, ainsi que six universités internationales (l'University College de Dublin, l'Université de Buckingham, l'Université de Bangor, l'Université du Caire, l'Université Foggia et l'Université d'Alberta). Ce partenariat est renforcé par l'organisation d'ateliers 4 en 1 portant sur 10 domaines d'étude (chimie, physique, biologie, géologie, mathématiques, éducation familiale, beaux-arts, éducation environnementale, paix et démocratie et éducation spéciale); chaque université partenaire accueille et organise un ou plusieurs ateliers de formation 4 en 1. Les ateliers portent sur les nouvelles méthodes d'enseignement, la mise au point des contenus d'enseignement, la révision des programmes d'enseignement et l'actualisation des thèmes étudiés. 		<p>Le rapport coût-efficacité est garanti pour la mise en œuvre des ateliers 4 en 1 dans la mesure où les universités partenaires font payer à l'UNESCO une somme moins importante que celle que demanderait n'importe quel autre institut international. Dans un souci de rentabilité, l'UNESCO a en outre décidé, en concertation avec tous les partenaires, de regrouper les quatre ateliers de formation prévus dans le descriptif de projet en un atelier unique pour chacun des domaines d'étude.</p>	<p>Le réseau est en train d'être renforcé grâce aux ateliers de formation 4 en 1 et pourrait être encore stimulé par de futures collaborations avec d'autres instituts internationaux dans l'intérêt du secteur de l'enseignement supérieur irakien et sans l'aide de l'UNESCO. En outre, une formation est dispensée à l'intention d'un noyau de huit personnes par sujet. Ces huit personnes retourneront en Iraq et dispenseront la même formation à d'autres maîtres de conférence des universités.</p>	
<p>Renforcement de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud en termes de formation et de recherche</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud grâce à la conclusion de 80 accords de coopération entre des universités intégrant pour la plupart dans leurs activités de formation et de recherche une composante Nord-Sud ou Sud-Sud. L'une des chaires créées en 2006, la chaire de l'Université fédérale de Para, au Brésil, porte spécifiquement sur la coopération Sud-Sud au sein du développement durable. • Une réunion ibéro-américaine des chaires UNESCO a été organisée à Caceres (Espagne) du 3 au 5 décembre 2007 pour renforcer la coopération interuniversitaire, en particulier dans le cadre du réseau des chaires UNESCO dans une dimension 	<ul style="list-style-type: none"> • Le nombre de demandes de création de chaires UNESCO/réseaux UNITWIN a considérablement augmenté, entraînant un ralentissement du processus de la création de chaires en raison du manque de ressources humaines. • Le programme s'est également heurté aux difficultés suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la moitié seulement des chaires/réseaux ont été créés dans des domaines prioritaires ; 	<p>Les projets UNITWIN ont un bon rapport coût-efficacité en raison du faible investissement de départ, à condition que les résultats soient meilleurs que prévu en termes de réalisations, et grâce à la relance des activités. En outre, l'échange d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants et de cadres est un moyen efficace de remédier au manque de ressources consacrées à l'enseignement supérieur dans un grand nombre de pays en développement.</p>		<p>Plusieurs chaires et réseaux UNESCO créés avant le début de l'exercice biennal ont cessé de fonctionner et une liste des chaires à fermer a été établie.</p>

	<p>Nord-Sud-Sud.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 31 accords interuniversitaires ont été conclus au titre du Programme UNITWIN pour la région Europe et Amérique du Nord, 14 pour la région Amérique latine et Caraïbes, 10 pour l'Afrique, 10 pour la région Asie et Pacifique, 6 pour les États arabes et 12 pour la CEE. - Chaires établies dans les domaines prioritaires : 1 EPT, 4 EDD, 1 VIH/SIDA, 1 Coopération Sud-Sud, 7 dialogue interculturel et interreligieux, 9 droits de l'homme, 4 Égalité entre les sexes et développement, 2 Liberté d'expression, 4 TIC au service du développement durable. • Un réseau UNITWIN de 15 chaires UNESCO du Nord comme du Sud œuvrant dans le domaine du dialogue interculturel et interreligieux a été mis en place. • Une évaluation externe a été entreprise par Secteur des sciences sociales et humaines et une étude interne a été effectuée par le Secteur des sciences exactes et naturelles. En 2007, une synthèse des études et des évaluations a été réalisée par la Division de l'enseignement supérieur. • 226 rapports d'activité émanant de 61 pays ont été reçus et évalués. 	<ul style="list-style-type: none"> - déséquilibre géographique en faveur du Nord ; - des chaires cessent d'être actives quelques années seulement après leur création souvent faute de financement ; - absence d'interactions effectives de la part d'un grand nombre de chaires et manque de mise en réseau des chaires déjà établies. • Ces difficultés ont été prises en compte lors de l'élaboration des nouvelles orientations stratégiques du Programme UNITWIN et chaires UNESCO (approuvé par le Conseil exécutif dans le document 176 EX/10). 			
<p>Renforcement des réseaux d'échange et de coopération entre les universités et les autres partenaires de la société civile, et des échanges entre décideurs, chercheurs, enseignants et autres partenaires professionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La société civile ainsi que le secteur public ou privé sont associés dans environ un tiers des accords UNITWIN/Chaires UNESCO conclus pendant l'exercice biennal. En outre, des liens de coopération sont établis avec le secteur public ou le secteur privé et avec des décideurs à l'occasion de nombreuses réunions internationales ou nationales organisées par les chaires UNESCO ou avec leur contribution sur des sujets spécifiques comme l'EPT (par exemple, la Chaire sur la réalisation des promesses de l'EPT établie en 2006 à l'Université de Georgetown « Achieving the promise of EFA: a focus on literacy and Sustainable development »), la gestion des ressources en eau (par exemple, le Symposium international de l'eau organisé à Cannes) ou la communication (par exemple, le réseau ORBICOM). • Le réseau AREN a été réactivé à l'occasion de la septième réunion AREN tenue à Sanaa en novembre 2007 dans le cadre de l'activité UNITWIN. • Une dizaine de réunions ont été organisées par ou avec l'UNESCO au cours de l'exercice, comme le 	<ul style="list-style-type: none"> • Échange et coopération entre les universités et les partenaires de la société civile. • Des réunions ont lieu régulièrement en vue d'examiner l'importance de l'éducation dans la promotion du dialogue interculturel, aux niveaux régional, interrégional et international. • Rigidité de l'interaction entre les membres du réseau AREN, nécessité d'un engagement plus actif à l'égard du réseau. • Manque de fonds à l'appui des 	<p>L'échange d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants et de cadres est un moyen efficace de remédier au manque de ressources consacrées à l'enseignement supérieur dans un grand nombre de pays en développement.</p>	<p>La durabilité de ce type de partenariat dépendra de la volonté politique, de la motivation individuelle et institutionnelle ainsi que d'un minimum d'autonomie financière.</p>	

	<p>Forum sur l'enseignement, la recherche et la connaissance tenu à Paris en décembre 2006 avec la contribution de 12 chaires UNESCO et la Conférence du GUNI sur l'accréditation et l'assurance qualité tenue à Barcelone (Université polytechnique de Catalogne) en novembre 2006 avec la contribution de dix chaires UNESCO.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'UNESCO coopère étroitement avec l'Institut international de recherches pour la paix à Genève (GIPRI) au titre du Programme de recherche de Babylone (2007-2010) qui vise à permettre à l'Iraq de renouer ses liens avec son passé culturel et de remédier à l'effondrement culturel et scientifique des 20 dernières années. • Une assistance a été fournie aux fins de l'élaboration d'un projet de création d'un réseau entre les universités iraqiennes fondé sur le « Modèle AVICENNE ». 	universités membres.			
--	---	----------------------	--	--	--

Paragraphe 01423 - Axe d'action 3 : Promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 437 000

Effectif : 430 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Amélioration de la qualité et de l'impact des processus d'enseignement et d'apprentissage grâce à l'utilisation des TIC	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'études et d'ateliers avec différents partenaires intervenant dans la région et en particulier l'OIF, l'AUF, le COL et l'ADEA. • Coordination du Groupe de travail sur l'enseignement à distance et apprentissage libre (GTEDAL). • Publication UNESCO-ADEA d'un recueil d'études et de travaux concernant une dizaine de pays d'Afrique francophone. « Formation à distance en Afrique subsaharienne francophone - Études comparées ». • Mise au point d'un cours électronique à l'intention d'évaluateurs de titres internationaux dans la région méditerranéenne centré sur l'utilisation d'outils électroniques en vue de la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO sur la reconnaissance des qualifications dans les États riverains de la Méditerranée (autre composante des résultats indiqués plus haut). • Réalisation d'une étude et diffusion de données d'expérience sur l'intégration des TIC dans la 	<ul style="list-style-type: none"> • Les bénéficiaires du programme de l'ICDL provenaient d'horizons différents et n'avaient pas les mêmes aptitudes en matière d'utilisation d'ordinateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Actuellement, le retour sur investissement de ces actions est intéressant sur des individus ou groupes d'individus mais peu pour les systèmes qui ne sont pas toujours organisés pour en profiter et retenir leurs cadres. 	<p>Il faut atteindre une masse critique en termes de ressources humaines, d'applications et d'infrastructures pour atteindre la pérennisation des TIC.</p> <p>(1) Accroître l'apport de ressources</p>	

	<p>formation pédagogique et appui à la création d'un programme d'études universitaires supérieures visant à intégrer les TIC dans la formation des enseignants. La qualité et l'impact des processus d'enseignement et d'apprentissage ont été améliorés grâce à l'utilisation des TIC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tenue d'une réunion sous-régionale en Asie centrale afin d'examiner les politiques de l'enseignement supérieur des pays d'Asie centrale. Examen des expériences et des pratiques en vue de promouvoir le travail en réseau et le partage des connaissances entre universités et institutions. Réalisation d'analyses de la situation de l'enseignement supérieur dans les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan) afin d'évaluer la politique de l'enseignement supérieur. Publication de rapports par pays sur les analyses de situation et de notes d'orientation pour examen. • Mise en œuvre d'une formation à l'utilisation des TIC aux fins de la qualité de l'éducation au Kazakhstan ; 65 professionnels de l'éducation d'établissements pédagogiques du Kazakhstan ont été formés à l'utilisation des TIC ainsi qu'à des approches de l'enseignement utilisant les TIC. Deux principales activités ont été menées à bien : (1) l'atelier régional sur l'utilisation des TIC aux fins de l'autonomisation des communautés par le biais de l'éducation non formelle (ENF) ; et (2) un atelier d'une journée intitulé « Les TI/TIC au service de l'éducation et de la recherche » au cours duquel ont été définis des stratégies d'action future pour la promotion des TIC dans l'ENF et un projet de cadre de référence concernant les ressources régionales en TIC pour l'ENF. Au cours du second atelier, les types de mesures et les stratégies permettant une intégration efficace des TIC dans les programmes d'enseignement ont été examinés et un ouvrage présentant 15 communications sélectionnées sur ce thème a été élaboré. • Au Cambodge, un réseau informatique a été mis en place dans les centres de formation pédagogique de tout le pays et des logiciels d'enseignement et d'apprentissage sont désormais disponibles dans l'ensemble des 24 centres de formation. Un système d'exploitation en langue khmère a été mis au point et est utilisé dans des établissements d'enseignement du deuxième cycle du secondaire sélectionnés dans le cadre du projet pilote financé par des donateurs et le gouvernement. Plusieurs centres d'apprentissage communautaires du Cambodge ont été équipés de moyens informatiques afin de stimuler 		<p>Collaborer avec diverses organisations internationales (Aide et Action, Open Institute, etc.) ainsi qu'avec des entités du secteur privé étranger (Cisco) en vue de mobiliser des fonds à l'appui de l'éducation utilisant les TIC aux TIC au Cambodge.</p>	<p>(2) Établir des liens entre les programmes entrepris par l'UNESCO et ceux de gouvernements et d'autres organisations.</p> <p>Dans le cadre de la politique visant à mettre les TIC au service de l'éducation, le Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports a constitué un réseau regroupant des ONG et des donateurs divers en vue d'obtenir un soutien sous forme de financement et le gouvernement fait preuve d'une motivation accrue</p>	
--	--	--	--	---	--

	<p>l'apprentissage tout au long de la vie des populations locales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'UNESCO a organisé un stage de formation sur l'ICDL (25 mars - 12 avril 2007) au profit d'une vingtaine de formateurs de haut niveau en vue de leur permettre d'assurer, par effet multiplicateur, la formation d'autres maîtres de conférence en Iraq. Dans le cadre des quatre volets du stage de formation, l'Organisation a initié des maîtres de conférences à de nouvelles méthodes pédagogiques permettant d'inculquer des connaissances sur l'utilisation des TIC dans l'enseignement. 			<p>depuis qu'il a compris que le recours à l'informatique est un moyen efficace de renforcer la qualité de l'éducation.</p> <p>La durabilité du programme relatif à l'ICDL pourrait être assurée grâce à la mise en œuvre de la formation à effet multiplicateur en Iraq, dont bénéficierait un nombre accru de maîtres de conférence.</p>	
<p>Accès à des systèmes, ressources et services éducatifs de qualité facilité par le choix de solutions novatrices faisant appel aux TIC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre d'un portail Web de services et d'informations sur les TIC et la formation à distance (FAD) au plan régional (www.edusud.org) offrant un espace de travail en collaboration et une plate-forme de formation à distance à destination des acteurs éducatifs de la région Afrique. • Un travail est engagé sur la production et contextualisation de deux « toolkits » sur les TIC et la FAD, à destination d'une part des décideurs du secteur éducatif et d'autre part des pédagogues et formateurs. • Un travail de publication est en préparation avec l'ADEA et une veille permanente a été organisée autour des « Open Education Resources » (ressources éducatives ouvertes) au cours de ce biennium. • Organisation réussie de deux ateliers sur l'assurance qualité de l'enseignement à distance assisté par les TIC (Elearning Africa 2006, Forum mondial de l'UNESCO sur l'assurance qualité, l'homologation et la reconnaissance des titres de l'enseignement supérieur sur le plan international). • Élaboration et installation dans les locaux du Conseil suprême des universités égyptiennes d'une base de connaissances concernant l'enseignement ouvert et à distance dans la région arabe. Renforcement des capacités du personnel universitaire travaillant sur la base de connaissances. • Soutien à un projet d'enseignement à distance utilisant les TIC (Équateur) : application d'une approche novatrice de l'utilisation des TIC dans l'enseignement. • Participation au projet de 450 jeunes étudiants de régions rurales de 12 provinces de l'Équateur. 	<ul style="list-style-type: none"> • La masse critique de cadres compétents qui restent dans le système éducatif une fois formés est limitée. • Contributions de spécialistes destinées à diriger les travaux de l'UNESCO dans ce domaine, l'accent étant mis sur l'application des lignes directrices UNESCO/OCDE pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier. • Au nombre des difficultés auxquelles le projet d'apprentissage ouvert et à distance s'est heurté figure le retard pris par l'Université arabe ouverte du Koweït, initialement pressentie pour accueillir la base de connaissances, pour faire connaître sa réponse, à la suite de nombreuses tentatives visant à parvenir à un accord avec elle ; 	<p>Association avec d'autres ONG et OIG pour la mise en œuvre de ces activités.</p>	<p>Nombre d'accès et de demandes sur le portail. Nombre de formations en ligne développées et offertes.</p>	

- Deux grandes activités ont été menées à bien : (1) l'atelier régional sur l'utilisation des TIC aux fins de l'autonomisation des communautés par le biais de l'ENF à Solo (Java Central, Indonésie) tenu du 20 au 24 novembre 2006 dans le cadre de l'APPEAL ; et (2) un atelier d'une journée intitulé « Les TI/TIC au service de l'éducation et de la recherche » tenu le 30 novembre 2006 à Jakarta. Dix pays ont participé au premier atelier au cours duquel ils ont partagé des données d'expérience en ce qui concerne l'utilisation des outils informatiques dans le cadre de l'ENF et son incidence sur les politiques publiques ainsi que sur les liens et la coordination des centres d'apprentissage communautaires, des centres multimédia communautaires et d'autres parties prenantes. Ils ont élaboré des stratégies d'action future pour la promotion des TIC dans l'ENF et un projet de cadre de référence concernant les ressources régionales en TIC pour l'ENF. Au cours du second atelier, les types de mesures et les stratégies permettant une intégration efficace des TIC dans les programmes d'enseignement ont été examinés et un ouvrage présentant 15 communications sélectionnées sur ce thème a été élaboré.
- Un atelier national sur l'application des TIC dans l'enseignement et dans les entreprises en Indonésie a été organisé conjointement par le Bureau de l'UNESCO à Jakarta, la Sahid University et le Ministère de l'éducation nationale le 30 novembre 2006 à Jakarta. Y ont participé 300 étudiants et professeurs d'établissements d'enseignement supérieur et d'universités d'Indonésie. Le compte rendu des travaux de l'atelier a été publié.
- Le Bureau de l'UNESCO à Jakarta a participé à l'atelier de renforcement des capacités sur l'utilisation d'un ensemble de directives (« toolkit ») relatives à l'emploi des TIC dans l'enseignement destiné aux décideurs, aux planificateurs et aux praticiens, qui s'est tenu à Bogor (Java Ouest, Indonésie) du 2 au 6 avril 2007. Des débats ont eu lieu sur le développement des TIC dans l'enseignement en Indonésie, sur les aspects fondamentaux de l'utilisation des TIC dans l'enseignement et sur l'ensemble de directives concernant les TIC dans l'enseignement, de même que des discussions avec des délégations de Brunéi Darussalam sur le futur programme en matière de TIC devant être mis en œuvre dans ce pays.
- En coopération avec l'unité de l'APEID du Bureau de l'UNESCO à Bangkok, deux ateliers de renforcement

d'autres lieux ont donc été identifiés pour accueillir la base et le Conseil suprême des universités égyptiennes a manifesté un vif intérêt pour le projet.

	<p>des capacités sur l'utilisation d'un ensemble de directives (« toolkit ») relatives à l'emploi des TIC dans l'enseignement ont été organisés à l'intention de hauts responsables du Ministère de l'éducation, de planificateurs et de praticiens en Indonésie du 2 au 6 avril 2007, ainsi qu'à Brunéi Darussalam du 4 au 7 juin 2007 respectivement. Les participants, au nombre de 40 en Indonésie et de 23 à Brunéi, ont été informés des principes sous-tendant l'élaboration de l'ensemble de directives et ont été formés à l'application de chacune d'entre elles. Il s'agissait de leur donner la possibilité de réexaminer leurs plans concernant l'utilisation des TIC dans l'éducation, ainsi que de favoriser une meilleure prise de décision en ce qui concerne l'intégration des TIC dans les politiques, les plans et les programmes relatifs à l'éducation.</p>				
<p>Mise au point de modalités d'EPT et de formation pédagogique renforcées par le recours aux médias et aux TIC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Production et mise en place d'un ensemble de modules de formation pour la sensibilisation, la conception et la réalisation de formations ouvertes et à distance. • Mise en œuvre et réalisation d'un atelier de formation sur les TIC et la FAD à destination des enseignants du Congo-Brazzaville (octobre 2007). • Une aide a été fournie aux États membres pour former les ressources humaines nécessaires à l'édification de sociétés de l'information et du savoir. Un séminaire sur les alliances stratégiques de l'Amérique latine et de l'Eurasie pour les professionnels de l'information (LES AKP) a été organisé par l'UNESCO. • La réunion du Chili a été organisée avec le soutien du Secteur de l'information et de la communication du Siège dans le cadre des programmes sur l'Éducation pour tous et Information pour tous. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des dispositifs et contenus existent mais le manque d'infrastructures dans de nombreuses institutions limitent encore les usages réguliers et intégrés aux pratiques pédagogiques. • Il y a encore souvent confusion entre ressources en ligne et formations en ligne. • Les défis portent, pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, sur la nécessité d'introduire de façon plus systématique l'utilisation des TIC dans l'éducation. Les parties prenantes et les partenaires éventuels dans la région et au Chili devraient tabler sur une amélioration du système grâce à la création de l'Institut de l'UNESCO pour l'information et la technologie. • Le sujet n'est pas très connu et des activités de communication devraient donc être organisées parallèlement aux initiatives qui seront mises en œuvre afin de mettre en place un nouveau cadre de coopération aux fins de la réalisation des objectifs de l'EPT. 	<p>Contrairement aux déclarations fréquentes, les formations en ligne sont coûteuses et, de ce fait, pour l'instant surtout réservées à des contextes particuliers.</p> <p>Cette manifestation a aidé les professionnels nationaux à conclure des alliances et à prendre des engagements en vue d'actions communes futures.</p>	<p>Un partenariat constructif entre les universités et les entreprises a été mis sur pied au Chili.</p> <p>La mise en place d'un mécanisme de coopération entre des partenaires d'Amérique latine et d'Eurasie moyennant l'élargissement de la couverture d'ACCESS-net à l'Amérique latine a été examinée, de même que le projet « Institut de technologie de l'UNESCO pour la promotion des sociétés de l'information » présenté en vue de susciter la coopération de l'Amérique latine et des Caraïbes.</p>	

Instituts de l'UNESCO pour l'éducation

Paragraphe 01511 - Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 4 591 000	Effectif : 4 591 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des capacités des institutions s'occupant de l'élaboration et de la réforme des programmes d'étude, en particulier dans les pays en situation d'après-conflit, les pays en transition et les PMA	<p>Communauté de pratiques dans le domaine du développement curriculaire (contribution au sous-programme I.1.2, axe d'action 1).</p> <ul style="list-style-type: none"> Grâce à la création de la Communauté de pratiques (COP) environ 750 spécialistes des programmes/décideurs de quelque 90 pays et institutions ont été mobilisés et se sont concertés aux niveaux national, régional et international sur les processus de mise en œuvre des réformes des programmes d'éducation de base. De solides partenariats ont été noués avec des parties prenantes en vue d'activités communes relatives au concept plus large d'éducation inclusive dans toutes les régions de l'UNESCO, en particulier en guise de contribution au processus préparatoire à la 48^e session de la Conférence internationale de l'éducation (novembre 2008). Huit conférences/séminaires régionaux visant à préparer la CIE et rassemblant près de 400 spécialistes des programmes/décideurs de 80 pays (voir ci-après) ont permis de faire mieux connaître et mieux comprendre l'éducation inclusive. Des plans de travail sur l'élaboration de programmes de concert avec des bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation, qui étaient axés sur des priorités régionales comme l'éducation de base en Afrique, l'EDD en Asie et l'enseignement secondaire en Amérique latine, ont été mis en œuvre. Soixante spécialistes des programmes/décideurs ont été formés à l'élaboration des programmes et à l'approche fondée sur les compétences en Amérique centrale ; un soutien a été apporté à l'équipe de pays par le biais d'ateliers de formation ainsi qu'une assistance en ligne en vue de la mise au point de 	<ul style="list-style-type: none"> Globalement, le défi pour le BIE consiste à veiller à ce que des fonds supplémentaires soient collectés en temps voulu pour continuer de financer ses programmes et activités. Établir des partenariats avec des bureaux hors Siège et d'autres parties prenantes a élargi l'impact des activités du BIE. La COP s'est avérée une structure institutionnelle efficace de concertation sur les programmes et pour fournir un soutien global en matière de renforcement des capacités. Il importe d'accorder davantage de ressources aux activités de suivi des processus de mise en œuvre des réformes des programmes d'étude ainsi qu'à l'évaluation de leur impact. La coopération Sud-Sud s'est révélée un excellent moyen pour brasser les idées, par exemple en Afrique et en Amérique latine en ce qui concerne l'éducation de base. On a également eu recours à la coopération Nord-Sud : par exemple pour l'éducation inclusive dans les pays nordiques 	<p>* Il ressort d'évaluations externes récentes qu'au regard des ressources limitées dont il dispose, le BIE obtient des résultats tout à fait remarquables.</p> <p>Le BIE est parvenu à mobiliser des ressources supplémentaires pour des activités conjointes.</p>	<p>* Il convient de noter que la plupart des activités et services opérationnels du BIE sont actuellement financés par des fonds extrabudgétaires.</p> <p>Établir des liens solides avec des bureaux hors Siège garantit la continuité des activités.</p> <p>La nature même de la COP, qui est un réseau mondial d'experts des programmes travaillant aux niveaux mondial, régional et national, contribue à sa durabilité.</p>	

	<p>nouveaux programmes, qui ont été adoptés dans le cas du Guatemala (cycle secondaire de base, 7-9 ans).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Production de matériels d'apprentissage pour l'éducation de base qui sont utilisés par le personnel du Ministère de l'éducation. <p>Projets de coopération technique/aide aux États membres (contribution au sous-programme I.3.1, axe d'action 1 et au sous-programme I.4.1, axe d'action 1).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le contexte du programme « Reconstruire le système éducatif afghan », un nouveau cadre curriculaire pour l'enseignement secondaire et des programmes scolaires (pour les grades 7 à 12) ont été élaborés et adoptés dans sept domaines d'apprentissage ; 125 spécialistes des programmes ont été formés et exercent au Centre chargé des programmes du Ministère de l'éducation. • À Maurice, 90 spécialistes des programmes appartenant au Ministère de l'éducation et des ressources humaines (MOEHR) ont été formés à l'approche fondée sur les compétences dans l'enseignement primaire. Un cadre a été finalisé, approuvé et mis en œuvre pour les programmes de l'enseignement primaire. • À Maurice, un rapport d'évaluation sur l'Intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans le système mauricien d'enseignement a été établi, en coordination avec le PNUD et le Ministère de l'éducation et des ressources humaines. Il influera sur l'élaboration de politiques pertinentes et la production de directives visant à intégrer l'éducation aux droits de l'homme en tant que dimension transdisciplinaire des programmes. • La deuxième édition du programme de Master de l'UNESCO en « sciences sociales et affaires humanitaires » s'adressant à des étudiants palestiniens, israéliens et italiens, a été approuvée pour 2008 grâce à l'aide du BIE (évaluation universitaire de la phase I en 2005-2006 et proposition de projet révisé pour 2008). • L'étude sur « Le perfectionnement des compétences fonctionnelles et professionnelles dans les pays en développement d'Afrique subsaharienne » a été soumise au GTZ pour informer la réunion de l'ADEA de mai 2008 sur les politiques visant à intégrer les compétences professionnelles et fonctionnelles dans les programmes. 	<p>et dans d'autres régions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les formateurs doivent employer leurs capacités dans des contextes institutionnels durables. • Il est important d'identifier des responsables locaux des programmes, capables de les diffuser et d'en faciliter la mise en œuvre. • La formation devrait avoir un caractère pratique, suffisamment de temps étant consacré à l'élaboration de produits. • Les questions de langues sont importantes et les spécialistes du curriculum devraient avoir accès et s'initier à des documents internationaux. • Le BIE devrait prendre davantage d'initiatives pour faire connaître ses réalisations et son expertise. • L'UNESCO devrait faire davantage appel à l'assistance technique du BIE pour améliorer les programmes curriculaires. 	<p>Pour l'Afghanistan et Maurice : taux d'exécution s'élevant respectivement à 98 et 100 %.</p> <p>Rapport coût-efficacité de la formation (125 x 2 400 dollars).</p> <p>Le BIE a attiré des ressources extrabudgétaires.</p> <p>Le BIE a également apporté des contributions en nature (temps de travail de son personnel et soutien logistique dans ses locaux).</p>	<p>Les échanges avec le Ministère afghan de l'éducation et avec le Bureau de l'UNESCO à Kaboul concernant la poursuite de l'aide en 2008 se sont poursuivis en 2007.</p> <p>En ce qui concerne Maurice, le BIE travaille en permanence de concert avec le Ministère de l'éducation et des ressources humaines (MOEHR), des activités ont eu lieu en 2006 et se sont poursuivies en 2007. Pour le programme d'éducation aux droits de l'homme, 50 spécialistes du curriculum ont été formés en février 2008 afin de compléter la première intervention.</p> <p>Des processus curriculaires durables sont dirigés par les Ministères de l'éducation.</p> <p>À l'occasion de la deuxième édition du programme de Master de l'UNESCO, le personnel du BIE a été invité à faire des conférences.</p>	
--	--	---	--	---	--

<ul style="list-style-type: none"> • 25 membres du personnel de la Banque africaine de développement chargés de l'éducation ont reçu une formation portant sur les questions d'éducation/de programme dans les États fragiles, ce qui constituait un moyen d'influer sur la politique de la Banque à l'appui de ces États. <p>Innovations curriculaires et lutte contre la pauvreté en Afrique (contribution au sous-programme 1.2.3, Axe d'action 1)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des critères relatifs à la qualité de l'éducation, aux innovations et stratégies en matière de curricula visant à atténuer la pauvreté ont été élaborés avec la participation de neuf pays d'Afrique subsaharienne. • Les capacités de 30 spécialistes principaux de l'éducation de neuf équipes de pays (Angola, Burkina Faso, Burundi, Congo-Brazzaville, Mali, Maurice, Mozambique, Niger et Rwanda) concernant l'application concrète des critères aux processus et produits curriculaires ont été améliorées. • Des mécanismes de coopération Sud-Sud ont été créés entre les pays participants afin de permettre le partage de compétences ainsi que d'expériences et d'innovations en matière de réformes des curriculums. • De solides partenariats ont été établis avec des Ministères de l'éducation, des Commissions nationales pour l'UNESCO, des bureaux hors Siège, des universités et des instituts. • Renforcement des capacités, Centre d'échange d'informations sur les programmes éducatifs et éducation sur le VIH et le SIDA (contribution au sous-programme 1.3.2 - Axes d'action 1 et 2). • S'agissant de la composante consacrée au renforcement des capacités, quatre ateliers sous-régionaux et un séminaire de formation technique ont été organisés par les équipes des pays visés. Le manuel <i>Curriculum et éducation VIH et SIDA</i> a été mis au point dans sa version finale au titre de l'initiative EDUSIDA. • D'après les demandes de conseils techniques qui ont été formulées, au moins 25 pays (Ministères de l'éducation) d'Afrique subsaharienne et d'autres régions, plus de 40 ONG et 50 autres éducateurs ont utilisé les matériels mis au point par le BIE pour adapter et améliorer leur curriculums et programmes d'éducation sur le VIH et le SIDA. • Au moins six pays d'Afrique centrale et 12 autres 	<ul style="list-style-type: none"> • Importance et avantages d'une approche multipays. • Importance d'un véritable processus participatif et de composantes de projet qui s'étaient mutuellement, à savoir la recherche, l'action et le renforcement des capacités. • Importance du fait que le projet fournisse une perspective à mi-parcours pour ses activités (depuis 2004). • Les produits et résultats issus du projet ont été communiqués et présentés sur demande à d'autres pays africains. • Importance de faire participer des personnes séropositives à la phase de planification et de mise en œuvre des activités ; de lier curriculum et formation des enseignants ; et d'avoir une approche basée sur des compétences fonctionnelles. • Importance de personnaliser l'information et la formation afin de susciter chez les parties prenantes un profond engagement en faveur de l'éducation sur le VIH et le SIDA. • Importance de largement diffuser 	<p>Le Centre d'échange d'informations du BIE sur l'éducation en matière de VIH/SIDA fusionnera avec d'autres centres d'informations de l'UNESCO sur ce thème afin d'améliorer le rapport coût-efficacité.</p>	<p>Les partenaires du projet ont garanti leur participation en raison de leur vif intérêt et de leur engagement depuis plus de quatre ans et s'associeront à la phase III (2008-2009).</p> <p>La collaboration avec les bureaux hors Siège de l'UNESCO garantit la continuité.</p> <p>L'acquisition par les participants de l'approche proposée par le projet est indispensable pour assurer la durabilité de celui-ci.</p> <p><i>Nombre de Ministères de l'éducation s'étant engagés à intégrer l'éducation sur le VIH et le SIDA dans le curriculum : pratiquement tous les Ministères de l'éducation d'Afrique subsaharienne (en particulier ceux de la sous-région de l'Afrique centrale), plusieurs Ministères de l'éducation d'Europe centrale (en particulier dans les pays russophones), dans la région arabe et dans les pays d'Asie se sont familiarisés avec le manuel du BIE et</i></p>	
--	---	---	---	--

	<p>pays en Afrique subsaharienne, une université (l'Université du Cap occidental, en Afrique du Sud, pour la formation de formateurs d'enseignants) et six pays d'Asie du Sud-Est utilisent le manuel de mise en œuvre afin de renforcer l'éducation sur le VIH et le SIDA à l'école.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le BIE s'est acquitté de sa fonction de centre d'échange d'information en augmentant la quantité et améliorant la qualité des documents, en élargissant leur portée géographique, en mettant régulièrement à jour le site Web et en améliorant les liens avec le portail du Secteur de l'éducation. Un CD-ROM contenant tous les principaux documents et la banque de données a été produit et mis à disposition. • De solides partenariats ont été établis et/ou maintenus avec des Ministères de l'éducation, des bureaux de l'UNESCO hors Siège et le système des Nations Unies. 	<p>les documents curriculaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Importance des visites sur place pour recueillir et diffuser des matériels. 		<p>d'autres matériels de formation (disponibles par le biais du site Web du BIE). Le soutien nécessaire dans la durée après une première visite ou un premier séminaire, y compris à distance (par courriel) a été fourni.</p> <p>La collaboration avec les bureaux hors Siège de l'UNESCO garantit la continuité.</p> <p>De bonnes pratiques ont été observées, enregistrées et diffusées de manière adaptée (par domaine thématique).</p>	
<p>Meilleure information sur les systèmes éducatifs, les curriculums existants et le développement curriculaire</p>	<p>Banque de ressources/observatoire des tendances en matière de développement curriculaire et de gestion des connaissances.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La base de connaissances sur les systèmes éducatifs, les curriculums existants et le développement curriculaire a été développée et mise à jour. • Les dossiers par pays de la base de données (laquelle donne aussi accès aux profils de 161 systèmes éducatifs figurant dans la base de données intitulée <i>Données mondiales de l'éducation</i>), couvrant au total 162 pays, ont été complètement repensés et intégrés au portail du Secteur de l'éducation de l'UNESCO, améliorant ainsi les services d'information fournis par l'Organisation et élargissant l'accès à des données essentielles. • Des services d'alerte hebdomadaire ont été établis et largement diffusés, notamment parmi les membres de la COP chargés de l'élaboration de curriculums, renforçant ainsi la fonction d'appui aux programmes. • Dans le cadre de la réalisation de l'Axe 2 du sous-programme I.1.1 « Suivi de l'EPT et amélioration de la qualité des données », le BIE a fourni trois études, deux compilations et des profils sur l'EPPE dans 100 pays en guise de contribution au rapport mondial de suivi sur l'EPT (2006-2007). • Le site Web du BIE a été amélioré, mis à jour et mieux intégré au portail du Secteur de l'éducation de 	<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration accrue au portail de l'UNESCO a eu un effet positif sur la consultation des ressources et matériels du BIE. • Le nombre de publications a été réduit et un ordre de priorité plutôt 		<p>Il s'agit de fonctions traditionnelles du BIE, qui ont été considérablement améliorées par le recours aux technologies modernes de l'information. Ce service est fourni et constamment élargi et enrichi dans le cadre d'une perspective à long terme.</p>	

	<p>l'UNESCO. Plus de 5 820 000 consultations et de 1 660 000 visiteurs ont été enregistrés entre janvier 2006 et juillet 2007. On a dénombré plus de 219 000 téléchargements de publications du BIE par le biais d'UNESDOC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un certain nombre de publications ont été produites et distribuées à l'échelle mondiale, en privilégiant la qualité plutôt que la quantité, et notamment : cinq numéros de <i>Perspectives</i>; six numéros de la nouvelle série <i>Documents de travail du BIE sur le curriculum</i>; et trois importantes études sur l'éducation comparée. 	<p>qualitatif que quantitatif établi, par exemple : l'ouvrage intitulé <i>School knowledge in comparative and historical perspective</i> a fait l'objet de comptes rendus favorables dans deux revues internationales d'éducation comparée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors de toutes les manifestations organisées par le BIE, des publications sont distribuées aux participants à l'appui des activités opérationnelles. 			
<p>Amélioration de la concertation internationale sur les systèmes et les programmes éducatifs</p>	<p>Dialogue sur les politiques (Contribution au sous-programme I.1.2, Axe d'action 1)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre des engagements pris antérieurement en matière de formation au dialogue sur les politiques, 26 responsables ministériels de 8 pays africains ont été formés à l'occasion de quatre séminaires organisés pour des pays francophones (Burundi, Djibouti, République centrafricaine et Mauritanie) et d'un cinquième séminaire destiné à des pays lusophones (Cap-Vert, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau et Mozambique). • Des concertations politiques ont eu lieu dans le cadre des préparatifs de la 48^e CIE sur le thème convenu « Education pour l'inclusion : la voie de l'avenir ». Un processus préparatoire participatif à plusieurs niveaux a été lancé : (a) dans le cadre de vastes consultations régionales, des points de vue, stratégies et bonnes pratiques ont été échangés sur le thème convenu lors de huit conférences/séminaires organisés de juin à décembre 2007 par le biais de la Communauté de pratiques ; (b) une assistance technique a été fournie en vue de la conférence préparatoire régionale pour l'Europe et l'Amérique du Nord, organisée par le Gouvernement letton sur le thème <i>L'éducation intégratrice : du dialogue politique à l'action concertée</i> (février 2008) ; (c) la réunion d'experts sur l'éducation inclusive qui s'est tenue les 19 et 20 novembre 2007 au BIE en présence de 11 participants internationaux a permis de discuter de manière approfondie et, ce faisant, de mieux comprendre diverses conceptions et approches ainsi que les multiples dimensions de « l'intégration » dans l'éducation. Les questions prioritaires à traiter au titre de chacun des quatre sous-thèmes de la CIE, ainsi que les sujets transversaux ont également été précisés. Les sujets les plus intéressants, sur 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est important de créer des synergies avec les parties prenantes (aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental, des institutions, des agences des Nations Unies et des donateurs), afin que la dimension de la CIE atteigne une « masse critique ». 	<ul style="list-style-type: none"> • La CIE est traditionnellement organisée avec un budget très serré, en faisant appel aux ressources humaines et logistiques existantes du BIE ainsi qu'à des fonds extrabudgétaires. Quelques contributions en nature sont de surcroît fournies par le pays hôte. 	<p>Plus les partenaires participeront activement au processus préparatoire de la CIE, plus la conférence aura un impact durable.</p>	

	<p>lesquels les États membres de l'UNESCO seront priés de fournir des informations pertinentes essentielles parallèlement à la préparation de la série de rapports nationaux 2008 - que les pays devraient présenter lors de la CIE - ont été examinés et fixés. Des suggestions concernant des orateurs principaux « stimulants », susceptibles d'être invités pour présenter/ou faciliter les débats ont été faites; (d) des contacts ont été pris avec des agences des Nations Unies afin d'établir des partenariats et de collecter des fonds.</p>				
--	--	--	--	--	--

Paragraphe 01521 - Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 6 156 000	Effectif : 6 156 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Meilleure communication des messages de base de l'EPT émis par l'UNESCO et visibilité accrue de l'EPT dans le monde</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'IIEP a contribué à promouvoir l'UNESCO à la Biennale de l'ADEA 2006 par un document relatif aux mesures à prendre pour surmonter les obstacles à l'EPT, présenté lors d'une séance plénière qui a rassemblé plus de 500 participants (ministres de l'éducation, hauts fonctionnaires et représentants d'institutions et d'organisations non gouvernementales). • L'IIEP a mis au point d'importants produits - livres, séminaires et documents pédagogiques sur diverses stratégies définies à Dakar comme étant essentielles à la réalisation de l'EPT (réduction de l'impact du VIH et du SIDA, amélioration de la gouvernance, traitement des problèmes des pays touchés par des conflits, établissement de liens avec les mesures de réduction de la pauvreté). • La réunion de 2006 du Groupe international de travail sur l'éducation (GITE) a été principalement consacrée à la promotion de l'EPT (desserte des ruraux et renforcement des capacités, deux domaines essentiels d'action à l'appui de l'EPT). 	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut, pour garantir l'efficacité du message, adopter des plans de communication plus énergiques. En travaillant en partenariat avec des institutions des Nations Unies, des organismes bilatéraux et multilatéraux de financement, des organisations non gouvernementales et des universités, l'Institut accroît la visibilité et la portée de son action. 	<p>Recueillir des données sur de nouveaux thèmes est onéreux, ce qui explique pourquoi certains thèmes n'avaient pas été couverts précédemment. Une fois qu'une recherche a été menée, il est très efficace d'en diffuser les résultats dans divers séminaires et ateliers, en particulier dans les forums de haut niveau.</p>	<p>Groupe international de travail sur l'éducation (GITE) : une session, activité autofinancée.</p>	
<p>Intérêt accru du Rapport mondial de suivi sur l'EPT en tant qu'outil décisionnel dans les pays et à l'échelle mondiale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'IIEP a utilisé le Rapport mondial de suivi sur l'EPT dans son Programme de formation avancée, favorisant ainsi l'utilisation du Rapport comme document de travail pour les planificateurs et administrateurs qui ont assisté au cours. • L'IIEP contribue régulièrement, par des données et des documents, à l'élaboration du Rapport mondial 	<ul style="list-style-type: none"> • En contribuant au Rapport mondial de suivi sur l'EPT, l'Institut accroît sa visibilité. 		<p>Articles et notes de synthèse. – Cours sur le suivi de l'EPT aux niveaux national et infranational. - Indicateur de référence : deux cours par an. Statut.</p>	

	de suivi sur l'EPT.				
<p>Renforcement des capacités des États membres dans le domaine de la planification stratégique, de l'analyse des politiques, de la gestion et de la mise en œuvre de l'EPT et promotion de plans de développement sectoriels de l'éducation et de la coordination par les États membres des partenaires pour le développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les buts fixés pour l'exercice biennal ont tous été dépassés, ce qui démontre l'attrait des cours proposés par l'Institut. La formation de l'IPE a été reproduite par plusieurs institutions, ce qui a contribué à élargir l'offre de formation destinée aux planificateurs et aux administrateurs. • L'IPE a aidé 17 pays à élaborer ou à mettre en œuvre des plans. L'introduction d'une planification stratégique en Égypte et en Afghanistan, suivie de la mise en place d'unités de planification stratégique dans les ministères égyptiens de l'éducation et de l'enseignement supérieur, illustre l'utilité des cours de formation de l'IPE. • L'assistance apportée par l'IPE au Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ) a permis à ce dernier de préparer et de réaliser sa troisième enquête transnationale. L'échantillon comprend 3 000 écoles, 70 000 élèves et 10 000 enseignants. De nouveaux points ont été introduits (sur l'enseignement privé et l'éducation au VIH et au SIDA, par exemple). On pourra analyser les données à partir du début de 2008, ce qui permettra de réaliser des études longitudinales de la qualité de l'éducation dans les pays du Consortium. • L'IPE a lancé un projet dont le but est de revoir les meilleures pratiques de renforcement des capacités de planification et de gestion de l'éducation qui formeront la base du document d'orientation de l'UNESCO que le Groupe de haut niveau examinera en 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut encore renforcer la formation de formateurs et la formation que l'IPE dispense au niveau régional. Ce sera l'une des principales orientations du huitième Plan à moyen terme de l'Institut. • Le développement des capacités ne se limite pas à l'acquisition de compétences techniques. Il faut travailler avec d'autres partenaires pour renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles. • L'éducation ne suffit pas en soi à susciter le développement. Il faut aligner les interventions sur celles d'autres secteurs. 	<p>La stratégie la plus rentable consiste à combiner différents types de formation au sein d'une équipe de pays.</p> <p>Multiplier les partenariats est rentable sur le long terme, même si cela accroît les coûts et les retards sur le court terme.</p>	<p>Personnels formés à la planification et à la gestion de l'éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indicateur de référence : formation de 100 personnes de haut rang ; - Spécialistes de l'éducation formés dans différents domaines ; - Indicateur de référence : formation de 800 spécialistes dans le cadre de cours nationaux, régionaux ou en ligne ; - Nombre d'établissements de formation nationaux bénéficiant d'un soutien de l'IPE ; - Indicateur de référence : trois établissements de formation ; - Ateliers de formation intensive pour les coordonnateurs et coordonnateurs adjoints nationaux de la recherche du SACMEQ ; - Indicateur de référence : deux ateliers de coordonnateurs de 14 pays. Statut : objectifs atteints. 	
<p>Amélioration de l'accès à l'information sur les bonnes pratiques, les politiques et les questions d'intérêt commun</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'une des activités marquantes de l'IPE, en 2006-2007, a été le lancement de <i>Corrupt Schools, Corrupt Universities: What Can Be Done</i> (Corruption dans les écoles et les universités : que peut-on faire ?), qui a bénéficié d'une large couverture médiatique. Ce livre résume le travail que l'IPE accomplit dans ce domaine et émet des recommandations concrètes pour une gestion plus transparente des systèmes éducatifs. D'autres activités de sensibilisation ont été menées sur le même thème avec des résultats concrets (mise en œuvre d'enquêtes de suivi des dépenses publiques, par exemple). • Les compétences de l'IPE en matière d'éducation aux situations d'urgence et de post-conflit ont été mises à profit pour concevoir la politique et la stratégie que l'UNESCO met en œuvre dans les 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour mener des recherches de pointe, il faut disposer de ressources de base. • Une démarche participative associant les décideurs et chercheurs nationaux à la définition et à la mise en œuvre des activités de recherche a davantage de chances de produire un effet. • Il faut du temps pour que la recherche influe sur la prise de décisions. Il faut que ses résultats soient largement diffusés auprès des différentes 	<p>Recueillir des données primaires (quantitatives ou qualitatives) de qualité est onéreux.</p> <p>Il est plus rentable d'effectuer des études de référence et des recherches de pointe, mais pour faire progresser le savoir, les deux sont nécessaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Forums de décideurs sur des questions essentielles ; - Indicateur de référence : quatre forums ; - Réseaux d'établissements de recherche et de formation ; - Indicateur de référence : quatre réseaux ; - Nouvelles bibliothèques de dépôt ; - Indicateur de référence : 15 bibliothèques ; - Portail sur la planification de l'éducation ; - Développement du site Web du SACMEQ et de 	

	<p>États fragiles. La mise en réseau de l'IPE dans ce domaine a également porté des fruits, avec le Réseau interinstitutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE), mais aussi avec l'approche humanitaire par groupe de pays du Comité permanent interorganisations des Nations Unies, qui a pris le <i>Manuel de l'IPE pour la planification de l'éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction</i> (2006) comme base pour mettre au point, en 2007-2008, des supports de formation et des projets pilotes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les <i>Principes de la planification de l'éducation</i> et les ouvrages de la collection <i>Education Policy</i> aident à rendre les bonnes pratiques (groupes d'écoles et centres d'information, amélioration des politiques et pratiques de formation des enseignants, financement de l'éducation axé sur la demande, préparation, recrutement et rétention des enseignants) facilement accessibles aux décideurs. D'autres publications telles que les <i>Cross National Studies of the Quality of Education: Planning Their Design and Managing their Impact</i>, <i>What to do to reduce Inequalities in Secondary Education in Latin America</i> ou celles consacrées à l'assurance qualité externe dans l'enseignement supérieur ont contribué à faire connaître les expériences couronnées de succès. • Le système d'information SITEAL permet de suivre plusieurs indicateurs sociaux et éducatifs d'Amérique latine, de saisir la complexité des divers facteurs qui sous-tendent l'hétérogénéité des contextes dans la région, d'analyser les phénomènes sociaux et éducatifs et, enfin, d'énoncer des hypothèses quant aux futurs scénarios qui guideront la prise de décisions à moyen et long termes. Les deux rapports annuels publiés fournissent des éclaircissements sur ces points. • L'IPE a intensifié sa politique de publication sur le Web : le site de l'Institut met à disposition 270 publications, dont 45 ont été chargées au cours des 12 derniers mois. Le suivi que l'IPE effectue des téléchargements montre qu'il existe une importante demande de supports de formation (entre janvier et août 2007, par exemple, plus de 1 400 téléchargements de textes sur l'utilisation des méthodes de recherche quantitative dans la planification de l'éducation). • Une autre réalisation importante de l'exercice biennal a été la création de Planipolis, portail sur la planification de l'éducation qui vise à rassembler tous les documents officiels relatifs aux politiques 	<p>franges de la société et parties intéressées. Il faut donc, si l'on veut atteindre différents publics, produire ces résultats sous différentes formes.</p>		<p>fonctionnalités de téléchargement des archives de données du SACMEQ.</p>	
--	---	---	--	---	--

	<p>d'éducation. Planipolis est reconnu par l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous (IMOA-EPT) et va se transformer, pour cette dernière, en centre d'échange d'informations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les objectifs de l'IPE ont tous été atteints, sauf pour ce qui est du nombre de forums organisés (3 au lieu de 4). 				
<p>Amélioration des connaissances et des capacités techniques des agents de l'État chargés de mettre en œuvre la réforme de l'éducation de la petite enfance et de l'enseignement primaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Voir les résultats obtenus en regard des résultats escomptés n° 3. En outre : • L'IPE a produit plusieurs études qui ont contribué à faire progresser les connaissances pratiques. Sa principale réalisation a été l'assistance pas à pas qu'il a accordée aux ministères afghan et égyptien de l'éducation pour les aider à élaborer leurs plans stratégiques. Des fonctionnaires de ces pays ont été formés en cours d'emploi tout au long de l'élaboration des plans, ce qui a réellement contribué à accroître les capacités techniques de ces deux pays. • Une cinquantaine de planificateurs nationaux et régionaux ont été formés à la mise en œuvre de la politique de décentralisation décidée en 2005 par le gouvernement. • Vingt moniteurs de planification et de gestion de l'éducation d'Afrique anglophone ont été formés à la manière de planifier l'enseignement primaire dans un contexte de VIH et de SIDA. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'IPE peut mieux renforcer les capacités par l'appui technique lorsqu'il bénéficie d'un appui politique au plus haut niveau, combine apprentissage pratique, stages de courte durée et conseils techniques, et associe régulièrement les parties intéressées. 	<p>Les cours à distance sont rentables, mais ils le sont encore davantage lorsqu'ils sont combinés à des cours classiques qui font appel à l'interaction.</p>	<p>Études sur les meilleurs programmes d'éducation formelle et non formelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indicateur de référence : deux études. 	
<p>Établissement d'une base de connaissances pour la formulation d'interventions efficaces et durables contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'IPE a achevé de mettre au point ses supports de formation sur la planification de l'éducation dans un contexte de VIH et de SIDA en coopération avec l'ESART et son programme d'étude en coopération avec des partenaires tels que l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA). Pour prodiguer une formation dans ce domaine, il a collaboré avec le Bureau de l'UNESCO à Dakar (Bureau régional pour l'éducation en Afrique), le Bureau international d'éducation de l'UNESCO, l'Institut de la Banque mondiale, l'UNICEF et le Bureau de l'UNESCO au Kenya. Les supports de formation seront mis à disposition dans les instituts de formation pédagogique kenyans. • Le Centre d'échange d'informations sur le VIH et le SIDA dans l'éducation met à disposition quelque 2 000 documents téléchargeables. Chaque mois, le site Web est consulté par 7 000 à 8 000 personnes. Le Centre héberge également une communauté de spécialistes qui regroupe 1 459 personnes. Ces chiffres témoignent de la pertinence et de la qualité 	<ul style="list-style-type: none"> • Le VIH et le SIDA demeurent des thèmes sensibles. L'expérience montre que les pays n'ont pas tous le même degré d'ouverture sur ce point ; il faut encore intensifier la promotion pour que soient élaborées et mises en œuvre des politiques fondées sur des données probantes. Il faut davantage prêter attention à la mise en œuvre des divers documents d'orientation relatifs au VIH et au SIDA. Il faudrait élaborer et financer des plans d'action concrets. Le VIH et le SIDA sont des thèmes qui relèvent de l'EPT et devraient, à ce titre, être intégrés aux plans d'éducation. 	<p>Il est très rentable de préparer et de publier des documents sur le Web. Il faut s'assurer qu'ils sont téléchargés et effectivement utilisés au niveau national.</p>	<p>Centre d'échange d'informations de l'IPE sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation.</p>	

	<p>du Centre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'IIPE s'est vu confier pour tâches de coordonner à l'avenir tous les centres d'échange d'information de l'UNESCO et de les intégrer en un centre unique. 				
Amélioration de l'information sur les réformes de l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> • Des stratégies visant à développer l'enseignement secondaire en Asie, en Amérique latine et dans les pays de l'OCDE ont été présentées à diverses conférences internationales. Des études de cas sur les réformes de l'enseignement secondaire menées dans trois pays ont été menées à bien. L'IIPE a fait partie du groupe consultatif mis en place aux fins de l'Initiative sur l'enseignement secondaire en Afrique dirigée par la Banque mondiale. Des articles ont été publiés dans des livres produits par le Bureau de l'UNESCO à Dakar (Bureau régional pour l'éducation en Afrique) et par le Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNEVOC). • Il a été réalisé une analyse des tendances de l'enseignement technique en Amérique latine. Le site Web RedEtis sur l'éducation postprimaire et l'intégration sociale a été consulté, en moyenne, 5 000 fois par mois. Il présente régulièrement des articles actuels consacrés, par exemple, aux tendances et aux programmes de l'enseignement secondaire en Amérique latine. Plusieurs publications sont disponibles en ligne sur le site Web de l'IIPE ou sur celui du Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle (CINTERFOR). Les conclusions d'études ont été utilisées pour élaborer les documents d'orientation des Pays-Bas et de l'UNICEF-Argentine. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des pressions considérables s'exercent pour que se développe l'enseignement secondaire. À ce jour, la plupart des politiques ont privilégié l'accès, négligeant la qualité et l'équité. Le défi sera d'assurer la qualité sur le long terme. • Alors que de plus en plus d'enfants et d'adolescents accèdent à l'enseignement secondaire de base et que les perspectives de développement des États membres s'améliorent, il va falloir mettre au point des stratégies efficaces de formation technique et professionnelle. 	Partenariat rentable.	- Études de cas sur les réformes de l'enseignement secondaire.	
Constitution d'une base de connaissances sur les bonnes pratiques utilisées dans les systèmes d'accréditation	<ul style="list-style-type: none"> • L'IIPE propose désormais une formation dans le domaine de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur. Les cours d'enseignement à distance proposés tout au long de l'exercice biennal ont reçu une évaluation positive des participants qui ont commenté la qualité, mais aussi l'opportunité de cette formation. Les supports de formation sont utilisés par d'autres entités telles que l'Association des universités africaines. 	<ul style="list-style-type: none"> • Alors que l'enseignement supérieur se diversifie ou se privatise, il devient essentiel de mettre en place des mécanismes d'assurance qualité. Le prochain défi sera de mesurer la qualité de l'enseignement au niveau tertiaire. 		Modules d'accréditation dans l'enseignement supérieur.	

Paragraphe 01531 - Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) (jusqu'en février 2007 : Institut de l'UNESCO pour l'éducation) (IUE)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 2 540 000	Effectif : 2 540 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des capacités nationales dans le domaine de la formulation des politiques, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes d'alphabétisation, d'éducation non formelle, d'éducation des adultes et d'apprentissage tout au long de la vie dans les États membres	<ul style="list-style-type: none"> Le Bangladesh, l'Égypte, Haïti, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan, le Sénégal, le Soudan et le Yémen ont mené des activités préparatoires dans le cadre de l'initiative LIFE - principalement des analyses de situation validées par un éventail de parties prenantes. Le Pakistan et le Sénégal ont mis au point des programmes d'enseignement nationaux pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle ; des instructeurs d'alphabétisation des deux pays ont été formés. Les capacités en matière d'alphabétisation ont été renforcées dans plusieurs pays, l'accent étant mis sur des approches pédagogiques innovantes, l'intégration des questions relatives aux femmes, l'éducation en matière de VIH et de SIDA (articulation avec EDUSIDA), les systèmes globaux de suivi et d'évaluation intégrés, la diffusion des bonnes pratiques en matière d'alphabétisation et l'établissement d'indicateurs de référence. <p>(contribue également à l'Axe d'action 1 du sous-programme I.1.2)</p> <p>À propos de LIFE, on trouvera plus de détails dans un rapport distinct sur l'Axe d'action 1 du sous-programme I.2.2.</p> <ul style="list-style-type: none"> Concertation avec des ministres africains sur les facteurs qui déterminent l'efficacité des programmes d'alphabétisation lors de la Conférence biennale de l'ADEA en 2006. Les capacités des chercheurs africains (de l'Afrique du Sud, du Botswana, du Burkina Faso, du Kenya, du Mali, de la Namibie, de l'Ouganda, du Sénégal et de la Sierra Leone) ont été renforcées avec la production participative d'une série de 20 études approfondies consacrées à la vision, aux politiques, aux coûts, à l'exécution, ainsi qu'au suivi et à l'évaluation concernant les programmes d'alphabétisation en Afrique dans le cadre du Groupe de travail sur l'éducation non formelle de l'ADEA. 	<ul style="list-style-type: none"> L'UIL a affiné la stratégie LIFE afin qu'elle soit davantage dictée par les pays et mieux adaptée à la situation et aux besoins des pays concernés. Il met davantage l'accent sur l'appui pour la sensibilisation et la communication, les partenariats, le renforcement des capacités, la diffusion des bonnes pratiques, le travail en réseau et la coopération Sud-Sud. Il est nécessaire de renforcer les capacités dans le domaine de la recherche, notamment pour avoir des politiques analytiques bien conçues et fondées. Des mesures de sensibilisation supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne l'efficacité des programmes d'alphabétisation. Les membres du groupe de travail sont très peu 			

- 33 ministres africains, 15 vice-ministres et 48 responsables en matière d'éducation non formelle ont été sensibilisés à l'amélioration des politiques et pratiques d'alphabétisation lors de la Conférence régionale africaine pour l'alphabétisation. Engagement accru des organismes donateurs en faveur des initiatives d'alphabétisation dans la région.
 - Le Bénin et le Mali ont établi un ministère responsable de l'alphabétisation et des langues nationales dans le cadre de l'éducation de base.
 - Le Burkina Faso a mis en place une équipe de travail chargée d'élaborer des mesures concrètes pour donner suite aux recommandations de la conférence régionale.
 - Le Nigéria a passé en revue les expériences menées dans d'autres régions du monde, ce qui lui a permis d'affiner ses propres campagnes d'alphabétisation.
 - Au Kosovo, les capacités du personnel du Ministère de l'éducation ont été renforcées aux fins de l'élaboration d'un système d'équivalence pour l'alphabétisation et l'ENF. En outre, 350 instructeurs et facilitateurs ont été formés en matière de suivi et d'évaluation à l'aide d'outils d'évaluation connexes dans le cadre d'un système d'équivalence.
- (contribue également à l'Axe d'action 2 du sous-programme 1.2.2).
- Plus de 200 décideurs, chercheurs et représentants de la société civile de 25 pays ont été formés aux politiques et pratiques en matière d'apprentissage tout au long de la vie dans le cadre de deux réunions de concertation organisées en Corée sur l'apprentissage tout au long de la vie.
 - La réforme de l'éducation en cours en Uruguay et le projet de nouvelle loi sur l'éducation ont intégré une perspective claire sur l'apprentissage tout au long de la vie. Les responsables de l'ENF en Bolivie, au Paraguay et en Uruguay ont été sensibilisés à la nécessité d'institutionnaliser les politiques et pratiques en matière d'apprentissage tout au long de la vie dans leurs pays.
 - Concertation avec des décideurs, des chercheurs et des praticiens dans les États membres sur toute une série d'aspects des politiques, des pratiques et de la recherche concernant l'alphabétisation, l'éducation non formelle, l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie, via le centre de

nombreux à travailler activement à l'échelon national entre les différentes manifestations. Il est nécessaire de mettre au point des stratégies peu coûteuses pour appuyer les initiatives et les réseaux au niveau national et de trouver de nouveaux partenaires à l'appui de ces activités.

	<p>documentation et les publications de l'UIL.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les capacités nationales au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Niger et au Sénégal ont été renforcées pour la réalisation de recherches sur l'alphabétisation du point de vue des femmes. 				
<p>Identification, analyse et diffusion de démarches novatrices dans les domaines clés de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'éducation des adultes, en ciblant les groupes marginalisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 150 pratiques d'alphabétisation efficaces ont été analysées et diffusées lors de la Conférence internationale de la Maison Blanche sur l'alphabétisation dans le monde et de la série de conférences régionales sur l'alphabétisation organisées dans le cadre de la DNUA avec quelque 2 000 participants. <p>(contribue également à l'Axe d'action 2 du sous-programme I.2.2).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les approches pédagogiques innovantes de l'alphabétisation appliquées dans 16 pays du monde entier ont été analysées par les participants de ces pays. Ces innovations s'appuient sur les textes, les compétences ou la technologie pour faciliter l'acquisition de connaissances, et elles font appel à l'esprit critique et à diverses capacités visant à autonomiser les apprenants et à améliorer leur qualité de vie. Ces exemples ont été enregistrés dans la base de données de l'UIL sur les pratiques efficaces et peuvent être consultés sur le portail de l'alphabétisation de l'UNESCO. <p>(dto.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le concept et les pratiques d'alphabétisation familiale ont été encouragés dans le cadre d'un projet pilote associant la prise en charge de la petite enfance et l'enseignement primaire à l'alphabétisation des adultes et à l'éducation des parents en Allemagne, et des pratiques ont été mises en commun grâce au réseau QualiFLY (Quality in Family Literacy) faisant intervenir des experts d'Afrique du Sud, d'Allemagne, du Bangladesh, de Bulgarie, des États-Unis d'Amérique, d'Irlande, du Mali, de Malte, d'Ouganda et de Turquie. <p>(dto.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des professionnels de l'alphabétisation venant de toutes les régions du monde ont été formés en ce qui concerne la transférabilité de la notion d'alphabétisation familiale du Nord vers le Sud (et vice-versa). • Des experts d'Allemagne, de Grèce et de Roumanie ont été formés à l'alphabétisation et aux compétences 				

	<p>nécessaires à la vie courante dans les prisons.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'UIL a continué d'assurer un suivi de l'éducation des adultes pour les groupes ayant des besoins spéciaux tels que les personnes handicapées, les populations autochtones, les minorités, les réfugiés, les migrants et les détenus. Deux réseaux d'éducation en milieu carcéral ont été mis en place en Europe et en Amérique latine, respectivement. • Des enseignements essentiels provenant de plus de 40 pays et concernant une sensibilisation efficace à l'éducation des adultes dans le cadre de festivals ont été diffusés dans le monde entier par l'intermédiaire du réseau de la Semaine internationale de l'éducation des adultes. • La formation des professionnels de l'éducation des adultes ainsi que des stagiaires a été renforcée grâce à la publication de cinq volumes d'une collection de manuels sur les perspectives africaines en matière d'éducation des adultes, portant respectivement sur les bases, la psychologie, le contexte social, les méthodes de recherche et l'élaboration de programmes. • Des experts de l'éducation ont été formés à la mise en place de services de documentation et d'information sur l'éducation des adultes grâce à un kit d'outils pédagogiques mis au point et diffusés par le Réseau de documentation et d'information sur l'éducation des adultes (ALADIN). • Dans le cadre du sous-réseau indien d'ALADIN, PALDIN, un dossier de formation complet et novateur pour les éducateurs des adultes a été introduit à titre expérimental en Inde. 	<ul style="list-style-type: none"> • La collection de manuels sur les perspectives africaines en matière d'éducation des adultes a été très bien reçue ; elle pourrait être développée par la mise au point de nouveaux ouvrages en anglais et d'une collection similaire en français et en portugais, en collaboration avec des partenaires solides, des équipes de recherche et un réseau d'universitaires d'Afrique. • Le dossier de formation PALDIN doit être simplifié pour le personnel de terrain et pourrait également être transféré dans d'autres pays visés par l'initiative LIFE comme le Népal et le Bangladesh. 			
<p>Élaboration et institutionnalisation de politiques, de pratiques et de mécanismes de reconnaissance, validation et certification des apprentissages antérieurs et informels dans un certain nombre de pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une synthèse transnationale de 45 études a été réalisée pour donner aux décideurs et aux professionnels des informations essentielles sur les politiques et les pratiques de reconnaissance, de validation et de certification des apprentissages informels, non formels et pratiques. (contribue également à l'Axe d'action 1 du sous-programme I.1.2). • En coopération avec la Commission nationale française pour l'UNESCO, plus de 60 experts d'Afrique (Maurice, Namibie, Bénin, République centrafricaine, Kenya et Niger) ont été formés aux 	<ul style="list-style-type: none"> • Des informations supplémentaires sur la reconnaissance de l'apprentissage en entreprise sont nécessaires ; des outils appropriés pour mesurer les compétences pratiques devraient être mis au point ; les résultats de l'apprentissage et des compétences reconnaissant un éventail plus large de moyens d'apprentissage devraient être validés, et les dispositifs de 			

	<p>politiques et pratiques existantes en matière de reconnaissance, de validation et de certification.</p> <p>(dto.)</p>	<p>qualité correspondants élaborés ; la collaboration entre les ministères de l'éducation et les ministères du travail, de l'industrie et de la protection sociale devrait être encore approfondie.</p>			
<p>Amélioration et renforcement de la gestion des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle par l'information des décideurs et des principales parties prenantes et l'assistance technique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 60 décideurs, professionnels et chercheurs de 15 pays africains ont été formés sur les synergies entre les approches formelles et non formelles en matière de prévention du VIH dans le cadre de deux réunions sous-régionales. <p>(contribue également à l'Axe d'action 2 du sous-programme I.3.2).</p> <ul style="list-style-type: none"> • La qualité des programmes locaux d'alphabétisation et d'apprentissage des compétences nécessaires à la vie courante mis en œuvre au Bangladesh, en Chine, en République démocratique populaire lao, au Mali, au Niger et en Zambie a été améliorée grâce au renforcement des capacités respectives des experts et des professionnels. <p>(contribue également à l'Axe d'action 2 du sous-programme I.2.2).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le personnel du Département du Botswana pour l'éducation non formelle a été formé pour élaborer un programme d'enseignement et des matériels pédagogiques aux fins de la mise en place d'un programme complet d'éducation de base des adultes. <p>(contribue également à l'Axe d'action 1 du sous-programme I.1.2).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une note d'orientation sur la langue dans la politique de l'éducation fondée sur des recherches concernant l'alphabétisation, la langue et les modalités non formelles et nouvelles d'apprentissage a été examinée avec le Ministre de l'éducation et le Directeur de l'éducation non formelle du Sud-Soudan. Une conférence nationale sur la langue a été prévue afin d'approfondir l'examen de la question. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les préparatifs de la mise en œuvre du programme botswanais d'éducation de base des adultes sont très lents, d'autant que l'éducation non formelle n'est pas considérée comme une priorité par le gouvernement. Les capacités du Département de l'éducation non formelle sont insuffisantes et le développement des compétences nécessaires à la réalisation du travail à accomplir a exigé une prorogation de l'intervention de l'UIL. 			
<p>Amélioration des systèmes d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation, de l'éducation non formelle et de l'éducation de base des adultes dans quelques pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités nationales permettant de suivre et d'appliquer des programmes d'éducation non formelle et d'alphabétisation ont été renforcées grâce au développement des capacités des spécialistes du Botswana, du Kenya, du Malawi, de la Namibie et de l'Ouganda. Des spécialistes du suivi et de l'évaluation du Burkina Faso et du Kenya ont été formés à l'application de plusieurs stratégies de suivi pour l'ENF (UNESCO SIG-ENF, LAMP, modèle ADEA, 	<ul style="list-style-type: none"> • Un système de suivi doit être intégré au programme à compter de la phase de planification et des ressources prévues pour l'évaluation interne. Il est nécessaire d'établir un système informatique de gestion à partir du système EMIS et d'autres structures existant dans le pays. 			

	<p>etc.). (contribue également à l'Axe d'action 2 du sous-programme I.2.2).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un cadre de suivi et d'évaluation efficace pour LIFE qui sera appliqué aux niveaux international et national à partir des systèmes existants et des bonnes pratiques a été établi par les points focaux de LIFE ainsi que des spécialistes de l'évaluation de quatre régions du monde. <p>(contribue également à l'Axe d'action 1 du sous-programme I.2.2)</p>	<p>Certains pays (Malawi) ont besoin d'un appui supplémentaire pour pouvoir appliquer les enseignements tirés de l'atelier.</p>			
--	--	---	--	--	--

Paragraphe 01541 – Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (ITIE)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 1 100 000	Effectif : 1 100 000

Paragraphe 01551 - Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 2 000 000	Effectif : 2 000 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Renforcement des capacités des institutions de formation des enseignants en Afrique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 113 étudiants du Ghana, d'Éthiopie, de Sierra Leone, de Gambie, du Swaziland et du Malawi ont obtenu des diplômes universitaires supérieurs d'enseignement à distance et 31 étudiants d'Éthiopie et du Libéria ont obtenu une maîtrise d'enseignement à distance. • Programme de maîtrise sur les TIC au service de l'éducation mis en œuvre avec succès dans des universités d'Éthiopie, du Ghana et d'Ouganda, avec 57 enseignants diplômés. • Éducateurs d'instituts de formation d'enseignants formés, au Nigéria, au Swaziland, en Éthiopie et au Sénégal, à l'utilisation et à l'intégration des TIC dans l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Traiter les questions relatives à la réduction des taux d'abandon scolaire. • Pour que le programme réussisse, il faut apporter aux élèves un appui constant et maintenir avec eux un contact permanent. • Pour former des enseignants à faible coût, il faut collaborer avec des établissements d'enseignement à distance. • Absence de structures d'information et de communication dans certains établissements de formation 	<p>Coût de l'élaboration du programme pris en charge par les institutions collaboratrices. L'IIRCA ne finance que le volet d'appui aux enseignants. Très rentable par rapport à l'enseignement traditionnel.</p> <p>Le recours à un modèle en cascade réduit les coûts de formation.</p> <p>La diffusion des cours sur supports numériques est rentable, élargit l'accès à ces cours et développe</p>	<p>Nombre de personnes formées suffisamment élevé pour garantir, par effet multiplicateur, la durabilité du programme dans les pays.</p> <p>Programme de maîtrise sur les TIC au service de l'éducation intégré par les universités.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • La capacité des formateurs d'enseignants sera renforcée par l'utilisation du CD-ROM interactif de l'IIRCA sur la prévention et l'intégration du VIH/SIDA. • 327 éducatrices de Zambie, du Ghana, du Botswana, du Malawi, de République-Unie de Tanzanie, de Madagascar et du Kenya formées à l'encadrement de la lutte contre le VIH/SIDA, à la résolution des conflits, à la consolidation de la paix, à la réduction de la pauvreté et à la prise en compte des questions d'égalité des sexes. • Chefs d'établissement et inspecteurs formés, en République du Congo, en République démocratique du Congo, au Burundi, au Nigéria, en Guinée et en Sierra Leone, à la gestion des écoles, des élèves et des finances aux fins d'une direction plus efficace des établissements. • Modules de renforcement des capacités d'élaboration de projets d'EPT destinés à la formation d'enseignants en Guinée, au Niger, en Sierra Leone et en Angola mis au point et validés en collaboration avec les bureaux de l'UNESCO en Afrique. • La République centrafricaine a adapté trois modules et un guide pédagogique d'intégration des droits de l'homme, de la paix et du dialogue interculturel dans les programmes des écoles et des instituts de formation d'enseignants. 	<p>d'enseignants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de produire du contenu pertinent et culturellement approprié. • Retards d'exécution dus à la mauvaise conception de projets. • Il reste difficile de développer le programme sur l'accès des femmes aux postes de responsabilité. • Malgré sa popularité, le programme sur l'accès des femmes aux postes de responsabilité manque de ressources. • Suivi insuffisant. • Pour mettre en oeuvre toutes les initiatives pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA), il faudra des ressources supplémentaires. • Manque de personnel de formation. • Difficulté de communiquer avec les coordonnateurs locaux et les bureaux de l'UNESCO. • Retards dans l'exécution des projets. • Difficulté, pour les participants, de rejoindre les écoles dans la région en conflit du Tchad. 	<p>leur utilisation.</p> <p>Programme sur l'accès des femmes aux postes de responsabilité pas rentable, car il a été difficile de conclure et de maintenir des partenariats de partage des coûts.</p> <p>Le modèle en cascade assure la rentabilité.</p> <p>L'enseignement à distance est rentable pour ce qui est de répondre aux besoins des enseignants.</p> <p>Rentable si adapté et adopté par toutes les écoles du pays.</p>	<p>Durabilité garantie par l'intégration de la technologie au service de l'éducation.</p> <p>Enseignants mieux placés pour intégrer l'éducation au VIH/SIDA.</p> <p>Institutionnalisation du programme sur l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans divers établissements d'enseignement supérieur ou de formation d'enseignants.</p> <p>Institutionnalisation de la formation des directeurs d'instituts de formation d'enseignants.</p> <p>Les projets ont été intégrés par les établissements de formation d'enseignants de ces pays.</p> <p>Les gouvernements assureront l'intégration de l'éducation à la paix dans les programmes.</p>	
<p>Recherches sur la formation des enseignants en Afrique et activités de sensibilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les États membres de l'Union africaine ont adopté une stratégie de perfectionnement des enseignants dans le contexte de la seconde Décennie de l'éducation pour l'Afrique. • Réalisation de cinq analyses sur le perfectionnement des enseignants aux fins de l'EPPE en Éthiopie, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie, au Burkina Faso et en République du Congo. Compilation et 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque du temps nécessaire pour organiser des réunions consultatives et y participer. • Nécessité d'allouer à l'Union africaine les ressources dont elle a besoin pour perfectionner les enseignants. • Problèmes de communication avec les chercheurs/ consultants dans les pays d'Afrique francophone. 	<p>La proximité de l'Union africaine est un facteur de rentabilité.</p> <p>Chercheurs recrutés en fonction de leur spécialisation et des travaux en cours. Deux études non encore achevées.</p>	<p>Les États membres de l'Union africaine ont accepté la stratégie d'exécution.</p> <p>Participation des bureaux de pays et multipays de l'UNESCO de la région de la Communauté de</p>	

	<p>communication aux États membres, par la lettre d'information de l'IIRCA, des études qui existent sur l'EPPE.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manuel destiné aux planificateurs de l'éducation achevé et mis à la disposition des responsables politiques. • Mise au point de supports (quatre modules) de formation destinés aux chefs, chefs adjoints et cadres supérieurs des établissements de formation d'enseignants et aux doyens des facultés de formation pédagogique d'Afrique subsaharienne. • Analyse, en collaboration avec l'IPE, de la mesure dans laquelle les établissements de formation d'enseignants d'Éthiopie font face au VIH/SIDA et en atténuent l'impact. • Évaluation des besoins des enseignants africains en normes afférentes aux TIC pour quatre sous-régions d'Afrique : Est, Ouest, Centre et Sud. 	<ul style="list-style-type: none"> • Obstacles financiers à l'élaboration du manuel. • Personnel qualifié requis pour coordonner l'élaboration du manuel. • Manque d'intérêt des directeurs des instituts de formation d'enseignants pour ce qui est de participer au programme. • Sous-estimation des ressources allouées. • Difficulté d'obtenir des données des instituts de formation d'enseignants. • Difficulté, des points de vue de l'information et de la communication, d'obtenir des données des instituts de formation d'enseignants dans les sous-régions. 	<p>Recours au personnel et aux administrateurs de l'IIRCA pour achever l'élaboration du manuel.</p> <p>Le recours à trois consultants principaux pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne réduit le coût de production des modules.</p> <p>Le recours à des consultants locaux réduit grandement les dépenses.</p> <p>Rentable grâce au recours à un consultant par sous-région.</p>	<p>développement de l'Afrique australe (SADC). Le Forum de l'UNESCO pour les spécialistes de l'éducation associe l'IIRCA à l'examen des questions liées au perfectionnement des enseignants.</p> <p>S/O</p> <p>Les établissements de formation d'enseignants et les ministères de l'éducation intègrent ces supports dans leurs programmes d'enseignement et de formation.</p> <p>L'intégration de l'éducation au VIH/SIDA maintient le corps enseignant.</p> <p>L'approbation ultérieure des recommandations par les États membres garantira la durabilité.</p>	
<p>Regroupement d'informations sur la formation des enseignants et mise de ces informations à la disposition des établissements de formation des enseignants en Afrique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des formateurs d'enseignants africains ont commenté et partagé des données d'expérience relatives à un grand nombre de sujets en utilisant le portail du Réseau de formation des enseignants de l'IIRCA. • Des instituts africains de formation d'enseignants utilisent la bibliothèque électronique de l'IIRCA comme moyen supplémentaire d'enseignement et d'apprentissage. • Publication bisannuelle de lettres d'information de l'IIRCA distribuées aux délégués permanents, bureaux de l'UNESCO, facultés, universités, commissions nationales et ministères de l'éducation. • 400 CD-ROM sur l'enseignement des TIC produits et 250 CD-ROM distribués à des instituts de formation d'enseignants d'Afrique francophone. • CD-ROM sur les écoles à classe unique publié et distribué aux pays d'Afrique concernés en collaboration avec le groupe de travail de l'ADEA sur 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès limité à l'Internet. • Besoin de personnel qualifié pour modérer le débat. • Nécessité d'actualiser le contenu de la bibliothèque électronique. • Manque de retour d'information de la part des lecteurs. • Difficulté de traduire en temps voulu vers le français et le portugais. • Difficulté, par manque de ressources, de distribuer les CD-ROM en temps voulu. • Difficulté de développer les écoles à classe unique. • Pénurie d'électricité, les écoles 	<p>Rentable, car limité au temps d'utilisation.</p> <p>Aussi longtemps que la connexion à l'Internet est possible, le contenu peut facilement être téléchargé.</p> <p>Le coût de la traduction est élevé.</p> <p>Support d'apprentissage rentable.</p> <p>Très rentable dans les communautés rurales peu peuplées.</p>	<p>Durable aussi longtemps que la technologie est utilisée.</p> <p>Adaptation des bibliothèques électroniques aux besoins des pays.</p> <p>Durable, car les mêmes publications sont disponibles sous forme électronique sur le site Web de l'IIRCA.</p> <p>Les CD-ROM peuvent être facilement reproduits et atteindre un plus grand nombre d'enseignants.</p> <p>La plupart des ministères de l'éducation ont approuvé le concept de classe unique.</p>	

le métier d'enseignant.

étant situées en milieu rural.

Paragraphe 01561 - Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 2 200 000

Effectif : 2 200 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des capacités des États membres dans les domaines de l'accréditation et de l'assurance qualité, et mise en place de cadres pour l'assurance qualité	<p>1. Les capacités des États membres dans ce domaine ont été évaluées grâce à 17 études nationales, dont deux de portée régionale. L'étude régionale de référence (en version abrégée) a été incluse dans le « Report on Higher Education in Latin America and the Caribbean 2002-2005. The Metamorphosis of Higher Education » dont elle constitue un chapitre sur ledit sujet.</p> <p>2. Cours en ligne - ouvert et libre - de renforcement des capacités dans le domaine de l'évaluation et de l'accréditation des établissements d'enseignement supérieur.</p> <p>3. Élaboration des phases I et II d'un projet en commun avec le RIACES, le CONEAU et la CAPES sur l'évaluation et l'accréditation des systèmes nationaux d'enseignement supérieur dans la région de l'Amérique</p>	<p>1. La réalisation de ces études et la discussion ultérieure de leurs résultats ont fourni de précieuses informations permettant de sensibiliser les pays sur le point de se lancer dans la création d'organismes nationaux d'accréditation et ceux cherchant à renforcer les organismes existants, et de leur apporter des données d'expérience et des conseils d'experts. Ce qu'il est convenu d'appeler la « culture de l'évaluation » a été officiellement instaurée - à un rythme plus ou moins rapide - dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Cependant, on observe que la participation aux processus d'évaluation et d'accréditation d'établissements supérieurs non universitaires est encore rare et reste un défi pour l'avenir.</p> <p>2. Il est désormais évident que la mise au point de ce produit d'apprentissage à distance ouvert - associé au nom prestigieux de l'UNESCO - a été bien perçu dans la région et a non seulement aidé à renforcer les capacités, mais aussi à consolider le rôle de chef de file de l'IESALC sur ce thème dans le programme régional. Le défi est de faire face à certaines lacunes comme l'attente de la plupart des utilisateurs qui comptent sur une assistance tutoriale/un encadrement didactique.</p> <p>3. Le projet montre qu'il est possible de faciliter la normalisation des critères d'accréditation, d'évaluation et de</p>	<p>1. Les coûts étaient imputables à l'élaboration et à la publication des études sous forme imprimée et de CD-ROM en anglais et en espagnol et à leur disponibilité sur le site Web de l'IESALC ; ils ont été largement compensés par l'impact de l'opération.</p> <p>2. Seule l'élaboration du cours a eu un coût, par conséquent très faible par rapport à l'impact et à la large portée de celui-ci.</p> <p>3. Les coûts ont été couverts par des fonds extrabudgétaires et le soutien des partenaires. Cette étude est indispensable à la</p>	<p>1. Ce diagnostic a porté sur l'intégralité des 33 pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ; 2 000 exemplaires d'ouvrages et de CD-ROM ont été distribués ; de nombreuses citations ont été faites dans la littérature spécialisée et lors de réunions dans la région LAC.</p> <p>2. Dans l'ensemble au moins 500 personnes/établissements ont pris contact avec l'IESALC en liaison avec ce cours de formation.</p> <p>3. L'étude régionale (phase I) est achevée pour les 33 pays de la région LAC et l'étude régionale</p>	

	<p>latine et des Caraïbes.</p> <p>4. Réunion de représentants des ministres d'Amérique latine et des Caraïbes chargés de remanier et d'actualiser l'Accord régional de 1974 sur la reconnaissance des études, certificats et diplômes universitaires et suivi des négociations (El Salvador, 2006).</p> <p>5. L'IESALC a commandé une étude visant à évaluer la situation et l'efficacité de l'Accord régional de 1974 sur la reconnaissance des études, certificats et diplômes universitaires et a présenté des propositions et stratégies aux ministres de l'enseignement supérieur de la région.</p> <p>6. Projet en collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Kingstown en vue d'aider à la création d'un organisme d'assurance de la qualité dans la communauté des Caraïbes (CARICOM).</p> <p>7. Projet conjoint OREALC/UNESCO - Kingstown/IESALC - pour soutenir le développement du Réseau <i>Innovemos</i> dans les pays non hispanophones des Caraïbes.</p>	<p>certification de la qualité des études supérieures en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le défi est d'obtenir des indicateurs de qualité comparables, issus de différentes structures statistiques nationales et de conserver cohérence et harmonie dans un contexte institutionnel régional de plus en plus complexe et divers.</p> <p>4. Les participants à la manifestation étaient des fonctionnaires de rang intermédiaire des ministères d'Amérique latine et des Caraïbes. Par ailleurs, l'Accord est considéré comme ne convenant pas à tous les pays de la région. Le défi consiste à examiner une nouvelle étude lors d'une manifestation de haut niveau (deuxième Conférence régionale sur l'enseignement supérieur 2008), en présence des ministres, afin d'obtenir que les pays s'engagent à la mettre en œuvre.</p> <p>5. L'étude révèle les obstacles qui entravent la mise en œuvre de l'Accord. L'application parallèle d'accords sous-régionaux diminue l'importance de l'Accord au plus haut niveau de décision. Les propositions comprennent de nouvelles stratégies pour motiver les pays afin qu'ils progressent en matière d'acceptation et de reconnaissance des certificats, degrés et titres.</p> <p>6. Le projet en cours montre l'importance de l'intégration régionale pour développer l'assurance de la qualité de l'enseignement supérieur dans des pays qui n'ont pas de tradition dans ce domaine.</p> <p>7. Caractère stratégique des réseaux universitaires pour renforcer les systèmes nationaux d'enseignement supérieur.</p>	<p>poursuite des activités en matière de mobilité, de validation des crédits et degrés et d'assurance qualité.</p> <p>4. Aucun résultat n'ayant été atteint, la réunion n'a pas été d'un bon rapport coût-efficacité. Cela s'explique toutefois par le peu d'intérêt que les pays manifestent pour l'Accord, comme en témoigne le fait qu'ils n'aient pas répondu à la demande de l'IESALC de formuler des suggestions.</p> <p>5. L'étude était financée par des fonds extrabudgétaires et s'avère très utile compte tenu de son interprétation critique du sujet et des nouvelles possibilités ouvertes.</p> <p>6. Le coût est faible, partagé par les partenaires, dans l'espoir de la création d'un organisme sous-régional.</p> <p>7. Les coûts sont partagés par l'OREALC, le Bureau de Kingstown et l'IESALC. Le projet vise à exploiter les activités et ressources institutionnelles des établissements membres pour élargir l'action aux pays non</p>	<p>complémentaire (phase II) en cours, également pour les 33 pays.</p> <p>4. Une version amendée de l'Accord a été distribuée aux Ministères de l'éducation et aux organismes d'accréditation de l'enseignement supérieur de la région LAC. Seul le Paraguay a entériné la nouvelle version et l'Équateur a formulé des observations sur les textes.</p> <p>5. L'étude est en cours de publication afin d'être présentée aux ministres des 33 pays en vue de rouvrir le processus de révision de l'Accord.</p> <p>6. Création de l'organisme, institutions concernées et pays couverts.</p> <p>7. Nombre de pays et d'institutions des Caraïbes participant au Réseau <i>Innovemos</i>.</p>	
--	---	---	--	---	--

	<p>8. Projet en collaboration avec les Gouvernements bolivien et brésilien en vue de la création d'un organisme d'accréditation de l'enseignement supérieur en Bolivie.</p> <p>9. Évaluation externe de la Commission nationale d'évaluation et d'accréditation universitaire argentine (CONEAU) à la demande du Ministère de l'éducation.</p> <p>10. Amélioration des statistiques de l'enseignement supérieur dans tous les pays de la région LAC grâce à l'évaluation des bases de données de l'enseignement supérieur existantes, à la mise en place d'une base de données régionale intégrée et à la formation des fonctionnaires des ministères de l'éducation aux outils et procédures nécessaires à l'établissement de la Carte de l'enseignement supérieur.</p> <p>11. Évaluation externe de l'Université bolivienne « Juan Misael Saracho ».</p>	<p>8. Nécessité de renforcer les systèmes nationaux d'assurance de la qualité pour permettre la mobilité et la coopération régionales.</p> <p>9. Importance d'un organisme national d'accréditation dans le processus d'assurance de la qualité, et reconnaissance de l'IESALC en tant que référence régionale objective en matière d'évaluation.</p> <p>10. Nécessité de normaliser et d'intégrer les bases de données sur l'enseignement supérieur afin de fournir un modèle de référence et d'appuyer la prise de décisions et la coopération internationale.</p> <p>11. L'IESALC continue de développer ses compétences dans ce domaine et est de plus en plus reconnu à ce titre.</p>	<p>hispanophones des Caraïbes.</p> <p>8. Deux pays ont couvert les frais. L'IESALC a joué le rôle de soutien technique et de médiateur.</p> <p>9. Les frais ont été couverts par le Ministère argentin.</p> <p>10. Des fonds extrabudgétaires brésiliens ont servi à mobiliser des ressources et des capacités techniques et nationales.</p> <p>11. L'Université « Juan Misael Saracho » a payé l'évaluation.</p>	<p>8. L'Accord a été signé par les deux présidents et l'agence a été créée.</p> <p>9. L'évaluation est achevée et le rapport a été adressé au Ministre argentin.</p> <p>10. Nombre de pays compris (neuf pays pilotes); nombre de membres du personnel formés, nombre d'institutions d'enseignement supérieur incluses.</p> <p>11. Le rapport est achevé et a été adressé au recteur.</p>	
<p>Développement de l'aide à la formulation de politiques et de l'échange d'informations sur la réforme des politiques et stratégies de l'enseignement supérieur, en particulier dans les pays en développement et les pays en situation de post-conflit</p>	<p>1. Évaluation des réformes de l'enseignement supérieur et examen des changements apportés à la législation sur l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p> <p>2. Aide au Gouvernement de la République dominicaine en vue de l'analyse du troisième plan décennal pour l'enseignement supérieur, la science et</p>	<p>1. Les conclusions et leçons générales tirées de ces études ont été utilisées par différentes parties prenantes en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p> <p>2. Légitimité de l'IESALC en tant que référence régionale en matière d'enseignement supérieur.</p>	<p>1. Coût d'élaboration et de publication très faible; impact très élevé.</p> <p>2. Coût nul; renforcement de la présence de l'IESALC dans les Caraïbes.</p>	<p>1. Publication d'un chapitre sur les réformes de l'enseignement supérieur dans le « Report on Higher Education in Latin America and the Caribbean 2000-2005: The Metamorphosis of Higher Education »; 2 000 exemplaires imprimés, 500 CD-ROM produits, disponibilité en ligne du rapport sur le site Web de l'IESALC. Onze (11) études nationales ont été réalisées ainsi que deux (2) études sous-régionales et une (1) régionale; six (6) ouvrages ont été publiés sur ce thème. Tous ces titres peuvent être téléchargés gratuitement depuis le site Web de l'IESALC.</p> <p>2. L'analyse de l'IESALC a été envoyée au Ministre de l'éducation.</p>	

	<p>la technologie.</p> <p>3. Accord de coopération entre le Ministère de l'éducation brésilien et les universités d'Amérique centrale, avec participation de l'IESALC dans le processus de négociation.</p> <p>4. Promotion du débat régional sur l'amélioration de l'enseignement supérieur dans la région et participation accrue des pays dans ce débat.</p> <p>5. Identification et analyse des tendances de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours des dix dernières années et définition des priorités de la politique de l'enseignement supérieur de la région.</p>	<p>3. L'IESALC réaffirme son rôle de catalyseur de la coopération bilatérale.</p> <p>4. L'IESALC a rétabli la légitimité de son rôle en tant qu'institution spécialisée de référence, comme l'indique l'approbation de ses projets de base par les recteurs et réseaux d'universités par le biais de la « Déclaration de Caracas ».</p> <p>5. L'hétérogénéité s'est simultanément révélée un problème et un facteur positif pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes. D'un côté, elle crée de graves obstacles à la coopération et à l'intégration des systèmes d'enseignement supérieur dans la région et aboutit à des processus de formation très différents. De l'autre, la diversité des expériences illustre les liens des universités avec les contextes historiques et sociaux des pays de la région.</p>	<p>3. Le coût sera pris en charge par les pays participants. Élargissement des programmes de coopération dans la région.</p> <p>4. Coût très faible généralement partagé entre l'IESALC et ses partenaires alors qu'un vaste débat en est résulté sur des questions stratégiques concernant l'enseignement supérieur dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.</p> <p>5. Frais couverts par des fonds extrabudgétaires ; ces connaissances serviront de base à l'ensemble du débat sur l'amélioration de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p>	<p>3. Des domaines d'intervention détaillés doivent encore être définis par le Brésil et les pays partenaires ; le nombre de pays et d'institutions participants et le nombre de projets mis en œuvre serviront d'indicateurs.</p> <p>4. L'IESALC a parrainé ou soutenu 38 manifestations.</p> <p>5. Études publiées. Réunions organisées sur ces sujets. Nombre de pays participant au débat sur les conclusions.</p>	
<p>Amélioration des possibilités d'accès aux programmes d'étude et de recherche de l'enseignement supérieur et amélioration de l'information des étudiants sur la disponibilité, la qualité et la validité des programmes</p>	<p>1. Le service de bibliothèque de l'IESALC fournit des informations permettant de consulter personnellement la publication intitulée « Études à l'étranger » ; l'Institut dispose de personnel permanent (bibliothécaire principal) et de stagiaires chargés de conseiller des sources d'information sur la disponibilité, la qualité et la validité des programmes ; des réunions thématiques ouvertes sont organisées pour que des étudiants visitent les locaux de l'IESALC et se familiarisent avec les sources d'information ; disponibilité de la bibliothèque scientifique virtuelle de la CAPES.</p>	<p>1. La mobilité étant un facteur clé de l'intégration régionale et de l'égalité des chances pour les étudiants, l'IESALC devrait améliorer sa capacité à fournir des informations ainsi qu'à donner accès à du matériel et des programmes de recherche.</p>		<p>1. 30 à 35 visiteurs par mois.</p>	
<p>Débat sur les politiques et pratiques propres à améliorer les processus de décision, y compris dans le cadre du Forum sur l'enseignement supérieur, la recherche et la</p>	<p>1. L'IESALC a joué un rôle actif dans le séminaire de recherche régionale pour le Forum LAC/UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance. La vice-présidence du Forum pour l'Amérique latine et les Caraïbes se trouve désormais à l'Institut qui a été un partenaire du Forum pour les</p>	<p>1. L'IESALC continuera de soutenir le Forum en diffusant des bonnes pratiques, des approches universitaires novatrices et en faisant connaître des questions clés relatives à l'enseignement</p>	<p>1. Le partage des coûts avec le Forum est très fructueux compte tenu de la visibilité de la production.</p>	<p>1. Publication de quatre (4) ouvrages : (a) Convergencias y Tensiones. Ciencia, Tecnología y Educación Superior en América Latina, (b) UniverSIDad y Desarrollo</p>	

connaissance	publications.	supérieur dans la mesure où son budget le permet. Le lien avec le Forum renforce le rôle de l'IESALC en tant que laboratoire d'idées.		en Latinoamérica: Experiencias exitosas de centros de investigación, (c) Políticas de investigación y ES para la transformación social, (d) UniverSIDA des como centros de investigación y creación de conocimiento ¿Una especie en extinción? (CD-ROM).	
La coopération interuniversitaire régionale reconnue comme vecteur dynamique et effectif de développement, notamment en ce qui concerne le dialogue interculturel et entre les peuples	<p>1. Préparation du premier Congrès international des recteurs latino-américains et caribéens : « Responsabilité sociale des universités » (Brésil, septembre 2007).</p> <p>2. L'IESALC a beaucoup fait pour assurer la réalisation de la deuxième Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (Paris 2009) et de fructueuses négociations avec le Gouvernement colombien ont débouché sur l'organisation et le financement partiel de la Conférence régionale préparatoire qui s'est tenue à Cartagena de Indias en juin 2008.</p>	<p>1. Grâce à cette conférence, l'IESALC a assuré une meilleure concertation entre le groupe d'universités qui ont pris l'engagement d'appliquer des politiques régies par les principes de l'éducation en tant que droit de l'homme, bien public socialement attesté et service conforme aux valeurs que sont la pertinence, la qualité, l'inclusion et l'équité.</p> <p>2. L'IESALC convoquera la Conférence régionale sur l'enseignement supérieur de 2008 ; la Conférence précédente, organisée en 1996, a constitué à l'époque un événement marquant dans ce domaine, et ses répercussions se font encore sentir dans la région. Le rôle actif joué par l'IESALC pour servir de chef de file, coordonner l'action et mobiliser des ressources parmi les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et autres donateurs sera encore une fois un défi institutionnel.</p>	<p>1. Coût financé par des fonds extrabudgétaires versés par le Brésil et fort impact de l'événement.</p> <p>2. Le coût élevé de l'événement est compatible avec son importance régionale et politique.</p>	<p>1. 450 participants venus de 24 pays, dont 250 recteurs et vice-recteurs ont assisté à la Conférence dont les actes vont être publiés.</p> <p>2. Nombre de participants ; nombre de pays et d'institutions ; nombre de publications connexes ; documents politiques en résultant.</p>	
Renforcement de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud en termes de formation et de recherche	1. Participation au projet de création de l'Université de l'intégration latino-américaine au Brésil.	1. L'importance stratégique de l'enseignement supérieur pour l'intégration de la région et légitimité croissante de l'expertise technique de l'IESALC.	1. Coût financé par le Brésil et participation à une proposition novatrice d'intégration et de coopération en matière d'enseignement supérieur dans la région.	1. Création de l'UNILA. Nombre de projets auxquels participe l'IESALC.	
Renforcement des réseaux d'échanges et de coopération entre les universités et les autres partenaires de la société civile, et des échanges entre décideurs, chercheurs, enseignants et autres partenaires professionnels	1. L'IESALC a apporté une importante contribution à l'organisation de la première Rencontre des Conseils de recteurs et réseaux universitaires à Brasilia en 2006 ainsi qu'à la deuxième Rencontre qui s'est tenue à Caracas en mai 2007.	1. Importance du soutien et de la participation de tous les Conseils de recteurs et réseaux universitaires de la région LAC pour tous les projets essentiels de l'IESALC et caractère stratégique du travail en réseau pour créer un programme commun de	1. Les réunions ont été intégralement financées par des fonds extrabudgétaires alloués par les ministères brésilien et vénézuélien de l'éducation.	1. Nombre de réseaux ou d'établissements présents (Brasilia : 50 ; Caracas : 70). Pays représentés (Brasilia : 20 ; Caracas : 31).	

	<p>2. Le rétablissement de liens avec le Programme UNITWIN et chaires UNESCO visait à obtenir leur participation au programme d'activité de l'IESALC et à assurer la cohérence entre les chaires travaillant sur des thèmes concernant l'enseignement supérieur, les droits de l'homme et l'intégration.</p> <p>3. Premier Congrès interparlementaire sur l'enseignement supérieur (octobre 2006).</p> <p>4. Le séminaire intitulé « Transformations sociales et défis de l'université en Amérique latine et dans les Caraïbes » a été organisé de concert avec le Secrétaire aux politiques universitaires du Ministère argentin de l'éducation.</p>	<p>développement de l'enseignement supérieur dans la région.</p> <p>2. Importance d'apprécier la valeur des chaires UNESCO en tant que sources d'expertise sur divers sujets et de renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud.</p> <p>3. Les parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes ont été sensibilisés aux projets essentiels de l'IESALC, ce qui a été très positif, bien au-delà de l'enceinte du Parlement latino-américain.</p> <p>4. La nature des transformations qui s'opèrent en Amérique latine et dans les Caraïbes exige un meilleur suivi et un débat au niveau régional, défi qui devrait être relevé lors de la Conférence régionale sur l'enseignement supérieur de Cartagena de Indias, en 2008.</p>	<p>2. Les frais ont été couverts par des fonds extrabudgétaires espagnols qui ont permis de réunir pour la première fois un nombre significatif de chaires UNESCO latino-américaines et espagnoles pour échanger des données d'expérience et établir une coopération universitaire.</p> <p>3. La participation de l'IESALC a été financée par des fonds provenant des ministères de l'éducation brésilien et uruguayen.</p> <p>4. Le coût a été partagé avec le Ministère argentin de l'éducation, de la science et de la technologie.</p>	<p>2. 35 chaires latino-américaines et espagnoles étaient présentes. Il en est résulté des projets de coopération.</p> <p>3. 15 pays étaient représentés.</p> <p>4. Les actes du séminaire ont été imprimés. Cinq ministres de l'éducation étaient présents et 50 institutions représentées.</p>	
Amélioration de la qualité et de l'impact des processus d'enseignement et d'apprentissage grâce à l'utilisation des TIC					
Accès à des systèmes, ressources et services éducatifs de qualité facilité par le choix de solutions novatrices faisant appel aux TIC	<p>1. Disponibilité de huit (8) outils informatiques destinés à la réalisation d'auto-évaluations et à des processus d'accréditation au sein des universités.</p> <p>2. Création d'un cours en ligne de gestion universitaire à l'intention des universités publiques brésiliennes, comme le demandait le Ministère de l'éducation ; études préliminaires en vue de la création d'une version du cours pour les pays hispanophones.</p>	<p>1. Nécessité de mettre davantage d'outils à la disposition de la région LAC.</p> <p>2. La nécessité d'améliorer la gestion des établissements d'enseignement supérieur et le rôle stratégique de l'IESALC dans ce domaine sont des défis.</p>	<p>1. Élaboré par le personnel de l'IESALC et mis à la disposition des universités.</p> <p>2. Le coût va être assumé par des partenaires.</p>	<p>1. Téléchargements depuis le site Web de l'IESALC.</p> <p>2. Cours élaborés. Nombre de participants.</p>	
Mise au point de modalités d'EPT et de formation pédagogique renforcées par le recours aux médias et aux TIC	<p>1. Matériel Internet mis à la disposition des enseignants en langues et en mathématiques.</p>	<p>1. L'IESALC doit se concentrer sur l'articulation des réseaux d'établissements éducatifs afin de répondre à la forte demande de formation d'enseignants.</p>	<p>1. Coût partagé par l'IESALC et la CAF pour l'élaboration du matériel.</p>	<p>1. 29 titres publiés et mis à disposition sur le site Web. Nombre de téléchargements.</p>	

Projets relatifs aux thèmes transversaux

L'élimination de la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 1 : Contribuer à élargir la portée des stratégies internationales et nationales de lutte contre la pauvreté par l'intégration dans des stratégies de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication.

Objectif stratégique 2 : Favoriser l'instauration d'une coordination efficace entre les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et les dispositifs de développement durable, en se concentrant sur les domaines de compétence de l'UNESCO. En outre, contribuer à mobiliser le capital social en développant les capacités et les institutions, notamment dans le domaine public, en vue de permettre aux pauvres d'exercer leurs droits.

Objectif stratégique 3 : Contribuer à la mise en place d'un cadre et d'un environnement de politique nationale propres à favoriser l'autonomisation, les approches participatives et la création de moyens de subsistance.

Paragraphe 01611 - Améliorer, dans les États arabes, les compétences socioéconomiques des jeunes défavorisés

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 200 000

Effectif : 200 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des capacités des formateurs des organisations gouvernementales et des ONG (indicateur de référence : 30 à 40 dans chaque pays)	<ul style="list-style-type: none"> Les formateurs qui avaient « accompagné » le projet organisent et réalisent désormais des ateliers dans leurs établissements, tout comme cinq d'entre eux ont organisé et réalisé un atelier principal de l'UNESCO en décembre 2007. 	<ul style="list-style-type: none"> Parmi les formateurs, certains ont quitté le pays. 		20 membres d'organisations gouvernementales et d'ONG du Liban et des camps palestiniens ont obtenu leurs diplômes de formateur à l'issue du projet et exercent au sein de leurs organisations respectives et de concert avec l'UNESCO.	
Rédaction et utilisation d'un manuel de formation aux compétences utiles dans la vie courante et aux qualifications économiques	<ul style="list-style-type: none"> Les manuels ont été distribués aux formateurs qui avaient participé aux ateliers de formation de formateurs de 2004 et 2005 (et contribué à l'élaboration du manuel) ainsi qu'aux centres d'apprentissage communautaires. Des ONG et des facilitateurs chargés des jeunes ont été formés aux compétences sociales et économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Les formateurs ont suggéré d'apporter des modifications à certaines parties du manuel. 		20 formateurs et 20 centres d'apprentissage communautaires ont reçu le manuel. Une dizaine de formateurs et sept centres l'ont utilisé.	
Renforcement des compétences économiques et sociales des jeunes défavorisés (indice de référence : 1 000 à 2 000 par pays)	<ul style="list-style-type: none"> Des ateliers de formation de formateurs aux compétences sociales et économiques nécessaires pour mettre sur pied de petits projets ont été organisés dans différentes régions du Liban, en Égypte, dans les camps palestiniens au Liban et en République arabe syrienne. Les jeunes qui ont participé aux ateliers de formation disposaient à la fin d'un plan écrit détaillé sur la manière de démarrer leur petit projet comprenant le plan d'action détaillé de celui-ci, ainsi que son budget, 	<ul style="list-style-type: none"> Au Liban, la principale difficulté tenait à l'instabilité politique et en matière de sécurité, qui a provoqué des retards et changements de lieu. Le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth s'efforcera d'aider ultérieurement des jeunes en 2008, soit par le biais de la 		La durabilité est garantie par les centres d'apprentissage communautaires auxquels appartiennent les jeunes qui ont participé à l'atelier. Le nombre de jeunes qui démarreront de petits projets ou assisteront à des cours de formation professionnelle est un moyen de mesure,	

	coût et efficacité ainsi que sa phase de mise en œuvre.	formation professionnelle, soit en les mettant en liaison avec des organismes de prêt.		mais ne pourra être indiqué qu'en 2008.	
--	---	--	--	---	--

Paragraphe 01612 - Thème transversal - Rompre le cercle vicieux de la pauvreté des femmes : autonomiser les adolescentes pour qu'elles soient des agents de la transformation sociale en Asie du Sud

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)
Planifié : 150 000
Effectif : 148 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Les bonnes pratiques de programmes intégrés d'apprentissage au sens large et d'acquisition de compétences utiles dans la vie courante s'adressant aux adolescents déscolarisés, en particulier les jeunes filles, ainsi que des mécanismes communautaires appropriés d'apprentissage auront été documentés, mis en commun et diffusés	<ul style="list-style-type: none"> Des programmes intégrés d'apprentissage associant l'alphabétisation, l'acquisition de compétences, la production de revenus et l'enseignement scientifique avec accès aux TIC, ont été élaborés dans les quatre pays participant au projet et testés par le biais de mécanismes fondés sur la communauté qui ont créé un environnement propice à l'autonomisation des adolescents sur les sites participant au projet dans les quatre pays. Un document d'orientation sur les connaissances et compétences nécessaires à la vie courante pour les adolescents défavorisés est en cours de préparation. Il permettra de diffuser le modèle et les matériels élaborés afin de créer des possibilités analogues pour des jeunes d'autres régions. 	<ul style="list-style-type: none"> La collaboration interdisciplinaire et intersectorielle prend beaucoup de temps et exige un travail d'équipe à tous les niveaux d'intervention ainsi que du personnel motivé <u>partageant une vision et une mission communes</u>. La tâche est plus facile lorsque l'objectif est clair et les membres de l'équipe fermement convaincus. 	<ul style="list-style-type: none"> Un programme intégré est d'un bon rapport coût-efficacité par rapport au coût total de la réalisation individuelle des activités liées aux différentes composantes, éducation, santé, science, TIC, etc., à condition que le programme soit, dès le départ, conçu dans une approche holistique. 	6 000 adolescents, particulièrement des filles, qui ont achevé le programme, participent à diverses activités de développement personnel et communautaire. Ils ont appris à défendre haut et fort leurs droits individuels et ceux de leur communauté. Ce sont de jeunes hommes et femmes qui impulsent le mouvement pour l'amélioration des moyens de subsistance fondés sur les droits, suscité par le projet. Ils sont <u>les agents du changement</u> , facilement identifiables sur tous les sites du projet. De plus, les modèles et matériels d'apprentissage, de formation et d'enseignement, ainsi que les mécanismes communautaires d'apprentissage mis au point dans chaque pays sont en cours d'adaptation par d'autres organisations locales et nationales. Le modèle de projet relevant du thème transversal est élargi et reproduit par d'autres partenaires du développement, offrant des possibilités d'apprentissage à des jeunes qui vivent dans la pauvreté. Le document d'orientation encouragera la	

				collaboration Sud-Sud dans ce domaine.	
Les décideurs seront davantage conscients de la nécessité d'investir dans les adolescents non scolarisés comme stratégie visant à réduire la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Des ateliers locaux et nationaux ont été organisés afin de sensibiliser les responsables politiques à la nécessité de considérer les adolescents comme un groupe de population ayant des besoins spécifiques, notamment besoin d'une transition en douceur de l'enfance à la vie adulte. L'attention a particulièrement été attirée sur le besoin de développer l'apprentissage et les compétences des adolescents appartenant à des groupes défavorisés et sur la possibilité pour eux de devenir les agents du changement pour une vie meilleure. Les résultats du projet ont été présentés lors de réunions internationales et communiqués à d'autres agences des Nations Unies. Les mécanismes communautaires de vulgarisation scientifique ont particulièrement intéressé les responsables politiques - et l'importance d'intégrer science et TIC à l'intention de jeunes appartenant à des groupes défavorisés, aussi bien pour assurer leur propre développement que celui de leur communauté, est de plus en plus reconnue. 	<ul style="list-style-type: none"> Il est difficile de réunir des fonctionnaires compétents venant de différents ministères. Les plates-formes interministérielles pour la réalisation de programmes interdisciplinaires intégrés ne sont pas chose courante. Des efforts sont nécessaires pour favoriser une vision commune chez les représentants des divers ministères qui s'occupent de questions relatives à la pauvreté en mettant l'accent sur les femmes. 		La participation de décideurs locaux et nationaux à diverses activités éducatives, culturelles et scientifiques organisées dans le cadre des projets ainsi que les recommandations formulées lors de ces réunions et débats politiques ont sensibilisé les responsables politiques. Les adolescents/jeunes (12-20 ans) sont plus souvent mentionnés dans les publications privées ou publiques. La reproduction des modèles du projet relevant du thème transversal au Bangladesh, en Inde et au Pakistan assurera le renforcement des activités dans ce domaine.	
Des ensembles de ressources et des modules de formation ont été mis au point, en vue notamment de la vulgarisation scientifique et de la bonne application des TIC dans les zones rurales	<ul style="list-style-type: none"> Des centres de ressources ont été créés sur tous les sites du projet afin de faire mieux connaître l'impact de la science sur la vie quotidienne, en particulier des jeunes filles. Des adolescents ont été initiés aux TIC et ceux qui ont obtenu le diplôme délivré à la fin du programme (Bangladesh) ont été formés pour diriger ces centres. Diverses activités comme des foires scientifiques, des forums et discussions de jeunesse poursuivent avec la participation active de membres de la communauté, du personnel enseignant d'écoles locales ainsi que les autorités locales et des États (Inde). Une brochure intitulée « How to popularize science on water issues for women in rural areas? » a été publiée avec la collaboration de la Fondation des sciences du Pakistan et du Réseau de scientifiques du projet relevant du thème transversal. 	<ul style="list-style-type: none"> Il faut des ressources suffisantes pour créer une plate-forme commune où les spécialistes de l'éducation, de la science et des TIC puissent se rencontrer, faire des projets et examiner les progrès accomplis. Les interventions des experts sont souvent ponctuelles. Pour obtenir un impact durable, il est indispensable de conserver une perception holistique des besoins de développement des jeunes filles et des femmes lors de la conception des activités dans des domaines spécifiques. Compte tenu des ressources limitées, le Réseau de scientifiques n'a pas été en mesure de rencontrer les agents du projet responsables de l'éducation et de l'accès aux TIC. 		Les revues scientifiques locales auxquelles les centres sont abonnés, les rapports sur les diverses activités et les recommandations des ateliers scientifiques ouvrent la voie à la vulgarisation scientifique dans les zones rurales. Les pouvoirs publics ont apporté un soutien et une collaboration accrue (en Inde et au Pakistan) en vue de la création de nouveaux centres scientifiques ruraux ainsi que de la poursuite de ces activités dans le cadre du projet relevant du thème transversal (Inde).	
Une modalité de suivi et d'évaluation par les pairs sera à la disposition des autorités nationales et des partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités des organisations locales de jeunesse ont été améliorées en réalisant des enquêtes, organisant des discussions de groupe ciblées et procédant à l'analyse des résultats obtenus. Une note 	<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre du projet a progressé de manière inégale d'un pays à l'autre. Le budget global ne reflétait pas l'importance 		La note d'orientation fournit des principes directeurs pour la réalisation par des ONG de jeunesse du suivi et de	

du développement	d'orientation intitulée « Mesurer l'autonomisation des jeunes par le biais du suivi et de l'évaluation » par les pairs a été publiée.	de visites sur le terrain souhaitables pour élaborer des tests et affiner les indicateurs relatifs à l'autonomisation. De plus, le manque de coopération entre les bureaux hors Siège et le Siège entrave la gestion du projet. La difficulté des relations entre le Siège et le hors Siège nuit au suivi et à l'évaluation. Par ailleurs, l'importance de la participation d'ONG de jeunesse au suivi et à l'évaluation n'a pas été estimée par tous les partenaires du projet.		l'évaluation par des pairs et souligne aussi l'importance de leur intervention face aux questions concernant les jeunes. Les organisations de jeunesse consultées, sensibilisées, mobilisées et formées dans le cadre du projet relevant du thème transversal continueront de veiller, comme la responsabilité leur en incombe, à ce que les programmes conçus pour les jeunes soient bien conformes à leur intérêt.	
------------------	---	--	--	--	--

La contribution des technologies de l'information et de la communication au développement de l'éducation, de la science et de la culture, et à la construction d'une société du savoir

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 1 : S'accorder sur les principes communs qui doivent régir la construction des sociétés du savoir

Objectif stratégique 2 : Accroître les possibilités d'apprendre en donnant accès à des contenus et systèmes de prestation des services éducatifs diversifiés

Objectif stratégique 3 : Renforcer les capacités en matière de recherches scientifiques, de partage de l'information et d'échanges culturels

Objectif stratégique 4 : Promouvoir l'utilisation des TIC aux fins de l'autonomisation, de la gouvernance et de la participation sociale

Paragraphe 01621 - Base de connaissances concernant l'enseignement supérieur ouvert et à distance

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 200 000

Effectif : 191 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Mise en place de nouvelles ressources régionales d'information	<ul style="list-style-type: none"> De nouvelles ressources régionales d'information ont été mises en place dans les États arabes (par le biais du Bureau de l'UNESCO au Caire) et en Amérique latine et dans les Caraïbes (par le biais du Bureau de Santiago du Chili). 	<ul style="list-style-type: none"> Changements apportés aux serveurs initialement prévus pour les États arabes et pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Les ressources d'information ont été modifiées pour des raisons logistiques, ce qui a retardé leur mise à disposition du public. 	<ul style="list-style-type: none"> L'établissement de liens avec des objectifs du programme et le soutien de bureaux hors Siège et de partenaires régionaux ont contribué à la rentabilité du projet. 	États arabes : soutien du Conseil supérieur des universités (Égypte). Les réponses à des propositions de financement adressées à plusieurs sources sont actuellement en attente. Amérique latine et Caraïbes : projet intégré dans le Réseau de formation pédagogique en Amérique latine et dans les Caraïbes (KIPUS).	

Renforcement de l'outil de soutien à la prise de décisions et des ressources régionales d'information	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des ressources régionales d'information en Afrique, en Asie et dans le Pacifique ainsi que dans les États baltes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes d'ordre général relatifs à la collecte d'informations et ressources de grande qualité auprès de certaines institutions ainsi qu'à l'obtention de l'affranchissement des droits d'auteur. 		<p>Afrique : collaboration à l'apprentissage ouvert et à distance en Afrique, le SAIDE et la NADEOSA. APA : l'Université ouverte de Malaisie s'est engagée à maintenir le site à l'issue du projet. CEI/Baltique : liens avec le projet DELPHI II de l'Union européenne.</p>	
Élaboration de normes pour l'enseignement ouvert et à distance	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun progrès n'a été accompli dans la réalisation de cet objectif du projet compte tenu du temps qu'il a fallu employer à d'autres fins. 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de moyens et de temps pour mettre en œuvre cet objectif. 			
Mise en place de communautés de pratique internationales en matière d'enseignement ouvert et à distance de qualité dans l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Les ateliers de renforcement des capacités organisés dans toutes les régions ont contribué à la réalisation de cet objectif. Un groupe consultatif international bénévole travaillant par voie électronique a été créé afin de donner des informations sur un questionnaire relatif au financement de l'apprentissage ouvert et à distance. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés pour organiser des ateliers en raison du manque de moyens financiers. Difficultés pour obtenir un retour d'information par e-mail vers un outil internationalement approuvé en vue d'un financement, compte tenu du caractère bénévole du groupe. 		<p>D'autres liens entre les sites doivent être renforcés par ED/HED dans le cadre des activités du Programme ordinaire.</p>	

Paragraphe 01622- Application de la télédétection à la gestion intégrée des écosystèmes et des ressources en eau en Afrique

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 200 000	Effectif : 198 000

Paragraphe 01623 - Les TIC au service de l'alphabétisation, en particulier dans les pays de l'E-9

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 300 000	Effectif : 299 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcer l'alphabétisation, la formation des enseignants et l'éducation de qualité à tous les niveaux au moyen des médias et des TIC	Ce projet mettait l'accent sur la promotion de l'utilisation des TIC pour développer l'alphabétisation des adultes dans trois des pays de l'E-9 c'est-à-dire sur des cours faisant appel à des DVD, des vidéos, des manuels, etc.	<ul style="list-style-type: none"> • Les TIC sont très peu utilisées dans la population rurale. Il a par conséquent été difficile de lancer l'idée et d'instaurer l'utilisation du kit d'alphabétisation basé sur les TIC, aussi bien auprès des 	Le projet s'est avéré très rentable. Dans les limites des budgets alloués, le Pakistan, l'Inde et le Bangladesh ont mis au point un kit d'apprentissage des TIC qui, même s'il ne constitue qu'un léger progrès	A) Pakistan : initialement 2 centres d'alphabétisation basés sur les TIC ont été créés grâce au soutien apporté à la NCHD, principale organisation	

<p>Des matériels d'alphabétisation basés sur les TIC, tenant compte des besoins des deux sexes et des pauvres, seront élaborés, testés et largement utilisés ; des organisateurs de campagnes d'alphabétisation et des praticiens de terrain auront été formés ; du matériel de postalphabétisation aura été produit ; les innovations et les bonnes pratiques auront été identifiées et diffusées ; la prise de conscience de la situation et des capacités des pauvres qui ne savent ni lire ni écrire sera plus grande ; la participation des organisations de la société civile, des médias et du secteur privé sera plus importante</p>	<p><u>Pakistan</u> :</p> <p>A) Kit d'alphabétisation basé sur l'utilisation des TIC des manuels élémentaires d'urdu et de mathématiques de la NCHD, sous forme d'apprentissage informatisé. Le kit a été officiellement lancé le 18 décembre 2007 et est utilisé dans les centres TIC de la NCHD dans l'Azad Jammu-et-Cachemire, d'Attock et de Mardan.</p> <p>B) Création de 2 centres d'initiation aux TIC à Attock et Mardan en collaboration avec la NCDH. Le kit d'alphabétisation basé sur l'utilisation des TIC y est expérimenté.</p> <p><u>Bangladesh</u> :</p> <p>A) Un manuel élémentaire d'alphabétisation fonctionnelle, reposant pour une large part sur les 500 mots et expressions les plus fréquemment utilisés par les apprenants ciblés, a été élaboré avec le concours de spécialistes de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle. Un cahier d'activités allant avec a également été mis au point.</p> <p>B) Avec l'aide de spécialistes des technologies de l'information et des TIC, le manuel a été transformé en cours interactif d'alphabétisation fonctionnelle dispensé grâce aux TIC. Un essai préliminaire sur le terrain avec des apprenants sélectionnés a été effectué. Un autre, plus détaillé, est en cours ; 40 000 femmes appartenant à 2 districts bénéficieront en définitive de ce cours.</p> <p><u>Inde</u> :</p> <p>Le Bureau de l'UNESCO à New Delhi a mis au point le kit multimédia interactif de formation au téléenseignement pour le projet LIFE. Le kit comprend 8 modules différents portant sur des sujets comme la culture, l'alphabétisation au service d'une maternité sans risque, etc.</p>	<p>apprenants que des enseignants, pendant la phase d'essai.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il faut bien tirer parti des avantages des TIC. Elles peuvent faire une énorme différence dans les pays où le nombre d'adultes analphabètes est élevé. • Il faut formuler une politique qui permette l'intégration des technologies appropriées de l'information et de la communication dans les programmes d'alphabétisation. De plus, il faut faciliter la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation intégrés intersectoriels. • La formation professionnelle des administrateurs, directeurs, éducateurs et autres personnels chargés de l'alphabétisation est cruciale pour améliorer les programmes d'alphabétisation. Les TIC peuvent être utilisées pour l'apprentissage à distance, la création de matériels, améliorer la rétention d'informations des enseignants stagiaires, la mise en réseau et le partage de connaissances. Les TIC ont donc beaucoup à offrir pour améliorer et appuyer la formation continue. • Les programmes d'alphabétisation doivent être adaptés aux besoins spécifiques des groupes cibles. Les TIC peuvent largement contribuer à accroître l'intérêt, l'enthousiasme et la participation des apprenants et peuvent être un bon moyen de développer du matériel 	<p>dans la lutte contre l'analphabétisation, sera extrêmement bénéfique à long terme.</p> <p>A) Au Pakistan, le Bureau de l'UNESCO à Islamabad est parvenu à mettre au point un kit d'alphabétisation basé sur les TIC en collaboration avec la NCHD (Commission nationale pour le développement humain). Le principal objectif de ce projet était d'élaborer un kit d'alphabétisation informatisé à l'intention des femmes et des adolescentes pakistanaises pauvres travaillant dans les zones rurales. Ce kit contribuera largement à favoriser et soutenir les progrès de l'alphabétisation au Pakistan au moyen des TIC.</p> <p>B) Au Bangladesh, le Bureau de l'UNESCO à Dacca a mis au point un manuel élémentaire d'alphabétisation fonctionnelle ainsi qu'un cahier d'activités qui ont ensuite été transformés en faisant appel aux TIC.</p> <p>C) En Inde, le Bureau de l'UNESCO à New Delhi a mis au point le kit multimédia interactif de formation au télé-enseignement pour le projet LIFE.</p>	<p>travaillant dans le domaine de l'alphabétisation au Pakistan, dans les deux districts où devait être expérimenté le kit reposant sur l'utilisation des TIC.</p> <p>B) Bangladesh : un manuel élémentaire d'alphabétisation fonctionnelle, reposant pour une large part sur les 500 mots et expressions les plus fréquemment utilisés par les apprenants ciblés a été mis au point avec le concours de spécialistes de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle. Un cahier d'activités allant avec a également été mis au point. Avec l'aide de spécialistes des technologies de l'information et des TIC, le manuel a été transformé en cours interactif d'alphabétisation fonctionnelle à distance dispensé par le biais des TIC. Un essai préliminaire a été effectué sur le terrain avec des apprenants sélectionnés. L'utilisation de ce kit dans 2 centres d'apprentissage permettra à 40 000 femmes de 2 districts de profiter de ce cours.</p> <p>C) Inde : initialement 2 centres d'alphabétisation fondés sur les TIC ont été créés dans 2 districts pour expérimenter le kit d'alphabétisation fondé sur l'utilisation des TIC grâce à l'aide apportée à la NCHD, principale organisation</p>	
--	--	--	--	--	--

	<p><u>Atelier des pays de l'E-9 sur les TIC au service de l'alphabétisation :</u></p> <p>Au titre de cette initiative, une réunion des pays de l'E-9 sur « Les TIC au service de l'alphabétisation » s'est tenue à Bangalore, Inde, en octobre 2007 de concert avec le Bureau de l'UNESCO à Delhi. Des représentants du Bangladesh, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Inde, du Mexique, du Nigéria et du Pakistan ont échangé leurs expériences et renforcé leur coopération dans ce domaine.</p>	<p>d'apprentissage culturellement et linguistiquement approprié. De plus il est important que les programmes d'alphabétisation ne soient pas simplement axés sur l'enseignement de compétences dans les domaines de la lecture et de l'écriture, mais donnent aussi aux apprenants la capacité d'accéder à des informations qu'ils peuvent utilement exploiter pour améliorer leur vie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La participation communautaire est essentielle lors de l'introduction des TIC, de même que des expériences menées dans de nombreux pays ont montré que les projets d'alphabétisation sont plus utiles et viables lorsque les communauté les soutiennent et s'y associent. • Plutôt que de mettre uniquement l'accent sur un domaine, par exemple le développement de logiciels ou la production d'un programme de télévision, les projets d'alphabétisation devraient également mettre l'accent sur la satisfaction des besoins de formation des enseignants, la fourniture d'un soutien technique, la production de matériels d'alphabétisation localement pertinents et le lancement d'autres activités si nécessaire. 		<p>s'occupant d'alphabétisation.</p>	
--	---	---	--	--------------------------------------	--